

Précis du siècle de Louis XV

Voltaire

Publication:

Source : Livres & Ebooks

Chapitre 1

Chapitre 1

Tableau de l'Europe après la mort de Louis XIV

Nous avons donné, avec quelque étendue, une idée du siècle de *Louis XIV*; siècle des grands hommes, des beaux arts et de la politesse : il fut marqué, il est vrai, comme tous les autres, par des calamités publiques et particulières, inséparables de la nature humaine ; mais tout ce qui peut consoler les hommes dans la misère de leur condition faible et périssable, semble avoir été prodigué dans ce siècle. Il faut voir maintenant ce qui suivit ce règne, orageux dans son commencement, brillant du plus grand éclat pendant cinquante années, mêlé ensuite de grandes adversités et de quelque bonheur, et finissant dans une tristesse assez sombre, après avoir commencé dans des factions turbulentes.

Louis XV étoit un enfant orphelin. Il eût été trop long, trop difficile et trop dangereux d'assembler les états généraux pour régler les prétentions à la régence. Le parlement de Paris l'avoit déjà donnée à deux reines ; il la donna au duc d'Orléans. Il avait cassé le testament de *Louis XIII* ; il cassa celui de *Louis XIV*. *Philippe*, duc d'Orléans, petit fils de France, fut déclaré maître absolu par ce même parlement qu'il envoya bientôt après en exil. pour mieux sentir par quelle fatalité aveugle les affaires de ce monde sont gouvernées, il faut remarquer que l'empire ottoman, qui avait pu attaquer l'empire d'Allemagne pendant la longue guerre de 1701, attendit la conclusion totale de la paix générale, pour faire la guerre contre les chrétiens. les turcs s'emparèrent aisément en 1715 du Péloponèse que le célèbre *Morosini*, surnommé le *péloponésiaque*, avait pris sur eux vers la fin du dix-septième siècle, et qui était resté aux vénitiens par la paix de Carlowitz. L'empereur, garant de cette paix, fut obligé de se déclarer contre les turcs. Le prince *Eugene* qui les avait déjà

battus autrefois à Zenta, passa le Danube, et livra bataille près de Petervaradin, au grand visir *Ali*, favori du sultan *Achemet III*, et remporta la victoire la plus signalée. quoique les détails n'entrent point dans un plan général, on ne peut s'empêcher de rapporter ici l'action d'un français, célèbre par ses aventures singulieres. Un comte de *Bonneval*, qui avait quitté le service de France sur quelques mécontentemens du ministere, major général alors sous le prince *Eugene*, se trouva dans cette bataille entouré d'un corps nombreux de janissaires : il n'avait auprès de lui que deux cents soldats de son régiment ; il résista une heure entiere, et ayant été abattu d'un coup de lance, dix soldats qui lui restaient, le porterent à l'armée victorieuse. ce même homme proscrit en France, vint ensuite se marier publiquement à Paris ; et quelques années après il alla prendre le turban à Constantinople où il est mort bacha. le grand-visir *Ali* fut blessé à mort dans la bataille. Les mœurs turques n'étaient pas encore adoucies ; ce visir, avant d'expirer, fit massacrer un général de l'empereur, qui était son prisonnier. l'année d'après le prince *Eugene* assiégea belgrade, dans laquelle il y avait près de quinze mille hommes de garnison ; il se vit lui-même assiégé par une armée innombrable de turcs qui avançaient contre son camp, et qui l'environnerent de tranchées ; il était précisément dans la situation où se trouva *César* en assiégeant Alexie : il s'en tira comme lui ; il battit les ennemis, et prit la ville ; toute son armée devait périr, mais la discipline militaire triompha de la force et du nombre. ce prince mit le comble à sa gloire par la paix de passarovitz, qui donna Belgrade et Témisvar à l'empereur ; mais les vénitiens, pour qui on avait fait la guerre, furent abandonnés, et perdirent la grece sans retour. la face des affaires ne changeait pas moins entre les princes chrétiens. L'intelligence et l'union de la France et de l'Espagne qu'on avait tant redoutée, et qui avait alarmé tant d'états, fut rompue dès que *Louis XIV* eut les yeux fermés. Le duc d'Orléans, régent de France, quoiqu'irréprochable sur les soins de la conservation de son pupille, se conduisit comme s'il eût dû lui succéder. Il s'unit étroitement avec l'Angleterre, réputée l'ennemie naturelle de la France, et rompit ouvertement avec la branche de *Bourbon* qui régnait à Madrid ; et *Philippe V*, qui avait renoncé à la couronne de France par la paix, excita, ou plutôt prêta son nom pour exciter des séditions en France, qui devaient lui donner la régence d'un pays où il ne pouvait régner. Ainsi après la mort de *Louis XIV*, toutes les vues, toutes les négociations, toute la politique changerent dans sa famille et chez tous les princes. le cardinal *Albéroni*, premier ministre d'Espagne, se mit en tête de bouleverser l'Europe, et fut sur le point d'en venir à bout. Il avait en peu d'années rétabli les finances et les forces de la monarchie espagnole ; il forma le projet d'y réunir la Sardaigne qui était alors à l'empereur, et la Sicile dont les ducs de Savoie étoient en possession depuis la paix d'Utrecht. Il allait changer la constitution de l'Angleterre, pour l'empêcher de s'opposer à ses desseins, et dans la même vue il était prêt d'exciter en France une guerre civile. Il négocioit à la fois avec la porte

ottomane, avec le czar *Pierre Le Grand* , et avec *Charles XII* . Il était prêt d'engager les turcs à renouveler la guerre contre l'empereur ; et *Charles XII* , réuni avec le czar, devait mener lui-même le prétendant en Angleterre, et le rétablir sur le trône de ses peres. ce cardinal en même temps soulevait la Bretagne en France, et déjà il faisait filer secretement dans le royaume quelques troupes déguisées en faux-sauniers, conduites par un nommé *Colincris* qui devait se joindre aux révoltés. La conspiration de la duchesse du Maine, du cardinal de *Polignac* , et de tant d'autres, était prête d'éclater ; le dessein étoit d'enlever, si on pouvoit, le duc d'Orléans, de lui ôter la régence, et de la donner au roi d'Espagne *Philippe V* . Ainsi le cardinal *Albéroni* , autrefois curé de village auprès de Parme, allait être à la fois premier ministre d'Espagne et de France, et donnait à l'Europe entiere une face nouvelle. la fortune fit évanouir tous ces vastes projets ; une simple courtisane découvrit à Paris la conspiration qui devint inutile dès qu'elle fut connue. Le roi de Suede, qui devait mettre le prétendant sur le trône d'Angleterre, fut tué en Norwege. Cependant une partie des projets d' *Albéroni* commençoit à s'effectuer, tant il avait préparé de ressorts. La flotte qu'il avait armée, descendit en Sardaigne dès l'année 1717, et la réduisit en peu de jours sous l'obéissance de l'Espagne : bientôt après elle s'empara de presque toute la Sicile en 1718. Mais *Albéroni* n'ayant pu réussir, ni à empêcher les turcs de consommer leur paix avec l'empereur *Charles VI* , ni à susciter des guerres civiles en France et en Angleterre, vit à la fois l'empereur, le régent de France, et le roi *Georges I* , réunis contre lui. le régent de France fit la guerre à l'Espagne de concert avec les anglais, de sorte que la premiere guerre entreprise par *Louis XV* fut contre son oncle que *Louis XIV* avait établi au prix de tant de sang ; c'étoit en effet une guerre civile. le roi d'Espagne avoit eu soin de faire peindre les trois fleurs de lys sur tous les drapeaux de son armée. Le même maréchal de *Barwich* , qui lui avoit gagné des batailles pour affermir son trône, commandait l'armée française. Le duc de *Liria* , son fils, étoit officier général dans l'armée espagnole. Le pere exhorta le fils par une lettre pathétique à bien faire son devoir contre lui-même. l'abbé *Dubois* , depuis cardinal, enfant de la fortune comme *Albéroni* , et aussi singulier que lui par son caractere, dirigea toute cette entreprise ; il étoit alors secrétaire d'état. ce fut la *Motte-Houdard* qui composa le manifeste qui ne fut signé de personne. Une flotte anglaise battit celle d'Espagne auprès de Messine, et alors tous les projets du cardinal *Albéroni* , étant déconcertés, ce ministre, regardé six mois auparavant comme le plus grand homme d'état qui eût jamais été, ne passa plus alors que pour un téméraire et un brouillon. Le duc d'Orléans ne voulut donner la paix à *Philippe V* qu'à condition qu'il renverrait son ministre ; il fut livré par le roi d'Espagne aux troupes françaises qui le conduisirent sur les frontieres d'Italie. Ce même homme étant depuis Légat à bologne, et ne pouvant plus entreprendre de bouleverser des royaumes, occupa son loisir à tenter de détruire la république de Saint-Marin. cependant il résulta de tous ses

grands desseins, qu'on s'accorda à donner la Sicile à l'empereur *Charles Vi* , et la Sardaigne aux ducs de Savoie, qui l'ont toujours possédée depuis ce temps, et qui prennent le titre de rois de Sardaigne ; mais la maison d'Autriche a perdu depuis la Sicile. ces événemens publics sont assez connus ; mais ce qui ne l'est pas, et qui est très-vrai, c'est que quand le régent voulut mettre pour condition de la paix, qu'il marierait sa fille, Mademoiselle De *Montpensier* , au prince des Asturies *Dom-Louis* , et qu'on donnerait l'infante d'Espagne au roi de France, il ne put y parvenir qu'en gagnant le jésuite *Daubanton* , confesseur de *Philippe V* . Ce jésuite détermina le roi d'Espagne à ce double mariage ; mais ce fut à condition que le duc d'Orléans, qui s'était déclaré contre les jésuites, en deviendrait le protecteur, et qu'il ferait enregistrer la constitution : il le promit, et tint parole. Ce sont-là souvent les secrets ressorts des grands changements dans l'état et dans l'église. L'abbé *Dubois* , désigné archevêque de Cambrai, conduisit seul cette affaire, et ce fut ce qui lui valut le cardinalat. Il fit enregistrer la bulle purement et simplement, comme on l'a déjà dit, par le grand-conseil, ou plutôt malgré le grand-conseil, par les princes du sang, les ducs et pairs, les maréchaux de France, les conseillers d'état et les maîtres des requêtes, et sur-tout par le chancelier *D'Aguesseau* lui-même, qui avait été si longtemps contraire à cette acceptation. l'abbé *Dubois* obtint même une rétractation du cardinal de *Noailles* . Le régent de France, dans cette intrigue, se trouva lié quelque temps par les mêmes intérêts avec le jésuite *Daubanton* . *Philippe V* commençait à être attaqué d'une mélancolie qui, jointe à sa dévotion, le portait à renoncer aux embarras du trône, et à le resigner à son fils aîné *Dom-Louis* ; projet qu'en effet il exécuta depuis en 1724. Il confia ce secret à *Daubanton* : ce jésuite trembla de perdre tout son crédit, quand son pénitent ne serait plus le maître, et d'être réduit à le suivre dans une solitude. Il révéla au duc d'Orléans la confession de *Philippe V* , ne doutant pas que ce prince ne fit tout son possible pour empêcher le roi d'Espagne d'abdiquer. Le régent avait des vues contraires ; il eût été content que son gendre fût roi, et qu'un jésuite qui avait tant gêné son goût dans l'affaire de la constitution, ne fût plus en état de lui prescrire des conditions. Il envoya la lettre de *Daubanton* au roi d'Espagne. Ce monarque montra froidement la lettre à son confesseur qui tomba évanoui, et mourut peu de temps après.

Chapitre 2

Chapitre 2

suite du tableau de l'Europe. Régence du duc d'Orléans. système de Law ou de Lass.

ce qui étonna le plus toutes les cours de l'Europe, ce fut de voir quelque temps après, en 1724 et 1725, *Philippe V* et *Charles Vi*, autrefois si acharnés l'un contre l'autre, maintenant étroitement unis, et les affaires, sorties de leur route naturelle, au point que le ministère de Madrid gouverna une année entière la cour de Vienne. Cette cour, qui n'avait jamais eu d'autre intention que de fermer à la maison française d'Espagne tout accès dans l'Italie, se laissa entraîner loin de ses propres sentimens, au point de recevoir un fils de *Philippe V* et d' *élisabeth* De Parme, sa seconde femme, dans cette même Italie, dont on voulait exclure tout français et tout espagnol. L'empereur donna à ce fils puîné de son concurrent, l'investiture de Parme et de Plaisance, et du grand-duché de Toscane : quoique la succession de ces états ne fût point ouverte, *Dom Carlos*

y fût introduit avec six mille espagnols, et il n'en coûta à l'Espagne que deux cents mille pistoles données à Vienne. Cette faute du conseil de l'empereur ne fut pas au rang des fautes heureuses ; elle lui coûta plus cher dans la suite. Tout était étrange dans cet accord ; c'étaient deux maisons ennemies, qui s'unissaient sans se fier l'une à l'autre ; c'étaient les anglais qui, ayant tout fait pour détrôner *Philippe V*, et lui ayant arraché Minorque et Gibraltar, étaient les médiateurs de ce traité ; c'était un hollandais, *Ripperda*, devenu Duc et tout-puissant en Espagne, qui le signait, qui fut disgracié après l'avoir signé, et qui alla mourir ensuite dans le royaume de Maroc, où il tenta d'établir une religion nouvelle. Cependant en France, la régence du duc d'Orléans, que ses ennemis secrets et le bouleversement général des finances devaient rendre la plus orageuse des régences, avoit été la plus paisible et la plus fortunée. L'habitude que les français avoient prise d'obéir

sous *Louis XIV* , fit la sûreté du régent et la tranquillité publique. La conspiration, dirigée de loin par le cardinal *Albéroni* , et mal tramée en France, fut dissipée aussi-tôt que formée. Le parlement, qui dans la minorité de *Louis XIV* avait fait la guerre civile pour douze charges de maîtres des requêtes, et qui avait cassé les testaments de *Louis Xiii* et de *Louis XIV* avec moins de formalités que celui d'un particulier, eut à peine la liberté de faire des remontrances, lorsqu'on eut augmenté la valeur numéraire des especes trois fois au delà du prix ordinaire. Sa marche à pied, de la grand'chambre au louvre, ne lui attira que les railleries du peuple. L'édit le plus injuste qu'on ait jamais rendu, celui de défendre à tous les habitants d'un royaume d'avoir chez soi plus de cinq cents francs d'argent comptant, n'excita pas le moindre mouvement. La disette entière des especes dans le public : tout un peuple en foule se pressant pour aller recevoir à un bureau quelque monnaie nécessaire à la vie, en échange d'un papier décrié, dont la France était inondée, plusieurs citoyens écrasés dans cette foule, et leurs cadavres portés par le peuple au palais royal, ne produisirent pas une apparence de sédition. Enfin ce fameux système de *Law* , qui semblait devoir ruiner la régence et l'état, soutint en effet l'un et l'autre par des conséquences que personne n'avait prévues. La cupidité qu'il réveilla dans toutes les conditions, depuis le plus bas peuple jusqu'aux magistrats, aux évêques et aux princes, détourna tous les esprits de toute attention au bien public, et de toute vue politique et ambitieuse, en les remplissant de la crainte de perdre, et de l'avidité de gagner. C'était un jeu nouveau et prodigieux, où tous les citoyens pariaient les uns contre les autres. Des joueurs acharnés ne quittent point leurs cartes pour troubler le gouvernement. Il arriva, par un prestige dont les ressorts ne purent être visibles qu'aux yeux les plus exercés et les plus fins, qu'un système tout chimérique enfanta un commerce réel, et fit renaître la compagnie des Indes, établie autrefois par le célèbre *Colbert* , et ruinée par les guerres. Enfin, s'il y eut beaucoup de fortunes particulières détruites, la nation devint bientôt plus commerçante et plus riche. Ce système éclaira les esprits, comme les guerres civiles aiguïssent les courages. Ce fut une maladie épidémique qui se répandit de France en Hollande et en Angleterre : elle mérite l'attention de la postérité, car ce n'était point l'intérêt politique de deux ou trois princes, qui bouleversait des nations. Les peuples se précipiterent d'eux-mêmes dans cette folie qui enrichit quelques familles, et qui en réduisit tant d'autres à la mendicité. Voici quelle fut l'origine de cette démence précédée et suivie de tant d'autres folies. Un écossais, nommé *Jean Law* , que nous nommons *Jean Lass* , qui n'avait d'autre métier que d'être grand joueur et grand calculateur, obligé de fuir de la grande Bretagne pour un meurtre, avait dès long-temps rédigé le plan d'une compagnie qui paierait en billets les dettes d'un état, et qui se rembourserait par les profits. Ce système était très-compiqué ; mais réduit à ses justes bornes, il pouvait être très-utile. C'était une imitation de la banque d'Angleterre et de sa com-

pagnie des Indes. Il proposa cet établissement au duc de Savoie, depuis premier roi de Sardaigne, *Victor-Amédée*, qui répondit qu'il n'était pas assez puissant pour se ruiner. Il le vint proposer au contrôleur-général *Desmarets*; mais c'était dans le temps d'une guerre malheureuse, où toute confiance était perdue; et la base de ce système était la confiance. Enfin, il trouva tout favorable sous la régence du duc d'Orléans; deux milliards de dettes à éteindre, une paix qui laissait du loisir au gouvernement, un prince et un peuple amoureux des nouveautés. Il établit d'abord une banque en son propre nom en 1716. Elle devint bientôt un bureau général des recettes du royaume. On y joignit une compagnie du Mississippi, compagnie dont on faisait espérer de grands avantages. Le public, séduit par l'appas du gain, s'empressa d'acheter avec fureur les actions de cette compagnie et de cette banque réunies. Les richesses auparavant resserrées par la défiance, circulèrent avec profusion; les billets doublerent, quadruplaient ces richesses. La France fut très-riche en effet par le crédit. Toutes les professions connurent le luxe: et il passa chez les voisins de la France, qui eurent part à ce commerce. La banque fut déclarée banque du roi en 1718. Elle se chargea du commerce du Sénégal. Elle acquit le privilège de l'ancienne compagnie des Indes, fondée par le célèbre *Colbert*, tombée depuis en décadence, et qui avait abandonné son commerce aux négocians de Saint Malo. Enfin elle se chargea des fermes générales du royaume; tout fut donc entre les mains de l'écossais *Lass*, et toutes les finances du royaume dépendirent d'une compagnie de commerce. Cette compagnie paraissant établie sur de si vastes fondements, ses actions augmentèrent vingt fois au delà de leur première valeur. Le duc d'Orléans fit sans doute une grande faute d'abandonner le public à lui-même: il était aisé au gouvernement de mettre un frein à cette frénésie, mais l'avidité des courtisans, et l'espérance de profiter de ce désordre, empêchèrent de l'arrêter. Les variations fréquentes dans le prix de ces effets, produisirent à des hommes inconnus des biens immenses: plusieurs, en moins de six mois, devinrent plus riches que beaucoup de princes. *Lass* séduit lui-même, par son système, et ivre de l'ivresse publique et de la sienne, avoit fabriqué tant de billets, que la valeur chimérique des actions valoit en 1719 quatre-vingt fois tout l'argent qui pouvoit circuler dans le royaume. Le gouvernement remboursa en papier tous les rentiers de l'état. Le régent ne pouvoit plus gouverner une machine si immense, si compliquée, et dont le mouvement rapide l'entraînoit malgré lui. Les anciens financiers et les gros banquiers réunis, épuisèrent la banque royale, en tirant sur elle des sommes considérables. Chacun chercha à convertir ses billets en espèces: mais la disproportion étoit énorme. Le crédit tomba tout d'un coup; le régent voulut le ranimer par des arrêts qui l'anéantirent. On ne vit plus que du papier, une misère réelle commençoit à succéder à tant de richesses fictives: ce fut alors qu'on donna la place de contrôleur général des finances à *Lass*, précisément dans le temps qu'il étoit impossible qu'il la remplît: c'étoit en 1720, époque de la

subversion de toutes les fortunes des particuliers et des finances du royaume. On le vit en peu de temps, d'écossais devenir français par la naturalisation ; de protestant, catholique ; d'aventurier, seigneur des plus belles terres ; et de banquier, ministre d'état. Je l'ai vu arriver dans les salles du palais royal, suivi de ducs et pairs, de maréchaux de France et d'évêques. Le désordre était au comble : le parlement de Paris s'opposa autant qu'il le put à ces innovations, et il fut exilé à Pontoise. Enfin, dans la même année, *Lass*, chargé de l'exécution publique, fut obligé de fuir du pays qu'il avoit voulu enrichir, et qu'il avoit bouleversé. Il partit dans une chaise de poste que lui prêta le duc de *Bourbon Condé*, n'emportant avec lui que deux mille louis d'or, presque le seul reste de son opulence passagere. Les libelles de ce temps-là accusent le régent de s'être emparé de tout l'argent du royaume, pour les vues de son ambition : et il est certain qu'il est mort endetté de sept millions exigibles. On accusait *Lass* d'avoir fait passer pour son profit les especes de la France dans les pays étrangers. Il a vécu quelque temps à Londres des libéralités du marquis de *Lassay*, et est mort à Venise dans un état à peine au dessus de l'indigence. J'ai vu sa veuve à Bruxelles aussi humiliée qu'elle avoit été fiere et triomphante à Paris. De telles révolutions ne sont pas les objets les moins utiles de l'histoire. Pendant ce temps la peste désolait la provence : on avoit la guerre avec l'Espagne ; la Bretagne était prête à se soulever. Il s'était formé des conspirations contre le régent : et cependant il vint à bout, presque sans peine, de tout ce qu'il voulut au dehors et au dedans. Le royaume était dans une confusion qui faisait tout craindre ; et cependant ce fut le regne des plaisirs et du luxe. Il fallut, après la ruine du système de *Lass*, réformer l'état : on fit un recensement de toutes les fortunes des citoyens, ce qui était une entreprise non moins extraordinaire que le système : ce fut l'opération de finance et de justice, la plus grande et la plus difficile qu'on ait jamais faite chez aucun peuple. On la commença vers la fin de 1721 : elle fut imaginée, redigée et conduite par quatre freres qui, jusques-là, n'avoient point eu de part principale aux affaires publiques ; et qui, par leur génie et par leurs travaux, mériterent qu'on leur confiât la fortune de l'état. Ils établirent assez de bureaux de maîtres des requêtes et d'autres juges : ils formerent un ordre assez sûr et assez net, pour que le cahos fut débrouillé : cinq cens onze mille et neuf citoyens, la plupart peres de familles, porterent leur fortune en papier à ce tribunal. Toutes ces dettes innombrables furent liquidées à près de seize cens trente-un millions numéraires effectifs en argent, dont l'état fut chargé. C'est ainsi que finit ce jeu prodigieux de la fortune, qu'un étranger inconnu avoit fait jouer à toute une nation. Après la destruction de ce vaste édifice de *Lass*, si hardiment conçu, et qui écrasa son architecte, il resta pourtant de ses débris une compagnie des Indes, qui devint quelque temps la rivale de celles de Londres et d'Amsterdam. La fureur du jeu des actions qui avoit saisi les français, anima aussi les hollandais et les anglais. Ceux qui avoient observé en France les ressorts par lesquels tant de parti-

culiers avaient élevé des fortunes si rapides et si immenses, sur la crédulité et sur la misère publique, portèrent dans Amsterdam, dans Rotterdam, dans Londres, le même artifice et la même folie. On parle encore avec étonnement de ces temps de démence, et de ce fléau politique ; mais qu'il est peu considérable en comparaison des guerres civiles, et de celles de religion qui ont si long-temps ensanglanté l'Europe, et des guerres de peuple à peuple, ou plutôt de prince à prince, qui dévastent tant de contrées ! Il se trouva dans Londres et dans Rotterdam des charlatans qui firent des dupes. On créa des compagnies et des commerces imaginaires : Amsterdam fut bientôt désabusé ; Rotterdam fut ruiné pour quelque temps ; Londres fut bouleversé pendant l'année 1720. Il résulta de cette manie, en France et en Angleterre, un nombre prodigieux de banqueroutes, de fraudes, de vols publics et particuliers, et toute la dépravation de mœurs que produit une cupidité effrénée.

Chapitre 3

Chapitre 3

suite du tableau de l'Europe. cardinaux Dubois et Fleury. abdication de Victor Amedée, etc.

Il ne faut pas passer sous silence le ministere du cardinal *Dubois*. C'étoit le fils d'un apothicaire de Brive-La-Gaillarde, dans le fond du Limousin. Il avait commencé par être instituteur du duc d'Orléans ; et ensuite, en servant son élève dans ses plaisirs, il en acquit la confiance : un peu d'esprit, beaucoup de débauche, de la souplesse, et sur-tout le goût de son maître pour la singularité, firent sa prodigieuse fortune : si ce cardinal, premier ministre, avait été un homme grave, cette fortune aurait excité l'indignation, mais elle ne fut qu'un ridicule. Le duc d'Orléans se jouait de son premier ministre, et ressemblait à ce pape qui fit son portesinge cardinal. Tout se tournait en gaieté et en plaisanterie dans la régence du duc d'Orléans ; c'était le même esprit que du temps de la fronde, à la guerre civile près ; c'était le véritable esprit de la nation, que le régent avait fait renaître après la severe tristesse des dernieres années de *Louis XIV*. Le cardinal *Dubois* mourut d'une suite de ses débauches. Il trouva un expédient pour n'être pas fatigué dans ses derniers momens par des pratiques de religion, dont on sçait qu'il faisait peu de cas. Il prétexta qu'il y avait pour les cardinaux un cérémonial particulier, et qu'un cardinal ne recevait pas l'extrême-onction et le viatique comme un autre homme. Le curé de Versailles alla aux informations : et pendant ce temps *Dubois* mourut. Nous rîmes de sa mort comme de son ministere : tel était le caractere de la nation. Le duc d'Orléans prit alors le titre de premier ministre, parce que le roi étant majeur, il n'y avait plus de régence ; mais il suivit bientôt son cardinal. C'était un prince à qui on ne pouvait reprocher que son goût ardent pour les plaisirs et pour les nouveautés. De toute la race de *Henri IV, Philippe*

d'Orléans fut celui qui lui ressembla le plus ; il en avait la valeur, la bonté, l'indulgence, la gaieté, la facilité, la franchise, avec un esprit plus cultivé. Sa physionomie, incomparablement plus gracieuse, était cependant celle de *Henri IV* : il se plaisait quelquefois à mettre une fraise, et alors c'était *Henri IV* embelli. Le duc de *Bourbon-Condé* lui succéda à l'instant même dans le ministère. Sa seule intrigue fut d'en faire dresser sans délai la patente, et de la faire signer au roi, en lui apprenant la mort du duc d'Orléans. Mais ce fut toujours le sort des *Condés* de céder à des prêtres. *Henri De Condé* avait été accablé par le cardinal de *Richelieu* ; le grand *Condé* emprisonné par le cardinal *Mazarin* ; et le duc de *Bourbon*

fut exilé par le cardinal de *Fleury* . S'il y a jamais eu quelqu'un d'heureux sur la terre, c'était sans doute le cardinal de *Fleury* . On le regarda comme un homme des plus aimables et de la société la plus délicieuse jusqu'à l'âge de soixante et treize ans : et lorsqu'à cet âge, où tant de vieillards se retirent du monde, il eut pris en main le gouvernement, il fut regardé comme un des plus sages. Depuis 1726 jusqu'à 1742, tout lui prospéra, il conserva jusqu'à près de quatre-vingt-dix ans une tête saine, libre, et capable d'affaires. Quand on songe que de mille contemporains, il y en a très-rarement un seul qui parvienne à cet âge, on est obligé d'avouer que le cardinal de *Fleury* eut une destinée unique. Si sa grandeur fut singulière, en ce qu'ayant commencé si tard, elle dura si long-temps sans aucun nuage, sa modération et la douceur de ses mœurs ne le furent pas moins. On sait quelles étaient les richesses et la magnificence du cardinal d' *Amboise* qui aspirait à la tiare ; et la simplicité arrogante de *Ximenès* qui levait des armées à ses dépens, et qui, vêtu en moine, disait qu'avec son cordon il conduisait les grands d'Espagne : on connaît le faste royal de *Richelieu* , les richesses prodigieuses, accumulées par *Mazarin* . Il restait au cardinal de *Fleury* la distinction de la modestie : il fut simple et économe en tout, sans jamais se démentir. L'élevation manquait à son caractère. Ce défaut tenait à des vertus qui sont la douceur, l'égalité, l'amour de l'ordre et de la paix : il prouva que les esprits doux et conciliants sont faits pour gouverner les autres. Il s'était démis le plutôt qu'il avait pû de son évêché de Fréjus, après l'avoir libéré des dettes par son économie, et y avoir fait beaucoup de bien par son esprit de conciliation. C'étaient-là les deux parties dominantes de son caractère : la raison qu'il alléguait à ses diocésains, était l'état de sa santé qui le *mettait désormais dans l'impuissance de veiller à son troupeau* ; mais heureusement il n'avait jamais été malade. Cet évêché de Fréjus, loin de la cour, dans un pays peu agréable, lui avait toujours déplu. Il disait que dès qu'il avait vu sa femme, il avait été dégoûté de son mariage ; et il signa dans une lettre de plaisanterie au cardinal Quirini, *Fleury, évêque de Fréjus, par l'indignation divine* . Il se démit vers le commencement de 1715 : le maréchal de *Villeroi* , après beaucoup de sollicitations, obtint de *Louis XIV* , qu'il nommât l'évêque de Fréjus, précepteur par son codicile : cependant

voici comme le nouveau précepteur s'en explique dans une lettre au cardinal *Quirini*. *j'ai regretté plus d'une fois la solitude de Fréjus ; ... etc.*

il s'en consola en formant insensiblement son élève aux affaires, au secret, à la probité, et conserva dans toutes les agitations de la cour, pendant la minorité, la bienveillance du régent, et l'estime générale ; ne cherchant point à se faire valoir, ne se plaignant de personne, ne s'attirant jamais de refus, n'entrant dans aucune intrigue ; mais il s'instruisoit en secret de l'administration intérieure du royaume, et de la politique étrangère. Il fit desirer à la France, par la circonspection de sa conduite, par la séduction aimable de son esprit, qu'on le vît à la tête des affaires. Ce fut le second précepteur qui gouverna la France : il ne prit point le titre de premier ministre, et se contenta d'être absolu. Son administration fut moins contestée et moins enviée que celle de *Richelieu*

et de *Mazarin* dans les temps les plus heureux de leurs ministères. Sa place ne changea rien dans ses mœurs : on fut étonné que le premier ministre fût le plus aimable des courtisans, et le plus désintéressé. Le bien de l'état s'accorda long-temps avec sa modération. On avait besoin de cette paix qu'il aimait, et tous les ministres étrangers crurent qu'elle ne serait jamais rompue pendant sa vie. Il laissa tranquillement la France réparer ses pertes, et s'enrichir par un commerce immense, sans faire aucune innovation, et traitant l'état comme un corps puissant et robuste, qui se rétablit de lui-même. Les affaires politiques rentrèrent insensiblement dans leur ordre naturel : heureusement pour l'Europe, le premier ministre d'Angleterre, *Robert Walpole*, était d'un caractère aussi pacifique ; et ces deux hommes continuèrent à maintenir presque toute l'Europe dans ce repos qu'elle goûta depuis la paix d'Utrecht jusqu'en 1733 : repos qui n'avait été troublé qu'une fois par la guerre passagère de 1718. Ce fut un temps heureux pour toutes les nations qui, cultivant à l'envi le commerce et les arts, oublièrent toutes leurs calamités passées. En ce temps-là se formaient deux puissances dont l'Europe n'avait point entendu parler avant ce siècle. La première était la Russie que le czar *Pierre Le Grand* avait tirée de la barbarie. Cette puissance ne consistait avant lui, que dans des déserts immenses, et dans un peuple sans lois, sans discipline, sans connaissance, tel que de tout temps ont été les tartares. Il était si étranger à la France et si peu connu, que, lorsqu'en 1668 *Louis XIV* avait reçu une ambassade moscovite, on célébra par une médaille cet événement comme l'ambassade des siamois. Cet empire nouveau commença à influencer sur toutes les affaires, et à donner des lois au nord, après avoir abattu la Suède. La seconde puissance, établie à force d'art, et sur des fondemens moins vastes, était la Prusse : ses forces se préparaient, et ne se déployaient pas encore. La maison d'Autriche était restée à peu près dans l'état où la paix d'Utrecht l'avait mise. L'Angleterre conservait sa puis-

sance sur mer, et la Hollande perdait insensiblement la sienne. Ce petit état, puissant par le peu d'industrie des autres nations, tombait en décadence, parce que ses voisins faisaient eux-mêmes le commerce dont il avait été le maître. La Suede languissait ; le Danemarck était florissant : l'Espagne et le Portugal subsistaient par l'Amérique ; l'Italie, toujours faible, était divisée en autant d'états qu'au commencement du siècle, si on excepte Mantoue, devenue patrimoine autrichien. La Savoie donna alors un grand spectacle au monde, et une grande leçon aux souverains. Le roi de Sardaigne, duc de Savoie, ce *Victor-Amedée*, tantôt allié, tantôt ennemi de la France et de l'Autriche, et dont l'incertitude avait passé pour politique, lassé des affaires et de lui-même, abdiqua par un caprice en 1730, à l'âge de soixante-quatre ans, la couronne qu'il avait portée le premier de sa famille, et se repentit par un autre caprice un an après. La société de sa maîtresse devenue sa femme, la dévotion et le repos, ne purent satisfaire une ame occupée pendant cinquante ans des affaires de l'Europe. Il fit voir quelle est la faiblesse humaine, et combien il est difficile de remplir son cœur sur le trône et hors du trône. Quatre souverains dans ce siècle renoncèrent à la couronne : *Christine, Casimir, Philippe V, et Victor Amédée. Philippe V*

ne reprit le gouvernement que malgré lui : *Casimir*

n'y pensa jamais. *Christine* en fut tentée quelque temps, par un dégoût qu'elle eut à Rome. *Amédée* seul voulut remonter, par la force, sur le trône que son inquiétude lui avait fait quitter. La suite de cette tentative est connue : son fils, *Charles-Emmanuel*, aurait acquis une gloire au dessus des couronnes, en remettant à son pere celle qu'il tenait de lui, si ce pere seul l'eût redemandée, et si la conjoncture des temps l'eût permis ; mais c'était, dit-on, une maîtresse ambitieuse qui voulait régner, et tout le conseil fut forcé d'en prévenir les suites funestes, et de faire arrêter celui qui avait été son souverain. Il mourut depuis en prison ; il est très-faux que la cour de France voulût envoyer vingt mille hommes pour défendre le pere contre le fils, comme on l'a dit dans des mémoires de ce temps-là. Ni l'abdication de ce roi, ni sa tentative pour reprendre le sceptre, ni sa prison, ni sa mort, ne causerent le moindre mouvement chez les nations voisines. Ce fut un terrible événement qui n'eut aucune suite. Tout était paisible depuis la Russie jusqu'à l'Espagne, lorsque la mort d' *Auguste II*, roi de Pologne, électeur de Saxe, replongea l'Europe dans les dissensions et dans les malheurs dont elle est si rarement exempte.

Chapitre 4

Chapitre 4

Stanislas Leksinski,

deux fois roi de Pologne, et deux fois dépossédé. *guerre de 1734. La Lorraine réunie à la France.*

le roi *Stanislas* , beau-pere de *Louis XV* , déjà nommé roi de Pologne en 1704, fut élu roi en 1733, de la maniere la plus légitime et la plus solennelle. Mais l'empereur *Charles Vi* , fit procéder à une autre élection, appuyée par ses armes et par celles de la Russie. Le fils du dernier roi de Pologne, électeur de Saxe, qui avoit épousé une niece de *Charles Vi* , l'emporta sur son concurrent. Ainsi la maison d'Autriche, qui n'avait pas eu le pouvoir de se conserver l'Espagne et les Indes occidentales, et qui en dernier lieu n'avait pu même établir une compagnie de commerce à Ostende, eut le crédit d'ôter la couronne de Pologne au beau-pere de *Louis XV* . La France fit renouveler ce qui était arrivé au prince de *Conti* qui, solennellement élu, mais n'ayant ni argent ni troupes, et plus recommandé que soutenu, perdit le royaume où il avait été appelé. Le roi *Stanislas* alla à Dantzic soutenir son élection : le grand nombre qui l'avait choisi céda bientôt au petit nombre qui lui était contraire. Ce pays où le peuple est esclave, où la noblesse vend ses suffrages, où il n'y a jamais dans le trésor public de quoi entretenir les armées, où les loix sont sans vigueur, où la liberté ne produit que des divisions ; ce pays, dis-je, se vantait en vain d'une noblesse belliqueuse, qui peut monter à cheval au nombre de cent mille hommes. Dix mille russes firent d'abord disparaître tout ce qui était assemblé en faveur de *Stanislas* : la nation polonaise, qui, un siecle auparavant, regardait les russes avec mépris, était alors intimidée et conduite par eux. L'empire de Russie était devenu formidable, depuis que *Pierre Le Grand*

l'avait formé. Dix mille esclaves russes disciplinés dispersèrent toute la noblesse de Pologne, et le roi *Stanislas*, renfermé dans la ville de Dantzic, y fut bientôt assiégé par une armée de russes. L'empereur d'Allemagne, uni avec la Russie, était sûr du succès : il eût fallu, pour tenir la balance égale, que la France eût envoyé par mer une nombreuse armée ; mais l'Angleterre n'aurait pas vu ces préparatifs immenses, sans se déclarer. Le cardinal de *Fleury*, qui ménageait l'Angleterre, ne voulut, ni avoir la honte d'abandonner entièrement le roi *Stanislas*, ni hasarder de grandes forces pour le secourir. Il fit partir une escadre avec quinze cents hommes, commandée par un brigadier. Cet officier ne crut pas que sa commission fût sérieuse : il jugea, quand il fut près de Dantzic, qu'il sacrifierait sans fruit ses soldats : et il alla relâcher en Danemarck. Le comte de *Plélo*, ambassadeur de France auprès du roi de Danemarck, vit avec indignation cette retraite qui lui paraissait humiliante. C'était un jeune homme qui joignait à l'étude des belles-lettres et de la philosophie des sentimens héroïques, dignes d'une meilleure fortune. Il résolut de secourir Dantzic contre une armée avec cette petite troupe, ou d'y périr. Il écrivit, avant de s'embarquer, une lettre à l'un des secrétaires d'état, laquelle finissait par ces mots : " je suis sûr que je n'en reviendrai pas ; je vous recommande ma femme et mes enfans. " il arriva à la rade de Dantzic, débarqua et attaqua l'armée russe : il y périt, percé de coups, comme il l'avait prévu. Sa lettre arriva avec la nouvelle de sa mort. Dantzic fut pris, l'ambassadeur de France auprès de la Pologne, qui était dans cette place, fut prisonnier de guerre, malgré les privileges de son caractere. Le roi *Stanislas* vit sa tête mise à prix par le général des russes, le comte de *Munik*, dans la ville de Dantzic, dans un pays libre, dans sa propre patrie, au milieu de la nation qui l'avait élu suivant toutes les loix. Il fut obligé de se déguiser en matelot, et n'échappa qu'à travers les plus grands dangers. Remarquons ici que ce comte maréchal de *Munik*, qui le poursuivait si cruellement, fut quelque temps après relégué en Sibérie, où il vécut vingt ans dans une extrême misere, pour reparaître ensuite avec éclat. Telle est la vicissitude des grandeurs. à l'égard des quinze cents français qu'on avait si imprudemment envoyés contre une armée entiere de russes, ils firent une capitulation honorable ; mais un navire de Russie ayant été pris dans ce temps-là même par un vaisseau du roi de France, les quinze cents hommes furent transportés et retenus auprès de Pétersbourg : ils pouvaient s'attendre à être inhumainement traités dans un pays qu'on avait regardé comme barbare au commencement du siecle. L'impératrice *Anne*

régnait alors : elle traita les officiers comme des ambassadeurs, et fit donner aux soldats des rafraîchissemens et des habits. Cette générosité inouïe jusqu'alors était en même temps l'effet du prodigieux changement que le czar *Pierre*

avait fait dans la cour de Russie, et une espece de vengeance noble que cette cour voulait prendre des idées désavantageuses, sous lesquelles l'ancien préjugé des nations l'invisageait encore. Le ministere de France eût entièrement perdu cette réputation nécessaire au maintien de la grandeur, si elle n'eût tiré vengeance de l'outrage qu'on lui avait fait en Pologne, mais cette vengeance n'était rien, si elle n'était pas utile. L'éloignement des lieux ne permettait pas qu'on se portât sur les moscovites ; et la politique voulait que la vengeance tombât sur l'empereur. On l'exécuta efficacement en Allemagne et en Italie : la France s'unit avec l'Espagne et la Sardaigne. Ces trois puissances avaient leurs intérêts divers, qui tous concouraient au même but, d'affaiblir l'Autriche. Les ducs de Savoie avaient depuis long-temps accru petit-à-petit leurs états, tantôt en donnant des secours aux empereurs, tantôt en se déclarant contre eux. Le roi *Charles-Emmanuel* espérait le Milanais ; et il lui fut promis par les ministres de Versailles et de Madrid. Le roi d'Espagne *Philippe V*, ou plutôt la reine *élisabeth* de Parme, son épouse, espérait pour ses enfans de plus grands établissemens que Parme et Plaisance. Le roi de France n'envisageait aucun avantage pour lui, que sa propre gloire, l'abaissement de ses ennemis, et le succès de ses alliés. Personne ne prévoyait alors que la Lorraine dût être le fruit de cette guerre : on est presque toujours mené par les événemens, et rarement on les dirige. Jamais négociation ne fut plus promptement terminée, que celle qui unissait ces trois monarques. L'Angleterre et la Hollande, accoutumées depuis long-temps à se déclarer pour l'Autriche contre la France, l'abandonnerent en cette occasion. Ce fut le fruit de cette réputation d'équité et de modération, que la cour de France avait acquise. L'idée de ses vues pacifiques et dépouillées d'ambition, enchaînait encore ses ennemis naturels, lors même qu'elle faisait la guerre ; et rien ne fit plus d'honneur au ministere, que d'être parvenu à faire comprendre à ces puissances, que la France pouvoit faire la guerre à l'empereur, sans alarmer la liberté de l'Europe. Tous les potentats regarderent donc tranquillement ses succès rapides ; une armée de français fut maîtresse de la campagne sur le Rhin, et les troupes de France, d'Espagne et de Savoie, jointes ensemble, furent les maîtresses de l'Italie. Le maréchal de *Villars*, déclaré généralissime des armées françaises, espagnoles et piémontaises, finit sa glorieuse carrière à quatre-vingt-deux ans, après avoir pris Milan. Le maréchal de *Coigni*, son successeur, gagna deux batailles tandis que le duc de *Montemar*, général des espagnols, remporta une victoire dans le royaume de Naples, à Bitonto, dont il eut le surnom. C'est une récompense que la cour d'Espagne donne souvent, à l'exemple des anciens romains. *Dom Carlos*,

qui avait été reconnu prince héréditaire de Toscane, fut bientôt roi de Naples et de Sicile. Ainsi l'empereur *Charles Vi* perdit presque toute l'Italie, pour avoir donné un roi à la Pologne ; et un fils du roi d'Espagne eut en deux campagnes ces

deux Siciles, prises et reprises tant de fois auparavant, et l'objet continuel de l'attention de la maison d'Autriche pendant plus de deux siècles. Cette guerre d'Italie est la seule qui se soit terminée avec un succès solide pour les français, depuis *Charlemagne*. La raison en est qu'ils avaient pour eux le gardien des Alpes, devenu le plus puissant prince de ces contrées; qu'ils étaient secondés des meilleures troupes d'Espagne, et que les armées furent toujours dans l'abondance. L'empereur fut alors trop heureux de recevoir des conditions de paix que lui offrait la France victorieuse. Le cardinal de *Fleury*, ministre de France, qui avait eu la sagesse d'empêcher l'Angleterre et la Hollande de prendre part à cette guerre, eut aussi celle de la terminer heureusement sans leur intervention. Par cette paix *Dom Carlos* fut reconnu roi de Naples et de Sicile. L'Europe était déjà accoutumée à voir donner et changer des états. On assigna à François, duc de Lorraine, gendre de l'empereur *Charles Vi*, l'héritage des *Médicis*, qu'on avait auparavant accordé à *Dom Carlos*; et le dernier grand duc de Toscane, près de sa fin, demandait, *si on ne lui donnerait pas un troisieme héritier, et quel enfant l'empire et la France voulaient lui faire*. Ce n'est pas que le grand-duché de Toscane se regardât comme un fief de l'empire; mais l'empereur le regardait comme tel, aussi bien que Parme et Plaisance, revendiqué toujours par le saint siege, et dont le dernier duc de Parme avait fait hommage au pape, tant les droits changent selon les temps. Par cette paix, ces duchés de Parme et Plaisance, que les droits du sang donnaient à *dom Carlos*, fils de *Philippe V* et d'une princesse de Parme, furent cédés à l'empereur *Charles Vi* en propriété. Le roi de Sardaigne, duc de Savoie, qui avait compté sur le Milanais auquel sa maison, toujours agrandie par degré, avait depuis long-temps des prétentions, n'en obtint qu'une petite partie, comme le Novarois, le Tortonois, les fiefs des langhes. Il tirait ses droits sur le Milanais, d'une fille de *Philippe Ii*, roi d'Espagne, dont il descendait. La France avait aussi ses anciennes prétentions par *Louis Xii*, héritier naturel de ce duché. *Philippe V* avait les siennes, par les inféodations renouvelées à quatre roi d'Espagne, ses prédécesseurs. Mais toutes ces prétentions céderent à la convenance et au bien public: l'empereur garda le Milanais: ce n'est pas un fief dont il doive toujours donner l'investiture; c'était originairement le royaume de Lombardie annexé à l'empire, devenu ensuite un fief sous les *Viscomtis* et sous les *Sforces*, et aujourd'hui c'est un état appartenant à l'empereur; état démembré à la vérité, mais qui, avec la Toscane et Mantoue, rend la maison impériale très-puissante en Italie. Par ce traité, le roi *Stanislas* renonçait au royaume qu'il avait eu deux fois, et qu'on avoit pu lui conserver: il gardait le titre de roi. Il lui fallait un autre dédommagement, et ce dédommagement fut pour la France encore plus que pour lui. Le cardinal de *Fleury* se contenta d'abord du Barrois, que le duc de Lorraine devait donner au roi *Stanislas*, avec la réversion à la couronne de France; et la Lorraine ne devait être cédée que lorsque son duc serait en pleine possession de la Toscane. C'était faire dépendre cette cession de

la Lorraine de beaucoup de hasards : c'étoit peu profiter des plus grands succès et des conjonctures les plus favorables. Le garde des sceaux, *Chauvelin*, encouragea le cardinal de *Fleury*

à se servir de ses avantages : il demanda la Lorraine aux mêmes conditions que le Barrois, et il l'obtint. Il n'en coûta que quelque argent comptant, et une pension de trois millions cinq cents mille livres, faite au duc *François*, jusqu'à ce que la Toscane lui fût échue. Ainsi la Lorraine fut réunie à la couronne irrévocablement, réunion tant de fois inutilement tentée. Par-là un roi polonais fut transplanté en Lorraine : et cette province eut pour la dernière fois un souverain résidant chez elle, et il la rendit heureuse. La maison régnante des princes lorrains devint souveraine de la Toscane. Le second fils du roi d'Espagne fut transféré à Naples ; on aurait pu renouveler la médaille de Trajan : *regna assignata, les trônes donnés*. tout resta paisible entre les princes chrétiens, si on en excepte les querelles naissantes de l'Espagne et de l'Angleterre pour le commerce de l'Amérique. La cour de France continua d'être regardée comme l'arbitre de l'Europe. L'empereur faisait la guerre aux turcs, sans consulter l'empire : cette guerre fut malheureuse : *Louis XV* le tira de ce précipice par sa médiation ; et M De *Villeneuve*, son ambassadeur à la porte ottomane, alla en Hongrie conclure en 1739 avec le grand visir, la paix dont l'empereur avait besoin. Presque dans le même temps il pacifiait l'état de Gênes, menacé d'une guerre civile : il soumit et adoucit pour un temps les corses qui avaient secoué le joug de Gênes. Le même ministère étendait ses soins sur Geneve, et appaisait une guerre civile, élevée dans ses murs. Il interposait surtout ses bons offices entre l'Espagne et l'Angleterre, qui commençaient à se faire sur mer une guerre plus ruineuse, que les droits qu'elles se disputaient n'étaient avantageux. On avait vu le même gouvernement en 1735 employer sa médiation entre l'Espagne et le Portugal : aucun voisin n'avait à se plaindre de la France ; et toutes les nations la regardoient comme leur médiatrice et leur mere commune. Cette gloire et cette félicité ne furent pas de longue durée.

Chapitre 5

Chapitre 5

mort de l'empereur

Charles Vi. *la succession de la maison d'Autriche disputée par quatre puissances. La reine d'Hongrie reconnue dans tous les états de son pere. La Silésie prise par le roi de Prusse.*

l'empereur *Charles Vi* mourut au mois d'octobre 1740, à l'âge de cinquante-cinq ans. Si la mort du roi de Pologne *Auguste Ii* avait causé de grands mouvements, celle de *Charles Vi*, dernier prince de la maison d'Autriche, devait entraîner bien d'autres révolutions. L'héritage de cette maison sembla sur-tout devoir être déchiré; il s'agissait de la Hongrie et de la Bohême, royaumes long-temps électifs, que les princes autrichiens avaient rendus héréditaires; de la suabe autrichienne, appelée Autriche antérieure; de la haute et basse Autriche, conquises au xiii siècle; de la Stirie, de la Carintie, de la Carniole, de la Flandre, du Burgau, des quatre villes forestières, du Brifgau, du Frioul, du Tirol, du Milanez, du Mantouan, du duché de Parme: à l'égard de Naples et de Sicile, ces deux royaumes étaient entre les mains de *Dom Carlos*, fils du roi d'Espagne *Philippe V*. *Marie-Thérèse*, fille aînée de *Charles Vi*, se fonde sur le droit naturel qui l'appellait à l'héritage de son pere, sur une pragmatique solennelle qui confirmait ce droit, et sur la garantie de presque toutes les puissances. *Charles-Albert*, électeur de Bavière, demandait la succession en vertu d'un testament de l'empereur *Ferdinand I*, frere de *Charles-Quint*. *auguste Iii*, roi de Pologne, électeur de Saxe, alléguait des droits plus récents, ceux de sa femme même, fille aînée de l'empereur *Joseph*, frere aîné de *Charles Vi*. Le roi d'Espagne étendait ses prétentions sur tous les états de la maison d'Autriche, en remontant à la femme de *Philippe Ii*, fille de l'empereur *Maximilien Ii*: *Philippe V* descendait de cette princesse par les femmes. *Louis XV*

aurait pu prétendre à cette succession, à d'aussi justes titres que personne, puisqu'il descendait en droite ligne de la branche aînée masculine d'Autriche par la femme de *Louis XIII*, et par celle de *Louis XIV*; mais il lui convenoit plus d'être arbitre et protecteur que concurrent, car il pouvait alors décider de cette succession et de l'empire, de concert avec la moitié de l'Europe : mais, s'il y eût prétendu, il aurait eu l'Europe à combattre. Cette cause de tant de têtes couronnées, fut plaidée dans tout le monde chrétien par des mémoires publics ; tous les princes, tous les particuliers y prenaient intérêt ; on s'attendait à une guerre universelle ; mais ce qui confondit la politique humaine, c'est que l'orage commença d'un côté où personne n'avait tourné les yeux. Un nouveau royaume s'était élevé au commencement de ce siècle : l'empereur *Léopold*, usant du droit que se sont toujours attribué les empereurs d'Allemagne, de créer des rois, avait érigé en 1701 la Prusse ducal en royaume, en faveur de l'électeur de Brandebourg *Frédéric-Guillaume*. La Prusse n'étoit encore qu'un vaste désert ; mais *Frédéric-Guillaume II*, son second roi, qui avait une politique différente de celle des princes de son temps, dépensa près de vingt-cinq millions de notre monnaie, à faire défricher ces terres, à bâtir des villages, et à les peupler ; il y fit venir des familles de Suabe et de Franco-nie ; il y attira plus de seize mille émigrants de Saltzbourg, leur fournissant à tous de quoi s'établir et de quoi travailler. En se formant ainsi un nouvel état, il créait, par une économie singulière, une puissance d'une autre espèce : il mettait tous les mois environ quarante mille écus d'Allemagne en réserve, tantôt plus, tantôt moins ; ce qui lui composa un trésor immense en vingt-huit années de règne. Ce qu'il ne mettait pas dans ses coffres, lui servait à former une armée d'environ soixante et dix mille hommes choisis qu'il disciplina lui-même d'une manière nouvelle, sans néanmoins s'en servir. Mais son fils *Frédéric III* fit usage de tout ce que le père avait préparé : il prévint la confusion générale, et ne perdit pas un moment pour profiter. Il prétendait en silésie quatre duchés : ses aïeux avaient renoncé à toutes leurs prétentions par des transactions réitérées, parce qu'ils étaient foibles ; il se trouva puissant, et il les reclama. Déjà la France, l'Espagne, la Bavière, la Saxe se remuaient pour faire un empereur : la Bavière pressait la France de lui procurer au moins un partage de la succession autrichienne : l'électeur réclamait tous ces héritages par ses écrits, mais il n'osait les demander tout entiers par ses ministres. Cependant *Marie-Thérèse*, épouse du grand duc de Toscane, *François De Lorraine*, se mit d'abord en possession de tous les domaines qu'avait laissés son père : elle reçut les hommages des états d'Autriche à Vienne, le 7 novembre 1740. Les provinces d'Italie, la Bohême, lui firent leurs serments par leurs députés : elle gagna sur-tout l'esprit des hongrois, en se soumettant à prêter l'ancien serment du roi *André II*, fait l'an 1222. *si moi, ou quelques-uns de mes successeurs, en quelque-temps que ce soit, veut enfreindre vos privilèges, qu'il vous soit permis, en vertu de cette promesse, à vous et à vos descendants, de vous défendre sans pou-*

voir être traités de rebelles.

plus les aïeux de l'archiduchesse reine avaient montré d'éloignement pour l'exécution de tels engagements, plus aussi la démarche prudente, dont je viens de parler, rendit cette princesse extrêmement chère aux hongrois. Ce peuple, qui avait toujours voulu secouer le joug de la maison d'Autriche, embrassa celui de *Marie-Thérèse*; et après deux cents ans de séditions, de haines et de guerres civiles, il passa tout d'un coup à l'adoration. La reine ne fut couronnée à Presbourg que quelques mois après, le 24 juin 1741. Elle n'en fut pas moins souveraine; elle l'était déjà de tous les cœurs par une affabilité populaire que ses ancêtres avaient rarement exercée: elle bannit cette étiquette et cette morgue qui peuvent rendre le trône odieux, sans le rendre plus respectable. L'archiduchesse, sa tante, gouvernante des Pays-Bas, n'avait jamais mangé avec personne. *Marie-Thérèse* admettait à sa table toutes les dames et tous les officiers de distinction: les députés des états lui parlaient librement; jamais elle ne refusa d'audience, et jamais on n'en sortit mécontent d'elle. Son premier soin fut d'assurer au grand duc de Toscane, son époux, le partage de toutes ses couronnes, sous le nom de *co-régent*, sans perdre en rien sa souveraineté, et sans enfreindre la pragmatique-sanction; elle se flattait dans ces premiers moments, que les dignités, dont elle ornoit ce prince, lui préparaient la couronne impériale; mais cette princesse n'avait point d'argent, et ses troupes très-diminuées étaient dispersées dans ses vastes états. Le roi de Prusse lui fit proposer alors qu'elle lui cédât la basse Silésie, et lui offrit son crédit, ses secours, ses armes, avec cinq millions de nos livres, pour lui garantir tout le reste, et donner l'empire à son époux. Des ministres habiles prévirent que, si la reine de Hongrie refusait de telles offres, l'Allemagne seroit bientôt bouleversée; mais le sang de tant d'empereurs, qui coulait dans les veines de cette princesse, ne lui laissa pas seulement l'idée de démembrer son patrimoine; elle étoit impuissante et intrépide. Le roi de Prusse voyant qu'en effet cette puissance n'étoit alors qu'un grand nom, et que l'état où étoit l'Europe lui donneroit infailliblement des alliés, marcha en Silésie au milieu du mois de Décembre 1740. On voulut mettre sur ses drapeaux cette devise: *pro deo, et patriâ*. il raya *pro deo*, disant qu'il ne fallait point ainsi mêler le nom de Dieu dans les querelles des hommes, et qu'il s'agissoit d'une province et non de religion. Il fit porter devant son régiment des gardes, l'aigle romaine éployée en relief au haut d'un bâton doré: cette nouveauté lui imposait la nécessité d'être invincible. Il harangua son armée pour ressembler en tout aux anciens romains. Entrant ensuite en Silésie, il s'empara de presque toute cette province dont on lui avait refusé une partie; mais rien n'étoit encore décidé. Le général *Neuperg* vint avec environ vingt-quatre mille autrichiens au secours de cette province déjà envahie: il mit le roi de Prusse dans la nécessité de donner bataille à Mollwitz, près de la rivière de Neisse. On vit alors ce que valoit l'infanterie

prussienne : la cavalerie du roi, moins forte de près de moitié que l'autrichienne, fut entièrement rompue : la première ligne de son infanterie fut prise en flanc : on crut la bataille perdue : tout le bagage du roi fut pillé ; et ce prince, en danger d'être pris, fut entraîné loin du champ de bataille par tous ceux qui l'environnaient. La seconde ligne de l'infanterie rétablit tout par cette discipline inébranlable, à laquelle les soldats prussiens sont accoutumés, par ce feu continu qu'ils font, en tirant cinq coups au moins par minute, et chargeant leurs fusils avec leurs baguettes de fer en un moment. La bataille fut gagnée, et cet événement devint le signal d'un embrasement universel.

Chapitre 6

Chapitre 6

le roi de France s'unit aux rois de Prusse et de Pologne, pour faire élire empereur l'électeur de Baviere, Charles-Albert. Ce prince est déclaré lieutenant-général du roi de France : son élection, ses succès et ses pertes rapides.

l'Europe crut que le roi de Prusse était déjà d'accord avec la France quand il prit la Silésie ; on se trompait, c'est ce qui arrive presque toujours lorsqu'on raisonne d'après ce qui n'est que vraisemblable. Le roi de Prusse hasardait beaucoup, comme il l'avoua lui-même ; mais il prévit que la France ne manquerait pas une si belle occasion de le seconder. L'intérêt de la France semblait être alors de favoriser contre l'Autriche son ancien allié l'électeur de Baviere, dont le pere avait tout perdu autrefois pour elle après la bataille d'Hocstedt. Ce même électeur de Baviere, *Charles-Albert*, avait été retenu prisonnier dans son enfance par les autrichiens, qui lui avaient ravi jusqu'à son nom de *Baviere*. La France trouvait son avantage à le venger ; il paraissoit aisé de lui procurer à la fois l'empire et une partie de la succession autrichienne ; par-là on enlevait à la nouvelle maison d'Autriche-Lorraine cette supériorité que l'ancienne avait affectée sur tous les autres potentats de l'Europe ; on anéantissait cette vieille rivalité entre les *Bourbons* et les *autrichiens* ; on faisait plus que *Henri Iv* et le cardinal de *Richelieu*

n'avaient pu espérer. *Frédéric Iii*, en partant pour la Silésie, entrevit le premier cette révolution, dont aucun fondement n'était encore jetté : il est si vrai qu'il n'avait pris aucune mesure avec le cardinal de *Fleury*, que le marquis de *Beauveau*, envoyé par le roi de France à Berlin, pour complimenter le nouveau monarque, ne sut, quand il vit les premiers mouvemens des troupes de Prusse, si elles étaient destinées contre la France ou contre l'Autriche. Le roi *Frédéric*

lui dit en partant ; *je vais, je crois, jouer votre jeu ; si les as me viennent, nous partagerons.*

ce fut-là le seul commencement de la négociation encore éloignée. Le ministère de France hésita long-temps. Le cardinal de *Fleury*, âgé de quatre-vingt-cinq ans, ne voulait commettre, ni sa réputation, ni sa vieillesse, ni la France, à une guerre nouvelle ; la pragmatique-sanction, signée et authentiquement garantie, le retenait. Le comte, depuis maréchal duc de *Belle-Isle*, et son frère, petits fils du fameux *Fouquet*, sans avoir ni l'un ni l'autre aucune influence dans les affaires, ni encore aucun accès auprès du roi, ni aucun pouvoir sur l'esprit du cardinal de *Fleury*, firent résoudre cette entreprise. Le maréchal de *Belle-Isle*, sans avoir fait de grandes choses, avait une grande réputation. Il n'avait été ni ministre ni général, et passait pour l'homme le plus capable de conduire un état et une armée ; mais une santé très-faible détruisait souvent en lui le fruit de tant de talents. Toujours en action, toujours plein de projets, son corps pliait sous les efforts de son âme ; on aimait en lui la politesse d'un courtisan aimable, et la franchise apparente d'un soldat. Il persuadait sans s'exprimer avec éloquence, parce qu'il paraissait toujours persuadé. Son frère, le chevalier de *Belle-Isle*, avait la même ambition, les mêmes vues, mais encore plus approfondi, parce qu'une santé plus robuste lui permettoit un travail plus infatigable. Son air plus sombre était moins engageant ; mais il subjuguait, lorsque son frère insinuait. Son éloquence ressemblait à son courage ; on y sentait, sous un air froid et profondément occupé, quelque chose de violent ; il était capable de tout imaginer, de tout arranger, et de tout faire. Ces deux hommes étroitement unis, plus encore par la conformité des idées que par le sang, entreprirent donc de changer la face de l'Europe, aidés dans ce grand dessein par une dame d'un esprit supérieur. Le cardinal combattit, il donna même au roi son avis par écrit, et cet avis était contre l'entreprise. On croyait qu'il se retirerait alors : sa carrière entière eût été glorieuse ; mais il n'eut pas la force de renoncer au ministère, et de vivre avec lui-même sur le bord de son tombeau. Le maréchal de *Belle-Isle* et son frère arrangerent tout, et le vieux cardinal présida à une entreprise qu'il désapprouvait. Tout sembla d'abord favorable. Le maréchal de *Belle-Isle* fut envoyé à Francfort, au camp du roi de Prusse, et à Dresde pour concerter ces vastes projets que le concours de tant de princes semblait rendre infaillibles. Il fut d'accord de tout avec le roi de Prusse et le roi de Pologne, électeur de Saxe. Il négociait dans toute l'Allemagne : il était l'âme du parti qui devait procurer l'empire et des couronnes héréditaires à un prince qui pouvait peu par lui-même. La France donnait à la fois à l'électeur de Bavière de l'argent, des alliés, des suffrages et des armées. Le roi en lui envoyant l'armée qu'il lui avait promise, créa par lettres-patentes son lieutenant général celui qu'il allait faire empereur d'Allemagne. L'électeur de Bavière, fort de tant de secours, entra facilement dans

l'Autriche, tandis que la reine *Marie-Thérèse* résistait à peine au roi de Prusse. Il se rend d'abord maître de Passau, ville impériale qui appartient à son évêque, et qui sépare la Haute-Autriche de la Bavière. Il arrive à Lintz, capitale de cette Haute-Autriche. Des partis poussent jusqu'à trois lieues de Vienne : l'alarme s'y repand ; on s'y prépare à la hâte à soutenir un siège : on détruit un faubourg presque tout entier, et un palais qui touchait aux fortifications : on ne voit sur le Danube que des bateaux chargés d'effets précieux qu'on cherche à mettre en sûreté. L'électeur de Bavière fit même faire une sommation au comte de *Kevenhuller*, gouverneur de Vienne. L'Angleterre et la Hollande étaient alors loin de tenir cette balance qu'elles avaient long-temps prétendu avoir dans leurs mains ; les états généraux restaient dans le silence à la vue d'une armée du maréchal de *Maillebois* qui était en Westphalie, et cette même armée en imposait au roi d'Angleterre qui craignait pour ses états d'Hanovre où il étoit pour lors. Il avait levé vingt-cinq mille hommes pour secourir *Marie-Thérèse* ; mais il fut obligé de l'abandonner à la tête de cette armée levée pour elle, et de signer un traité de neutralité. Il n'y avait alors aucune puissance, ni dans l'empire ni hors de l'empire qui soutint cette pragmatique-sanction, que tant d'états avaient garantie. Vienne, mal fortifiée par le côté menacé, pouvait à peine résister ; ceux qui connaissaient mieux l'Allemagne et les affaires publiques, croyaient voir avec la prise de Vienne, le chemin fermé aux hongrois, tout le reste ouvert aux armées victorieuses, toutes les prétentions réglées, et la paix rendue à l'empire et à l'Europe. Plus la ruine de *Marie-Thérèse* paraissait inévitable, plus elle eut de courage ; elle était sortie de Vienne, et s'était jettée entre les bras des hongrois si sévèrement traités par son père et par ses aïeux. Ayant assemblé les quatre ordres de l'état à Presbourg, elle y parut tenant entre ses bras son fils aîné, presque encore au berceau ; et leur parlant en latin, langue dans laquelle elle s'exprimait bien, elle leur dit à peu près ces propres paroles : *abandonnée de mes amis, persécutée par mes ennemis, attaquée par mes plus proches parents, je n'ai de ressource que dans votre fidélité, dans votre courage, et dans ma constance ; je mets en vos mains la fille et le fils de vos rois, qui attendent*

de vous leur salut. tous les palatins attendris et animés, tirèrent leurs sabres, en s'écriant : *moriamur pro rege nostro Mariâ Theresiâ,*

mourons pour notre roi *Marie-Thérèse* . Ils donnent toujours le titre de roi à leur reine. Jamais princesse, en effet, n'avait mieux mérité ce titre. Ils versaient des larmes en faisant serment de la défendre, elle seule retint les siennes ; mais quand elle fut retirée avec ses filles d'honneur, elle laissa couler en abondance les pleurs que sa fermeté avait retenus. Elle était enceinte alors, et il n'y avait pas long-temps qu'elle avait écrit à la duchesse de Lorraine, sa belle-mère. *j'ignore encore s'il me restera une ville pour y faire mes couches.*

dans cet état, elle excitait le zèle de ses hongrois, elle ranimait en sa faveur l'Angleterre, et la Hollande, qui lui donnoient des secours d'argent : elle agissait dans l'empire : elle négociait avec le roi de Sardaigne, et ses provinces lui fournissaient des soldats. Toute la nation anglaise s'anima en sa faveur. Ce peuple n'est pas de ceux qui attendent l'opinion de leur maître pour en avoir une. Des particuliers proposerent de faire un don gratuit à cette princesse. La duchesse de *Malbrough*, veuve de celui qui avait combattu pour *Charles Vi*, rassembla les principales dames de Londres : elles s'engagerent à fournir cent mille livres sterling ; et la duchesse en déposa quarante mille. La reine de Hongrie eut la grandeur d'âme de ne pas recevoir cet argent qu'on avait la générosité de lui offrir ; elle ne voulut que celui qu'elle attendoit de la nation assemblée en parlement. On croyait que les armées de France et de Bavière victorieuses allaient assiéger Vienne. Il faut toujours faire ce que l'ennemi craint. C'était un de ces coups décisifs, une de ces occasions que la fortune présente une fois, et qu'on ne retrouve plus. L'électeur de Bavière avait osé concevoir l'espérance de prendre Vienne ; mais il ne s'était point préparé à ce siège ; il n'avait ni gros canons ni munitions. Le cardinal de *Fleury* n'avait point porté ses vues jusqu'à lui donner cette capitale : les partis mi-toyens lui plaisaient : il auroit voulu diviser les dépouilles avant de les avoir : et il ne prétendait pas que l'empereur qu'il faisait, eut toute la succession. L'armée de France aux ordres de l'électeur de Bavière, marcha donc vers Prague, aidée de vingt-mille saxons, au mois de novembre 1741. Le comte *Maurice De Saxe*, frère naturel du roi de Pologne, attaqua la ville. Ce général, qui avait la force du corps singulière du roi son père, avec la douceur de son esprit, et la même valeur, possédait de plus grands talens pour la guerre. Sa réputation l'avait fait élire d'une commune voix duc de Courlande ; mais la Russie qui donnait des loix au nord, lui avait enlevé ce que le suffrage de tout un peuple lui avait accordé : il s'en consolait dans le service des français, et dans les agréments de la société de cette nation qui ne le connaissait pas encore assez. Il fallait, ou prendre Prague en peu de jours, ou abandonner l'entreprise. On manquait de vivres, la saison était avancée : cette grande ville, quoique mal fortifiée, pouvait aisément soutenir les premières attaques. Le général *Ogilvi*, irlandais de naissance, qui commandait dans la place, avait trois mille hommes de garnison, et le grand duc marchait au secours avec une armée de trente mille hommes ; il était déjà arrivé à cinq lieues de Prague, le 25 novembre, mais la nuit même les français et les saxons donnerent l'assaut. Ils firent deux attaques avec un grand fracas d'artillerie, qui attira toute la garnison de leur côté ; pendant ce temps, le comte de Saxe en silence fait préparer une seule échelle vers les remparts de la ville neuve, à un endroit très-éloigné de l'attaque. Monsieur De *Chevert*, alors lieutenant-colonel du régiment de Beausse, monte le premier. Le fils aîné du maréchal de *Broglie*

le suit : on arrive au rempart, on ne trouve à quelques pas qu'une sentinelle ; on monte en foule, et on se rend maître de la ville ; toute la garnison met bas les armes ; *Ogilvi* se rend prisonnier de guerre avec ses trois mille hommes. Le comte de Saxe préserva la ville du pillage ; et ce qu'il y eut d'étrange, c'est que les conquérants et le peuple conquis furent pêle-mêle ensemble pendant trois jours ; français, saxons, bavarois, bohémiens, étaient confondus, ne pouvant se reconnaître, sans qu'il y eût une goutte de sang répandu. L'électeur de Bavière, qui venait d'arriver au camp, rendit compte au roi de ce succès, comme un général qui écrit à celui dont il commande les armées : il fit son entrée dans la capitale de la Bohême le jour même de la prise, et s'y fit couronner au mois de décembre. Cependant le grand duc, qui n'avait pu sauver cette capitale, et qui ne pouvait subsister dans les environs, se retira au sud-est de la province, et laissa à son frère, le prince *Charles*

de Lorraine, le commandement de son armée. Dans le même temps le roi de Prusse se rendait maître de la Moravie, province située entre la Bohême et la Silésie : ainsi *Marie-Thérèse* semblait accablée de tous côtés. Déjà son compétiteur avait été couronné archiduc d'Autriche à Lintz, il venait de prendre la couronne de Bohême à Prague, et de là il alla à Francfort recevoir celle d'empereur sous le nom de *Charles Vii* . Le maréchal de *Belle-Isle* , qui l'avait suivi de Prague à Francfort, semblait être plutôt un des premiers électeurs qu'un ambassadeur de France. Il avait ménagé toutes les voix, et dirigé toutes les négociations ; il recevait les honneurs dûs au représentant d'un roi qui donnait la couronne impériale. L'électeur de Mayence, qui préside à l'élection, lui donnait la main dans son palais, et l'ambassadeur ne donnait la main chez lui qu'aux seuls électeurs, et prenait le pas sur tous les autres princes. Ses pleins pouvoirs furent remis en langue française : la chancellerie allemande, jusques-là avait toujours exigé que de telles pièces fussent présentées en latin, comme étant la langue d'un gouvernement qui prend le titre d'empire romain. *Charles-Albert* fut élu le 4 janvier 1741, de la manière la plus tranquille et la plus solennelle : on l'aurait cru au comble de la gloire et du bonheur, mais la fortune changeait, et il devint un des plus infortunés princes de la terre par son élévation même.

Chapitre 7

Chapitre 7

désastres rapides qui suivent les succès de l'empereur Charles-Albert De Baviere.

on commençait à sentir la faute qu'on avait faite de n'avoir pas assez de cavalerie. Le maréchal de *Belle-Isle* était malade à Francfort, et voulait à la fois conduire des négociations, et commander de loin une armée. La mésintelligence se glissait entre les puissances alliées ; les saxons se plaignaient beaucoup des prussiens, et ceux-ci des français, qui à leur tour les accusaient. *Marie-Thérese* était soutenue de sa fermeté, de l'argent de l'Angleterre, de celui de la Hollande et de Venise, d'emprunts en Flandres, mais sur-tout de l'ardeur désespérée de ses troupes rassemblées enfin de toutes parts. L'armée française, sous des chefs peu accrédités, se détruisait par les fatigues, la maladie et la désertion, les recrues venaient difficilement. Il n'en était pas comme des armées de *Gustave Adolphe* , qui, ayant commencé ses campagnes en Allemagne avec moins de dix mille hommes, se trouvait à la tête de trente mille, augmentant ses troupes dans le pays même, à mesure qu'il y faisait des progrès. Chaque jour affaiblissait les français vainqueurs, et fortifiait les autrichiens. Le prince *Charles* de Lorraine, frere du grand duc, était dans le milieu de la Boheme avec trente-cinq mille hommes ; tous les habitants étaient pour lui : il commençait à faire avec succès une guerre défensive, en tenant continuellement son ennemi en alarmes, en coupant ses convois, en les harcelant sans relâche de tous les côtés par des nuées de hussards, de croates, de pandours et de tolpatches. Les *pandours* sont des esclaves qui habitent le bord de la Drave et de la Save ; ils ont un habit long, ils portent plusieurs pistolets à la ceinture, un sabre et un poignard. Les *tolpatches* sont une infanterie hongroise armée d'un fusil, de deux pistolets et d'un sabre. Les *croates* , appelées en France *cravates* , sont des milices de Croatie. Les *hussards* sont des cavaliers hongrois, montés sur des petits chevaux légers et infatigables : ils désolent des troupes dispersées en trop de

postes, et peu pourvues de cavalerie. Les troupes de France et de Baviere étaient par-tout dans ce cas. L'empereur *Charles Vii*

avait voulu conserver avec peu de monde une vaste étendue de terrain, qu'on ne croyait pas la reine de Hongrie en état de reprendre, mais tout fut repris, et la guerre fut enfin reportée du Danube au Rhin. Le cardinal de *Fleury*, voyant tant d'espérances trompées, tant de désastres qui succédaient à de si heureux commencemens, écrivit au général de *Koenigseck* une lettre qu'il lui fit rendre par le maréchal de *Belle-Isle* même ; il s'excusait dans cette lettre de la guerre entreprise, et il avouait qu'il avait été entraîné au delà de ses mesures. *bien des gens savent, dit-il, combien j'ai été opposé aux résolutions que nous avons prises, et que j'ai été en quelque façon forcé d'y consentir. Votre excellence est trop instruite de tout ce qui se passe pour ne pas deviner celui qui mit tout en œuvre pour déterminer le roi à entrer dans une ligue qui était si contraire à mon goût et à mes principes.*

pour toute réponse, la reine de Hongrie fit imprimer la lettre du cardinal de *Fleury*. Il est aisé de voir quels mauvais effets cette lettre devait produire : en premier lieu, elle rejetait évidemment tout le reproche de la guerre sur le général chargé de négocier avec le comte de *Koenigseck*, et ce n'était pas rendre la négociation facile, que de rendre sa personne odieuse : en second lieu, elle avouait de la faiblesse dans le ministere, et c'eût été bien mal connaître les hommes, que de ne pas prévoir qu'on abuserait de cette faiblesse ; que les alliés de la France se refroidiraient, et que ses ennemis s'enhardiraient. Le cardinal voyant la lettre imprimée, en écrivit une seconde, dans laquelle il se plaint au général autrichien de ce qu'on a publié sa premiere lettre, et lui dit : *qu'il ne lui écrira plus désormais ce qu'il pense.* cette seconde lettre lui fit encore plus de tort que la premiere. Il les fit désavouer toutes deux dans quelques papiers publics, et ce désaveu qui ne trompa personne, mit le comble à ses fausses démarches que les esprits les moins critiques excuserent dans un homme de quatre-vingt-sept ans fatigué des mauvais succès. Enfin l'empereur bavaois fit proposer à Londres des projets de paix, et sur-tout des sécularisations d'évêchés en faveur d'Hanovre. Le ministere anglais ne croyait pas avoir besoin de l'empereur pour les obtenir. On insulta à ses offres en les rendant publiques ; et l'empereur fut réduit à désavouer ses offres de paix, comme le cardinal de *Fleury* avait désavoué la guerre. La querelle alors s'échauffa plus que jamais. La France d'un côté, l'Angleterre de l'autre, parties principales en effet sous le nom d'auxiliaires, s'efforcèrent de tenir la balance à main armée. La maison de *Bourbon*

fut obligée pour la seconde fois de tenir tête à presque toute l'Europe. Le cardinal de *Fleury*, trop âgé pour soutenir un si pesant fardeau, prodigua à regret les

trésors de la France dans cette guerre entreprise malgré lui, et ne vit que des malheurs causés par des fautes. Il n'avait jamais cru avoir besoin d'une marine ; ce qui restait à la France de forces maritimes, fut absolument détruit par les anglais, et les provinces de France furent exposées. L'empereur, que la France avait fait, fut chassé trois fois de ses propres états. Les armes françaises furent détruites en Bavière et en Bohême, sans qu'il se donnât une seule grande bataille, et le désastre fut au point qu'une retraite dont on avait besoin, et qui paraissait impraticable, fut regardée comme un bonheur signalé. Le maréchal de *Belle-Isle* sauva le reste de l'armée française assiégée dans Prague, et ramena environ treize mille hommes de Prague à Egra, par une route détournée de trente-huit lieues, au milieu des glaces et à la vue des ennemis. Enfin la guerre fut reportée du fond de l'Autriche au Rhin. Le cardinal de *Fleury* mourut au village d'Issi, au milieu de tous ces désastres, et laissa les affaires de la guerre, de la marine, de la finance et de la politique dans une crise qui altéra la gloire de son ministère, et non la tranquillité de son âme. *Louis XV* prit dès lors la résolution de gouverner par lui-même, et de se mettre à la tête d'une armée. Il se trouvait dans la même situation où fut son bisaïeul dans une guerre nommée, comme celle-ci, la guerre de la succession. Il avait à soutenir la France et l'Espagne contre les mêmes ennemis, c'est-à-dire contre l'Autriche, l'Angleterre, la Hollande, et la Savoie. Pour se faire une idée juste de l'embarras qu'éprouvait le roi des périls où l'on était exposé, et des ressources qu'il eut, il faut voir comment l'Angleterre donnait le mouvement à toutes ces secousses de l'Europe.

Chapitre 8

Chapitre 8

conduite de l'Angleterre, de l'Espagne, du roi de Sardaigne, des puissances d'Italie. bataille de Toulon.

on sait qu'après l'heureux temps de la paix d'Utrecht, les anglais qui jouissaient de Minorque et de Gibraltar en Espagne, avaient encore obtenu de la cour de Madrid des privileges que les français, ses défenseurs, n'avaient pas. Les commerçants anglais allaient vendre aux colonies espagnoles les negres qu'ils achetaient en Afrique, pour être esclaves dans le nouveau monde. Des hommes vendus par d'autres hommes, moyennant trente-trois piastres par tête qu'on payait au gouvernement espagnol, étaient un objet de gain considérable ; car la compagnie anglaise, en fournissant quatre mille huit cents negres, avait obtenu encore de vendre les huit cents, sans payer de droits ; mais le plus grand avantage des anglais, à l'exclusion des autres nations, était la permission dont cette compagnie jouit dès 1716, d'envoyer un vaisseau à Porto-Bello. Ce vaisseau, qui d'abord ne devait être que de cinq cents tonneaux, fut en 1717 de huit cents cinquante par convention, mais en effet de mille par abus ; ce qui faisait deux millions pesant de marchandises. Ces mille tonneaux étaient encore le moindre objet de ce commerce de la compagnie anglaise ; une patache qui suivait toujours le vaisseau, sous prétexte de lui porter des vivres, allait et venait continuellement ; elle se chargeait dans les colonies anglaises des effets qu'elle apportait à ce vaisseau, lequel ne se désemplassant jamais par cette manœuvre, tenait lieu d'une flotte entiere. Souvent même d'autres navires venaient remplir le vaisseau de permission, et leurs barques allaient encore sur les côtes de l'Amérique porter des marchandises dont les peuples avaient besoin ; mais qui faisaient tort au gouvernement espagnol, et même à toutes les nations intéressées au commerce qui se fait des ports d'Espagne au golfe du Mexique. Les gouverneurs espagnols traiterent avec rigueur les marchands anglais, et la rigueur se pousse toujours trop loin. Un patron de

vaisseau, nommé *Jenkins*, vint en 1739 se présenter à la chambre des communes. C'était un homme franc et simple, qui n'avait point fait de commerce illicite, mais dont le vaisseau avait été rencontré par un garde-côte espagnol dans un parage de l'Amérique, où les espagnols ne vouloient pas souffrir de navires anglais. Le capitaine espagnol avait saisi le vaisseau de *Jenkins*, mis l'équipage aux fers, fendu le nez et coupé les oreilles au patron. En cet état *Jenkins* se présenta au parlement ; il raconta son aventure avec la naïveté de sa profession et de son caractère : *messieurs*, dit-il, *quand on m'eût ainsi mutilé, on me menaça de la mort ; je l'attendis, je recommandai mon ame à Dieu, et ma vengeance à ma patrie.* ces paroles prononcées naturellement, excitèrent un cri de pitié et d'indignation dans l'assemblée. Le peuple de Londres criait à la porte du parlement : *la mer libre ou la guerre.*

on n'a peut-être jamais parlé avec plus de véritable éloquence qu'on parla sur ce sujet dans le parlement d'Angleterre : et je ne sais si les harangues méditées qu'on prononça autrefois dans Athenes et dans Rome, en des occasions à-peu-près semblables, l'emportent sur les discours non préparés du chevalier *Windham*, du lord *Carteret*, du ministre *Robert Walpole*, du comte de *Chesterfield*, de *M Pultney*, depuis comte de *Bath*. Ces discours qui sont l'effet naturel du gouvernement et de l'esprit anglais, étonnent quelquefois les étrangers, comme les productions d'un pays, qui sont à vil prix sur leur terrain, sont recherchées précieusement ailleurs. Mais il faut lire avec précaution toutes ces harangues où l'esprit de parti domine. Le véritable état de la nation y est presque toujours déguisé. Le parti du ministère y peint le gouvernement florissant ; la faction contraire assure que tout est en décadence. L'exagération regne par-tout. *où est le tems*, s'écriait alors un membre du parlement, *où est le tems où un ministre de la guerre disait qu'il ne fallait pas qu'on osât tirer un coup de canon en Europe sans la permission de l'Angleterre.*

enfin le cri de la nation détermina le parlement et le roi. On déclara la guerre à l'Espagne dans les formes à la fin de l'année 1739. La mer fut d'abord le théâtre de cette guerre, dans laquelle les corsaires des deux nations, pourvus de lettres patentes, allaient en Europe et en Amérique attaquer tous les vaisseaux marchands, et ruiner réciproquement le commerce pour lequel ils combattaient. On en vint bientôt à des hostilités plus grandes. L'amiral *Vernon* l'an 1740 pénétra dans le golfe du Mexique, et y attaqua et prit la ville de Porto-Bello, l'entrepôt des trésors du nouveau monde, la rasa, et en fit un chemin ouvert par lequel les anglais purent exercer à main armée le commerce autrefois clandestin, qui avait été le sujet de la rupture. Cette expédition fut regardée par les anglais comme un des plus grands services rendus à la nation. L'amiral fut remercié par les deux chambres du parlement : elles lui écrivirent ainsi qu'elles en avaient usé avec le duc de *Malborough* après la journée d'Hocstedt. Depuis ce temps les actions de leur compagnie du

sud augmentèrent malgré les dépenses immenses de la nation. Les anglais espérèrent alors de conquérir l'Amérique espagnole. Ils crurent que rien ne résisterait à l'amiral *Vernon*, et lorsque, quelque temps après, cet amiral alla mettre le siège devant Carthagene, ils se hâtèrent d'en célébrer la prise : de sorte que, dans le temps même que *Vernon* en levait le siège, ils firent frapper une médaille où l'on voyait le port et les environs de Carthagene avec cette légende ; *il a pris Carthagene* ; le revers représentait l'amiral *Vernon*, et on y lisait ces mots, *au vengeur de sa patrie*. il y a beaucoup d'exemples de ces médailles prématurées qui tromperaient la postérité, si l'histoire, plus fidelle et plus exacte, ne prévenait pas de telles erreurs. La France, qui n'avait qu'une marine faible, ne se déclarait pas alors ouvertement ; mais le ministère de France secourait les espagnols autant qu'il était en son pouvoir. On était en ces termes entre les espagnols et les anglais, quand la mort de l'empereur *Charles Vi*

mit le trouble dans l'Europe. On a vu ce que produisait en Allemagne la querelle de l'Autriche et de la Bavière. L'Italie fut aussi bientôt désolée pour cette succession autrichienne. Le Milanais était réclamé par la maison d'Espagne. Parme et Plaisance devaient revenir par le droit de naissance à un des fils de la reine, née princesse de Parme. Si *Philippe V* avait voulu avoir le Milanais pour lui, il eût trop alarmé l'Italie. Si on eût destiné Parme et Plaisance à *Dom Carlos*, déjà maître de Naples et de Sicile, trop d'états réunis sous un même souverain, eussent encore alarmé les esprits. *Dom Philippe*, puîné de *Dom Carlos*, fut le prince auquel on destina le Milanais et le Parmesan. La reine de Hongrie, maîtresse du Milanais, faisait ses efforts pour s'y maintenir. Le roi de Sardaigne, duc de Savoie, revendiquait ses droits sur cette province ; il craignait de la voir dans les mains de la maison de Lorraine entée sur la maison d'Autriche qui, possédant à la fois le Milanais et la Toscane, pourroit un jour lui ravir les terres qu'on lui avait cédées par les traités de 1737 et 1738 : mais il craignoit encore davantage de se voir pressé par la France et par un prince de la maison de *Bourbon*, tandis qu'il voyoit un autre prince de cette maison, maître de Naples et de Sicile. Il se résolut dès le commencement de 1742, à s'unir avec la reine de Hongrie, sans s'accorder dans le fond avec elle. Ils se réunissaient seulement contre le péril présent ; ils ne se faisaient point d'autres avantages : le roi de Sardaigne se réservait même de prendre, quand il voudrait, d'autres mesures. C'était un traité de deux ennemis qui ne songeaient qu'à se défendre d'un troisième. La cour d'Espagne envoyait l'infant *Dom Philippe* attaquer le duc roi de Sardaigne, qui n'avait voulu de lui, ni pour ami, ni pour voisin. Le cardinal de *Fleury* avait laissé passer *Dom Philippe* et une partie de son armée par la France, mais il n'avait pas voulu lui donner de troupes. On fait beaucoup dans un temps, on craint de faire même peu dans un autre. La raison de cette conduite était qu'on se flattait encore de regagner le roi de Sardaigne qui laissait

toujours des espérances. On ne voulait pas d'ailleurs alors de guerre directe avec les anglais qui l'auraient infailliblement déclarée. Les révolutions des affaires de terre qui commençaient alors en Allemagne, ne permettaient pas de braver partout les puissances maritimes. Les anglais s'opposaient ouvertement à l'établissement de *Dom Philippe* en Italie, sous prétexte de maintenir l'équilibre de l'Europe. Cette balance, bien ou mal entendue, était devenue la passion du peuple anglais ; mais un intérêt plus couvert était le but du ministère de Londres. Il voulait forcer l'Espagne à partager le commerce du nouveau monde : il eût à ce prix aidé *Dom Philippe* à passer en Italie, ainsi qu'il avait aidé *Dom Carlos* en 1731. Mais la cour d'Espagne ne voulait point enrichir ses ennemis à ses dépens, et comptait établir *Dom Philippe* dans ses états. Dès le mois de novembre et de décembre 1741, la cour d'Espagne avait envoyé par mer plusieurs corps de troupes en Italie sous la conduite du duc de *Montemar* , célèbre par la victoire de Bironto, et ensuite par sa disgrâce. Ces troupes avaient débarqué successivement sur les côtes de la Toscane, et dans les ports qu'on appelle l'état *degli presidii* , appartenant à la couronne des deux siciles. Il fallait passer sur les terres de la Toscane. Le grand duc, mari de la reine de Hongrie, fut obligé de leur accorder le passage, et de déclarer son pays neutre. Le duc de *Modene* , marié à la fille du feu duc d'Orléans, régent de France, se déclara neutre aussi. Le pape *Benoît Xiv* , sur les terres de qui l'armée espagnole devait passer dans ces conjonctures, ainsi que celle des autrichiens, embrassa la même neutralité à meilleur titre que personne, en qualité de pere commun des princes et des peuples, tandis que ses enfans vivaient à discrétion sur son territoire. De nouvelles troupes espagnoles arriverent par la voie de Gênes. Cette république se dit encore neutre, et les laissa passer. Vers ce temps-là même le roi de Naples embrassait la neutralité, quoiqu'il s'agît de la cause de son pere et de son frere. Mais de tous ces potentats neutres en apparence, aucuns ne l'était en effet. à l'égard de la neutralité du roi de Naples, voici quelle en fut la suite. On fut étonné le 18 août de voir paraître à la vue du port de Naples une escadre anglaise composée de six vaisseaux de soixante canons, de six frégates, et de deux galiotes à bombe. Le capitaine *Martin* , depuis amiral, qui commandait cette escadre, envoya à terre un officier avec une lettre au premier ministre, qui portait en substance qu'il falloir que le roi rappellât ses troupes de l'armée espagnole, où que l'on allait dans l'instant bombarder la ville. On tint quelques conférences, le capitaine anglais dit enfin, en mettant sa montre sur le tillac, qu'il ne donnait qu'une heure pour se déterminer. Le port était mal pourvu d'artillerie, on n'avait point pris les précautions nécessaires contre une insulte qu'on n'attendait pas. On vit alors que l'ancienne maxime : *qui est maître de la mer l'est de la terre*, est souvent vraie. On fut obligé de promettre tout ce que le commandant anglais voulait, et même il fallut le tenir jusqu'à ce qu'on eût le temps de pourvoir à la défense du port et du royaume. Les anglais eux-mêmes sentaient bien que

le roi de Naples ne pouvait pas plus garder en Italie cette neutralité forcée, que le roi d'Angleterre n'avait gardé la sienne en Allemagne. L'armée espagnole commandée par le duc de *Montemar*, venue en Italie pour soumettre la Lombardie, se retirait alors vers les frontières du royaume de Naples, toujours pressée par les autrichiens. Alors le roi de Sardaigne retourna dans le Piémont, et dans son duché de Savoie, où les vicissitudes de la guerre demandaient sa présence. L'infant *Dom Philippe* avait en vain tenté de débarquer à Gênes avec de nouvelles troupes, les escadres d'Angleterre l'en avaient empêché ; mais il avait pénétré par terre dans le duché de Savoie, et s'en était rendu maître. C'est un pays presque ouvert du côté du Dauphiné. Il est stérile et pauvre. Ses souverains en tiraient alors à peine quinze cents mille livres de revenu. *Charles Emmanuel*, roi de Sardaigne et duc de Savoie, l'abandonna pour aller défendre le Piémont, pays plus important. On voit, par cet exposé, que tout était en alarmes, et que toutes les provinces éprouvaient des revers du fond de la Silésie au fond de l'Italie. L'Autriche n'était alors en guerre ouverte qu'avec la Bavière, et cependant on désolait l'Italie. Les peuples du Milanais, du Mantouan, de Parme, de Modène, de Guastalla, regardaient avec une tristesse impuissante toutes ces irruptions et toutes ces secousses, accoutumés depuis long-temps à être le prix du vainqueur, sans oser seulement donner leur exclusion et leur suffrage. La cour d'Espagne fit demander aux suisses le passage par leur territoire pour porter de nouvelles troupes en Italie, elle fut refusée. La Suisse vend des soldats à tous les princes, et défend son pays contre eux. Le gouvernement y est pacifique, et les peuples guerriers. Une telle neutralité fut respectée. Venise de son côté leva vingt mille hommes pour donner du poids à la sienne. Il y avait dans Toulon une flotte de seize vaisseaux espagnols, destinée d'abord pour transporter *Dom Philippe* en Italie ; mais il avait passé par terre, comme on a vu. Elle devait apporter des provisions à ses troupes, et ne le pouvait, retenue continuellement dans le port par une flotte anglaise qui dominait dans la Méditerranée, et insultait toutes les côtes de l'Italie et de la Provence. Les canonnières espagnols n'étaient pas experts dans leur art ; on les exerça dans le port de Toulon pendant quatre mois, en les faisant tirer au blanc, et en excitant leur émulation et leur industrie par des prix proposés. Quand ils se furent rendus habiles, on fit sortir de la rade de Toulon l'escadre espagnole, commandée par *Dom Joseph Navarro*. Elle n'était que de douze vaisseaux. Les espagnols n'ayant pas assez de matelots et de canonnières pour en manœuvrer seize, elle fut jointe aussi-tôt par quatorze vaisseaux français, quatre frégates et trois brûlots, sous les ordres de M De *Court*, qui à l'âge de quatre-vingt ans avait toute la vigueur de corps et d'esprit qu'un tel commandement exige. Il y avait quarante années qu'il s'était trouvé au combat naval de Malaga, où il avait servi en qualité de capitaine sur le vaisseau amiral, et depuis ce temps il ne s'était donné de bataille sur mer en aucune partie du monde, que celle de Messine en 1718. L'amiral anglais *Matthæus* se présenta de-

vant les deux escadres combinées de France et d'Espagne. La flotte de *Matthæus* était de quarante-cinq vaisseaux, de cinq frégates et de quatre brûlots ; avec cet avantage du nombre, il sut aussi se donner d'abord celui du vent, manœuvre dont dépend souvent la victoire dans les combats de mer, comme elle dépend sur la terre d'un poste avantageux. Ce sont les anglais qui les premiers ont rangé leurs forces navales en bataille dans l'ordre où l'on combat aujourd'hui, et c'est d'eux que les autres nations ont pris l'usage de partager leurs flottes en avant-garde, arrière-garde, et corps de bataille. On combattit donc à la bataille de Toulon dans cet ordre. Les deux flottes furent également endommagées, et également dispersées. Cette journée navale de Toulon fut donc indécise comme presque toutes les batailles navales (à l'exception de celle de la Hogue) dans lesquelles le fruit d'un grand appareil et d'une longue action est de tuer du monde de part et d'autre, et de démâter des vaisseaux. Chacun se plaignit ; les espagnols crurent n'avoir pas été assez secourus ; les français accuserent les espagnols de peu de reconnaissance. Ces deux nations, quoiqu'alliées, n'étaient point toujours unies. L'antipathie ancienne se réveillait quelquefois entre les peuples, quoique l'intelligence fut entre leurs rois. Au reste le véritable avantage de cette bataille fut pour la France et l'Espagne : la mer Méditerranée fut libre au moins pendant quelque temps, et les provisions dont avait besoin *Dom Philippe* , purent aisément lui arriver des côtes de Provence ; mais ni les flottes françaises ni les escadres d'Espagne ne purent s'opposer à l'amiral *Matthæus* , quand il revint dans ces parages. Ces deux nations obligées d'entretenir continuellement de nombreuses armées de terre, n'avaient pas ce fond inépuisable de marine, qui fait la ressource de la puissance anglaise.

Chapitre 9

Chapitre 9

le prince de Conti force les passages des Alpes. situation des affaires d'Italie.

Louis XV, au milieu de tous ces efforts, déclara la guerre au roi *George*, et bientôt à la reine de Hongrie, qui la lui déclarèrent aussi dans les formes. Ce ne fut de part et d'autre qu'une cérémonie de plus. Ni l'Espagne ni Naples ne déclarèrent la guerre, mais ils la firent. *Dom Philippe*, à la tête de vingt mille espagnols, dont le marquis de la *Mina* était le général, et le prince de *Conti* suivi de vingt mille français, inspirèrent tous deux à leurs troupes cet esprit de confiance et de courage opiniâtre dont on avait besoin pour pénétrer dans le Piémont, où un bataillon peut à chaque pas arrêter une armée entière, où il faut à tout moment combattre entre des rochers, des précipices et des torrents, et où la difficulté des convois n'est pas un des moindres obstacles. Le prince de *Conti*, qui avait servi en qualité de lieutenant général dans la guerre malheureuse de Bavière, avait de l'expérience dans sa jeunesse. Le premier d'avril 1744, l'infant *Dom Philippe*

et lui passerent le Varo, rivière qui tombe des Alpes, et qui se jette dans la mer de Gênes, au dessous de Nice. Tout le comté de Nice se rendit ; mais, pour avancer, il fallait attaquer les retranchements élevés près de Ville-Franche, et après eux on trouvait ceux de la forteresse de Montalban au milieu des rochers qui forment une longue suite de remparts presque inaccessibles. On ne pouvait marcher que par des gorges étroites, et par des abîmes sur lesquels plongeait l'artillerie ennemie, et il fallait sous ce feu gravir de rochers en rochers. On trouvait encore jusques dans les Alpes des anglais à combattre ; l'amiral *Matthœus*, après avoir radoubé ses vaisseaux, était venu reprendre l'empire de la mer. Il avait débarqué lui-même à Ville-Franche. Ses soldats étaient avec les piémontais ; et ses canoniers servaient l'artillerie. Malgré ces périls, le prince de *Conti* se présente au pas de Ville-Franche, rempart du Piémont, haut de près de deux cents toises, que le

roi de Sardaigne croyait hors d'atteinte, et qui fut couvert de français et d'espagnols. L'amiral anglais et ses matelots furent sur le point d'être faits prisonniers. On avança, on pénétra enfin jusqu'à la vallée de Château-Dauphin. Le comte de *Campo-Santo*

suivait le prince de *Conti* à la tête des espagnols, par une autre gorge. Le comte de *Campo-Santo* portait ce nom et ce titre depuis la bataille de *Campo-Santo*, où il avait fait des actions étonnantes ; ce nom était sa récompense, comme on avait donné le nom de *Bitonto* au duc de *Montemar*, après la bataille de Bitonto. Il n'y a guère de plus beau titre que celui d'une bataille qu'on a gagnée. Le bailli de *Givri* escalade en plein jour un roc sur lequel deux mille piémontais sont retranchés. Ce brave *Chevert*, qui avait monté le premier sur les remparts de Prague, monte à ce roc un des premiers ; et cette entreprise était plus meurtrière que celle de Prague. On n'avait point de canon ; les piémontais foudroyaient les assaillans avec le leur. Le roi de Sardaigne, placé lui-même derrière ces retranchements, animait ses troupes. Le bailli de *Givri* était blessé dès le commencement de l'action : et le marquis de *Villemur*, instruit qu'un passage non moins important venait d'être heureusement forcé par les français, envoyait ordonner la retraite. *Givri*

la fait battre ; mais les officiers et les soldats trop animés ne l'écoutent point. Le lieutenant-colonel de Poitou saute dans les premiers retranchements, les grenadiers s'élancent les uns sur les autres ; et ce qui est à peine croyable, ils passent par les embrasures mêmes du canon ennemi, dans l'instant que les pièces, ayant tiré, reculaient par leur mouvement ordinaire : on y perdit près de deux mille hommes ; mais il n'échappa aucun piémontais. Le roi de Sardaigne, au désespoir, voulait se jeter lui-même au milieu des attaquants, et on eut beaucoup de peine à le retenir : il en coûta la vie au bailli de *Givri* ; le colonel *Salis*, le marquis de *La Carte* y furent tués, le duc d' *Agenois*

et beaucoup d'autres, blessés. Mais il en avait coûté encore moins qu'on ne devait s'attendre dans un tel terrain. Ce comte de *Campo-Santo*, qui ne put arriver à ce défilé étroit et escarpé, où ce furieux combat s'était donné, écrivit au marquis de la *Mina*, général de l'armée espagnole sous Dom Philippe : *il se présentera quelques occasions où nous ferons aussi bien que les français, car il n'est pas possible de faire mieux.* je rapporte toujours les lettres des généraux, lorsque j'y trouve des particularités intéressantes : ainsi je transcrirai encore ce que le prince de *Conti*

écrivit au roi touchant cette journée : *c'est une des plus brillantes et des plus vives actions qui se soient jamais passées ; ... etc.*

ces expressions d'un prince à un roi sont des leçons de vertu pour le reste des hommes, et l'histoire doit les conserver. Pendant qu'on prenait le Château-Dauphin, il fallait emporter ce qu'on appelait les barricades ; c'était un passage de trois toises entre deux montagnes qui s'élèvent jusqu'aux nues. Le roi de Sardaigne avait fait couler dans ce précipice la rivière de Sture qui baigne cette vallée. Trois retranchemens et un chemin couvert par de là la rivière, défendaient ce poste qu'on appelait les barricades ; il fallait ensuite se rendre maître du Château de Démont, bâti avec des frais immenses sur la tête d'un rocher isolé, au milieu de la vallée de Sture ; après quoi les français, maîtres des Alpes, voyaient les plaines du Piémont. Ces barricades furent tournées habilement par les français et par les espagnols, la veille de l'attaque de Château-Dauphin. On les emporta presque sans coup férir, en mettant ceux qui les défendaient entre deux feux. Cet avantage fut un des chefs-d'œuvre de l'art de la guerre, car il fut glorieux, il remplit l'objet proposé, et ne fut pas sanglant.

Chapitre 10

Chapitre 10

nouvelles disgraces de l'empereur Charles Vii. bataille de Dettingue.

tant de belles actions ne servaient de rien au but principal, et c'est ce qui arrive dans presque toutes les guerres. La cause de la reine de Hongrie n'en était pas moins triomphante. L'empereur *Charles Vii*, nommé en effet empereur par le roi de France, n'en était pas moins chassé de ses états héréditaires, et n'était pas moins errant dans l'Allemagne. Les français n'étaient pas moins repoussés au Rhin et au Mein. La France enfin n'en était pas moins épuisée pour une cause qui lui était étrangère, et pour une guerre qu'elle aurait pu s'épargner ; guerre entreprise par la seule ambition du maréchal de *Belle-Isle*, dans laquelle on n'avait que peu de choses à gagner, et beaucoup à perdre. L'empereur *Charles Vii* se réfugia d'abord dans Ausbourg, ville impériale et libre, qui se gouverne en république, fameuse par le nom d' *Auguste*, la seule qui ait conservé les restes, quoique défigurés de ce nom d' *Auguste*, commun à tant de villes sur les frontières de la Germanie et des Gaules. Il n'y demeura pas long-temps, et en la quittant au mois de juin 1743, il eut la douleur d'y voir entrer un colonel de hussards, nommé *Mentzel*, fameux par ses férocités et ses brigandages, qui le chargea d'injures dans les rues. Il portait sa malheureuse destinée dans Francfort, ville encore plus privilégiée qu'Ausbourg, et dans laquelle s'était faite son élection à l'empire ; mais ce fut pour y voir accroître ses infortunes. Il se donnait une bataille qui décidait de son sort, à quatre mille de son nouveau refuge. Le comte *Stairs*, écossais, l'un des élèves du duc de *Malborough*, autrefois ambassadeur en France, avait marché vers Francfort à la tête d'une armée de plus de cinquante mille hommes, composée d'anglais, d'hanovriens et d'autrichiens. Le roi d'Angleterre arriva avec son second fils, le duc de *Cumberland*, après avoir passé à Francfort dans ce même asyle de l'empereur qu'il reconnaissait toujours pour son souverain, et auquel il faisait la guerre dans l'espérance de le détrôner. Le maréchal duc de *Noailles*, qui

commandait l'armée opposée au roi d'Angleterre, avait porté les armes dès l'âge de quinze ans. Il avait commandé en Catalogne dans la guerre de 1701, et passa depuis par toutes les fonctions qu'on peut avoir dans le gouvernement, à la tête des finances au commencement de la régence, général d'armée et ministre d'état, il ne cessa dans tous ces emplois de cultiver la littérature, exemple autrefois commun chez les grecs et chez les romains, mais rare aujourd'hui dans l'Europe. Ce général, par une manœuvre supérieure, fut d'abord le maître de la campagne. Il cotoya l'armée du roi d'Angleterre, qui avait le Mein entre elle et les français ; il lui en coupa les vivres, en se rendant maître des passages au dessus et au dessous de leur camp. Le roi d'Angleterre s'était posté dans Aschassembourg, ville sur le Mein, qui appartient à l'électeur de Mayence. Il avait fait cette démarche malgré le comte *Stairs*, son général, et commençait à s'en repentir. Il y voyait son armée bloquée et affamée par le maréchal de *Noailles*. Le soldat fut réduit à la demi-ration par jour. On manquait de fourrages, au point qu'on proposa de couper les jarrets aux chevaux, et on l'aurait fait si on était resté encore deux jours dans cette position. Le roi d'Angleterre fut obligé enfin de se retirer pour aller chercher des vivres à Hanau sur le chemin de Francfort ; mais en se retirant, il était exposé aux batteries du canon ennemi placé sur la rive du Mein. Il fallait faire marcher en hâte une armée que la disette affaiblissait, et dont l'arrière-garde pouvoit être accablée par l'armée française. Car le maréchal de *Noailles* avait eu la précaution de jeter des ponts entre Dettingue et Aschaffembourg, sur le chemin de Hanau, et les anglais avaient joint à leurs fautes celle de laisser établir ces ponts. Le 26 juin au milieu de la nuit le roi d'Angleterre fit décamper son armée dans le plus grand silence, et hasarda cette marche précipitée et dangereuse à laquelle il était réduit. Le maréchal de *Noailles* voit les anglais qui semblent marcher à leur perte dans un chemin étroit entre une montagne et la rivière. Il ne manqua pas d'abord de faire avancer tous les escadrons composés de la maison du roi, de dragons et de hussards vers le village de Dettingue, devant lequel les anglais devaient passer. Il fait défiler sur deux ponts quatre brigades d'infanterie avec celles des gardes françaises. Ces troupes avaient ordre de rester postées dans le village de Dettingue en deça d'un ravin profond. Elles n'étaient point apperçues des anglais, et le maréchal voyait tout ce que les anglais faisaient. Monsieur De *Valliere*, lieutenant-général, homme qui avait poussé le service de l'artillerie aussi loin qu'il peut aller, tenait ainsi dans un défilé les ennemis entre deux batteries qui plongeaient sur eux du rivage. Ils devaient passer par un chemin creux qui est entre Dettingue et un petit ruisseau. On ne devait fondre sur eux qu'avec un avantage certain dans un terrain qui devenait un piège inévitable. Le roi d'Angleterre pouvoit être pris lui-même : c'était enfin un de ces moments décisifs qui semblaient devoir mettre fin à la guerre. Le maréchal recommande au duc de *Grammont*, son neveu, lieutenant-général et colonel des gardes, d'attendre dans cette position que l'ennemi vînt lui-même se livrer. Il alla

malheureusement reconnoître un guet pour faire encore avancer de la cavalerie. La plupart des officiers disaient qu'il eut mieux fait de rester à la tête de l'armée pour se faire obéir. Il envoya faire occuper le poste d'Aschaffembourg par cinq brigades, de sorte que les anglais étaient pris de tous côtés. Un moment d'impatience dérangerait toutes ces mesures. Le duc de *Grammont* crut que la première colonne ennemie était déjà passée, et qu'il n'y avait qu'à fondre sur une arrière-garde qui ne pouvait résister ; il fit passer le ravin à ses troupes. Quittant ainsi un terrain avantageux où il devait rester, il avance avec le régiment des gardes, et celui de *Noailles* infanterie, dans une petite plaine qu'on appelle champ des coqs. Les anglais qui défilaient en ordre de bataille, se formèrent bientôt. Par-là les français qui avaient attiré les ennemis dans le piège, y tomberent eux-mêmes. Ils attaquèrent les ennemis en désordre, et avec des forces inégales. Le canon que Monsieur De *Valliere* avait établi le long du Mein, et qui foudroyait les ennemis par le flanc, et sur-tout les hanovriens, ne fut plus d'aucun usage, parce qu'il aurait tiré contre les français mêmes. Le maréchal revient dans le moment qu'on venait de faire cette faute. La maison du roi à cheval, les carabiniers enfoncerent d'abord par leur impétuosité deux lignes entières d'infanterie, mais ces lignes se reformèrent dans le moment, et envelopperent les français. Les officiers du régiment des gardes marcherent hardiment à la tête d'un corps assez faible d'infanterie, vingt et un de ces officiers furent tués sur la place, autant furent dangereusement blessés. Le régiment des gardes fut mis dans une déroute entière. Le duc de *Chartres* , depuis duc d'Orléans, le prince de *Clermont* , le comte d' *Eu* , le duc de Penthièvre, malgré sa grande jeunesse, faisaient des efforts pour arrêter le désordre. Le comte de *Noailles* eut deux chevaux de tués sous lui. Son frere, le duc d' *Ayen* , fut renversé. Le marquis de *Puiségur* , fils du maréchal de ce nom, parlait aux soldats de son régiment, courait après eux, ralliait ce qu'il pouvait, et en tua de sa main quelques-uns qui ne voulaient plus suivre, et qui criaient *saue qui peut* . Les princes et les ducs de *Biron* , de *Luxembourg* , de *Richelieu* , de *Péquigni-Chévreuse* se mettaient à la tête des brigades qu'ils rencontroient ; et s'enfoncerent dans les lignes des ennemis. D'un autre côté la maison du roi et les carabiniers ne se rebutaient point. On voyait ici une troupe de gendarmes, là une compagnie des gardes, cent mousquetaires dans un autre endroit, des compagnies de cavalerie s'avancant avec des chevaux-légers ; d'autres qui suivaient les carabiniers ou les grenadiers à cheval, et qui couraient aux anglais le sabre à la main avec plus de bravoure que d'ordre. Il y en avait si peu, qu'environ cinquante mousquetaires, emportés par leur courage, pénétrèrent dans le régiment de cavalerie de milord *Stairs* . Vingt-sept officiers de la maison du roi à cheval périrent dans cette confusion, et soixante et six furent blessés dangereusement. Le comte d' *Eu* , le comte d' *Harcourt* , le comte de *Beuvron* , le duc de *Boufflers* furent blessés ; le comte de la *Motte Houdancourt* , chevalier d'honneur de la reine, eut son cheval tué, fut foulé long-temps aux pieds des

chevaux, et remporté presque mort. Le marquis de *Gontaud* eut le bras cassé ; le duc de *Rochechouart* , premier gentilhomme de la chambre, ayant été blessé deux fois, et combattant encore, fut tué sur la place. Les marquis de *Sabran* , de *Fleury* , le comte d' *Estrade* , le comte de *Rostaing* y laisserent la vie. Parmi les singularités de cette triste journée, on ne doit pas omettre la mort d'un comte de *Boufflers* de la branche de *Remiancourt* . C'était un enfant de dix ans et demi : un coup de canon lui cassa la jambe, il reçut le coup, se vit couper la jambe, et mourut avec un égal sang froid. Tant de jeunesse et tant de courage attendrirent tous ceux qui furent témoins de son malheur. La perte n'était pas moins considérable parmi les officiers anglais. Le roi d'Angleterre combattait à pied et à cheval, tantôt à la tête de la cavalerie, tantôt à celle de l'infanterie. Le duc de *Cumberland* fut blessé à ses côtés ; le duc d' *Aremberg* , qui commandait les autrichiens, reçut une balle de fusil au haut de la poitrine. Les anglais perdirent plusieurs officiers généraux. Le combat dura trois heures ; mais il était trop inégal ; le courage seul avait à combattre la valeur, le nombre et la discipline. Enfin le maréchal de *Noailles*

ordonna la retraite. Le roi d'Angleterre dîna sur le champ de bataille, et se retira ensuite, sans même se donner le temps d'enlever tous ses blessés dont il laissa environ six cents que le lord *Stairs* recommanda à la générosité du maréchal de *Noailles* . Les français les recueillirent comme des compatriotes ; les anglais et eux se traitaient en peuples qui se respectaient. Les deux généraux s'écrivirent des lettres qui font voir jusqu'à quel point on peut pousser la politesse et l'humanité au milieu des horreurs de la guerre. Cette grandeur d'ame n'était pas particulière au comte *Stairs* et au duc de *Noailles* . Le duc de *Cumberland* sur-tout fit un acte de générosité qui doit être transmis à la postérité. Un mousquetaire, nommé *Girardeau* , blessé dangereusement, avait été porté près de sa tente. On manquait de chirurgiens assez occupés ailleurs ; on allait panser le prince à qui une balle avait percé les chairs de la jambe. *commencez*, dit le prince, *par soulager cet officier français, il est plus blessé que moi, il manquerait de secours, et je n'en manquerai pas.*

au reste la perte fut à peu près égale dans les deux armées. Il y eut, du côté des alliés, deux mille deux cents trente-un hommes, tant tués que blessés. On sut ce calcul par les anglais, qui rarement diminuent leur perte, et n'augmentent guère celle de leurs ennemis. Les français souffrirent une grande perte, en faisant avorter le fruit des plus belles dispositions, par cette ardeur précipitée, et cette indiscipline qui leur avait fait perdre autrefois les batailles de Poitiers, de Créci, d'Azincourt. Celui qui écrit cette histoire, vit six semaines après le comte *Stairs* à la Haie : il prit la liberté de lui demander ce qu'il pensait de cette bataille. Ce général lui répondit : je pense que les français ont fait une grande faute, et nous deux ; la vôtre a été de ne savoir pas attendre ; les deux nôtres ont été de nous mettre d'abord dans

un danger évident d'être perdus, et ensuite de n'avoir pas su profiter de la victoire. Après cette action, beaucoup d'officiers français et anglais allèrent à Francfort, ville toujours neutre, où l'empereur vit l'un après l'autre le comte *Stairs* et le maréchal de *Noailles*, sans pouvoir leur marquer d'autres sentimens que ceux de la patience dans son infortune. Le maréchal de *Noailles* trouva l'empereur accablé de chagrin, sans états, sans espérance, n'ayant pas de quoi faire subsister sa famille, dans cette ville impériale, où personne ne voulait faire la moindre avance au chef de l'empire : il lui donna une lettre de crédit de quarante mille écus, certain de n'être pas désavoué par le roi son maître. Voilà où en était réduite la majesté de l'empire romain.

Chapitre 11

Chapitre 11

premiere campagne de Louis XV en Flandres ; ses succès. Il quitte la Flandre pour aller au secours de l'Alsace menacée, pendant que le prince de Conti continue à s'ouvrir le passage des Alpes. Nouvelles ligues. Le roi de Prusse prend encore les armes.

ce fut dans ces circonstances dangereuses, dans ce choc de tant d'états, dans ce mélange et ce cahos de guerre et de politique, que *Louis XV*

commença sa premiere campagne. On gardoit à peine les frontieres du côté de l'Allemagne. La reine de Hongrie s'était fait prêter serment de fidélité par les habitants de la Baviere et du haut Palatinat. Elle fit présenter dans Francfort même, où *Charles Vii* était retiré, un mémoire où l'élection de cet empereur était qualifiée *nulle de toute nullité* . Il était obligé enfin de se déclarer neutre, tandis qu'on le dépouillait. On lui proposait de se démettre, et de résigner l'empire à *François*

de Lorraine, grand duc de Toscane, époux de *Marie-Thérese* . Le prince *Charles* de Lorraine, frere du grand duc, commençait à s'établir dans une isle du Rhin auprès du vieux Brisach. Des partis hongrois pénétraient jusques par delà la Sare, et entamaient les frontieres de la Lorraine. Ce fameux partisan *Mentzel* faisait répandre dans l'Alsace, dans les trois évêchés, dans la Franche-Comté, des manifestes par lesquels il invitait les peuples, au nom de la reine de Hongrie, à retourner sous l'obéissance de la maison d'Autriche ; il menaçait les habitants qui prendraient les armes, de les faire pendre, *après les avoir forcés de se couper eux-mêmes le nez et les oreilles* . Cette insolence, digne d'un soldat d' *Attila* , n'étoit que méprisable, mais elle était la preuve des succès. Les armées autrichiennes menaçaient Naples, tandis que les armées françaises et espagnoles n'étaient encore que dans les Alpes. Les anglais victorieux sur terre, dominaient sur les mers ; les hollandais allaient se déclarer, et promettaient de se joindre en Flandres aux

autrichiens et aux anglais. Tout était contraire. Le roi de Prusse satisfait de s'être emparé de la Silésie, avait fait sa paix particulière avec la reine de Hongrie. *Louis XV* soutint tout ce grand fardeau. Non-seulement il assura les frontières sur les bords du Rhin et de la Moselle, par des corps d'armées ; mais il prépara une descente en Angleterre même. Il fit venir de Rome le jeune prince *Charles Édouard*, fils aîné du prétendant, et petit-fils de l'infortuné roi *Jacques Second*. Une flotte de vingt-un vaisseaux chargés de vingt-quatre mille hommes de débarquement le porta dans le canal d'Angleterre. Ce prince vit pour la première fois le rivage de sa patrie ; mais une tempête, et sur-tout les vaisseaux anglais rendirent cette entreprise infructueuse. Ce fut dans ce temps-là que le roi partit pour la Flandre. Il avait une armée florissante que le comte d' *Argenson*, secrétaire d'état de la guerre, avait pourvue de tout ce qui pouvait faciliter la guerre de campagne et de siège. *Louis XV* arrive en Flandres. à son approche, les hollandais, qui avaient promis de se joindre aux troupes de la reine de Hongrie et aux anglais, commencèrent à craindre. Ils n'osent remplir leur promesse, ils envoient des députés au roi au lieu de troupes contre lui. Le roi prend Courtrai et Menin en présence des députés. Le lendemain même de la prise de Menin il investit Ypres. C'était le prince de *Clermont*, abbé de saint Germain-Des-Prés, qui commandait les principales attaques au siège d'Ypres. On n'avait point vu en France, depuis les cardinaux de la *Valette* et de *Sourdis*, d'homme qui réunît la profession des armes et celle de l'église. Le prince de *Clermont* avait eu cette permission du pape *Clément XII*, qui avait jugé que l'état ecclésiastique devait être subordonné à celui de la guerre dans l'arrière-petit-fils du grand *Condé*. On insulta le chemin couvert du front de la basse-ville, quoique cette entreprise parût prématurée et hasardée ; le marquis de *Bauveau*, maréchal de camp, qui marchait à la tête des grenadiers de Bourbonnois et de royal comtois, y reçut une blessure mortelle qui lui causa les douleurs les plus vives. Il mourut dans des tourments intolérables, regretté des officiers et des soldats, comme capable de commander un jour les armées, et de tout Paris, comme un homme de probité et d'esprit. Il dit aux soldats, qui le portaient : *mes amis, laissez-moi mourir, et allez combattre.*

Ypres capitula bientôt ; nul moment n'était perdu. Tandis qu'on entraînait dans Ypres, le duc de *Boufflers* prenait la Kenoque ; et pendant que le roi allait après ces expéditions visiter les places frontières, le prince de *Clermont* faisait le siège de Furnes, qui arbora le drapeau blanc au bout de cinq jours de tranchée ouverte. Les généraux anglais et autrichiens, qui commandoient vers Bruxelles, regardaient ces progrès, et ne pouvaient les arrêter. Un corps que commandait le maréchal de *Saxe* que le roi leur opposait, était si bien posté, et couvrait les sièges si à propos, que les succès étaient assurés. Les alliés n'avaient point de plan de campagne fixe et arrêté. Les opérations de l'armée française étaient concertées. Le maréchal de

Saxe , posté à Courtrai, arrêta tous les efforts des ennemis, et facilitait toutes les opérations. Une artillerie nombreuse qu'on tirait aisément de Douai ; un régiment d'artillerie de près de cinq mille hommes, pleins d'officiers capables de conduire des sièges, et composé de soldats qui sont pour la plupart des artistes habiles, enfin le corps des ingénieurs, étaient des avantages que ne peuvent avoir des nations réunies à la hâte pour faire ensemble la guerre quelques années. De pareils établissements ne peuvent être que le fruit du temps et d'une attention suivie dans une monarchie puissante. La guerre de siège devait donner à la France nécessairement la supériorité. Au milieu de ces progrès, la nouvelle vient que les autrichiens ont passé le Rhin du côté de Spire, à la vue des français et des bavares ; que l'Alsace est entamée, que les frontières de Lorraine sont exposées. On ne pouvait pas d'abord le croire ; mais rien n'était plus certain. Le prince *Charles* en donnant de la jalousie en plusieurs endroits, et faisant à la fois plus d'une tentative, avait enfin réussi du côté où était posté le comte de *Seckendorff*, qui commandait les bavares, les palatins et les hessois, alliés et payés par la France. L'armée autrichienne, au nombre d'environ soixante mille hommes, entre en Alsace sans résistance. Le prince *Charles* s'empare en une heure de Lauterbourg, poste peu fortifié, mais de la plus grande importance. Il fait avancer le général *Nadasti* jusqu'à Weissembourg, ville ouverte, dont la garnison est forcée de se rendre prisonnière de guerre. Il met un corps de dix mille hommes dans la ville et dans les lignes qui la bordent. Le maréchal de *Coigny* , qui commandait dans ces quartiers, général hardi, sage et modeste, célèbre par deux victoires en Italie, dans la guerre de 1738, vit que sa communication avec la France était coupée ; que le pays-messin, la Lorraine allaient être en proie aux autrichiens et aux hongrois : il n'y avait d'autre ressource que de passer sur le corps de l'ennemi pour rentrer en Alsace, et couvrir le pays. Il marche aussi-tôt avec la plus grande partie de son armée à Weissembourg, dans le temps que les ennemis venaient de s'en emparer. Il les attaque dans la ville et dans les lignes ; les autrichiens se défendent avec courage. On se battait dans les places et dans les rues, elles étaient couvertes de morts : la résistance dura six heures entières. Les bavares qui avaient mal gardé le Rhin, réparèrent leur négligence par leur valeur. Ils étaient sur-tout encouragés par le comte de *Mortagne* , alors lieutenant-général de l'empereur, qui reçut dix coups de fusil dans ses habits. Le marquis de *Montal* menait les français. On reprit enfin Weissembourg et les lignes ; mais on fut bientôt obligé par l'arrivée de toute l'armée autrichienne de se retirer vers Haguenau, qu'on fut même forcé d'abandonner. Des partis ennemis qui allèrent à quelques lieues au delà de la Sare, portèrent l'épouvante jusqu'à Luneville, dont le roi *Stanislas Leszinsky* fut obligé de partir avec sa cour. à la nouvelle de ces revers que le roi apprit à Dunkerque, il ne balança pas sur le parti qu'il devait prendre ; il se résolut à interrompre le cours de ses conquêtes en Flandres, à laisser le maréchal de *Saxe* avec environ quarante mille hommes conserver ce qu'il avait

pris, et à courir lui-même au secours de l'Alsace. Il fait d'abord prendre les devants au maréchal de *Noailles*. Il envoie le duc d' *Harcourt* avec quelques troupes garder les gorges de Phalsbourg. Il se prépare à marcher à la tête de vingt-six bataillons et de trente-trois escadrons. Ce parti que prenait le roi dès sa première campagne, transporta le cœur des français, et rassura les provinces alarmées par le passage du Rhin, et sur-tout par les malheureuses campagnes précédentes en Allemagne. Le roi prit sa route par Saint-Quentin, La *Fere*, *Laon*, *Rheims*, faisant marcher ses troupes, dont il assigna le rendez-vous à Metz. Il augmenta pendant cette marche la paie et la nourriture du soldat, et cette attention redoubla encore l'affection de ses sujets. Il arriva dans Metz le 5 août, et le 7 on apprit un événement qui changeait toute la face des affaires, qui forçait le prince *Charles* à sortir de l'Alsace, qui rétablissait l'empereur, et mettait la reine de Hongrie dans le plus grand danger où elle eût été encore. Il semblait que cette Princesse n'eût alors rien à craindre du roi de Prusse après la paix de Breslau, et sur-tout après une alliance défensive conclue la même année que la paix de Breslau, entre lui et le roi d'Angleterre ; mais il était visible que la reine de Hongrie, l'Angleterre, la Sardaigne, la Saxe et la Hollande, s'étant unies contre l'empereur, par un traité fait à Worms ; les puissances du nord, et sur-tout la Russie, étant vivement sollicitées, les progrès de la reine de Hongrie augmentant en Allemagne, tout étoit à craindre tôt ou tard pour le roi de Prusse ; il avait enfin pris le parti de rentrer dans ses engagements avec la France. Le traité avait été signé secrètement le 5 avril, et on avait fait depuis à Francfort une alliance étroite entre le roi de France, l'empereur, le roi de Prusse, l'électeur palatin, et le roi de Suede, en qualité de landgrave de Hesse. Ainsi l'union de Francfort étoit un contrepoids aux projets de l'union de Worms. Une moitié de l'Europe étoit ainsi animée contre l'autre, et de deux côtés on épuisait toutes les ressources de la politique et de la guerre. Le maréchal *Schmettau* vint de la part du roi de Prusse annoncer au roi que son nouvel allié marchait à Prague avec quatre-vingt mille hommes, et qu'il en faisait avancer vingt-deux mille en Moravie. Cette puissante diversion en Allemagne, les conquêtes du roi en Flandres, sa marche en Alsace dissipaient toutes les alarmes, lorsqu'on en éprouva une d'une autre espece, qui fit trembler et gémir toute la France.

Chapitre 12

Chapitre 12

le roi de France est à l'extrémité. Dès qu'il est guéri, il marche en Allemagne ; il va assiéger Fribourg, tandis que l'armée autrichienne qui avait pénétré en Alsace, va délivrer la Bohême, et que le prince de Conti gagne une bataille en Italie.

le jour qu'on chantait dans Metz un *te deum* pour la prise de Château-Dauphin, le roi ressentit des mouvements de fièvre ; c'était le 8 d'août. La maladie augmenta, elle prit le caractère d'une fièvre qu'on appelle maligne ou putride, et dès la nuit du 14 il était à l'extrémité. Son tempérament était robuste et fortifié par l'exercice ; mais les meilleures constitutions sont celles qui succombent le plus souvent à ces maladies, par cela même qu'elles ont la force d'en soutenir les premières atteintes, et d'accumuler pendant plusieurs jours les principes d'un mal auquel elles résistent dans les commencements. Cet événement porta la crainte et la désolation de ville en ville ; les peuples accouraient de tous les environs de Metz ; les chemins étaient remplis d'hommes de tous états et de tout âge, qui par leurs différents rapports augmentaient leur commune inquiétude. Le danger du roi se répand dans Paris au milieu de la nuit ; on se relève, tout le monde court en tumulte sans savoir où l'on va. Les églises s'ouvrent en pleine nuit, on ne connaît plus le temps, ni du sommeil, ni de la veille, ni du repas. Paris était hors de lui-même, toutes les maisons des hommes en place étaient assiégées d'une foule continuelle ; on s'assemblait dans tous les carrefours. Le peuple s'écriait : " s'il meurt, c'est pour avoir marché à notre secours. " tout le monde s'abordait, s'interrogeait dans les églises sans se connaître. Il y eut plusieurs églises où le prêtre qui prononçait la prière pour la santé du roi, interrompit le chant par ses pleurs, et le peuple lui répondit par des sanglots et par des cris. Le courrier, qui apporta le 19 à Paris la nouvelle de sa convalescence, fut embrassé et presque étouffé par le peuple : on baisait son cheval ; on le menait en triomphe. Toutes les rues retentissaient d'un cri de joie, " le roi est guéri. " quand on rendit compte à ce monarque des transports inouïs de

joie qui avaient succédé à ceux de la désolation, il en fut attendri jusqu'aux larmes, et en se soulevant par un mouvement de sensibilité qui lui rendait des forces : *ah ! s'écria-t-il, qu'il est doux d'être aimé ainsi ! Et qu'ai-je fait pour le mériter ?*

tel est le peuple de France ; sensible jusqu'à l'enthousiasme, et capable de tous les excès dans ses affections comme dans ses murmures. L'archiduchesse, épouse du prince de Lorraine, mourut à Bruxelles environ ce temps-là, d'une manière douloureuse. Elle était chérie des brabançons, et méritait de l'être ; mais ces peuples n'ont pas l'âme passionnée des français. Les courtisans ne sont pas comme le peuple. Le péril de *Louis XV* fit naître parmi eux plus d'intrigue et de cabales qu'on n'en vit autrefois, quand *Louis XIV* fut sur le point de mourir à Calais : son petit-fils en éprouva les effets dans Metz. Les momens de crise où il parut expirant, furent ceux qu'on choisit pour l'accabler par les démarches les plus indiscrettes, qu'on disait inspirées par des motifs religieux, mais que la raison réprouvait, et que l'humanité condamnait : il échappa à la mort et à ces pièges. Dès qu'il eut repris ses sens, il s'occupa, au milieu de son danger, de celui où le prince *Charles* avait jeté la France par son passage du Rhin. Il n'avait marché que dans le dessein de combattre le prince *Charles* ; mais ayant envoyé le maréchal de *Noailles* à sa place, il dit au comte d'Argenson : *écrivez de ma part au maréchal de Noailles, que, pendant qu'on portait Louis Xiii au tombeau, le prince de Condé gagna une bataille.* cependant on put à peine entamer l'arrière-garde du prince *Charles* qui se retirait en bon ordre. Ce prince, qui avait passé le Rhin malgré l'armée de France, le repassa presque sans perte vis-à-vis une armée supérieure. Le roi de Prusse se plaignit qu'on eût ainsi laissé échapper un ennemi qui allait venir à lui. C'était encore une occasion heureuse manquée. La maladie du roi de France, quelque retardement dans la marche de ses troupes, un terrain marécageux et difficile par où il fallait aller au prince *Charles*, les précautions qu'il avait prises, ses ponts assurés, tout lui facilita cette retraite : il ne perdit pas même un magasin. Ayant donc repassé le Rhin avec cinquante mille hommes complets, il marche vers le Danube et l'Elbe avec une diligence incroyable ; et après avoir pénétré en France aux portes de Strasbourg, il allait délivrer la Bohême une seconde fois. Mais le roi de Prusse s'avancait vers Prague : il l'investit le 4 septembre, et ce qui parut étrange, c'est que le général *Ogilvi*, qui la défendit avec quinze mille hommes, se rendit dix jours après prisonnier de guerre, lui et sa garnison. C'était le même gouverneur qui, en 1741, avait rendu la ville en moins de temps, quand les français l'escaladerent. Une armée de quinze mille hommes prisonniers de guerre, la capitale de la Bohême prise, le reste du royaume soumis peu de jours après, la Moravie envahie en même temps, l'armée de France rentrant enfin en Allemagne, les succès en Italie, firent espérer qu'enfin la grande querelle de l'Europe allait être décidée en faveur de l'empereur *Charles Vii*. *Louis XV*, dans une convalescence encore faible, résolut

le siege de Fribourg au mois de septembre, et y marche. Il va passer le Rhin à son tour ; et ce qui fortifia encore ses espérances, c'est qu'en arrivant à Strasbourg, il y reçut la nouvelle d'une victoire remportée par le prince de *Conti*.

Chapitre 13

Chapitre 13

bataille de Coni. Conduite du roi de France. le roi de Naples surpris près de Rome.

pour descendre dans le Milanais, il fallait prendre la ville de Coni. L'infant *Dom Philippe* et le prince de *Conti* l'assiégeaient. Le roi de Sardaigne les attaqua dans leurs lignes avec une armée supérieure. Rien n'était mieux concerté que l'entreprise de ce monarque. C'était une de ces occasions où il était de la politique de donner bataille. S'il était vainqueur, les français avaient peu de ressource, et la retraite était très-difficile : s'il était vaincu, la ville n'était pas moins en état de résister dans cette saison avancée, et il avait des retraites sûres. Sa disposition passa pour une des plus savantes qu'on eut jamais vues : cependant il fut vaincu. Les français et les espagnols combattirent comme des alliés qui se secourent, et comme des rivaux qui veulent chacun donner l'exemple. Le roi de Sardaigne perdit près de cinq mille hommes et le champ de bataille. Les espagnols ne perdirent que neuf cents hommes, et les français eurent mille deux cents hommes tués ou blessés. Le prince de *Conti*, qui était général et soldat, eut sa cuirasse percée de deux coups, et deux chevaux tués sous lui. Il n'en parla point dans sa lettre au roi, mais il s'étendait sur les blessures de messieurs *De La Force*, *De Sennetere*, *De Chauvelin*, sur les services signalés de Monsieur *De Courten*, sur ceux de Messieurs *De Choiseul*, *Du Chaila*, *De Beaupreau*, sur tous ceux qui l'avaient secondé, et demandait pour eux des récompenses. Cette histoire ne serait qu'une liste continuelle, si on pouvait citer toutes les belles actions qui, devenues simples et ordinaires, se perdent continuellement dans la foule. Mais cette nouvelle victoire fut encore au nombre de celles qui causent des pertes sans produire d'avantages réels aux vainqueurs. On a donné plus de cent-vingt batailles en Europe depuis 1600 ; et de tous ces combats, il n'y en a pas eu dix de décisifs. C'est du sang inutilement répandu pour des intérêts qui changent tous les jours. Cette victoire donna d'abord la plus grande confiance, qui se changea bientôt en tristesse : la rigueur de la saison, la

fonte des neiges, le débordement de la Sture et des torrents, furent plus utiles au roi de Sardaigne que la victoire de *Coni* ne le fut à l'infant et au prince de *Conti*. Ils furent obligés de lever le siege, et de repasser les monts avec une armée affaiblie. C'est presque toujours le sort de ceux qui combattent vers les Alpes, et qui n'ont pas pour eux le maître du Piémont, de perdre leurs armées, mêmes par des victoires. Le roi de France dans cette saison pluvieuse était devant Fribourg. On fut obligé de détourner la riviere de Treisan, et de lui ouvrir un canal de deux mille six cents toises ; mais à peine ce travail fut-il achevé, qu'une digue se rompit, et on recommença. On travaillait sous le feu des châteaux de Fribourg ; il fallait saigner à la fois deux bras de la riviere : les ponts construits sur le canal nouveau, furent dérangés par les eaux : on les rétablit dans une nuit, et le lendemain on marcha au chemin couvert sur un terrain miné et vis-à-vis d'une artillerie et d'une mousqueterie continuelle. Cinq cents grenadiers furent couchés par terre, tués ou blessés : deux compagnies entieres périrent par l'effet des mines du chemin couvert : et le lendemain on acheva d'en chasser les ennemis, malgré les bombes, les pierriers et les grenades dont ils faisoient un usage continuel et terrible. Il y avait seize ingénieurs à ces deux attaques, et tous les seize y furent blessés. Une pierre atteignit le prince de *Soubise*, et lui cassa le bras. Dès que le roi le sut, il alla le voir ; il y retourna plusieurs fois ; il voyait mettre l'appareil à ses blessures. Cette sensibilité encourageait toutes ses troupes. Les soldats redoublaient d'ardeur en suivant le duc de *Chartres*, aujourd'hui duc d' *Orléans*, premier prince du sang, à la tranchée et aux attaques. Le général *Damnitz*, gouverneur de Fribourg, n'arbora le drapeau blanc que le 6 novembre, après deux mois de tranchée ouverte. Le siege des châteaux ne dura que sept jours ; le roi était maître du Brisgau, il dominait dans la Suabe. Le prince de *Clermont* de son côté s'était avancé jusqu'à Constance. L'empereur était retourné enfin dans Munich. Les affaires prenoient en Italie un tour favorable, quoiqu'avec lenteur. Le roi de Naples poursuivait les autrichiens conduits par le prince de *Lobkowitz*

sur le territoire de Rome. On devait tout attendre en Bohême de la diversion du roi de Prusse ; mais par un de ces revers si fréquents dans cette guerre, le prince *Charles* de Lorraine chassait alors les prussiens de la Bohême, comme il en avait fait retirer les français, en 1742 et en 1743 : et les prussiens faisaient les mêmes fautes et les mêmes retraites qu'ils avaient reprochées aux armées françaises : ils abandonnaient successivement tous les postes qui assurent Prague ; enfin ils furent obligés d'abandonner Prague même. Le prince *Charles* qui avait passé le Rhin à la vue de l'armée de France, passa l'Elbe la même année à la vue du roi de Prusse : il le suivit jusqu'en Silésie. Ses partis allerent aux portes de Breslau ; on doutait enfin si la reine *Marie-Thérese*, qui paraissait perdue au mois de juin, ne reprendrait pas jusqu'à la Silésie au mois de décembre de la même année, et

on craignait que l'empereur, qui venait de rentrer dans sa capitale désolée, ne fût obligé d'en sortir encore. Tout était révolution en Allemagne, tout y était intrigue. Les rois de France et d'Angleterre achetaient tour à tour des partisans dans l'empire. Le roi de Pologne, *Auguste*, électeur de Saxe, se donna aux anglais pour cent cinquante mille pieces par an. Si on s'étonnait que dans ces circonstances un roi de Pologne électeur fut obligé de recevoir cet argent, on était encore plus surpris que l'Angleterre fut en état de le donner, lorsqu'il lui en coûtait cinq cents mille guinées cette année pour la reine de Hongrie, deux cents mille pour le roi de Sardaigne, et qu'elle donnait encore des subsides à l'électeur de Mayence ; elle sou-doyait jusqu'à l'électeur de Cologne, frere de l'empereur, qui recevait vingt-deux mille pieces de la cour de Londres, pour permettre que les ennemis de son frere levassent contre lui des troupes dans ses évêchés de Cologne, de Munster et d'Os-nabruck, d'Ildeshim, de Paderborn, et de ses abbayes : il avait accumulé sur sa tête tous ces biens ecclésiastiques, selon l'usage d'Allemagne, et non suivant les regles de l'église. Se vendre aux anglais n'était pas glorieux ; mais il crut toujours qu'un empereur créé par la France en Allemagne, ne se soutiendrait pas, et il sac-rifia les intérêts de son frere aux siens propres. *Marie-Thérese* avait en Flandres une armée formidable, composée d'allemands, d'anglais, et enfin de hollandais, qui se déclarerent après tant d'indécision. La Flandre française était défendue par le maréchal de *Saxe* , plus faible de vingt mille hommes que les alliés. Ce géné-ral mit en œuvre ces ressources de la guerre auxquelles ni la fortune ni même la valeur du soldat ne peuvent avoir part. Camper et décamper à propos, couvrir son pays, faire subsister son armée aux dépens des ennemis, aller sur leur ter-rein lorsqu'ils s'avancent vers le pays qu'on défend, et les forcer à revenir sur leurs pas, rendre par l'habileté la force inutile, c'est ce qui est regardé comme un des chefs-d'œuvre de l'art militaire ; et c'est ce que fit le maréchal de *Saxe* depuis le commencement d'août jusqu'au mois de novembre. La querelle de la succession autrichienne était tous les jours plus vive ; la destinée de l'empereur plus incer-taine, les intérêts plus compliqués, les succès toujours balancés. Ce qui est très-vrai, c'est que cette guerre enrichissait en secret l'Allemagne, en la dévastant. L'ar-gent de la France et de l'Angleterre, répandu avec profusion, demeurait entre les mains des allemands ; et au fond le résultat était de rendre ce vaste pays plus opu-lent, et par conséquent un jour plus puissant, si jamais il pouvait être réuni sous un seul chef. Il n'en est pas ainsi de l'Italie qui d'ailleurs ne peut faire de long-temps un corps formidable comme l'Allemagne. La France n'avait envoyé dans les Alpes que quarante-deux bataillons et trente-trois escadrons, qui, attendu l'in-complet ordinaire des troupes, ne composaient pas un corps de plus de vingt-six mille hommes. L'armée de l'infant était à peu près de cette force au commence-ment de la campagne ; et toutes deux, loin d'enrichir un pays étranger, tiraient presque toutes leurs subsistances des provinces de France. à l'égard des terres du

pape, sur lesquelles le prince de *Lobkovitz*, général d'une armée de *Marie-Thérèse*, était pour-lors avec le fond de trente mille hommes; ces terres étaient plutôt dévastées qu'enrichies. Cette partie de l'Italie devenait une scene sanglante dans ce vaste théâtre de la guerre qui se faisait du Danube au Tibre. Les armées de *Marie-Thérèse*

avaient été sur le point de conquérir le royaume de Naples vers le mois de mars, d'avril et de mai 1744. Rome voyait, depuis le mois de juillet, les armées napolitaines et autrichiennes combattre sur son territoire. Le roi de Naples, le duc de *Modene*

étaient dans Velletri, autrefois capitale des volsques, et aujourd'hui la demeure des doyens du sacré college. Le roi des deux Siciles y occupait le palais Ginetti, qui passe pour un ouvrage de magnificence et de goût. Le prince de *Lobkovitz*

fit sur Velletri la même entreprise que le prince *Eugene* avait faite sur Crémone en 1702; car l'histoire n'est qu'une suite des mêmes événements renouvelés et variés. Six mille autrichiens étaient entrés dans Velletri au milieu de la nuit. La grand'garde était égorgée : on tuoit ce qui se défendait; on faisait prisonnier ce qui ne se défendait pas : l'alarme et la consternation étaient par-tout. Le roi de Naples, le duc de *Modene*

allaient être pris. Le marquis de l' *Hôpital*, ambassadeur de France à Naples, qui avait accompagné le roi, s'éveille au bruit, court au roi, et le sauve. à peine le marquis de l' *Hôpital* était-il sorti de sa maison pour aller au roi, qu'elle est remplie d'ennemis, pillée et saccagée. Le roi, suivi du duc de *Modene* et de l'ambassadeur, va se mettre à la tête de ses troupes hors de la ville. Les autrichiens se repandent dans les maisons. Le général *Novati* entre dans celle du duc de *Modene*. Tandis que ceux qui pillaient les maisons, jouissaient avec sûreté de la victoire, il arrivait la même chose qu'à Crémone. Les gardes-valonnes, un régiment irlandais, des suisses, repoussaient les autrichiens, jonchaient les rues de morts, et reprenaient la ville. Peu de jours après, le prince de *Lobkowitz* est obligé de se retirer vers Rome. Le roi de Naples le poursuit; le premier était vers une porte de la ville; le second vers l'autre : ils passent tous deux le Tibre; et le peuple romain, du haut des remparts, avait le spectacle des deux armées. Le roi, sous le nom du comte de *Pouzzoles*, fut reçu dans Rome. Ses gardes avaient l'épée à la main dans les rues, tandis que leur maître baisoit les pieds du pape; et les deux armées continuèrent la guerre sur le territoire de Rome qui remerciait le ciel de ne voir le ravage que dans ses campagnes. On voit au reste, que d'abord l'Italie était le grand

point de vue de la cour d'Espagne, que l'Allemagne était l'objet le plus délicat de la conduite de la cour de France, et que des deux côtés le succès était encore très-incertain.

Chapitre 14

Chapitre 14

prise du maréchal de Belle-Isle. L'empereur Charles Vii meurt : mais la guerre n'en est que plus vive.

le roi de France, immédiatement après la prise de Fribourg, retourna à Paris, où il fut reçu comme le vengeur de sa patrie, et comme un pere qu'on avait craint de perdre. Il resta trois jours dans Paris, pour se faire voir aux habitants qui ne voulaient que ce prix de leur zele. Le roi, comptant toujours de maintenir l'empereur, avait envoyé à Munich, à Cassel et en Silésie le maréchal de *Belle-Isle* chargé de ses pleins pouvoirs et de ceux de l'empereur. Ce général venait de Munich, résidence impériale, avec le comte son frere : ils avaient été à Cassel, et suivaient leur route sans défiance, dans des pays où le roi de Prusse a par-tout des bureaux de poste, qui, par les conventions établies entre les princes d'Allemagne, sont toujours regardés comme neutres et inviolables. Le maréchal et son frere, en prenant des chevaux à un de ces bureaux, dans un bourg, appelé Elbingrode, appartenant à l'électeur d'Hanovre, furent arrêtés par le bailli hanovrien, maltraités, et bientôt après transférés en Angleterre. Le duc de *Belle-Isle* était prince de l'empire, et par cette qualité cet arrêt pouvait être regardé comme une violation des privileges du college des princes. En d'autres temps, un empereur aurait vengé cet attentat ; mais *Charles Vii* régnait dans un temps où on pouvait tout oser contre lui, et où il ne pouvait que se plaindre. Le ministere de France réclama à la fois tous les privileges des ambassadeurs et les droits de la guerre. Si le maréchal de *Belle-Isle* était regardé comme prince de l'empire et ministre du roi de France, allant à la cour impériale et à celle de Prusse, ces deux cours n'étant point en guerre avec Hanovre, il paraît certain que sa personne était inviolable. S'il était regardé comme maréchal de France et général, le roi de France offrait de payer sa rançon et celle de son frere, selon le cartel établi à Francfort le 18 juin 1743, entre la France et l'Angleterre. La rançon d'un maréchal de France est de cinquante mille livres, celle

d'un lieutenant-général de quinze mille. Le ministre de *George Second* éluda ces instances pressantes par une défaite inouïe. Il déclara qu'il regardait messieurs de *Belles-Isle* comme prisonniers d'état ; on les traita avec les attentions les plus distinguées, suivant les maximes de la plupart des cours européennes, qui adoucissent ce que la politique a d'injuste, et ce que la guerre a de cruel, par tout ce que l'humanité a de dehors séduisants. L'empereur *Charles Vii* , si peu respecté dans l'empire, et n'y ayant d'autre appui que le roi de Prusse, qui alors était poursuivi par le prince *Charles* , craignait que la reine de Hongrie ne le forçât encore de sortir de Munich sa capitale, se voyant toujours le jouet de la fortune, accablé de maladies que les chagrins redoublaient, succomba enfin, et mourut à Munich à l'âge de quarante-sept ans et demi, en laissant cette leçon au monde, que le plus haut degré de la grandeur humaine peut être le comble de la calamité. Il n'avait été malheureux que depuis qu'il avait été empereur. La nature dès lors lui avait fait plus de mal encore que la fortune. Une complication de maladies douloureuses rendit plus violents les chagrins de l'ame par les souffrances du corps, et le conduisit au tombeau. Il avait la goutte et la pierre : on trouva ses poumons, son foie et son estomac gangrénés, des pierres dans ses reins ; un polype dans son cœur : on jugera qu'il n'avait pu dès long-temps être un moment sans souffrir. Peu de princes ont eu de meilleures qualités ; elles ne servirent qu'à son malheur, et ce malheur vint d'avoir pris un fardeau qu'il ne pouvoit soutenir. Le corps de cet infortuné prince fut exposé, vêtu à l'ancienne mode espagnole, étiquette établie par *Charles-Quint* , quoique depuis lui aucun empereur n'ait été espagnol, et que *Charles Vii*

n'eût rien de commun avec cette nation. Il fut enséveli avec les cérémonies de l'empire, et dans cet appareil de la vanité et de la misere humaine, on porta le globe du monde devant celui qui, pendant la courte durée de son empire, n'avait pas même possédé une petite et malheureuse province ; on lui donna même dans quelques rescrits le titre d'invincible ; titre attaché par l'usage à la dignité d'empereur, et qui ne faisait que mieux sentir les malheurs de celui qui l'avait possédée. On crut que la cause de la guerre ne subsistant plus, le calme pouvait être rendu à l'Europe. On ne pouvait offrir l'empire au fils de *Charles Vii* , âgé de dix-sept ans. On se flatait en Allemagne que la reine de Hongrie rechercherait la paix comme un moyen sûr de placer enfin son mari le *grand duc* sur le trône impérial, mais elle voulut, et ce trône et la guerre. Le ministere anglais, qui donnait la loi à ses alliés, puisqu'il donnait l'argent, et qui payait à la fois la reine de Hongrie, le roi de Pologne et le roi de Sardaigne, crut qu'il y avait à perdre avec la France par un traité, et à gagner par les armes. Cette guerre générale se continua, parce qu'elle était commencée. L'objet n'en était pas le même que dans son principe. C'était une de ces maladies qui, à la longue, changent de caractere. La Flandre qui avait été respectée avant 1744, était devenue le principal théâtre, et l'Allemagne fut plu-

tôt pour la France un objet de politique, que d'opérations militaires. Le ministère de France, qui vouloit toujours faire un empereur, jeta les yeux sur ce même *Auguste II*, roi de Pologne, électeur de Saxe, qui était à la solde des anglais. Mais la France n'était guere en état de faire de telles offres. Le trône de l'empire n'était que dangereux pour quiconque n'a pas l'Autriche et la Hongrie. La cour de France fut refusée : l'électeur de Saxe, n'osa ni accepter cet honneur, ni se détacher des anglais, ni déplaire à la reine. Il fut le second électeur de Saxe qui refusa d'être empereur. Il ne restait à la France d'autre parti que d'attendre du sort des armes la décision de tant d'intérêts divers qui avaient changé tant de fois, et qui dans tous leurs changements avaient tenu l'Europe en alarmes. Le nouvel électeur de Bavière, *Maximilien Joseph*, était le troisième de père en fils ; que la France soutenait. Elle avait fait rétablir l'aïeul dans ses états ; elle avait fait donner l'empire au père ; et le roi fit un nouvel effort pour secourir encore le jeune prince. Six mille hessois à sa solde, trois mille palatins, et treize bataillons d'allemands qui sont depuis long-temps dans les corps de troupes de France, s'étaient déjà joints aux troupes baviéroises toujours soudoyées par le roi. Pour que tant de secours fussent efficaces, il fallait que les bavarois se secourussent eux-mêmes, mais leur destinée était de succomber sous les autrichiens : ils défendirent si malheureusement l'entrée de leur pays, que dès le commencement d'avril le nouvel électeur de Bavière fut obligé de sortir de cette même capitale que son père avait été forcé de quitter tant de fois. Les malheurs de sa maison le forcèrent enfin d'avoir recours à *Marie-Thérèse*

elle-même, de renoncer à l'alliance de la France, et de recevoir l'argent des anglais comme les autres. Le roi abandonné de ceux pour qui seuls il avait commencé la guerre, fut obligé de la continuer sans avoir d'autre objet que de la faire cesser ; situation triste qui expose les peuples, et qui leur promet nul dédommagement. Le parti qu'on prit, fut de se défendre en Italie et en Allemagne, et d'agir toujours offensivement en Flandres ; c'était l'ancien théâtre de la guerre, et il n'y a pas un seul champ dans cette province, qui n'ait été arrosé de sang. Une armée vers le Mein, empêchait les autrichiens de se porter contre le roi de Prusse, alors allié de la France, avec des forces trop supérieures. Le maréchal de la *Maillebois* était parti de l'Allemagne pour l'Italie, et le prince de *Conti* fut chargé de la guerre vers le Mein, qui devenait d'une espèce toute contraire à celle qu'il avait faite dans les Alpes. Le roi voulut aller lui-même achever en Flandres les conquêtes qu'il avait interrompues l'année précédente. Il venait de marier le dauphin avec la seconde infante d'Espagne au mois de février, et ce jeune prince, qui n'avait pas seize ans accomplis, se prépara à partir au commencement de mai avec son père.

Chapitre 15

Chapitre 15

siege de Tournai. Bataille de Fontenoi.

le maréchal de *Saxe* était déjà en Flandres, à la tête de l'armée, composée de cent six bataillons complets, et de cent soixante et douze escadrons. Déjà Tournai, cette ancienne capitale de la domination française, était investi. C'était la plus forte place de la barrière. La ville et la citadelle étaient encore un des chefs-d'œuvre du maréchal de *Vauban* : car il n'y avait guère de place en Flandres, dont *Louis XIV* n'eût fait construire les fortifications. Dès que les états généraux des sept provinces apprirent que Tournai était en danger, ils manderent qu'il fallait hasarder une bataille pour secourir la ville. Ces républicains, malgré leur circonspection, furent alors les premiers à prendre des résolutions hardies. Au 5 mai, les alliés avancèrent à Cambron, à sept lieues de Tournai. Le roi partit le 6 de Paris avec le dauphin. Les aides de camp du roi, les menins du dauphin les accompagnaient. La principale force de l'armée ennemie, consistait en vingt bataillons et vingt-six escadrons anglais, sous le jeune duc de *Cumberland* qui avait gagné avec le roi son père la bataille de Dettingue : cinq bataillons et seize escadrons hano-vriens étaient joints aux anglais. Le prince de *Valdek*, à peu-près de l'âge du duc de *Cumberland*, impatient de se signaler, était à la tête de quarante escadrons hollandais, et de vingt-six bataillons. Les autrichiens n'avaient dans cette armée que huit escadrons. On faisait la guerre pour eux dans la Flandre qui a été si longtemps défendue par les armes et par l'argent de l'Angleterre et de la Hollande, mais à la tête de ce petit nombre d'autrichiens était le vieux général *Koenigsec*, qui avait commandé contre les turcs en Hongrie, et contre les français en Italie et en Allemagne. Ses conseils devaient aider l'ardeur du duc de *Cumberland* et du prince de *Valdek*. On comptait dans leur armée au delà de cinquante-cinq mille combattants. Le roi laissa devant Tournai environ dix-huit mille hommes qui étaient postés en échelle jusqu'au champ de bataille : six mille pour garder les

ponts sur l'Escaut, et les communications. L'armée était sous les ordres d'un général en qui on avait la plus juste confiance. Le comte de *Saxe*

avait déjà mérité sa grande réputation, par de savantes retraites en Allemagne, et par sa campagne de 1744 ; il joignait une théorie profonde à la pratique. La vigilance, le secret, l'art de sçavoir différer à propos un projet, et celui de l'exécuter rapidement, le coup d'oeil, les ressources, la prévoyance étaient ses talents, de l'aveu de tous les officiers, mais alors, ce général, consumé d'une maladie de langueur, était presque mourant. Il était parti de Paris très-malade pour l'armée. L'auteur de cette histoire l'ayant même rencontré avant son départ, et n'ayant pu s'empêcher de lui demander comment il pourrait faire dans cet état de faiblesse, le maréchal lui répondit : *il ne s'agit pas de vivre, mais de partir.*

le roi étant arrivé le 6 à Douai, se rendit le lendemain à Pontachin auprès de l'Escaut, à portée des tranchées de Tournai. De là il alla reconnoître le terrain qui devait servir de champ de bataille. Toute l'armée, en voyant le roi et le dauphin, fit entendre des acclamations de joie. Les alliés passerent le 10 et la nuit du 11 à faire leurs dernières dispositions. Jamais le roi ne marqua plus de gaieté que la veille du combat. La conversation roula sur les batailles où les rois s'étaient trouvés en personne. Le roi dit que depuis la bataille de Poitiers, aucun roi de France n'avait combattu avec son fils, et qu'aucun n'avait gagné de victoire signalée contre les anglais ; qu'il espérait être le premier. Il fut éveillé le premier le jour de l'action ; il éveilla lui-même à quatre heures le comte d' *Argenson* , ministre de la guerre, qui dans l'instant envoya demander au maréchal de *Saxe* ses derniers ordres. On trouva le maréchal dans une voiture d'osier, qui lui servait de lit, et dans laquelle il se faisait traîner, quand ses forces épuisées ne lui permettaient plus d'être à cheval. Le roi et son fils avaient déjà passé un pont sur l'Escaut à Calonne ; ils allerent prendre leur poste par-delà la justice de notre-dame aux bois, à mille toises de ce pont, et précisément à l'entrée du champ de bataille. La suite du roi et du dauphin, qui composait une troupe nombreuse, était suivie d'une foule de personnes de toute espece qu'attirait cette journée, et dont quelques-uns même étaient montés sur des arbres pour voir le spectacle d'une bataille. En jettant les yeux sur les cartes qui sont fort communes, on voit d'un coup d'oeil la disposition des deux armées. On remarque Antoin assez près de l'Escaut, à la droite de l'armée française, à neuf cents toises de ce pont de Calonne, par où le roi et le dauphin s'étaient avancés. Le village de Fontenoi par delà Antoin, presque sur la même ligne, un espace étroit de quatre cents cinquante toises de large, entre Fontenoi et un petit bois qu'on appelle le bois de Barri. Ce bois, ces villages étaient garnis de canons, comme un camp retranché. Le maréchal de *Saxe* avait établi des redoutes entre Antoin et Fontenoi ; d'autres redoutes aux extrémités du bois de Barri fortifiaient cette

enceinte. Le champ de bataille n'avait pas plus de cinq cents toises de longueur, depuis l'endroit où était le roi auprès du village de Fontenoi, et jusqu'à ce bois de Barri, et n'avait guère plus de neuf cents toises de large ; de sorte que l'on allait combattre en champ clos comme à Dettingue, mais dans une journée plus mémorable. Le général de l'armée française avait pourvu à la victoire et à la défaite. Le pont de Calonne, muni de canon, fortifié de retranchemens, et défendu par quelques bataillons, devait servir de retraite au roi et au dauphin en cas de malheur. Le reste de l'armée aurait défilé alors par d'autres ponts sur le bas-Escaut, par delà Tournai. On prit toutes les mesures qui se prêtaient un secours mutuel, sans qu'elles pussent se traverser. L'armée de France semblait inabordable, car le feu croisé qui partait des redoutes du bois de Barri et du village de Fontenoi, défendait toute approche. Outre ces précautions, on avait encore placé six canons de seize livres de balle au deçà de l'Escaut, pour foudroyer les troupes qui attaqueraient le village d'Antoin. On commençait à se canonner de part et d'autre, à six heures du matin. Le maréchal de *Noailles* était alors auprès de Fontenoi, et rendait compte au maréchal de *Saxe* d'un ouvrage qu'il avait fait à l'entrée de la nuit pour joindre le village de Fontenoi à la première des trois redoutes, entre Fontenoi et Antoin : il lui servit de premier aide de camp, sacrifiant la jalousie du commandement au bien de l'état, et s'oubliant soi-même pour un général étranger et moins ancien. Le maréchal de *Saxe* sentait tout le prix de cette magnanimité, et jamais on ne vit une union si grande entre deux hommes que la faiblesse ordinaire du cœur humain pouvait éloigner l'un de l'autre. Le maréchal de *Noailles* embrassait le duc de *Grammont*, son neveu, et ils se séparaient, l'un pour retourner auprès du roi, l'autre pour aller à son poste, lorsqu'un boulet de canon vint frapper le duc de *Grammont* à mort : il fut la première victime de cette journée. Les anglais attaquèrent trois fois Fontenoi, et les hollandais se présentèrent à deux reprises devant Antoin. à leur seconde attaque, on vit un escadron hollandais emporté presque tout entier par le canon d'Antoin ; il n'en resta que quinze hommes, et les hollandais ne se présentèrent plus dès ce moment. Alors le duc de *Cumberland* prit une résolution qui pouvait lui assurer le succès de cette journée. Il ordonna à un major général, nommé *Ingolsbi*, d'entrer dans le bois de Barri, de pénétrer jusqu'à la redoute de ce bois, vis-à-vis Fontenoi, et de l'emporter. *Ingolsbi* marche avec les meilleures troupes pour exécuter cet ordre : il trouve dans le bois de Barri un bataillon du régiment d'un partisan, c'était ce qu'on appelait les *grassins*, du nom de celui qui les avait formés. Ces soldats étaient en avant dans le bois par delà la redoute, couchés par terre. *Ingolsbi* crut que c'était un corps considérable ; il retourne auprès du duc de *Cumberland*, et demande du canon. Le temps se perdait. Le prince était au désespoir d'une désobéissance qui dérangeait toutes ses mesures, et qu'il fit ensuite punir à Londres par un conseil de guerre, qu'on appelle cour martiale. Il se détermina sur le champ à passer entre cette redoute et

Fontenoi. Le terrain était escarpé, il fallait franchir un ravin profond, il fallait essuyer tout le feu de Fontenoi et de la redoute. L'entreprise était audacieuse ; mais il était réduit alors, ou à ne point combattre, ou à tenter ce passage. Les anglais et les hanovriens s'avancent avec lui sans presque déranger leurs rangs, traînant leurs canons à bras par les sentiers : il les forme sur trois lignes assez pressées, et de quatre de hauteur chacune, avançant entre les batteries de canon qui les foudroyaient dans un terrain d'environ quatre cents toises de large. Des rangs entiers tombaient morts à droite et à gauche, ils étaient remplacés aussi-tôt ; et les canons qu'ils amenaient à bras vis-à-vis Fontenoi et devant les redoutes, répondaient à l'artillerie française. En cet état, ils marchaient fièrement précédés de six pièces d'artillerie, et en ayant encore six autres au milieu de leurs lignes. Vis-à-vis d'eux se trouverent quatre bataillons des gardes françaises, ayant deux bataillons de gardes suisses à leur gauche ; le régiment de *Courten* à leur droite, ensuite celui d'Aubeterre, et plus loin le régiment du roi qui bordait Fontenoi le long du chemin creux. Le terrain s'élevait à l'endroit où étaient les gardes françaises jusqu'à celui où les anglais se formaient. Les officiers des gardes françaises se dirent alors les uns aux autres : il faut aller prendre le canon des anglais. Ils y monterent rapidement avec leurs grenadiers, mais ils furent bien étonnés de trouver une armée devant eux. L'artillerie et la mousqueterie en coucha par terre près de soixante, et le reste fut obligé de revenir dans ses rangs. Cependant les anglais avançaient : et cette ligne d'infanterie, composée de gardes françaises et suisses, et de *Courten* , ayant encore sur leur droite *Aubeterre* et un bataillon du régiment du roi, s'approchait de l'ennemi. On était à cinquante pas de distance. Un régiment des gardes anglaises, celui de *Cambel* , et le royal écossais, étaient les premiers : Monsieur de *Cambel* , était leur lieutenant-général : le comte d' *Albermale* leur général-major ; et Monsieur De *Churchil* , petit fils naturel du grand duc de *Malbrough* , leur brigadier : les officiers premiers : Monsieur De *Cambel* , était leur lieutenant-général : le comte d' *Albermale* leur général-major ; et Monsieur De *Churchil* , petit fils naturel du grand duc de *Malbrough* , leur brigadier : les officiers anglais saluerent les français, en ôtant leurs chapeaux, le comte de *Chabanne* , le duc de *Biron* , qui s'étaient avancés, et tous les officiers des gardes françaises leur rendirent le salut. Milord *Charles Hai* , capitaine aux gardes anglaises, cria : *messieurs des gardes françaises, tirez.*

le comte d' *Anteroche* , alors lieutenant des grenadiers, et depuis capitaine, leur dit à voix haute, *messieurs, nous ne tirons jamais les premiers ; tirez vous-mêmes.* les anglais firent un feu roulant, c'est-à-dire, qu'ils tiraient par divisions, de sorte que le front d'un bataillon sur quatre hommes de hauteur ayant tiré, un autre bataillon faisait sa décharge, et ensuite un troisieme, tandis que les premiers rechargeaient. La ligne d'infanterie française ne tira point ainsi ; elle était seule sur

quatre de hauteur, les rangs assez éloignés, et n'étant soutenue par aucune autre troupe d'infanterie. Dix-neuf officiers des gardes tombèrent blessés à cette seule charge. *Messieurs De Clisson, De Langey, De La Peyre* y perdirent la vie ; quatre-vingt-quinze soldats demeurèrent sur la place, deux cents quatre-vingt-cinq y reçurent des blessures, onze officiers suisses tombèrent blessés, ainsi que deux cents neuf de leurs soldats, parmi lesquels soixante-quatre furent tués. Le colonel de *Courten*, son lieutenant-colonel, quatre officiers, soixante et quinze soldats tombèrent morts ; quatorze officiers et deux cents soldats blessés dangereusement. Le premier rang ainsi emporté, les trois autres regarderent derrière eux, et ne voyant qu'une cavalerie à plus de trois cents toises, ils se dispersèrent. Le duc de *Grammont*, leur colonel, et premier lieutenant général, qui aurait pu les faire soutenir, était tué. Monsieur De *Luttau*, second lieutenant général, n'arriva que dans leur déroute. Les anglais avançaient à pas lents, comme faisant l'exercice. On voyait les majors appuyer leurs cannes sur les fusils des soldats, pour les faire tirer bas et droit. Ils débordèrent Fontenoi et la redoute. Ce corps qui auparavant était en trois divisions, se pressant par la nature du terrain, devint une colonne longue et épaisse, presque inébranlable par sa masse, et plus encore par son courage ; elle s'avança vers le régiment d' *Aubeterre*. Monsieur De *Luttau*, premier lieutenant-général de l'armée, à la nouvelle de ce danger, accourut de Fontenoi où il venait d'être blessé dangereusement. Son aide de camp le suppliait de commencer par faire mettre le premier appareil à sa blessure : *le service du roi*, lui répondit Monsieur De *Luttau*, *m'est plus cher que ma vie*. il s'avancait avec le duc de *Biron* à la tête du régiment d' *Aubeterre* que conduisait son colonel de ce nom. *Luttau*, reçoit en arrivant deux coups mortels. Le duc de *Biron* a un cheval tué sous lui. Le régiment d' *Aubeterre* perd beaucoup de soldats et d'officiers. Le duc de *Biron* arrête alors, avec le régiment du roi qu'il commandait, la marche de la colonne par son flanc gauche. Un bataillon des gardes anglaises se détache, avance quelques pas à lui, fait une décharge très-meurtrière et revient au petit pas se replacer à la tête de la colonne qui avance toujours lentement sans jamais se déranger, repoussant tous les régiments qui viennent l'un après l'autre se présenter devant elle. Ce corps gagnait du terrain, toujours serré, toujours ferme. Le maréchal de *Saxe*, qui voyait de sang froid combien l'affaire était périlleuse, fit dire au roi par le marquis de *Meuse*, qu'il le conjurait de repasser le pont avec le dauphin, qu'il ferait ce qu'il pourrait pour remédier au désordre. *oh ! Je suis bien sûr qu'il fera ce qu'il pourra*, répondit le roi, *mais je resterai où je suis*.

il y avait de l'étonnement et de la confusion dans l'armée, depuis le moment de la déroute des gardes françaises et suisses. Le maréchal de *Saxe*

veut que la cavalerie fonde sur la colonne anglaise. Le comte d' *Estrées* y court ; mais les efforts de cette cavalerie étaient peu de chose contre une masse d'infanterie si réunie, si disciplinée et si intrépide, dont le feu toujours roulant et soutenu, écartait nécessairement des petits corps séparés. On sait d'ailleurs que la cavalerie ne peut guère entamer seule une infanterie serrée. Le maréchal de *Saxe* était au milieu de ce feu : sa maladie ne lui laissait pas la force de porter une cuirasse, il portait une espèce de bouclier de plusieurs doubles de taffetas piqué, qui reposait sur l'arçon de sa selle. Il jeta son bouclier, et courut faire avancer la seconde ligne de cavalerie contre la colonne. Tout l'état major était en mouvement. Monsieur De *Vaudreuil* , major-général de l'armée, allait de la droite à la gauche. Monsieur De *Puiségur* , Messieurs De *Saint Sauveur* , De *Saint George* , De *Meziere* , aides-marchaux des logis, sont tous blessés. Le comte de *Longaunai* , aide-major-général, est tué. Ce fut dans ces attaques, que le chevalier d' *Aché* , lieutenant-général, eut le pied fracassé. Il vint ensuite rendre compte au roi, et lui parla long-temps sans donner le moindre signe des douleurs qu'il ressentait, jusqu'à ce qu'enfin il tomba évanoui. Plus la colonne anglaise avançait, plus elle devenait profonde, et en état de réparer les pertes continuelles que lui causaient tant d'attaques réitérées. Elle marchait toujours serrée au travers des morts et des blessés des deux partis, et paraissait former un seul corps d'environ quatorze mille hommes. Un très-grand nombre de cavaliers furent poussés en désordre jusqu'à l'endroit où était le roi avec son fils. Ces deux princes furent séparés par la foule des fuyards qui se précipitaient entre eux. Pendant ce désordre, les brigades des gardes du corps qui étaient en réserve, s'avancèrent d'elles-mêmes aux ennemis. Les chevaliers de *Suzy* et de *Saumeray* furent blessés à mort. Quatre escadrons de la gendarmerie arrivaient presque en ce moment de *Douay* , et malgré la fatigue d'une marche de sept lieues, ils coururent aux ennemis. Tous ces corps furent reçus comme les autres avec cette même intrépidité et ce même feu roulant. Le jeune comte de *Chevrier* , guidon, fut tué. C'était le jour même qu'il avait été reçu à sa troupe. Le chevalier de *Monaco* , fils du duc de *Valentinois* , y eut la jambe percée. Monsieur Du *Guesclin* reçut une blessure dangereuse. Les carabiniers donnerent ; ils eurent six officiers renversés morts, et vingt et un de blessés. Le maréchal de *Saxe* , dans le dernier épuisement, était toujours à cheval, se promenant au pas au milieu du feu. Il passa sous le front de la colonne anglaise, pour voir tout de ses yeux auprès du bois de Barri vers la gauche. On y faisait les mêmes manœuvres qu'à la droite. On tâchait en vain d'ébranler cette colonne. Les régiments se présentaient les uns après les autres, et la masse anglaise faisant face de tous côtés, plaçant à propos son canon, et tirant toujours par division, nourrissait ce feu continu, quand elle était attaquée, et après l'attaque elle restait immobile, et ne tirait plus. Quelques régiments d'infanterie vinrent encore affronter cette colonne par les ordres seuls de leurs commandants. Le maréchal de *Saxe* en vit un dont les rangs entiers tom-

baient, et qui ne se dérangeait pas. On lui dit que c'était le régiment des vaisseaux, que commandait Monsieur De Guerchi. *comment se peut-il faire*, s'écria-t-il, *que de telles troupes ne soient pas victorieuses.*

Hainault ne souffrait pas moins ; il avait pour colonel le fils du prince de *Craon* , gouverneur de Toscane. Le pere servait le grand duc, les enfants servaient le roi de France. Ce jeune homme d'une très-grande espérance, fut tué à la tête de sa troupe ; son lieutenant-colonel blessé à mort auprès de lui. Normandie avança ; il eut autant d'officiers et de soldats hors de combat, que celui de Hainault ; il était mené par son lieutenant-colonel Monsieur De *Solency* , dont le roi loua la bravoure sur le champ de bataille, et qu'il récompensa ensuite, en le faisant brigadier. Des bataillons irlandais coururent au flanc de cette colonne ; le colonel *Dillon*

tombe mort ; ainsi aucun corps, aucune attaque n'avait pu entamer la colonne, parce que rien ne s'était fait de concert et à la fois. Le maréchal de *Saxe* repasse par le front de la colonne qui s'était déjà avancée plus de trois cents pas au delà de la redoute d'Eu et de Fontenoi. Il va voir si Fontenoi tenait encore ; on n'y avait plus de boulets, on ne répondait à ceux des ennemis qu'avec de la poudre. Monsieur Du *Brocard* , lieutenant-général d'artillerie, et plusieurs officiers d'artillerie étaient tués. Le maréchal pria alors le duc d' *Harcourt* qu'il rencontra, d'aller conjurer le roi de s'éloigner, et il envoya ordre au comte de la *Mark* qui gardait Antoin d'en sortir avec le régiment de Piémont ; la bataille parut perdue sans ressource. On ramenait de tous côtés les canons de campagne ; on était prêt de faire partir celui du village de Fontenoi, quoique des boulets fussent arrivés. L'intention du maréchal de *Saxe* était de faire, si on pouvait, un dernier effort mieux dirigé et plus plein contre la colonne anglaise. Cette masse d'infanterie avait été endommagée, quoique sa profondeur parût toujours égale ; elle-même était étonnée de se trouver au milieu des français, sans avoir de cavalerie : la colonne était immobile, et semblait ne recevoir plus d'ordre ; mais elle gardait une contenance fiere, et paraissait être maîtresse du champ de bataille. Si les hollandais avaient passé entre les redoutes qui étaient vers Fontenoi et Antoin, s'ils étaient venus donner la main aux anglais, il n'y avait plus de ressources, plus de retraite même, ni pour l'armée française, ni probablement pour le roi et son fils. Le succès d'une dernière attaque était incertain. Le maréchal de *Saxe* , qui voyait la victoire ou l'entière défaite dépendre de cette dernière attaque, songeait à préparer une retraite sûre ; il envoya un second ordre au comte de la *Mark* d'évacuer Antoin, et de venir vers le pont de Calonne pour favoriser cette retraite en cas d'un dernier malheur. Il fait signifier un troisième ordre au comte, depuis duc de *Lorges* , en le rendant responsable de l'exécution : le comte de *Lorges* obéit à regret. On désespérait alors du succès de la journée. Un conseil assez tumultueux se tenait auprès du roi ; on le pres-

sait de la part du général, et au nom de la France, de ne pas s'exposer davantage. Le duc de *Richelieu*, lieutenant-général, et qui servait en qualité d'aide de camp du roi, arriva en ce moment. Il venait de reconnaître la colonne près de Fontenoi. Ayant ainsi couru de tous côtés sans être blessé, il se présente hors d'haleine l'épée à la main et couvert de poussière. Quelle nouvelle, apportez-vous, lui dit le maréchal ? Quel est votre avis ? Ma nouvelle, dit le duc de *Richelieu*, est que la bataille est gagnée, si on le veut, et mon avis est qu'on fasse avancer dans l'instant quatre canons contre le front de la colonne ; pendant que cette artillerie l'ébranlera, la maison du roi et les autres troupes l'entoureront : *il faut tomber sur elle comme des fourrageurs*. le roi se rendit le premier à cette idée. Vingt personnes se détachent. Le duc de *Péquigni*, appelé depuis le duc de *Chaunes*, va faire pointer ces quatre pièces ; on les place vis-à-vis la colonne anglaise. Le duc de *Richelieu* court à bride abattue au nom du roi faire marcher sa maison ; il annonce cette nouvelle à Monsieur De *Montesson* qui la commandait. Le prince de *Soubise* rassemble ses gendarmes, le duc de *Chaunes* ses chevaux-légers, tout se forme et marche ; quatre escadrons de la gendarmerie avancent à la droite de la maison du roi ; les grenadiers à cheval sont à la tête sous Monsieur De *Grille*, leur capitaine ; les mousquetaires commandés par Monsieur De *Jumillac*, se précipitent. Dans ce même moment important le comte d' *Eu* et le duc de *Biron*, à la droite, voyaient avec douleur les troupes d'Antoin quitter leur poste, selon l'ordre positif du maréchal de *Saxe*. Je prends sur moi la désobéissance, leur dit le duc de *Biron* : je suis sûr que le roi l'approuvera dans un instant où tout va changer de face ; je réponds que monsieur le maréchal de *Saxe* le trouvera bon. Le maréchal, qui arrivait dans cet endroit, informé de la résolution du roi et de la bonne volonté des troupes, n'eut pas de peine à se rendre : il changea de sentiment lorsqu'il en fallait changer, et fit rentrer le régiment de Piémont dans Antoin ; il se porta rapidement malgré sa faiblesse de la droite à la gauche vers la brigade des irlandais, recommandant à toutes les troupes qu'il rencontrait en chemin, de ne plus faire de fausses charges, et d'agir de concert. Le duc de *Biron*, le comte d' *Estrées*, le marquis de *Croissy*, le comte de *Lovendhal*, lieutenants-généraux, dirigent cette attaque nouvelle. Cinq escadrons de *Penthievre* suivent Monsieur de *Croissy* et ses enfants. Les régiments de *Chabillant*, de *Branças*, de *Brionne*, *Aubeterre*, *Courten*, accoururent guidés par leurs colonels ; le régiment de Normandie, les carabiniers entrent dans les premiers rangs de la colonne, et vengent leurs camarades tués dans leur première charge. Les irlandais les secondent : la colonne était attaquée à la fois de front et par les deux flancs. En sept ou huit minutes tout ce corps formidable est ouvert de tous côtés ; le général *Posomby*, le frère du comte d' *Albermale*, cinq colonels, cinq capitaines aux gardes, un nombre prodigieux d'officiers étaient renversés morts. Les anglais se rallierent, mais ils céderent : ils quitterent le champ de bataille sans tumulte, sans confusion, et furent vaincus avec honneur. Le roi de France allait

de régiment en régiment : les cris de victoire et de vive le roi, les chapeaux en l'air, les étendards et les drapeaux percés de balles, les félicitations réciproques des officiers qui s'embrassaient, formaient un spectacle dont tout le monde jouissait avec une joie tumultueuse. Le roi était tranquille, témoignant sa satisfaction et sa reconnaissance à tous les officiers généraux, et à tous les commandants des corps ; il ordonna qu'on eût soin des blessés, et qu'on traitât les ennemis comme ses propres sujets. Le maréchal de *Saxe* , au milieu de ce triomphe, se fit porter vers le roi, il retrouva un reste de force pour embrasser ses genoux, et pour lui dire ces propres paroles : *sire, j'ai assez vécu ; je ne souhaitais de vivre aujourd'hui que pour voir votre majesté victorieuse. Vous voyez,*

ajouta-t-il ensuite, *à quoi tiennent les batailles.*

le roi le releva, et l'embrassa tendrement. Il dit au duc de *Richelieu* , je n'oublierai jamais le service important que vous m'avez rendu ; il parla de même au duc de *Biron* . Le maréchal de *Saxe*

dit au roi : sire, il faut que j'avoue que je me reproche une faute. J'aurais dû mettre une redoute de plus entre les bois de Barri et de Fontenoi : mais je n'ai pas cru qu'il y eût des généraux assez hardis pour hasarder de passer en cet endroit. Les alliés avaient perdu neuf mille hommes, parmi lesquels il y avait environ deux mille cinq cents prisonniers. Ils n'en firent presque aucun sur les français. Par le compte exactement rendu au major-général de l'infanterie française, il ne se trouva que seize cents quatre-vingt-un soldats ou sergents d'infanterie tués sur la place ; et trois mille deux cents quatre-vingt-deux blessés. Parmi les officiers cinquante-trois seulement étaient morts sur le champ de bataille ; trois cents vingt-trois étaient en danger de mort par leurs blessures. La cavalerie perdit environ dix-huit cents hommes. Jamais, depuis qu'on fait la guerre, on n'avait pourvu avec plus de soin à soulager les maux attachés à ce fléau. Il y avait des hôpitaux préparés dans toutes les villes voisines, et sur-tout à Lille ; les églises mêmes étaient employées à cet usage digne d'elles. Non-seulement aucun secours, mais encore aucune commodité ne manqua ni aux français ni à leurs prisonniers blessés. Le zèle même des citoyens alla trop loin : on ne cessait d'apporter de tous côtés aux malades des aliments délicats ; et les médecins des hôpitaux furent obligés de mettre un frein à cet excès dangereux de bonne volonté. Enfin les hôpitaux étaient si biens servis, que presque tous les officiers aimaient mieux y être traités que chez des particuliers, et c'est ce qu'on n'avait point vu encore. On est entré dans les détails sur cette seule bataille de Fontenoi. Son importance, le danger du roi et du dauphin l'exigeaient. Cette action décida du sort de la guerre, prépara la

conquête des Pays-Bas, et servit de contre poids à tous les événements malheureux. Ce qui rend encore cette bataille à jamais mémorable, c'est qu'elle fut gagnée lorsque le général affaibli, et presque expirant, ne pouvait plus agir. Le maréchal de *Saxe* avait fait la disposition, et les officiers français remportèrent la victoire.

Chapitre 16

Chapitre 16

suite de la journée de Fontenoi.

ce qui est aussi remarquable que cette victoire, c'est que le premier soin du roi de France fut de faire écrire le jour même à l'abbé de la *Ville*, son ministre à La Haye, qu'il ne demandait, pour prix de ses conquêtes, que la pacification de l'Europe, et qu'il était prêt d'envoyer des plénipotentiaires à un congrès. Les états généraux surpris, ne crurent pas l'offre sincère ; ce qui dut surprendre d'avantage, c'est que cette offre fut éludée par la reine de Hongrie et par les anglais. Cette reine, qui faisait à la fois la guerre en Silésie contre le roi de Prusse, en Italie contre les français, les espagnols et les napolitains, vers le Mein contre l'armée française, semblait devoir demander elle-même une paix dont elle avait besoin, mais la cour d'Angleterre, qui dirigeait tout, ne voulait point cette paix : la vengeance et les préjugés menent les cours comme les particuliers. Cependant le roi envoya un aide-major de l'armée, nommé M De La *Tour*, officier très-éclairé, porter au roi de Prusse la nouvelle de la victoire ; cet officier rencontra le roi de Prusse au fond de la basse Silésie, du côté de Ratisbor, dans une gorge de montagnes, près d'un village nommé Friedberg. C'est-là qu'il vit ce monarque remporter une victoire signalée contre les autrichiens. Il manda à son allié, le roi de France : " j'ai acquitté à Friedberg la lettre de change que vous avez tirée sur moi à Fontenoi. " le roi de France, de son côté, avait tous les avantages que la victoire de Fontenoi devait donner. Déjà la ville et la citadelle de Tournai s'étaient rendues peu de jours après la bataille ; le maréchal de *Saxe* avait secrettement concerté avec le roi la prise de Gand, capitale de la Flandre autrichienne, ville plus grande que peuplée, mais riche et florissante par les débris de son ancienne splendeur. Une des opérations de campagne qui fit le plus d'honneur au marquis de *Louvois* dans la guerre de 1689, avait été le siege de Gand : il s'était déterminé à ce siege, parce que c'était le magasin des ennemis. *Louis XV* avait précisément la même raison pour

s'en rendre maître. On fit, selon l'usage, tous les mouvements qui devaient tromper l'armée ennemie, retirée vers Bruxelles ; on prit tellement ses mesures, que le marquis du *Chaila*

d'un côté, et le comte de *Lovendhal* de l'autre, devaient se trouver devant Gand à la même heure. La garnison n'était alors que de six cents hommes, les habitants étaient ennemis de la France, quoique de tout temps peu contents de la domination autrichienne, mais très-différents de ce qu'ils étaient autrefois, quand eux-mêmes ils composaient une armée. Ces deux marches secrètes se faisaient selon les ordres du général, lorsque cette entreprise fut prête d'échouer par un de ces événements si communs à la guerre. Les anglais, quoique vaincus à Fontenoi, n'avaient été ni dispersés ni découragés. Ils virent des environs de Bruxelles, où ils étaient postés, le péril évident dont Gand était menacé ; ils firent marcher enfin un corps de six mille hommes pour défendre cette ville. Ce corps avançait à Gand sur la chaussée d'Alost, précisément dans le temps que M Du *Chaila* était environ à une lieue de lui, sur la même chaussée, marchant avec trois brigades de cavalerie, deux d'infanterie, composées de *Normandie*, *Crillon* et *Laval*, vingt pièces de canon et des pontons : l'artillerie était déjà en avant, gardée par cinquante hommes ; et au delà de cette artillerie était M De *Grassin*, avec une partie de sa troupe légère qu'il avait levée ; il était nuit et tout était tranquille, quand les six mille anglais arrivent et attaquent les *grassins*, qui n'ont que le temps de se jeter dans une ferme, près de l'abbaye de la mêle, dont cette journée a pris le nom. Les anglais apprennent que les français sont sur la chaussée, loin de leur artillerie, qui est en avant, gardée seulement par cinquante hommes : ils y courent, et s'en emparent. Tout était perdu. Le marquis de *Crillon* qui était déjà arrivé à trois cents pas, voit les anglais maîtres du canon qu'ils tournaient contre lui, et qui allaient y mettre le feu : il prend sa résolution dans l'instant, sans se troubler ; il ne perd pas un moment, il court avec son régiment aux ennemis par un côté, le jeune marquis de *Laval*

s'avance avec un autre bataillon ; on reprend le canon : on fait ferme. Tandis que les marquis de *Crillon* et de *Laval* arrêtaient ainsi les anglais, une seule compagnie de Normandie, qui s'était trouvée près de l'abbaye, se défendait contre eux. Deux bataillons de Normandie arrivent en hâte. Le jeune comte de *Périgord* les commandait, il était fils du marquis de *Tuillerand*, d'une maison qui a été souveraine, mort malheureusement devant Tournai, et venait d'obtenir à dix-sept ans ce régiment de Normandie qu'avait eu son pere : il s'avança le premier, à la tête d'une compagnie de grenadiers. Le bataillon anglais attaqué par lui, jette bas les armes. Mm Du *Chaila* et De *Souvré* paraissent bientôt avec la cavalerie sur cette chaussée. Les anglais sont arrêtés de tous côtés ; ils se défendirent encore. Le mar-

quis de *Graville* y fut blessé ; mais enfin ils furent mis dans une entière déroute. M D' *Azincourt* , capitaine de Normandie, avec quarante hommes seulement, fait prisonnier le lieutenant-colonel du régiment de *Rich* ; huit capitaines, deux cents quatre-vingt soldats, qui jetterent leurs armes, et qui se rendirent à lui : rien ne fut égal à leur surprise, quand ils virent qu'ils s'étaient rendus à quarante français : M D' *Azincourt* conduisit ses prisonniers à M De *Graville* , tenant la pointe de son épée sur la poitrine du lieutenant-colonel anglais, et le menaçant de le tuer, si ses gens faisoient la moindre résistance. Un autre capitaine de Normandie, nommé M De *Montalambert* , prend cent cinquante anglais, avec cinquante soldats de son régiment ; M De *Saint Sauveur* , capitaine au régiment du roi, cavalerie, avec un pareil nombre, mit en fuite, sur la fin de l'action, trois escadrons ennemis : enfin le succès étrange de ce combat est peut-être ce qui fit le plus d'honneur aux français dans cette campagne, et qui mit le plus de consternation chez leurs ennemis. Ce qui caractérise encore cette journée, c'est que tout y fut fait par la présence d'esprit et par la valeur des officiers français, ainsi que la bataille de Fontenoi fût gagnée. On arriva devant Gand au moment désigné par le maréchal de *Saxe* ; on entre dans la ville les armes à la main, sans la piller ; on prend la garnison de la citadelle prisonnière. Un des grands avantages de la prise de cette ville, fut un magasin immense de provisions de guerre et de bouche, de fourrages, d'armes, d'habits, que les alliés avaient en dépôt dans Gand ; c'était un faible dédommagement des frais de guerre, presque aussi malheureuse ailleurs, qu'elle était glorieuse sous les yeux du roi. Tandis qu'on prenoit la citadelle de Gand, on investissait Oudenarde ; et le même jour que M De *Lovendhal* ouvrait la tranchée devant Oudenarde, le marquis de *Souvré* prenait Bruges. Oudenarde se rendit après trois jours de tranchée. à peine le roi de France était-il maître d'une ville, qu'il en faisait assiéger deux à la fois. Le duc d'*Harcourt* prenait Dendermonde en deux jours de tranchée ouverte, malgré le jeu des écluses, et au milieu des inondations, et le comte de *Lovendhal* faisait le siege d'Ostende. Ce siege d'Ostende était réputé le plus difficile. On se souvenait qu'elle avait tenu trois ans et trois mois, au commencement du siècle passé, par la comparaison du plan des fortifications de cette place, avec celles qu'elle avait quand elle fut prise par *Spinola* ; il paraît que c'était *Spinola* qui devait la prendre en quinze jours, et que c'était M De *Lovendhal* qui devait s'y arrêter trois années. Elle était bien mieux fortifiée ; M De *Chanclos* , lieutenant-général des armées d'Autriche, la défendait avec une garnison de quatre mille hommes, dont la moitié était composée d'anglais ; mais la terreur et le découragement étaient au point, que le gouverneur capitula, dès que le marquis d'*Herouville* , homme digne d'être à la tête des ingénieurs, et citoyen aussi utile que bon officier, eût pris le chemin couvert du côté des dunes. Une flotte d'Angleterre qui avait apporté du secours à la ville, et qui canonhait les assiégeants, ne vint là que pour être témoin de la prise. Cette perte consterna le gouvernement d'Angle-

terre et celui des provinces-unies : il ne resta plus que Nieuport à prendre pour être maître de tout le comté de la Flandre proprement dite, et le roi en ordonna le siege. Dans ces conjonctures, le ministere de Londres fit réflexion qu'on avait en France plus de prisonniers anglais qu'il n'y avait de prisonniers français en Angleterre. La détention du maréchal de *Belle-Isle* et de son frere avait suspendu tout cartel. On avait pris les deux généraux contre le droit des gens, on les renvoyait sans rançon. Il n'y avait pas moyen en effet d'exiger une rançon d'eux, après les avoir déclarés prisonniers d'état, et il était de l'intérêt de l'Angleterre de rétablir le cartel. Cependant le roi partit pour Paris, où il arriva le 7 septembre 1745. On ne pouvait ajouter à la réception qu'on lui avait faite l'année précédente. Ce furent les mêmes fêtes ; mais on avait de plus à célébrer la victoire de Fontenoi, celle de Mêle, et la conquête du comté de Flandres.

Chapitre 17

Chapitre 17

affaires d'Allemagne. François de Lorraine, grand duc de Toscane, élu empereur. Armées autrichiennes et saxonnes battues par Frédéric Iii, roi de Prusse. Prise de Dresde.

les prospérités de *Louis XV* s'accrurent toujours dans les Pays-Bas : la supériorité de ses armées, la facilité du service en tout genre, la dispersion et le découragement des alliés, leur peu de concert, et sur-tout la capacité du maréchal de *Saxe* , qui ayant recouvré sa santé, agissait avec plus d'activité que jamais ; tout cela formait une suite non interrompue de succès qui n'a point d'exemple, que les conquêtes de *Louis XV* ; tout était favorable en Italie pour *Dom Philippe* . Une révolution étonnante en Angleterre menaçait déjà le trône du roi *George Second* , comme on le verra dans la suite ; mais la reine de Hongrie jouissait d'une autre gloire et d'un autre avantage, qui ne coûtait point de sang, et qui remplissait la première et la plus chère de ses vues : elle n'avait jamais perdu l'espérance du trône impérial pour son mari, du vivant même de *Charles Vii* ; et après la mort de cet empereur, elle s'en crut assurée, malgré le roi de Prusse qui lui faisait la guerre, malgré l'électeur palatin qui lui refusait sa voix, et malgré une armée française qui n'étant pas loin de Francfort, et qui pouvait empêcher l'élection ; c'était cette même armée, commandée d'abord par le maréchal de *Maillebois* , et qui passa, au commencement de mai 1745, sous les ordres du prince de *Conti* . Mais on en avait tiré vingt mille hommes pour l'armée de Fontenoi. Le prince ne put empêcher la jonction de toutes les troupes que la reine de Hongrie avait dans cette partie de l'Allemagne, et qui vinrent couvrir Francfort, où l'élection se fit comme en pleine paix. Ainsi la France manqua le grand objet de la guerre, qui était d'ôter le trône impérial à la maison d'Autriche. L'élection se fit le 13 septembre 1745. Le roi de Prusse fit protester de nullité par ses ambassadeurs ; l'électeur palatin, dont l'armée autrichienne avait ravagé les terres, protesta de même ; les ambassadeurs

électoraux de ces deux princes se retirèrent de Francfort ; mais l'élection ne fut pas moins faite dans les formes ; car il est dit dans la bulle d'or : *que si des électeurs ou leurs ambassadeurs se retirent du lieu de l'élection, avant que le roi des romains, futur empereur, soit élu, ils seront privés cette fois de leurs droits de suffrage, comme étant censés l'avoir abandonné.*

la reine de Hongrie, désormais impératrice, vint à Francfort jouir de son triomphe et du couronnement de son époux. Elle vit du haut d'un balcon la cérémonie de l'entrée : elle fut la première à crier *vivat*, et tout le peuple lui répondit par des acclamations de joie et de tendresse. Ce fut le plus beau jour de sa vie : elle alla voir ensuite son armée rangée en bataille auprès de Hidelberg, au nombre de soixante mille hommes. L'empereur, son époux, la reçut l'épée à la main, à la tête de l'armée. Elle passa entre les lignes, saluant tout le monde, dîna sous une tente, et fit distribuer un florin à chaque soldat. C'était la destinée de cette princesse et des affaires qui troublaient son regne, que les événements heureux fussent balancés de tous les côtés par des disgraces. L'empereur *Charles Vii*

avait perdu la Bavière pendant qu'on le couronnait empereur, et la reine de Hongrie perdait une bataille pendant qu'elle préparait le couronnement de son époux *François I*. Le roi de Prusse était encore vainqueur près de la source de l'Elbe à Sore. Il y a des temps où une nation conserve constamment sa supériorité ; c'est ce qu'on avait vu dans les suédois, sous *Charles Xii* ; dans les anglais, sous le duc de *Malbrough* ; c'est ce qu'on voyait dans les français en Flandres, sous *Louis XV* et sous le maréchal de *Saxe* ; et dans les prussiens, sous *Frédéric Iii*. L'impératrice perdait donc la Flandre, et avait beaucoup à craindre du roi de Prusse en Allemagne, pendant qu'elle faisait monter son mari sur le trône de son père. Dans ce temps-là même, lorsque le roi de France, vainqueur dans les Pays-Bas et dans l'Italie, proposait toujours la paix, le roi de Prusse, victorieux de son côté, demandait aussi à l'impératrice de Russie *élizabeth*, sa médiation. On n'avait point encore vu de vainqueurs faire tant d'avances, et on pourrait s'en étonner ; mais aujourd'hui il est dangereux d'être trop conquérant. Toutes les puissances de l'Europe prennent les armes tôt ou tard, quand il y en a une qui remue : on ne voit que ligue et contre-ligue soutenues de nombreuses armées. C'est beaucoup de pouvoir garder par la conjoncture des temps, une province acquise. Au milieu de ces grands embarras, on reçut l'offre inouïe d'une médiation à laquelle on ne s'attendait pas ; c'était celle du grand turc. Son premier visir écrivit à toutes les cours chrétiennes qui étaient en guerre, les exhortant à faire cesser l'effusion du sang humain, et leur offrant la médiation de son maître. Une telle offre n'eut aucune suite ; mais elle devait servir au moins à faire rentrer en elles-mêmes tant de puissances chrétiennes, qui, ayant commencé la guerre par intérêt, la conti-

nuaient par obstination, et ne la finirent que par nécessité. Au reste cette médiation du sultan des turcs était le prix de la paix que le roi de France avait ménagée, entre l'empereur d'Allemagne *Charles Vi* et la porte ottomane en 1739. Le roi de Prusse s'y prit autrement pour avoir la paix, et pour garder la Silésie. Ses troupes battent complètement les autrichiens et les saxons aux portes de Dresde ; ce fut le vieux prince d' *Anhalt* qui remporta cette victoire décisive. Il avait fait la guerre cinquante ans ; il étoit entré le premier dans les lignes des français au siege de Turin en 1707 : on le regardait comme le premier officier de l'Europe, pour conduire l'infanterie. Cette grande journée fut la dernière qui mit le comble à sa gloire militaire, la seule qu'il eût jamais connue. Il ne savait que combattre. Le roi de Prusse, habile en plus d'un genre, enferma de tous côtés la ville de Dresde. Il y entre, suivi de dix bataillons et de dix escadrons ; désarme trois régiments de milice qui composaient la garnison ; se rend au palais où il va voir les deux princes, et les trois princesses, enfants du roi de Pologne, qui y étaient demeurés : il les embrassa, il eut pour eux les attentions qu'on devait attendre de l'homme le plus poli de son siècle. Il fit ouvrir toutes les boutiques qu'on avait fermées, donna à dîner à tous les ministres étrangers, fit jouer un opéra italien : on ne s'aperçut pas que la ville était au pouvoir du vainqueur ; et la prise de Dresde ne fut signalée que par les fêtes qu'il y donna. Ce qu'il y eut de plus étrange, c'est qu'étant entré dans Dresde le 18, il y fit la paix le 25 avec l'Autriche et la Saxe, et laissa tout le fardeau au roi de France. *Marie-Thérèse* renonça encore malgré elle à la Silésie, par cette seconde paix, et *Frédéric* ne lui fit d'autre avantage que de reconnaître *François Premier*, empereur. L'électeur palatin, comme partie contractante dans le traité, le reconnut de même ; et il n'en coûta au roi de Pologne, électeur de Saxe, qu'un million d'écus d'Allemagne, qu'il fallut donner au vainqueur avec les intérêts, jusqu'au jour du paiement. Le roi de Prusse retourna dans Berlin jouir paisiblement du fruit de sa victoire ; il fut reçu sous des arcs de triomphe : le peuple jettait sur ses pas des branches de sapin, faute de mieux, en criant, vive *Frédéric Le Grand*. Ce prince heureux dans ses guerres et dans ses traités ne s'appliqua plus qu'à faire fleurir les loix et les arts dans ses états, et il passa tout d'un coup du tumulte de la guerre à une vie retirée et philosophique ; il s'adonna à la poésie, à l'éloquence, à l'histoire, tout cela était également dans son caractère ; c'est en quoi il était beaucoup plus singulier que *Charles XII*. Il ne le regardait pas comme un grand homme, parce que *Charles* n'était que héros. On n'est entré ici dans aucun détail des victoires du roi de Prusse ; il les a écrites lui-même : c'était à *César*

à faire ses commentaires. Le roi de France, privé une seconde fois de cet important secours, n'en continua pas moins ses conquêtes. L'objet de la guerre était alors du côté de la maison de France, de forcer la reine de Hongrie, par ses pertes en Flandres, à céder ce qu'elle disputait en Italie, et de contraindre les états gé-

néraux à rentrer au moins dans l'indifférence dont ils étaient sortis. L'objet de la reine de Hongrie était de se dédommager sur la France, de ce que le roi de Prusse lui avait ravi : ce projet, reconnu depuis impraticable par la cour d'Angleterre, était alors approuvé et embrassé par elle ; car il y a des temps où tout le monde s'aveugle. L'empire donné à *François Premier* , fit espérer que les cercles se détermineraient à prendre les armes contre la France ; et il n'est rien que la cour de Vienne ne fit pour les y engager. L'empire resta neutre constamment, comme toute l'Italie avait été neutre dans le commencement de ce chaos de guerre ; mais les cœurs des allemands étaient tous à *Marie-Thérèse* .

Chapitre 18

Chapitre 18

suite de la conquête des Pays-Bas autrichiens. bataille de Liege.

le roi de France étant parti pour Paris après la prise d'Ostende, apprit en chemin que Nieuport s'était rendu, et que la garnison était prisonniere de guerre. Bientôt après, le comte de *Clermont Gallerande* avait pris la ville d'Ath. Le maréchal de *Saxe* investit Bruxelles au commencement de l'hiver. Cette ville est, comme on sait, la capitale du Brabant, et le séjour des gouverneurs des Pays-Bas autrichiens. Le comte de *Caunitz*, alors premier ministre, commandant à la place du prince *Charles*, gouverneur général du pays, était dans la ville. Le comte de *Lanoy*, lieutenant général des armées, en était le gouverneur particulier, le général *Vanderduin*, de la part des hollandais, y commandait dix-huit bataillons et sept escadrons : il n'y avait de troupes autrichiennes, que cent cinquante dragons et autant de hussards. L'impératrice reine s'était reposée sur les hollandais et sur les anglais du soin de défendre son pays, et ils portaient toujours en Flandres tout le poids de cette guerre. Le feld-maréchal *Los-Rios*; deux princes de *ligne*, l'un général d'infanterie, l'autre de cavalerie; le général *Chanclos* qui avait rendu Ostende; cinq lieutenants généraux autrichiens, avec une foule de noblesse, se trouvaient dans cette ville assiégée, où la reine de Hongrie avait en effet beaucoup plus d'officiers que de soldats. Les débris de l'armée ennemie étaient vers Malines, sous le prince de *Valdek*, et ne pouvaient s'opposer au siege. Le maréchal de *Saxe* avait fait subitement marcher son armée sur quatre colonnes par quatre chemins différents. On ne perdit à ce siege d'homme distingué que le chevalier d' *Aubeterre*, colonel du régiment des vaisseaux. La garnison avec tous les officiers généraux, fut faite prisonniere. On pouvait prendre le premier ministre, et on en avait plus de droit que les hanovriens n'en avaient eu de saisir le maréchal de *Belle-Isle* : on pouvait prendre aussi le résident des états-généraux; mais non seulement on laissa en pleine liberté le comte de *Caunitz* et le ministre hollandais; on eut en-

core un soin particulier de leurs effets et de leur suite ; on leur fournit des escortes ; on renvoya au prince *Charles* les domestiques et les équipages qu'il avait dans la ville ; on fit déposer dans les magasins toutes les armes des soldats pour être rendues lorsqu'ils pourraient être échangés. Le roi qui avait tant d'avantages sur les hollandais, et qui tenait alors plus de trente mille hommes de leurs troupes prisonniers de guerre, ménageait toujours cette république. Les états généraux se trouvaient dans une grande perplexité, l'orage approchait d'eux, ils sentaient leur faiblesse. La magistrature désirait la paix, mais le parti anglais, qui prenait déjà toutes ses mesures pour donner un stadhouder à la nation, et qui était secondé du peuple, criait toujours qu'il fallait la guerre. Les états ainsi divisés, se conduisaient sans principes, et leur conduite annonçait leur trouble. Cet esprit de trouble et de division redoubla dans les provinces-unies, quand on y apprit qu'à l'ouverture de la campagne, le roi marchait en personne à Anvers, ayant à ses ordres cent vingt bataillons, et cent quatre-vingt-dix escadrons. Autrefois quand la république de Hollande s'établit par les armes, elle détruisit toute la grandeur d'Anvers, la ville la plus commerçante de l'Europe ; elle lui interdit la navigation de l'Escaut, et depuis elle continua d'aggraver sa chute, sur-tout depuis que les états généraux étaient devenus les alliés de la maison d'Autriche. Ni l'empereur *Léopold*, ni *Charles Vi*, ni sa fille l'impératrice reine, n'eurent jamais sur l'Escaut d'autres vaisseaux qu'une patache, pour les droits d'entrée et de sortie. Mais quoique les états-généraux eussent humilié Anvers à ce point, et que les commerçants de cette ville en gémissent, la Hollande la regardait comme un des remparts de son pays. Ce rempart fut bientôt emporté. Le prince de *Conti* eut sous ses ordres un corps d'armée séparé, avec lequel il investit Mons, la capitale du Hainaut autrichien : douze bataillons qui la défendaient, augmentèrent le nombre des prisonniers de guerre. La moitié de cette garnison était hollandaise. Jamais l'Autriche ne perdit tant de places, et la Hollande tant de soldats. St Guillain eut le même sort. Charleroi suivit de près. On prend d'assaut la ville basse après deux jours seulement de tranchée ouverte. Le marquis, depuis maréchal de la *Fare*, entra dans Charleroi aux mêmes conditions qu'on avait pris toutes les villes qui avaient voulu résister, c'est-à-dire, que la garnison fut prisonnière. Le grand projet était d'aller à Maastricht, d'où l'on domine aisément dans les provinces-unies ; mais pour ne laisser rien derrière soi, il fallait assiéger la ville importante de Namur. Le prince *Charles*, qui commandait alors l'armée, fit en vain ce qu'il put pour prévenir ce siège. Au confluent de la Sambre et de la Meuse, est située Namur, dont la citadelle s'élève sur un roc escarpé : et douze autres forts bâtis sur la cime des rochers voisins, semblent rendre Namur inaccessible aux attaques : c'est une des places de la barrière. Le prince de *Gavres* en était gouverneur pour l'impératrice reine ; mais les hollandais qui gardaient la ville, ne lui rendaient ni obéissance ni honneurs. Les environs de cette ville sont célèbres par les campements et par les marches du maréchal de *Luxem-*

bourg , du maréchal de *Boufflers* et du roi *Guillaume* , et ne le sont pas moins par les manœuvres du maréchal de *Saxe* . Il força le prince *Charles* à s'éloigner, et à le laisser assiéger Namur en liberté. Le prince de *Clermont* fut chargé du siege de Namur ; c'était en effet douze places qu'il fallait prendre. On attaqua plusieurs forts à la fois ; ils furent tous emportés. Monsieur De *Brulart* , aide-major-général, plaçant les travailleurs après les grenadiers dans un ouvrage qu'on avait pris, leur promit double paie s'ils avançaient le travail ; ils en firent plus qu'on ne leur demandait, et refuserent la double paie. Je ne puis entrer dans le détail des actions singulieres qui se passerent à ce siege et à tous les autres. Il y a peu d'événements à la guerre, où des officiers et de simples soldats ne fassent de ces prodiges de valeur qui étonnent ceux qui en sont témoins, et qui ensuite restent pour jamais dans l'oubli. Si un général, un prince, un monarque eût fait une de ces actions, elles seraient consacrées à la postérité ; mais la multitude de ces faits militaires se nuit à elle-même, et en tout genre il n'y a que les choses principales qui restent dans la mémoire des hommes. Cependant comment passer sous silence le fort Ballard, pris en plein jour par trois officiers seulement ; M De *Launai* , aide-major ; M D' *Amere* , capitaine dans Champagne ; et M De *Clamouze* , jeune portugais du même régiment, qui, sautant seul dans les retranchements, fit mettre bas les armes à toute la garnison ? La tranchée avait été ouverte le 10 septembre devant Namur, et la ville capitula le 19. La garnison fut obligée de se retirer dans la citadelle, et dans quelques autres châteaux par la capitulation, et au bout de 11 jours, elle en fit une nouvelle, par laquelle elle fut toute prisonniere de guerre. Elle consistait en douze bataillons, dont dix étaient hollandais. Après la prise de Namur, il restait de dissiper ou de battre l'armée des alliés. Elle campait alors en deça de la Meuse, ayant Mastricht à sa droite, et Liege à sa gauche. On s'observa, on escarmoucha quelques jours : le Jar séparait les deux armées. Le maréchal de *Saxe* avait dessein de livrer bataille ; il marcha aux ennemis le 11 octobre à la pointe du jour sur dix colonnes. On voyait du fauxbourg de Liege, comme d'un amphithéâtre, les deux armées, celle des français de cent vingt mille combattans, l'alliée de quatre-vingt mille. Les ennemis s'étendaient le long de la Meuse de Liege à Viset, derriere cinq villages retranchés. On attaque aujourd'hui une armée comme une place avec du canon. Les alliés avaient à craindre qu'après avoir été forcés dans ces villages, ils ne pussent passer la riviere. Ils risquaient d'être entièrement détruits, et le maréchal de *Saxe* l'espérait. Le seul officier général que la France perdit en cette journée, fut le marquis de *Fénélon* , neveu de l'immortel archevêque de *Cambrai* . Il avait été élevé par lui, et en avait toute la vertu, avec un caractere tout différent. Vingt années, employées dans l'ambassade de Hollande, n'avaient point éteint un feu et un emportement de valeur qui lui coûta la vie. Blessé au pied depuis quarante ans, et pouvant marcher à peine, il alla sur les retranchements ennemis à cheval. Il cherchait la mort, et il la trouva. Son extrême dévotion augmentait en-

core son intrépidité ; il pensait que l'action la plus agréable à Dieu, était de mourir pour son roi, il faut avouer qu'une armée composée d'hommes qui penseraient ainsi, serait invincible. Les français eurent peu de personnes de marque blessées dans cette journée. Le fils du comte de *Ségur* eut la poitrine traversée d'une balle qu'on lui arracha par l'épine du dos, et il échappa à une opération plus cruelle que la blessure même. Le marquis de *Lujac* reçut un coup de feu qui lui fracassa la mâchoire, entama la langue, lui perça les deux joues. Le marquis de *Laval* , qui s'était distingué à Mêle, le prince de *Monaco* , le marquis de *Vaubecour* , le comte de *Barleroy* , furent blessés dangereusement. Cette bataille ne fut que du sang inutilement répandu, et une calamité de plus pour tous les partis. Aucun ne gagna ni ne perdit de terrain, chacun prit ses quartiers. L'armée battue avança même jusqu'à Tongres ; l'armée victorieuse s'étendit de Louvain dans ses conquêtes, et alla jouir du repos auquel la saison d'ordinaire force les hommes dans ces pays, en attendant que le printemps ramene les cruautés et les malheurs que l'hiver a suspendus.

Chapitre 19

Chapitre 19

succès de l'infant dom Philippe et du maréchal de Maillebois, suivis des plus grands désastres.

il n'en était pas ainsi dans l'Italie et vers les Alpes. Il s'y passait alors une scène extraordinaire. Les plus tristes revers avaient succédé aux prospérités les plus rapides. La maison de France perdait en Italie plus qu'elle ne gagnait en Flandres, et les pertes semblaient même plus irréparables, que les succès de Flandres ne paraissaient utiles. Car alors le véritable objet de la guerre était l'établissement de *Dom Philippe*. Si on était vaincu en Italie, il n'y avait plus de ressources pour cet établissement, et on avait beau être vainqueur en Flandres, on sentait bien que tôt ou tard il faudrait rendre les conquêtes, et qu'elles n'étaient que comme un gage, une sureté passagère, qui indemnisait des pertes qu'on faisait d'ailleurs. Les cercles d'Allemagne ne prenaient part à rien ; les bords du Rhin étaient tranquilles ; c'était en effet l'Espagne qui était devenue enfin la partie principale dans la guerre. On ne combattait presque plus sur terre et sur mer que pour elle. La cour d'Espagne n'avait jamais perdu de vue Parme, Plaisance et le Milanais. De tant d'états disputés à l'héritière de la maison d'Autriche, il ne restait plus que ces provinces d'Italie, sur lesquelles on pût faire valoir des droits. Depuis la fondation de la monarchie, cette guerre est la seule dans laquelle la France ait été simplement auxiliaire ; elle le fut dans la cause de l'empereur *Charles Vii* jusqu'à la mort de ce prince, et dans celle de l'infant *Dom Philippe* jusqu'à la paix. Au commencement de la campagne de 1745 en Italie, les apparences furent aussi favorables à la maison de France, qu'elles l'avaient été en Autriche en 1741. Les chemins étaient ouverts aux armées espagnoles et françaises, par la voie de Gênes. Cette république forcée par la reine de Hongrie et par le roi de Sardaigne à se déclarer contr'eux, avait enfin fait son traité définitif ; elle devait fournir environ dix-huit mille hommes. L'Espagne lui donnait trente mille piastres par mois, et cent

mille une fois payées pour le train d'artillerie que Gênes fournissait à l'armée espagnole ; car dans cette guerre si longue et si variée, les états puissants et riches soudoyeront toujours les autres. L'armée de *Dom Philippe* , qui descendait des Alpes avec la française, jointe au corps des génois, était réputée de quatre-vingt mille hommes. Celle du comte de *Gages* , qui avait poursuivi les allemands aux environs de Rome, s'avancait forte d'environ trente mille combattants, en comptant l'armée napolitaine. C'était au temps même que le roi de Prusse vers la Saxe, et le prince de *Conti* vers le Rhin, empêchaient que les forces autrichiennes ne pussent secourir l'Italie. Les génois mêmes eurent tant de confiance, qu'ils déclarèrent la guerre dans les formes au roi de Sardaigne. Le projet était que l'armée espagnole et la napolitaine viendraient joindre l'armée française et espagnole dans le Milanais. Au mois de mars 1645, le duc de *Modene* , et le comte de *Gages* , à la tête de l'armée d'Espagne et de Naples, avaient poursuivi les autrichiens des environs de Rome à Rimini, de Rimini à Césene, à Imola, à Forli, à Bologne, et enfin jusques dans Modene. Le maréchal de *Maillebois* , élève du célèbre *Villars* , déclaré capitaine-général de l'armée de *Dom Philippe* , arriva bientôt par Vintimille et Oneille, et descendit vers le Montferrat sur la fin du mois de juin, à la tête des espagnols et des français. De la petite principauté d'Oneille on descend dans le marquisat de Final, qui est à l'extrémité du territoire de Gênes, et de là on entre dans le Montferrat-Mantouan, pays encore hérissé de rochers, qui sont une suite des Alpes ; après avoir marché dans des vallées entre ces rochers, on trouve le terrain fertile d'Alexandrie, et pour aller droit à Milan, on va d'Alexandrie à Tortone ; à quelques milles de là, vous passez le Pô ; ensuite se présente Pavie sur le Tésin ; et de Pavie il n'y a qu'une journée à la grande ville de Milan qui n'est point fortifiée, et qui envoie toujours ses clefs à quiconque a passé le Tésin, mais qui a un château très-fort et capable de résister long-temps. Pour s'emparer de ce pays, il ne faut que marcher en force. Pour le garder, il faut veiller à droite et à gauche sur une vaste étendue de terrain, être maître du corps du Pô, depuis Casal jusqu'à Crémone, et garder l'Oglio, rivière qui tombe des Alpes du Tirol, ou bien avoir au moins Lodi, Cremona et Pizzighitona pour fermer le chemin aux allemands qui peuvent arriver du Trentin par ce côté. Il faut enfin sur-tout avoir la communication libre par les derrières avec la rivière de Gênes, c'est-à-dire, avec ce chemin étroit qui conduit le long de la mer, depuis Antibes par Monaco, Vintimille, afin d'avoir une retraite en cas de malheur. Tous les postes de ce pays sont connus et marqués par autant de combats que le territoire de Flandres. Les français et les espagnols se trouvaient sur la fin de l'année 1745, maîtres du Montferrat, de l'alexandrin, du tortonnois, du pays derrière Gênes, qu'on nomme les fiefs impériaux de la Lomeline, du Pavésan, du Losédan, de Milan, de presque tout le Milanais, de Parme et de Plaisance. Tous ces succès s'étaient suivis rapidement, comme ceux du roi de France dans les Pays-Bas, et du prince *édouard* dans

l'écosse, tandis que le roi de Prusse de son côté battait au fond de l'Allemagne les troupes autrichiennes. Mais il arriva en Italie précisément la même chose qu'on avait vue en Bohême au commencement de cette guerre. Les apparences les plus heureuses couvraient les plus grandes calamités. Le sort du roi de Prusse était, en faisant la guerre, de nuire beaucoup à la maison d'Autriche, et en faisant la paix, de nuire tout autant à la maison de France. Sa paix de Breslau avait fait perdre la Bohême. Sa paix de Dresde fit perdre l'Italie. à peine l'impératrice reine fut-elle délivrée pour la seconde fois de cet ennemi, qu'elle fit passer de nouvelles troupes en Italie par le Tirol et le Trentin, pendant l'hyver de 1746. L'infant *Dom Philippe* possédait Milan, mais il n'avait pas le château. Sa mere, la reine d'Espagne, lui ordonnait absolument de l'attaquer. Le maréchal de *Maillebois* écrivit au mois de décembre 1745 : *je prédis une destruction totale, si on s'obstine à rester dans le Milanais.* le conseil d'Espagne s'y obstina, et tout fut perdu. Les troupes de l'impératrice reine d'un côté, les piémontaises de l'autre, gagnèrent du terrain par-tout. Des places perdues, des échecs redoublés diminuèrent l'armée française et espagnole ; et enfin la fatale journée de Plaisance la réduisit à sortir avec peine de l'Italie dans un état déplorable. Le prince de *Lichtenstein* commandait l'armée de l'impératrice reine. Il était encore à la fleur de son âge ; on l'avait vu ambassadeur du pere de l'impératrice à la cour de France, dans une plus grande jeunesse, et il y avait acquis l'estime générale. Il la mérita encore davantage le jour de la bataille de Plaisance, par sa conduite et par son courage ; car se trouvant dans le même état de maladie et de langueur où l'on avait vu le maréchal de *Saxe* à la bataille de Fontenoi, il surmonta comme lui l'excès de son mal, pour accourir à cette bataille, et il la gagna d'une maniere aussi complete. Ce fut la plus longue et une des plus sanglantes de toute la guerre. Le maréchal de *Maillebois* attaqua trois heures avant le jour, et fut long-temps vainqueur à son aile droite qu'il commandait ; mais l'aile gauche de cette armée ayant été enveloppée par un nombre supérieur d'autrichiens, et le général d' *Arembourre* blessé et pris, cette aile gauche fut entièrement défaite, et on fut obligé après neuf heures de combat de se retirer sous Plaisance. Si on combattait de près comme autrefois, une mêlée de neuf heures de bataillon contre bataillon, d'escadron contre escadron, et d'homme contre homme, détruirait les armées entieres, et l'Europe serait dépeuplée par le nombre prodigieux de combats qu'on a livrés de nos jours ; mais dans ces batailles, comme je l'ai déjà remarqué, on ne se mêle presque jamais. Le fusil et le canon sont moins meurtriers que ne l'étaient autrefois la pique et l'épée. On est très-long-temps même sans tirer, et dans le terrain coupé d'Italie, on tire entre des haies. On consume du temps à s'emparer d'une cassine ; à pointer son canon ; à se former et à se réformer ; ainsi neuf heures de combat ne font pas neuf heures de destruction. La perte des espagnols, des français et de quelques régiments napolitains, fut cependant de plus de huit mille hommes tués ou blessés, et on leur fit quatre mille prisonniers.

Enfin l'armée du roi de Sardaigne arriva, et alors le danger redoubla ; toute l'armée des trois couronnes de France, d'Espagne et de Naples, courait risque d'être prisonnière. Dans ces tristes conjonctures, l'infant *dom Philippe* reçut une nouvelle qui devait, selon toutes les apparences, mettre le comble à tant d'infortunes. C'était la mort de *Philippe V*, roi d'Espagne, son pere. Ce monarque, après avoir autrefois essuyé beaucoup de revers, et s'être vu deux fois obligé d'abandonner sa capitale, avait régné paisiblement en Espagne ; et s'il n'avait pu rendre à cette monarchie la splendeur où elle fut sous *Philippe Second*, il l'avait mise du moins dans un état plus florissant qu'elle n'avait été sous *Philippe Iv* et sous *Charles Ii*. Il n'y avait que la dure nécessité de voir toujours Gibraltar et Minorque, et le commerce de l'Amérique espagnole entre les mains des anglais, qui eût continuellement traversé le bonheur de son administration. La conquête d'Oran sur les maures en 1732, la couronne de Naples et Sicile enlevée aux autrichiens, et affermie sur la tête de son fils *dom Carlos*, avait signalé son regne, et il se flattait avec apparence, quelque temps avant sa mort, de voir le Milanais, Parme et Plaisance soumis à l'infant *dom Philippe*, son autre fils de son second mariage avec la princesse de Parme. Précipité comme les autres princes dans ces grands mouvements qui agitent presque toute l'Europe, il avait senti plus que personne le néant de la grandeur, et la douloureuse nécessité de sacrifier tant de milliers d'hommes à des intérêts qui changent tous les jours. Dégouté du trône, il l'avait abdiqué pour son premier fils *dom Louis*, et l'avait repris après la mort de ce prince ; toujours prêt à le quitter, et n'ayant éprouvé par sa complexion mélancolique, que l'amertume attachée à la condition humaine, même dans la puissance absolue. La nouvelle de sa mort arrivée à l'armée après sa défaite, augmenta l'embarras où l'on était. On ne savait pas encore si *Ferdinand Vi*, successeur de *Philippe V*, ferait pour un frere d'un second mariage, ce que *Philippe V* avait fait pour un fils. Ce qui restait de cette florissante armée des trois couronnes courait risque plus que jamais d'être enfermé sans ressource. Elle était entre le Pô, le Lambro, le Tidone et la Trébie. Se battre en rase campagne, ou dans un poste, contre une armée supérieure, est très-ordinaire. Sauver des troupes vaincues et enfermées, est très-rare ; c'est l'effort de l'art militaire. Le comte de *Maillebois*, fils du maréchal, osa proposer de se retirer en combattant. Il se chargea de l'entreprise, la dirigea sous les yeux de son pere, et en vint à bout. L'armée des trois couronnes passa toute entière en un jour et une nuit sur trois ponts, avec quatre mille mulets chargés, et mille chariots de vivres, et se forma le long du Tidone. Les mesures étaient si bien prises, que le roi de Sardaigne et les autrichiens ne purent l'attaquer que quand elle put se défendre. Les français et les espagnols soutinrent une bataille longue et opiniâtre, pendant laquelle ils ne furent point entamés. Cette journée, plus estimée des juges de l'art, qu'éclatante aux yeux du vulgaire, fut comptée pour une journée heureuse, parce que l'on remplit l'objet proposé ; cet objet était triste, c'était de se retirer par Tor-

tone, et de laisser au pouvoir de l'ennemi Plaisance et tout le pays. En effet le lendemain de cette étrange bataille, Plaisance se rendit, et plus de trois mille malades y furent faits prisonniers de guerre. De toute cette grande armée qui devait subjuguier l'Italie, il ne resta enfin que seize mille hommes effectifs à Tortone. La même chose était arrivée du temps de *Louis XIV* après la journée de Turin. *François Premier*, *Louis XII*, *Charles VIII* avaient essuyé les mêmes disgraces. Grandes leçons toujours inutiles. On se retira bientôt à Gavi vers les confins des génois. L'infant et le duc de Modene allèrent dans Gênes ; mais, au lieu de la rassurer, ils en augmentèrent les alarmes. Gênes était bloquée par les escadres anglaises. Il n'y avait pas de quoi nourrir le peu de cavalerie qui restait encore. Quarante mille autrichiens, et vingt mille piémontais approchaient : si on restait dans Gênes, on pouvait la défendre : mais on abandonnait le comté de Nice, la Savoie, la Provence. Un nouveau général espagnol, le marquis de la *Mina* , était envoyé pour sauver les débris de l'armée. Les génois le suppliaient, mais ils ne purent rien obtenir. Gênes n'est pas une ville qui doive comme Milan porter ses clefs à quiconque approche d'elle avec une armée ; outre son enceinte, elle en a une seconde de plus de deux lieues d'étendue, formée sur une chaîne de rochers. Par delà cette double enceinte l'Apennin lui sert par-tout de fortification. Le poste de la Bocchetta, par où les ennemis s'avançaient, avait toujours été réputé imprenable. Cependant les troupes qui gardaient ce poste, ne firent aucune résistance, et allèrent se réjoindre aux débris de l'armée française et espagnole, qui se retiraient par Vintimille. La consternation des génois ne leur permit pas de tenter seulement de se défendre. Ils avaient une grosse artillerie, l'ennemi n'avait point de canon de siege ; mais ils n'attendirent pas que ce canon arrivât, et la terreur les précipita dans toutes les extrémités qu'ils craignaient. Le sénat envoya précipitamment quatre sénateurs dans les défilés des montagnes, où campaient les autrichiens pour recevoir du général *Brown* et du marquis de *Botta* , d' *Adorno* milanais, lieutenant-général de l'impératrice-reine, les loix qu'ils voudraient bien donner. Ils se soumirent à remettre leur ville dans vingt-quatre heures ; à rendre prisonniers leurs soldats, les français et les espagnols ; à livrer tous les effets qui pourraient appartenir à des sujets de France, d'Espagne et de Naples. On stipula que quatre sénateurs se rendraient en otage à Milan ; qu'on paierait sur le champ cinquante mille génoines qui font environ quatre cents mille livres de France, en attendant les taxes qu'il plairait au vainqueur d'imposer. On se souvenait que *Louis XIV* avait exigé autrefois que le doge de Gênes vint lui faire des excuses à Versailles avec quatre sénateurs. On en ajouta deux pour l'impératrice-reine ; mais elle mit sa gloire à refuser ce que *Louis XIV* avait exigé. Elle crut qu'il y avait peu d'honneur à humilier les faibles, et ne songea qu'à tirer de Gênes de fortes contributions dont elle avait plus de besoin que du vain honneur de voir le doge de la petite république de Gênes avec six génois aux pieds du trône impérial. Gênes fut taxée à

vingt-quatre millions de livres. C'était la ruiner entièrement. Cette république ne s'était pas attendue, quand la guerre commença pour la succession de la maison d'Autriche, qu'elle en serait la victime ; mais dès qu'on arme dans l'Europe, il n'y a point de petit état qui ne doive trembler. La puissance autrichienne accablée en Flandres, mais victorieuse dans les Alpes, n'était plus embarrassée que du choix des conquêtes qu'elle pouvait faire vers l'Italie. Il paraissait également aisé d'entrer dans Naples ou dans la Provence : il lui eût été plus facile de garder Naples. Le conseil autrichien crut qu'après avoir pris Toulon et Marseille, il réduirait les deux Siciles facilement, et que les français ne pourraient plus repasser les Alpes. Le 28 octobre 1746, le maréchal de *Maillebois*

était sur le Var qui sépare la France du Piémont. Il n'avait pas onze mille hommes. Le marquis de la *Mina* n'en ramenait pas neuf mille. Le général espagnol se sépara alors des français, tourna vers la Savoie par le Dauphiné ; car les espagnols étaient toujours maîtres de ce duché, et ils voulaient le conserver en abandonnant le reste. Les vainqueurs passèrent le Var, au nombre de près de quarante mille hommes. Les débris de l'armée française se retiraient dans la provence, manquant de tout, la moitié des officiers à pied ; point d'approvisionnement, point d'outils pour rompre les ponts, peu de vivres. Le clergé, les notables, les peuples couraient au devant des détachemens autrichiens pour leur offrir des contributions, et être préservés du pillage. Tel était l'effet des révolutions d'Italie, pendant que les armées françaises conquéraient les Pays-Bas, et que le prince *Charles édouard*, dont nous parlerons, avoit pris et perdu l'écosse.

Chapitre 20

Chapitre 20

les autrichiens et les piémontais entrent en Provence, les anglais en Bretagne. Révolutions dans Gênes, etc.

l'incendie qui avait commencé vers le Danube, et presque aux portes de Vienne, et qui d'abord avait semblé ne devoir durer que peu de mois, était parvenu après six ans sur les côtes de France ; presque toute la provence était en proie aux autrichiens. D'un côté leurs partis désolaient le Dauphiné ; de l'autre ils passaient au delà de la Durance. Vence et Grace furent abandonnées au pillage ; les anglais faisaient des descentes dans la Bretagne, et leurs escadres allaient devant Toulon et Marseille aider leurs alliés à prendre ces deux villes ; tandis que d'autres escadres attaquaient les possessions françaises en Asie et en Amérique. Il fallait sauver la Provence ; le maréchal de *Belle-Isle* y fut envoyé, mais d'abord sans argent et sans armée. C'était à lui à réparer les maux d'une guerre universelle, que lui seul avait allumée. Il ne vit que la désolation, des miliciens effrayés, des débris de régiments sans discipline, qui s'arrachaient le foin et la paille : les mulets des vivres mouraient faute de nourriture, les ennemis avaient tout rançonné et tout dévoré du Var à la rivière d'Argens et de la Durance. L'infant *dom Philippe* et le duc de *Modene* étaient dans la ville d'Aix En Provence, où ils attendaient les efforts que feraient la France et l'Espagne pour sortir de cette situation cruelle. Les ressources étaient encore éloignées, les dangers et les besoins pressaient ; le maréchal eut beaucoup de peine à emprunter en son nom cinquante mille écus pour subvenir aux plus pressants besoins. Il fut obligé de faire les fonctions d'intendant et de munitionnaire. Ensuite à mesure que le gouvernement lui envoyait quelques bataillons et quelques escadrons, il prenait des postes par lesquels il arrêtaient les autrichiens et les piémontais. D'un côté il couvrit Castellane, Draguignan et Brignoles, dont l'ennemi allait se rendre maître. Enfin, au commencement de janvier 1747, se trouvant fort de soixante bataillons et de vingt-deux escadrons, et

secondé du marquis de la *Mina* , qui lui fournit quatre à cinq mille espagnols, il se vit en état de pousser de poste en poste les ennemis hors de la Provence. Ils étaient encore plus embarrassés que lui, car ils manquaient de subsistance. Ce point essentiel est ce qui rend la plupart des invasions infructueuses. Ils avaient d'abord tiré toutes leurs provisions de Gênes ; mais la révolution inouïe qui se faisait pour lors dans Gênes, et dont il n'y a point d'exemples dans l'histoire, les priva d'un secours nécessaire, et les força de retourner en Italie.

Chapitre 21

Chapitre 21

révolution de Gênes.

il se faisait alors dans Gênes un changement aussi important qu'imprévu. Les autrichiens usaient avec rigueur du droit de la victoire ; les génois ayant épuisé leurs ressources, et donné tout l'argent de leur banque de st George, pour payer seize millions, demandèrent grace pour les huit autres : mais on leur signifia le 30 novembre 1746, de la part de l'impératrice reine, que non-seulement il les fallait donner, mais qu'il fallait payer encore environ autant pour l'entretien de neuf régiments répandus dans le fauxbourg de saint Pierre des arènes, de Bisagno, et dans les villages circonvoisins. à la publication de ces ordres, le désespoir saisit tous les habitants ; leur commerce était miné, leur crédit perdu, leur banque épuisée, les magnifiques maisons de campagne qui embellissaient les dehors de Gênes, pillées, les habitants traités en esclaves par le soldat ; ils n'avaient plus à perdre que la vie, et il n'y avait point de génois qui ne parût enfin résolu à la sacrifier plutôt que de souffrir plus long-temps un traitement si honteux et si rude. Gênes captive comptait encore parmi ses disgraces la perte du royaume de Corse si long-temps soulevé contre elle, et dont les mécontents seraient sans doute appuyés pour jamais par ses vainqueurs. La Corse qui s'était plainte d'être opprimée par Gênes, comme Gênes l'était par les autrichiens, jouissait dans ce chaos de révolutions de l'infortune de ses maîtres. Ce surcroit d'afflictions n'était que pour le sénat ; en perdant la Corse, il ne perdait qu'un fantôme d'autorité, mais le reste des génois était en proie aux afflictions réelles qu'entraîne la misère. Quelques sénateurs fomentaient sourdement et avec habileté les résolutions désespérées que les habitants semblaient disposés à prendre. Ils avaient besoin de la plus grande circonspection ; car il était vraisemblable qu'un soulèvement téméraire et mal soutenu ne produirait que la destruction du sénat et de la ville. Les émissaires des sénateurs se contentaient de dire aux plus accrédités du peuple ; " jusqu'à quand attendrez

vous que les autrichiens viennent vous égorger entre les bras de vos femmes et de vos enfans, pour vous arracher le peu de nourriture qui vous reste ? Leurs troupes sont dispersées hors de l'enceinte de vos murs ; il n'y a dans la ville que ceux qui veillent à la garde de vos portes ; vous êtes ici plus de trente mille hommes capables d'un coup de main : ne vaut-il pas mieux mourir que d'être les spectateurs des ruines de votre patrie ? " mille discours pareils animaient le peuple, mais il n'osait encore remuer, et personne n'osait arborer l'étendard de la liberté. Les autrichiens tiraient de l'arsenal de Gênes des canons et des mortiers pour l'expédition de Provence, et ils faisaient servir les habitants à ce travail. Le peuple murmurait, mais il obéissait. Un capitaine autrichien ayant rudement frappé un habitant qui ne s'empressait pas assez, ce moment fut un signal auquel le peuple s'assembla, s'émut, et s'arma en un moment de tout ce qu'il put trouver ; pierres, batons, épées, fusils, instruments de toute espece. Ce peuple qui n'avait pas eu seulement la pensée de défendre sa ville, quand les ennemis en étaient encore éloignés, la défendit quand ils en étaient les maîtres. Le marquis de *Botta* qui était à saint Pierre des arènes, crut que cette émeute du peuple se ralentirait d'elle-même, et que la crainte reprendrait bientôt la place de cette fureur passagere. Le lendemain il se contenta de renforcer les gardes des portes, et d'envoyer quelques détachements dans les rues. Le peuple attroupé en plus grand nombre que la veille, courait au palais du doge demander les armes qui sont dans ce palais, le doge ne répondit rien : les domestiques indiquèrent un autre magasin ; on y court, on l'enfonce, on s'arme ; une centaine d'officiers se distribuent dans la place ; on se barricade dans les rues, et l'ordre qu'on tâche de mettre, autant qu'on le peut dans ce bouleversement subit et furieux, n'en ralentit point l'ardeur. Il semble que dans cette journée et dans les suivantes la consternation qui avait si long-temps atterré l'esprit des génois, eût passé dans les allemands. Ils ne tenterent pas de combattre le peuple avec des troupes régulières ; ils laisserent les soulevés se rendre maîtres de la porte saint Thomas et de la porte saint Michel. Le sénat qui ne savait encore si le peuple soutiendrait ce qu'il avait si bien commencé, envoya une députation au général autrichien dans saint Pierre des arènes. Le marquis de *Botta*

négozia lorsqu'il fallait combattre. Il dit aux sénateurs qu'ils armassent les troupes génoises laissées désarmées dans la ville, et qu'ils les joignissent aux autrichiens pour tomber sur les rebelles au signal qu'il ferait. Mais on ne devait pas s'attendre que le sénat de Gêne se joignît aux oppresseurs de la patrie, pour accabler ses défenseurs, et pour achever sa perte. Les allemands comptant sur les intelligences qu'ils avaient dans la ville, s'avancerent à la porte de Bisagno par le fauxbourg qui porte ce nom, mais ils y furent reçus par des salves de canon et de mousqueterie. Le peuple de Gênes composait alors une armée : on battait la caisse dans la ville au nom du peuple, et on ordonnait, sous peine de la vie, à tous les citoyens

de sortir en armes hors de leurs maisons, et de se ranger sous les drapeaux de leurs quartiers. Les allemands furent attaqués à la fois dans le fauxbourg de Bisagno et dans celui de saint Pierre des arènes ; le tocsin sonnait en même temps dans tous les villages des vallées, les paysans s'assemblerent au nombre de vingt-mille. Un prince *Doria* , à la tête du peuple, attaque le marquis de *Botta* dans saint Pierre des arènes ; le général et ses neuf régiments se retirèrent en désordre. Ils laissèrent quatre mille prisonniers et près de mille morts, tous leurs magasins, tous leurs équipages, et allèrent au poste de la Bocchetta poursuivis sans cesse par de simples paysans, et forcés enfin d'abandonner ce poste, et de fuir jusqu'à Gavi. C'est ainsi que les autrichiens perdirent Gênes, pour avoir trop méprisé et accablé le peuple, et pour avoir eu la simplicité de croire que le sénat se joindrait à eux, contre les habitants qui secouraient le sénat même. L'Europe vit avec surprise qu'un peuple faible, nourri loin des armes ; et que ni son enceinte de rochers, ni les rois de France, d'Espagne, de Naples, n'avaient pu sauver du joug des autrichiens, l'eût brisé sans aucun secours, et eût chassé ses vainqueurs. Il y eut dans ces tumultes beaucoup de brigandages, le peuple pilla plusieurs maisons appartenantes aux sénateurs soupçonnés de favoriser les autrichiens. Mais ce qui fut le plus étonnant dans cette révolution, c'est que ce même peuple qui avait quatre mille de ses vainqueurs dans ses prisons, ne tourna point ses forces contre ses maîtres. Il avait des chefs, mais ils étaient indiqués par le sénat ; et, parmi eux, il ne s'en trouva point d'assez considérable, pour usurper long-tems l'autorité. Le peuple choisit trente-six citoyens pour se gouverner ; mais il y ajouta quatre sénateurs, *Grimaldi*, *Scaglia*, *Lomellini*, *Fornari*, et ces quatre nobles rendaient secrètement compte au sénat qui paraissait ne se mêler plus du gouvernement, mais il gouvernait en effet ; il faisait désavouer à Vienne la révolution qu'il fomentait à Gênes, et dont il redoutait la plus terrible vengeance. Son ministre, dans cette cour, déclara que la noblesse génoise n'avait aucune part à ce changement qu'on appelait révolte. Le conseil de Vienne agissant encore en maître, et croyant être bientôt en état de reprendre Gênes, lui signifia que le sénat eût à faire payer incessamment les huit millions restants de la somme à laquelle on l'avait condamné, à en donner trente pour les dommages causés à ses troupes, à rendre tous les prisonniers, à faire justice des séditions. Ces loix, qu'un maître irrité aurait pu donner à des sujets rebelles et impuissans, ne firent qu'affermir les génois dans la résolution de se défendre, et dans l'espérance de repousser de leur territoire ceux qu'ils avaient chassés de la capitale. Quatre mille autrichiens, dans les prisons de Gênes, étaient encore des otages qui les rassuraient. Cependant les autrichiens, aidés des piémontais, en sortant de Provence, menaçaient Gênes de rentrer dans ses murs. Un des généraux autrichiens avait déjà renforcé ses troupes de soldats albanais, accoutumés à combattre au milieu des rochers. Ce sont les anciens épirotes qui passent encore pour être aussi bons guerriers que leurs ancêtres. Il eut ces épi-

rotes par le moyen de son oncle, ce fameux *Shullembourg* qui, après avoir résisté au roi de Suede *Charles Xii* , avait défendu Corfou contre l'empire ottoman. Les autrichiens repassèrent donc la Bocchetta ; ils resserraient Gênes d'assez près ; la campagne, à droite et à gauche, était livrée à la fureur des troupes irrégulières, au saccagement et à la dévastation. Gênes était consternée, et cette consternation même y produisait des intelligences avec ses oppresseurs ; et pour comble de malheur, il y avait alors une grande division entre le sénat et le peuple. La ville avait des vivres, mais plus d'argent ; et il fallait dépenser dix-huit mille florins par jour pour entretenir les milices qui combattaient dans la campagne, ou qui gardaient la ville. La république n'avait ni aucunes troupes régulières aguerries, ni aucun officier expérimenté. Nul secours n'y pouvait arriver que par mer, et encore au hasard d'être pris par une flotte anglaise, conduite par l'amiral *Medley* , qui dominait sur les côtes. Le roi de France fit d'abord tenir au sénat un million, par un petit vaisseau qui échappa aux anglais. Les galeres de Toulon et de Marseille partent chargées d'environ six mille hommes. On relâcha en Corse et à Monaco à cause d'une tempête, et sur-tout de la flotte anglaise. Cette flotte prit six bâtimens qui portaient environ mille soldats ; mais enfin le reste entra dans Gênes au nombre d'environ quatre mille cinq cents français qui firent renaître l'espérance. Bientôt après, le duc de *Boufflers* arrive et vient commander les troupes qui défendent Gênes, et dont le nombre augmente de jour en jour. Il fallut que ce général passât dans une barque, et trompât la flotte de l'amiral *Medley* . Le duc de *Boufflers* se trouvait à la tête d'environ huit mille hommes de troupes régulières, dans une ville bloquée, qui s'attendait à être bientôt assiégée : il y avait peu d'ordre, peu de provisions, point de poudre ; les chefs du peuple étaient peu soumis au sénat. Les autrichiens conservaient toujours quelques intelligences ; le duc de *Boufflers* eut d'abord autant d'embarras avec ceux qu'il venait défendre, qu'avec ceux qu'il venait combattre. Il mit l'ordre par-tout ; des provisions de toute espece aborderent en sûreté, moyennant une rétribution qu'on donnait en secret à des capitaines de vaisseaux anglais, tant l'intérêt particulier sert toujours à faire ou à réparer les malheurs publics. Les autrichiens avaient quelques moines dans leur parti ; on leur opposa les mêmes armes avec plus de forces : on engagea les confesseurs à refuser l'absolution à quiconque balançait entre la patrie et les ennemis. Un hermite se mit à la tête des milices qu'il encourageait par son enthousiasme, en leur parlant, et par son exemple, en combattant. Il fut tué dans un de ces petits combats qui se donnoient tous les jours, et mourut en exhortant les génois à se défendre. Les dames génoises mirent en gage leurs pierreries chez les juifs pour subvenir aux frais des ouvrages nécessaires. Mais le plus puissant de ces encouragements fut la valeur des troupes françaises, que le duc de *Boufflers* employait souvent à attaquer les ennemis dans leurs postes au delà de la double enceinte de Gênes. On réussit dans presque tous ces petits combats dont le détail attirait alors l'attention,

et qui se perdent ensuite parmi des événements innombrables. La cour de Vienne ordonna enfin qu'on levât le blocus : le duc de *Boufflers* ne jouit point de ce bonheur et de cette gloire ; il mourut de la petite vérole le jour même que les ennemis se retiraient. Il était fils du maréchal de *Boufflers* , ce général si estimé sous *Louis XIV* , homme vertueux, bon citoyen ; et le duc avait les qualités de son pere. Gênes n'était pas alors pressée, mais elle était toujours très-menacée par les piémontais, maîtres de tous les environs ; par la flotte anglaise qui bouchait ses ports ; par les autrichiens qui revenaient des Alpes fondre sur elle. Il fallait que le maréchal de *Belle-Isle* descendît en Italie ; c'est ce qui était d'une extrême difficulté. Gênes devait à la fin être accablée, le royaume de Naples exposé, toute espérance ôtée à *dom Philippe* de s'établir en Italie. Le duc de *Modene* , en ce cas paraissait sans ressource. *Louis XV* ne se rebuta pas. Il envoya à Gênes le duc de *Richelieu* , de nouvelles troupes, et de l'argent. Le duc de *Richelieu* arrive dans un petit bâtiment, malgré la flotte anglaise : ses troupes passent à la faveur de la même manœuvre. La cour de Madrid seconde ses efforts : elle fait passer à Gênes environ trois mille hommes ; elle promet deux cents cinquante mille livres par mois aux génois, mais le roi de France les donne : le duc de *Richelieu* repousse les ennemis dans plusieurs combats, fait fortifier tous les postes, met les côtes en sûreté. Alors la cour d'Angleterre s'épuisait pour faire tomber Gênes, comme celle de France pour la défendre. Le ministere anglais donne cent cinquante mille livres sterlings à l'impératrice reine, et autant au roi de Sardaigne pour entreprendre le siege de Gênes. Les anglais perdirent leurs avances : le maréchal de *Belle-Isle* , après avoir pris le comté de Nice, tenait les autrichiens et les piémontais en alarmes. S'ils faisaient le siege de Gênes, il tombait sur eux : ainsi étant encore arrêté par eux, il les arrêta.

Chapitre 22

Chapitre 22

combat d'Exiles funeste aux français.

pour pénétrer en Italie malgré les armées d'Autriche et de Piémont, quel chemin fallait-il prendre ? Le général espagnol *la Mina*, voulait qu'on tirât à Final, par ce chemin de la côte du Ponent, où l'on ne peut aller qu'un à un ; mais il n'avait ni canons ni provisions : transporter l'artillerie française, garder une communication de près de quarante marches par une route aussi serrée qu'escarpée, où tout doit être porté à dos de mulet : être exposé sans cesse au canon des vaisseaux anglais ; de telles difficultés paraissaient insurmontables. On proposait la route de Démont et de Coni ; mais assiéger Coni, était une entreprise dont tout le danger était connu. On se détermina pour la route du col de l'Exiles, à près de vingt-cinq lieues de Nice, et on résolut d'emporter cette place. Cette entreprise n'était pas moins hasardeuse ; mais on ne pouvait choisir qu'entre des périls. Le comte de *Belles-Isle* saisit avidement cette occasion de se signaler : il avait autant d'audace pour exécuter un projet, que de dextérité pour le conduire ; homme infatigable dans le travail du cabinet, et dans celui de la campagne. Il part donc et prend son chemin, en retournant vers le Dauphiné, et s'enfonçant ensuite vers le col de l'Assiette sur le chemin d'Exiles : c'est-là que vingt et un bataillons piémontais l'attendaient derriere des retranchements de pierre et de bois, hauts de dix-huit pieds sur treize pieds de profondeur, et garnis d'artillerie. Pour emporter ces retranchements, le comte de *Belle-Isle* avait vingt-huit bataillons et sept canons de campagne, qu'on ne put guere placer d'une maniere avantageuse. On s'enhardissait à cette entreprise par le souvenir des journées de Montalban et de Château-Dauphin, qui semblaient justifier tant d'audace. Il n'y a jamais d'attaques entièrement semblables, et il est plus difficile encore et plus meurtrier d'attaquer des palissades qu'il faut arracher avec les mains sous un feu plongeant et continu, que de gravir et de combattre sur des rochers ; et enfin ce qu'on doit compter

pour beaucoup, les piémontais étaient très-aguerris, et on ne pouvait mépriser des troupes que le roi de Sardaigne avait commandées. L'action dura deux heures, c'est-à-dire, que les piémontais tuèrent deux heures de suite, sans peine et sans danger tous les français qu'ils choisirent. Monsieur D' *Arnaud*, maréchal de camp, qui menait une division, fut blessé à mort des premiers avec Monsieur De *Crille*, major général de l'armée. Parmi tant d'actions sanglantes qui signalèrent cette guerre de tous côtés, ce combat fut un de ceux où l'on eut le plus à déplorer la perte prématurée d'une jeunesse florissante, inutilement sacrifiée. Le comte de *Goas*, colonel de Bourbonnais, y périt; le marquis de *Donge*, colonel de Soissonnais, y reçut une blessure dont il mourut six jours après. Le marquis de *Brienne*, colonel d'Artois, ayant eu un bras emporté, retourna aux palissades, en disant : il m'en reste un autre pour le service du roi, et il fut frappé à mort. On compta 3695 morts, et 1606 blessés; fatalité contraire à l'événement de toutes les autres batailles, où les blessés sont toujours le plus grand nombre. Celui des officiers qui périt fut très-grand; tous ceux du Bourbonnais furent blessés ou moururent, et les piémontais ne perdirent pas cent hommes. *Belle -Isle* désespéré, arrachait les palissades; et blessé aux deux mains, il tirait des bois encore avec les dents, quand enfin il reçut le coup mortel. Il avait dit souvent qu'il ne fallait pas qu'un général survécût à sa défaite, et il ne prouva que trop que ce sentiment était dans son cœur. Les blessés furent menés à Briançon, où l'on ne s'était pas attendu au désastre de cette journée. Monsieur D' *Audifret*, lieutenant de roi, vendit sa vaisselle d'argent pour secourir les malades : sa femme prête d'accoucher, prit elle-même le soin des hôpitaux, pansa de ses mains les blessés, et mourut en s'acquittant de ce pieux office; exemple aussi triste que noble, et qui mérite d'être consacré dans l'histoire.

Chapitre 23

Chapitre 23

le roi de France, maître de la Flandre, et victorieux, propose en vain la paix. Prise du Brabant hollandais. Les conjonctures font un stadhouder.

dans ce fracas d'événements, tantôt malheureux, tantôt favorables, le roi victorieux en Flandres, était le seul souverain qui voulût la paix. Toujours en droit d'attaquer le territoire des hollandais, et toujours le menaçant, il crut les amener à son grand dessein, d'une pacification générale, en leur proposant un congrès dans une de leurs villes. On choisit Breda : le marquis de *Puisieux* y alla des premiers en qualité de plénipotentiaire. Les hollandais envoyèrent à Breda M De *Vassenaar*, sans avoir aucune vue déterminée. La cour d'Angleterre, qui ne penchait pas à la paix, ne put paraître publiquement la refuser. Le comte de *Sandwich*, petit fils, par sa mere, du fameux *Vilmot*, comte de *Rochester*, fut le plénipotentiaire anglais. Mais, tandis que les puissances auxiliaires de l'impératrice-reine avaient des ministres à ce congrès inutile, cette princesse n'y en eut aucun. Les hollandais devaient, plus que toute autre puissance, presser l'heureux effet de ces apparences pacifiques. Un peuple tout commerçant, qui n'était plus guerrier, qui n'avait ni bons généraux ni bons soldats, et dont les meilleures troupes étaient prisonnières en France, au nombre de plus de trente-cinq mille hommes, semblait n'avoir d'autre intérêt que de ne pas attirer sur son terrain l'orage qu'il avait vu fondre sur la Flandre. La Hollande n'était plus même une puissance maritime ; les amirautés ne pouvaient pas alors mettre en mer vingt vaisseaux de guerre. Les régents sentaient tous, que si la guerre entamait leurs provinces, ils seraient forcés de se donner un stadhouder, et par conséquent un maître. Les magistrats d'Utrecht, de Dordrecht, de la Brille, avaient toujours insisté pour la neutralité ; quelques membres de la république étaient ouvertement de cet avis. En un mot, il est certain que si les états-généraux avaient pris la ferme résolution de pacifier l'Europe, ils en seraient venus à bout ; ils auraient joint cette gloire à celle

d'avoir fait autrefois, d'un si petit pays, un état puissant et libre ; et cette gloire a été long-temps dans leurs mains : mais le parti anglais et le préjugé général prévalurent. Je ne crois pas qu'il y ait un peuple qui revienne plus difficilement de ces anciennes impressions, que la nation hollandaise. L'irruption de *Louis XIV*, et l'année 1672, étaient encore dans leurs cœurs ; et j'ose dire que je me suis aperçu plus d'une fois que leur esprit, frappé de la hauteur ambitieuse de *Louis XIV*, ne pouvait concevoir la modération de *Louis XV*. Ils ne la crurent jamais sincère : on regardait toutes ses démarches pacifiques, et tous ses ménagements, tantôt comme des preuves de faiblesse, tantôt comme des pièges. Le roi qui ne pouvait les persuader, fut forcé de conquérir une partie de leur pays pendant la tenue d'un congrès inutile : il fit entrer ses troupes dans la Flandre hollandaise ; c'est un démembrement des domaines de cette même Autriche, dont ils prenaient la défense : il commence une lieue au dessous de Gand, et s'étend à droite et à gauche ; d'un côté à Midelbourg sur la mer, de l'autre jusqu'au dessous d'Anvers sur l'Escaut. Il est garni de petites places d'un difficile accès, et qui auraient pu se défendre. Le roi, avant de prendre cette province, poussa encore les ménagements jusqu'à déclarer aux états généraux, qu'il ne regardait ces places que comme un dépôt, qu'il s'engageait à restituer si-tôt que les hollandais cesseraient de fomenter la guerre, en accordant des passages et des secours d'hommes et d'argent à ses ennemis. On ne sentit point cette indulgence, on ne vit que l'irruption ; et la marche des troupes françaises fit un stadhouder. Il arriva précisément ce que l'abbé de *La Ville*, dans le temps qu'il faisait les fonctions d'envoyé en Hollande, avait dit à plusieurs seigneurs des états qui refusaient toute conciliation, et qui voulaient changer la forme du gouvernement : *ce ne sera pas vous, ce sera nous qui vous donnerons un maître.*

tout le peuple, au bruit de l'invasion, demanda pour stadhouder le prince d'*Orange* ; la ville de Terver, dont il était seigneur, commença et le nomma ; toutes les villes de la Zelande suivirent ; Rotterdam, Delft, le proclamèrent ; il n'eût pas été sûr pour les régents de s'opposer à la multitude, ce n'était par-tout qu'un avis unanime. Tout le peuple de la Haye entoura le palais où s'assemblent les députés de la province de Hollande et de Vestfrise, la plus puissante des sept, qui seule paie la moitié des charges de tout l'état, et dont le pensionnaire est regardé comme le plus considérable personnage de la république. Il fallut dans l'instant, pour apaiser le peuple, arborer le drapeau d'*Orange* au palais et à l'hôtel-de-ville ; et deux jours après le prince fut élu. Le diplôme porta, *qu'en considération des tristes circonstances où l'on était, on nommait stadhouder, capitaine et amiral-général, Guillaume-Charles Henri Frizon, prince d'Orange, de la branche de Nassau Diest*, qu'on prononce *Dist*. Il fut bientôt reconnu par toutes les villes, et reçu en cette qualité à l'assemblée des états-généraux. Les termes dans lesquels la province de

Hollande avait conçu son élection, montraient trop que les magistrats l'avaient nommé malgré eux. On sait assez que tout prince veut être absolu, et que toute république est ingrate. Les provinces-unies qui devaient à la maison de *Nassau* la plus grande puissance où jamais un petit état soit parvenu, pûrent rarement établir ce juste milieu entre ce qu'ils devaient au sang de leurs libérateurs, et ce qu'ils devaient à leur liberté. *Louis XIV* en 1672, et *Louis XV* en 1747, ont créé deux stadhouders par la terreur ; et le peuple hollandais a rétabli deux fois ce stadhoudérat que la magistrature voulait détruire. Les régents avaient laissé, autant qu'ils avaient pu, le prince *Henri Frizon* d' *Orange* dans l'éloignement des affaires ; et même quand la province de Gueldres le choisit pour son stadhouder en 1722, quoique cette place ne fût qu'un titre honorable, quoiqu'il ne disposât d'aucun emploi, quoiqu'il ne pût, ni changer seulement une garnison, ni donner l'ordre, les états de Hollande écrivirent fortement à ceux de Gueldres, pour le détourner d'une résolution qu'ils appellaient funeste. Un moment leur ôta ce pouvoir dont ils avaient joui pendant près de cinquante années. Le nouveau stadhouder commença par laisser d'abord la populace piller et démolir les maisons des receveurs, tous parents et créatures des bourgmestres ; et quand on eut attaqué ainsi les magistrats par le peuple, on contint le peuple par les soldats. Le prince tranquille dans ces mouvements, se fit donner la même autorité qu'avait eue le roi *Guillaume* ; et assura mieux encore sa puissance à sa famille. Non-seulement le stadhoudérat devint l'héritage de ses enfants mâles, mais de ses filles et de leur postérité ; car, quelque temps après, on passa en loi qu'au défaut de la race masculine, une fille serait stadhouder et capitaine général, pourvu qu'elle fit exercer ces charges par son mari ; et en cas de minorité, la veuve d'un stadhouder doit avoir le titre de gouvernante, et nommer un prince pour faire les fonctions d'un stadhoudérat. Par cette révolution, les provinces-unies devinrent une espece de monarchie mixte, moins restreinte à beaucoup d'égards que celle d'Angleterre, de Suede, et de Pologne. Ainsi il n'arriva rien dans toute cette guerre de ce qu'on avait d'abord imaginé ; et tout le contraire de ce que les nations avaient attendu, arriva. L'entreprise, les succès et les malheurs du prince *Charles-édouard*

en Angleterre, furent peut-être le plus singulier de ces événements qui étonnerent l'Europe.

Chapitre 24

Chapitre 24

entreprise, victoires, défaite, malheurs déplorables du prince Charles-édouard-Stuard.

le prince *Charles-édouard* était fils de celui qu'on appelait le prétendant, ou le chevalier de *st George* . On sait assez que son grand'pere avait été détrôné par les anglais, son bisaïeul condamné à mourir sur un échafaud par ses propres sujets, sa quadrisaïeule livrée au même supplice par le parlement d'Angleterre. Ce dernier rejetton de tant de rois et de tant d'infortunés, consumait sa jeunesse auprès de son pere retiré à Rome. Il avait marqué plus d'une fois le desir d'exposer sa vie pour remonter au trône de ses peres. On l'avait appelé en France dès l'an 1742, et on avait tenté en vain de le faire débarquer en Angleterre. Il attendait dans Paris quelque occasion favorable, pendant que la France s'épuisait d'hommes et d'argent en Allemagne, en France et en Italie. Les vicissitudes de cette guerre universelle ne permettaient plus qu'on pensât à lui ; il était sacrifié aux malheurs publics. Ce prince s'entretenant un jour avec le cardinal de *Tencin* , à qui son pere avoit donné sa nomination au cardinalat pour un accord fait entre eux ; celui-ci lui dit : " que ne tentez-vous de passer sur un vaisseau vers le nord de l'écosse ? Votre seule présence pourra vous former un parti et une armée ; alors il faudra bien que la France vous donne des secours. " ce conseil hardi, conforme au courage de *Charles-édouard* , le détermina. Il ne fit confidence de son dessein qu'à sept officiers, les uns irlandais, les autres écossais, qui voulurent courir sa fortune. L'un d'eux s'adresse à un négociant de Nantes, nommé *Walsh* , fils d'un irlandais attaché à la maison *Stuard* . Ce négociant avoit une frégate de dix-huit canons, sur laquelle le prince s'embarqua le 12 juin 1745, n'ayant pour une expédition, dans laquelle il s'agissait de la couronne de la Grande Bretagne, que sept officiers, environ dix-huit cents sabres, douze cents fusils, et quarante-huit mille francs. La frégate était escortée d'un vaisseau du roi de soixante-quatre canons, nommé l'éli-

sabeth, qu'un armateur de Dunkerque avait armée en course. C'était alors l'usage que le ministre de la marine prêtât des vaisseaux de guerre aux armateurs et aux négociants qui payaient une somme au roi, et qui entretenaient l'équipage à leurs dépens pendant le temps de la course. Le ministre de la marine et le roi de France lui-même ignoraient à quoi ce vaisseau devait servir. Le 20 juin, l'élisabeth et la frégate voguant de conserve, rencontrèrent trois vaisseaux de guerre anglais, qui escortaient une flotte marchande. Le plus fort de ces vaisseaux qui était de 70 canons, se sépara du convoi pour aller combattre l'élisabeth, et par un bonheur qui semblait présager des succès au prince *édouard*, sa frégate ne fut point attaquée. L'élisabeth et le vaisseau anglais engagèrent un combat violent, et long et inutile. La frégate qui portait le petit fils de *Jacques II*, échappait et faisait force de voiles vers l'écosse. Le prince aborda d'abord dans une petite isle presque déserte au delà de l'Irlande, vers le cinquante-huitième degré. Il cingle au continent de l'écosse. Il débarque dans un petit canton, appelé le Moidart : quelques habitans auxquels il se déclara, se jetterent à ses genoux ; mais que pouvons-nous faire, lui dirent-ils ? Nous n'avons point d'armes, nous sommes dans la pauvreté, nous ne vivons que de pain d'avoine, et nous cultivons une terre ingrate. *je cultiverai cette terre avec vous*, répondit le prince, *je mangerai de ce pain, je partagerai votre pauvreté, et je vous apporte des armes.*

on peut juger si de tels sentiments et de tels discours attendrirent ces habitans. Il fut joint par quelques chefs des tribus de l'écosse. Ceux du nom de *Machdonall*, de *Lohill*, les *camerons*, les *frasers* vinrent le trouver. Ces tribus d'écosse, qui sont nommées *clans* dans la langue écossaise, habitent un pays hérissé de montagnes et de forêts dans l'étendue de plus de deux cents milles. Les trente-trois isles des Orcades, et les trente du Zetland sont habitées par les mêmes peuples qui vivent sous les mêmes loix. L'ancien habit romain militaire s'est conservé chez eux seuls, comme on l'a dit au sujet du régiment des montagnards écossais, qui combattit à la bataille de Fontenoi. On peut croire que la rigueur du climat, et la pauvreté extrême les endurcissent aux plus grandes fatigues ; ils dorment sur la terre ; ils souffrent la disette ; ils font de longues marches au milieu des neiges et des glaces. Chaque clan était soumis à son laird c'est-à-dire, son seigneur, qui avait sur elles le droit de juridiction, droit qu'aucun seigneur ne possède en Angleterre ; et ils sont d'ordinaire du parti que ce laird a embrassé. Cette ancienne anarchie, qu'on nomme le droit féodal, subsistait dans cette partie de la grande Bretagne stérile, pauvre, abandonnée à elle-même. Les habitans sans industrie, sans aucune occupation qui leur assurât une vie douce, étaient toujours prêts à se précipiter dans les entreprises qui les flattaient de l'espérance de quelque butin. Il n'en était pas ainsi de l'Irlande, pays plus fertile, mieux gouverné par la cour de Londres, et dans lequel on avait encouragé la culture des terres et des manufactures. Les irlandais

commençaient à être plus attachés à leur repos et à leurs possessions, qu'à la maison des *Stuarts* . Voilà pourquoi l'Irlande resta tranquille, et que l'écosse fut en mouvement. Depuis la réunion du royaume d'écosse à celui de l'Angleterre sous la reine *Anne* , plusieurs écossais qui n'étaient pas nommés membres du parlement de Londres, et qui n'étaient pas attachés à la cour par des pensions, étaient secrettement dévoués à la maison des *Stuarts* ; et en général les habitants des parties septentrionales, plutôt subjugués qu'unis, supportaient impatiemment cette réunion qu'ils regardaient comme un esclavage. Les clans des seigneurs attachés à la cour, comme des ducs d' *Argile* , d' *Athol* , de *Queensburi* , et d'autres, demeurèrent fideles au gouvernement : il en faut pourtant excepter un grand nombre qui furent saisis de l'enthousiasme de leurs compatriotes, et entraînés bientôt dans le parti d'un prince qui tirait son origine de leur pays, et qui excitait leur admiration et leur zele. Les sept hommes que le prince avait menés avec lui, étaient le marquis de *Tullibardine* , frere du duc d' *Athol* ; un *Makdonal*, *Thomas Sheridan* ; *Sullivan*, désigné maréchal des logis de l'armée qu'on n'avait pas ; *Kelli*,

irlandais, et *Strickland*, anglais. On n'avait pas encore rassemblé trois cents hommes autour de sa personne, qu'on fit un étendard royal d'un morceau de taffetas apporté par *Sullivan* . à chaque moment la troupe grossissait, et le prince n'avait pas encore passé le bourg de Fenning, qu'il se vit à la tête de quinze cents combattants qu'il arma de fusils et de sabres dont il était pourvu. Il renvoya en France la frégate sur laquelle il était venu, et informa les rois de France et d'Espagne de son débarquement. Ces deux monarques lui écrivirent, et le traiterent de *frere* ; non qu'ils le reconnussent solennellement pour héritier des couronnes de la Grande-Bretagne ; mais ils ne pouvaient, en lui écrivant, refuser ce titre à sa naissance et à son courage. Ils lui envoyèrent à diverses reprises quelques secours d'argent, de munitions et d'armes. Il fallait que ces secours se dérobaient aux vaisseaux anglais qui croisaient à l'Orient et à l'Occident de l'écosse. Quelques-uns étaient pris, d'autres arrivaient, et servaient à encourager le parti qui se fortifiait de jour en jour. Jamais le tems d'une révolution ne parut plus favorable. Le roi *George*

alors était hors du royaume ; il n'y avait pas six mille hommes de troupes réglées dans l'Angleterre. Quelques compagnies du régiment de *Sinclair*

marcherent d'abord des environs d'édimbourg contre la petite troupe du prince : elles furent entièrement défaites. Trente montagnards prirent quatre-vingt anglais prisonniers avec leurs officiers et leurs bagages. Ce premier succès augmentait le courage et l'espérance, et attirait de tous côtés de nouveaux soldats. On marchait sans relâche. Le prince *édouard* toujours à pied à la tête de ses montagnards, vêtu comme eux, se nourrissant comme eux, traverse le pays de Badenoch, le pays

d'Athol, le Perth-Shire ; s'empare de Perth, ville considérable dans l'écosse. Ce fut là qu'il fut proclamé solennellement régent d'Angleterre, de France, d'écosse et d'Irlande pour son pere *Jacques Iii* . Ce titre de *régent de France* , qui s'arrogeait un prince à peine maître d'une petite ville d'écosse, et qui ne pouvait se soutenir que par le secours du roi de France, était une suite de l'usage étonnant qui a prévalu, que les rois d'Angleterre prennent le titre de rois de France ; usage qui devrait être aboli et qui ne l'est pas, parce que les hommes ne songent jamais à réformer les abus que quand ils deviennent importants et dangereux. Le duc de *Perth* , le lord *George Murrai*

arriverent alors à Perth, et firent serment au prince. Ils amenerent de nouvelles troupes ; une compagnie entiere d'un régiment écossais, au service de la cour, déserta pour se ranger sous ses drapeaux. Il prend Dundée, Drumond, Neubourg. On tint un conseil de guerre : les avis se partageaient sur la marche. Le prince dit qu'il fallait aller droit à édimbourg, la capitale de l'écosse. Mais comment espérer de prendre édimbourg avec si peu de monde et point de canon ? Il avait des partisans dans la ville ; mais tous les citoyens n'étaient pas pour lui : *il faut me montrer*, dit-il, *pour les faire déclarer tous* ; et, sans perdre de temps, il marche à la capitale, il arrive, il s'empare de la porte. L'alarme est dans la ville ; les uns veulent reconnaître l'héritier de leurs anciens rois, les autres tiennent pour le gouvernement. On craint le pillage : les citoyens les plus riches transportent leurs effets dans le château, le gouverneur *Guest* s'y retire avec quatre cens soldats de garnison. Les magistrats se rendent à la porte dont *Charles-édouard*

était maître. Le prévôt d'édimbourg, nommé *Stuard* , qu'on supçonna d'être d'intelligence avec lui, paraît en sa présence, et demande d'un air éperdu ce qu'il faut faire. Tomber à ses genoux, lui répondit un habitant, et le reconnaître. Il fut aussi-tôt proclamé dans la capitale. Cependant on mettait dans Londres sa tête à prix. Les seigneurs de la régence, pendant l'absence du roi *George* , firent proclamer qu'on donnerait trente mille livres sterlings à celui qui le livrerait. Cette proscription était une suite de l'acte du parlement fait la dix-septieme année du regne du roi, et d'autres actes du même parlement. La reine *Anne*

elle-même avait été forcée de proscrire son propre frere, à qui dans les derniers temps elle aurait voulu laisser sa couronne, si elle n'avait consulté que ses sentiments. Elle avait mis sa tête à quatre mille livres, et le parlement la mit à quatre-vingt mille. Si une telle proscription est une maxime d'état, c'en est une bien difficile à concilier avec ces principes de modération, que toutes les cours font gloire d'étaler. Le prince *Charles-édouard* pouvait faire une proclamation pareille ; mais il crut fortifier sa cause, et la rendre plus respectable en opposant quelques mois

après, à ces proclamations sanguinaires, des manifestes, dans lesquels il défendait à ses adhérents d'attenter à la personne du roi régnant, et d'aucun prince de la maison d'Hanovre. D'ailleurs il ne songea qu'à profiter de cette première ardeur de sa faction, qu'il ne fallait pas laisser ralentir. à peine était-il maître de la ville d'édimbourg, qu'il apprit qu'il pouvait donner une bataille, et il se hâta de la donner. Il sut que le général *Cope*

s'avançait contre lui avec des troupes réglées : qu'on assemblait les milices ; qu'on formait des régiments en Angleterre ; qu'on en faisait revenir de Flandres ; qu'enfin il n'y avait pas un moment à perdre. Il sort d'édimbourg sans y laisser un seul soldat, et marche avec environ trois mille montagnards vers les anglais qui étaient au nombre de plus de quatre mille : ils avaient deux régiments de dragons. La cavalerie du prince n'était composée que de quelques chevaux de bagage. Il ne se donna ni le temps ni la peine de faire venir ses canons de campagne. Il savait qu'il y en avait six dans l'armée ennemie, mais rien ne l'arrêta. Il atteignit les ennemis à sept milles d'édimbourg à Prestons-Pans. à peine est-il arrivé qu'il range sa petite armée en bataille. Le duc de *Perth* et le lord *George Murrai*

commandaient, l'un la gauche et l'autre la droite de l'armée ; c'est-à-dire, chacun environ sept ou huit cents hommes. *Charles édouard* était si rempli de l'idée qu'il devait vaincre, qu'avant de charger les ennemis, il remarqua un défilé par où ils pouvaient se retirer, et il le fit occuper par cinq cents montagnards. Il engagea donc le combat suivi d'environ deux mille cinq cents hommes seulement ; ne pouvant avoir ni seconde ligne, ni corps de réserve. Il tire son épée, et jettant le fourreau loin de lui : *mes amis*, dit-il, *je ne la remettrai dans le fourreau que quand vous serez libres et heureux.* il était arrivé sur le champ de bataille presque aussitôt que l'ennemi : il ne lui donna pas le temps de faire des décharges d'artillerie. Toute sa troupe marche rapidement aux anglais sans garder de rang, ayant des cornemuses pour trompettes : ils tirent à vingt pas ; ils jettent aussi-tôt leurs fusils ; mettent d'une main leurs boucliers sur leurs têtes, et se précipitant entre les hommes et les chevaux, ils tuent les chevaux à coups de poignard, et attaquent les hommes le sabre à la main. Tout ce qui est nouveau et inattendu saisit toujours. Cette nouvelle manière de combattre effraya les anglais : la force du corps qui n'est aujourd'hui d'aucun avantage dans les autres batailles, était beaucoup dans celle-ci. Les anglais plierent de tous côtés sans résistance ; on en tua huit cents : le reste fuyait par l'endroit que le prince avait remarqué ; et ce fut-là-même qu'on en fit quatorze cents prisonniers. Tout tomba au pouvoir du vainqueur, il se fit une cavalerie avec les chevaux des dragons ennemis. Le général *Cope* fut obligé de fuir lui quinzième. La nation murmura contre lui ; on l'accusa devant une cour martiale de n'avoir pas pris assez de mesures : mais il fut justifié, et il demeura

constant que les véritables raisons qui avaient décidé de la bataille, étaient la présence d'un prince qui inspirait à son parti une confiance audacieuse, et sur-tout cette maniere nouvelle d'attaquer, qui étonna les anglais. C'est un avantage qui réussit presque toujours les premieres fois, et que peut-être ceux qui commandent les armées ne songent pas assez à se procurer. Le prince *édouard* dans cette journée ne perdit pas soixante hommes. Il ne fut embarrassé dans sa victoire que de ses prisonniers ; leur nombre était presque égal à celui des vainqueurs. Il n'avait point de places fortes : ainsi ne pouvant garder ses prisonniers, il les renvoya sur leur parole, après les avoir fait jurer de ne point porter les armes contre lui d'une année. Il garda seulement les blessés pour en avoir soin : cette magnanimité devait lui faire de nouveaux partisans. Peu de jours après cette victoire un vaisseau français et un espagnol aborderent heureusement sur les côtes, et y apportèrent de l'argent et de nouvelles espérances : il y avait sur ces vaisseaux des officiers irlandais, qui, ayant servi en France et en Espagne, étaient capables de discipliner ses troupes. Le vaisseau français lui amena le 11 octobre au port de Mon-Rose un envoyé secret du roi de France qui débarqua de l'argent et des armes. Le prince retourné dans édimbourg vit bientôt après augmenter son armée jusqu'à près de six mille hommes. L'ordre s'introduisait dans ses troupes et dans ses affaires. Il avait une cour, des officiers, des secrétaires d'état. On lui fournissait de l'argent de plus de trente milles à la ronde. Nul ennemi ne parraissait ; mais il lui fallait le château d'édimbourg, seule place véritablement forte, et qui puisse servir dans le besoin de magasin et de retraite, et tenir en respect la capitale. Le château d'édimbourg est bâti sur un roc escarpé ; il a un large fossé taillé dans le roc, et des murailles de douze pieds d'épaisseur. La place, quoiqu'irréguliere, exige un siege régulier, et sur-tout du gros canon. Le prince n'en avait point. Il se vit obligé de permettre à la ville de faire avec le commandant *Guest* un accord par lequel la ville fournirait des vivres au château, et le château ne tirerait point sur elle. Ce contre-temps ne parut pas déranger ses affaires. La cour de Londres le craignait beaucoup, puisqu'elle cherchait à le rendre odieux dans l'esprit des peuples ; elle lui reprochait d'être né catholique romain, et de venir bouleverser la religion et les loix du pays. Il ne cessait de protester qu'il respecterait la religion et les loix, et que les anglicans et les presbitériens n'auraient pas plus à craindre de lui, quoique né catholique, que du roi *George* né luthérien. On ne voyait dans sa cour aucun prêtre ; il n'exigeait pas même que dans les paroisses on le nommât dans les prieres, et il se contentait qu'on priât en général pour le roi et la famille royale sans désigner personne. Le roi d'Angleterre était revenu en hâte le 11 septembre pour s'opposer aux progrès de la révolution ; la perte de la bataille de Prestonpans l' alarma au point qu'il ne se crut pas assez fort pour résister avec les milices anglaises. Plusieurs seigneurs levaient des régiments de milices à leurs dépens en sa faveur, et le parti *wigh* sur-tout, qui est le dominant en Angleterre, prenait à cœur la conservation du gou-

vernement qu'il avait établi, et de la famille qu'il avait mise sur le trône ; mais si le prince *édouard* recevait de nouveaux secours, et avait de nouveaux succès, ces milices mêmes pouvaient se tourner contre le roi *George* . Il exigea d'abord un nouveau serment des milices de la ville de Londres ; ce serment de fidélité portait ces propres mots : *j'abhore, je déteste, je rejette comme un sentiment impie cette damnable doctrine, que des princes excommuniés par le pape, peuvent être déposés et assassinés par leurs sujets, ou quelqu'autres que ce soit, etc.* mais il ne s'agissait ni d'excommunication ni du pape dans cette affaire ; et quant à l'assassinat, on ne pouvait guere en craindre d'autres que celui qui avait été solennellement proposé au prix de trente mille livres sterlings. On ordonna, selon l'usage pratiqué dans les temps de troubles depuis *Guillaume Iii* , à tous les prêtres catholiques de sortir de Londres et de son territoire. Mais ce n'étaient pas les prêtres catholiques qui étaient dangereux. Ceux de cette religion ne composaient pas la centieme partie du peuple d'Angleterre : c'était la valeur du prince *édouard* qui était à redouter : c'était l'intrépidité d'une armée victorieuse animée par des succès inespérés. Le roi *George* se crut obligé de faire revenir six mille hommes des troupes de Flandres, et d'en demander encore six mille aux hollandais suivant les traités faits avec la république. Les états généraux lui envoyèrent précisément les mêmes troupes qui, par la capitulation de Tournai et de Dendermonde, ne devaient servir de dix-huit mois. Elles avaient promis de ne faire aucun service, *pas même dans les places les plus éloignées des frontieres* ; et les états justifiaient cette infraction, en disant que l'Angleterre n'était point *place frontiere* . Elles devaient mettre bas les armes devant les troupes de France ; mais on alléguait que ce n'était pas contre des français qu'elles allaient combattre : elles ne devaient passer à aucun service étranger ; et on répondait qu'en effet elles n'étaient point dans un service étranger, puisqu'elles étaient aux ordres et à la solde des états-généraux. C'est par de telles distinctions qu'on éludait la capitulation qui semblait la plus précise, mais dans laquelle on n'avait pas spécifié un cas que personne n'avait prévu. Quoiqu'il se passât alors d'autres grands événements, je suivrai celui de la révolution d'Angleterre ; et l'ordre des matieres sera préféré à l'ordre des temps qui n'en souffrira pas. Rien ne prouve mieux les alarmes, que l'excès des précautions. Je ne puis m'empêcher de parler ici d'un artifice dont on se servit pour rendre la personne de *Charles-édouard*

odieuse dans Londres. On fit imprimer un journal imaginaire, dans lequel on comparait les événements rapportés dans les gazettes, sous le gouvernement du roi *George* , à ceux qu'on supposait sous la domination d'un prince catholique. " à présent, disait-on, nos gazettes nous apprennent, tantôt qu'on a porté à la banque les trésors enlevés aux vaisseaux français et espagnols,... etc. " cependant on suspendait en effet le 28 octobre la loi *habeas corpus* . C'est une loi regardée comme

fondamentale en Angleterre, et comme le boulevard de la liberté de la nation. Par cette loi, le roi ne peut faire emprisonner aucun citoyen, sans qu'il soit interrogé dans les vingt-quatre heures et relâché sans caution jusqu'à ce que son procès lui soit fait ; et s'il a été arrêté injustement, le secrétaire d'état doit être condamné à lui payer chèrement chaque heure. Le roi n'a pas le droit de faire arrêter un membre du parlement, sous quelque prétexte que ce puisse être, sans le consentement de la chambre. Le parlement dans les temps de rebellion, suspend toujours ces loix par un acte particulier, pour un certain temps, et donne pouvoir au roi de s'assurer pendant ce temps seulement des personnes suspectes. Il n'y eut aucun membre des deux chambres qui donnât sur lui la moindre prise. Quelques-uns cependant étaient soupçonnés par la voix publique d'être jacobites ; et il y avait des citoyens dans Londres, qui étaient sourdement de ce parti. Mais aucun ne voulait hasarder sa fortune et sa vie sur des espérances incertaines. La défiance et l'inquiétude tenaient en suspens tous les esprits. On craignait de se parler. C'est un crime en ce pays de boire à la santé d'un prince proscrit qui dispute la couronne, comme autrefois à Rome c'en était un sous un empereur régnant d'avoir chez soi la statue de son compétiteur. On buvait à Londres à la santé du roi et du prince, ce qui pouvait aussi bien signifier le roi *Jacques* et son fils le prince *Charles-édouard*, que le roi *George*

et son fils aîné le prince de *Galles*. Les partisans secrets de la révolution se contentaient de faire imprimer des écrits tellement mesurés, que le parti pouvait aisément les entendre, sans que le gouvernement pût les condamner. On en distribua beaucoup de cette espece ; un entr'autres par lequel on avertissait *qu'il y avait un jeune homme de grande espérance, qui était prêt de faire une fortune considérable, qu'en peu de temps il s'était fait plus de vingt mille livres de rente, mais qu'il avait besoin d'amis pour s'établir à Londres*. la liberté d'imprimer est un des privileges dont les anglais sont le plus jaloux. La loi ne permet pas d'attrouper le peuple, et de le haranguer ; mais elle permet de parler par écrit à la nation entière. Le gouvernement fit visiter toutes les imprimeries ; mais n'ayant le droit d'en faire fermer aucune, sans un délit constaté, il les laissa subsister toutes. La fermentation commença à se manifester dans Londres, quand on apprit que le prince *édouard*

s'était avancé jusqu'à Carlisle, et qu'il s'était rendu maître de la ville ; que ses forces augmentaient, et qu'enfin il était à Derbi dans l'Angleterre même, à trente lieues de Londres : alors il eut pour la première fois des anglais nationaux dans ses troupes. Trois cents hommes du comté de Lancastre prirent parti dans son régiment de Manchester. La renommée qui grossit tout, faisait son armée forte de

trente mille hommes. On disait que tout le comté de Lancastre s'était déclaré. Les boutiques et la banque furent fermés un jour à Londres.

Chapitre 25

Chapitre 25

suite des aventures du prince Charles-édouard. Sa défaite, ses malheurs, et ceux de son parti.

depuis le jour que le prince *édouard* aborda en écosse, ses partisans sollicitaient des secours de France ; les sollicitations redoublaient avec les progrès. Quelques irlandais qui servaient dans les troupes françaises, s'imaginèrent qu'une descente en Angleterre vers Plimouth, serait praticable. Le trajet est court de Calais ou de Boulogne vers les côtes. Ils ne voulaient point une flotte de vaisseaux de guerre, dont l'équipement eût consumé trop de temps, et dont l'appareil seul eût averti les escadres anglaises de s'opposer au débarquement. Ils prétendaient qu'on pourroit débarquer huit ou dix mille hommes et du canon pendant la nuit ; qu'il ne falloit que des vaisseaux marchands et quelques corsaires pour une telle tentative, et ils assuraient que, dès qu'on seroit débarqué, une partie de l'Angleterre se joindrait à l'armée de France, qui bientôt pourrait se réunir auprès de Londres avec les troupes du prince. Ils faisaient envisager enfin une révolution prompte et entière : ils demandèrent pour chef de cette entreprise, le duc de Richelieu qui, par le service rendu dans la journée de Fontenoi, et par la réputation qu'il avoit en Europe, étoit plus capable qu'un autre de conduire avec vivacité cette affaire hardie et délicate. Ils pressèrent tant, qu'on leur accorda enfin ce qu'ils demandoient. *Lally*, qui depuis fut lieutenant-général, et qui a péri d'une mort si tragique, étoit l'ame de l'entreprise. L'écrivain de cette histoire, qui travailla long-temps avec lui, peut assurer qu'il n'a jamais vu d'homme plus zélé, et qu'il ne manqua à l'entreprise que la possibilité. On ne pouvait se mettre en mer vis-à-vis des escadres anglaises, et cette tentative fut regardée à Londres comme absurde. On ne put faire passer au prince que quelques petits secours d'hommes et d'argent, par la mer germanique et par l'est de l'écosse. Le lord *Dromont*, frère du duc de *Perth*, officier au service de France, arriva heureusement avec quelques piquets et trois compagnies du ré-

giment royal écossais. Dès qu'il fut débarqué à Montrofs, il fit publier qu'il venait par ordre du roi de France secourir le prince de *Galles*, régent d'Écosse, son allié, et faire la guerre au roi d'Angleterre, électeur d'Hanovre. Alors les troupes hollandaises, qui par leur capitulation ne pouvaient servir contre le roi de France, furent obligées de se conformer à cette loi de la guerre, si long-temps éludée. On les fit repasser en Hollande, tandis que la cour de Londres faisoit revenir six mille hessois à leur place. Ce besoin de troupes étrangères étoit un aveu du danger que l'on courait. Le prétendant faisoit répandre, dans le nord et dans l'occident de l'Angleterre, des nouveaux manifestes par lesquels il invitait la nation à se joindre à lui. Il déclarait qu'il traiterait les prisonniers de guerre comme on traiteroit les siens, et il renouvelloit expressément à ses partisans la défense d'attenter à la personne du roi régnant et à celle des princes de sa maison. Ces proclamations, qui paraissaient si généreuses dans un prince dont on avoit mis la tête à prix, eurent une destinée que les maximes d'état peuvent seules justifier, elles furent brûlées par la main du bourreau. Il étoit plus important et plus nécessaire de s'opposer à ses progrès, que de faire brûler ses manifestes. Les milices anglaises reprirent Édimbourg. Ces milices répandues dans le comté de Lancastre lui coupent les vivres, il faut qu'il retourne sur ses pas. Son armée étoit tantôt forte, tantôt faible, parce qu'il n'avoit pas de quoi la retenir continuellement sous le drapeau par un paiement exact. Cependant il lui restait encore environ huit mille hommes. à peine le prince fut-il informé que les ennemis étoient à six milles de lui, près des marais de Falkirk, qu'il courut les attaquer, quoiqu'ils fussent près d'une fois plus forts que lui. On se battit de la même manière, et avec la même impétuosité qu'au combat de Prestons-Pans. Ses écossais secondés encore d'un violent orage qui donnoit au visage des anglais, les mirent d'abord en désordre ; mais bientôt après ils furent rompus eux-mêmes par leur propre impétuosité. Six piquets de troupes françaises les couvrirent, soutinrent le combat, et leur donnèrent le temps de se rallier. Le prince *édouard* disoit toujours, que s'il avoit eu seulement trois mille hommes de troupes réglées, il se seroit rendu maître de toute l'Angleterre. Les dragons anglais commencèrent la fuite, et toute l'armée anglaise suivit, sans que les généraux et les officiers pussent arrêter les soldats. Ils regagnèrent leur camp à l'entrée de la nuit ; ce camp étoit retranché et presque entouré de marais. Le prince, demeuré maître du champ de bataille, prit à l'instant le parti d'aller les attaquer dans leur camp, malgré l'orage qui redoublait avec violence. Les montagnards perdirent quelque temps à chercher dans l'obscurité leurs fusils qu'ils avoient jettés dans l'action, suivant leur coutume. Le prince se met donc en marche avec eux pour livrer un second combat ; il pénètre jusqu'au camp ennemi l'épée à la main ; la terreur s'y répandit, et les troupes anglaises deux fois battues en un jour, quoiqu'avec peu de perte, s'enfuirent à Édimbourg. Ils n'eurent pas six cents hommes de tués dans cette journée ; mais ils laisserent leurs tentes et leurs équipages au

pouvoir du vainqueur. Ces victoires faisoient beaucoup pour la gloire du prince, mais peu encore pour ses intérêts. Le duc de *Cumberland*

marchoit en écosse ; il arriva à édimbourg le 10 février. Le prince *édouard* fut obligé de lever le siege du château de Sterling. L'hiver était rude, les subsistances manquaient. Sa plus grande ressource était dans quelques partis qui erraient, tantôt vers Inverness, et tantôt vers Aberden, pour recueillir le peu de troupes et d'argent qu'on hasardoit de lui faire passer de France. La plupart de ces vaisseaux étaient observés et pris par les anglais. Trois compagnies du régiment de Fitz-James aborderent heureusement. Lorsque quelque petit vaisseau abordait, il était reçu avec des acclamations de joie, les femmes couraient au devant ; elles menaient par la bride les chevaux des officiers. On faisoit valoir les moindres secours comme des renforts considérables ; mais l'armée du prince *édouard* n'en était pas moins pressée par le duc de *Cumberland* . Elle était retirée dans Inverness, et tout le pays n'était pas pour lui. Le duc de *Cumberland* passe enfin la riviere de Spée, et marche vers Inverness ; il fallut en venir à une bataille décisive. Le prince avoit à peu-près le même nombre de troupes qu'à la journée de *Falkirk* . Le duc de *Cumberland*

avait quinze bataillons et neuf escadrons, avec un corps de montagnards. L'avantage du nombre était toujours nécessairement du côté des anglais : ils avaient de la cavalerie et une artillerie bien servie, ce qui leur donnait encore une très-grande supériorité. Enfin ils étoient accoutumés à la maniere de combattre des montagnards, qui ne les étonnait plus. Ils avaient à réparer aux yeux du duc de *Cumberland* la honte de leurs défaites passées. Les deux armées furent en présence, le 27 avril 1746, à deux heures après midi, dans un lieu nommé Culloden. Les montagnards ne firent point leur attaque ordinaire qui était si redoutable. La bataille fut entièrement perdue, et le prince légèrement blessé fut entraîné dans la fuite la plus précipitée. Les lieux, les temps font l'importance de l'action. On a vu dans cette guerre en Allemagne, en Italie et en Flandres des batailles de près de cent mille hommes qui n'ont pas eu de grandes suites. Mais à Culloden une action entre onze mille hommes d'un côté, et sept à huit mille hommes de l'autre, décida du sort de trois royaumes. Il n'y eut pas dans ce combat neuf cents hommes de tués parmi les rebelles ; car c'est ainsi que leur malheur les a fait nommer en écosse même. On ne leur fit que trois cent vingts prisonniers. Tout s'enfuit du côté d'Inverness, et y fut poursuivi par les vainqueurs. Le prince, accompagné d'une centaine d'officiers, fut obligé de se jeter dans une riviere à trois mille d'Inverness et de la passer à la nage. Quand il eut gagné l'autre bord, il vit de loin les flammes au milieu desquelles périssaient cinq ou six cents montagnards dans une grange à laquelle le vainqueur avait mis le feu, et il entendit leurs cris. Il y avait

plusieurs femmes dans son armée : une entr'autres, nommée Madame De *Seford* , qui avait combattu à la tête des troupes des montagnards, qu'elle avait amenés : elle échappa à la poursuite, quatre autres furent prises. Tous les officiers français furent faits prisonniers de guerre ; et celui qui faisait la fonction de ministre de France auprès du prince *édouard* se rendit prisonnier dans Inverness. Les anglais n'eurent que cinquante hommes de tués, et deux cent cinquante-neuf blessés dans cette affaire décisive. Le duc de *Cumberland* fit distribuer cinq mille livres sterlings, (environ cent vingt mille livres de France) aux soldats : c'était un argent qu'il avait reçu du maire de Londres ; il avait été fourni par quelques citoyens qui ne l'avaient donné qu'à cette condition. Cette singularité prouvait encore que le parti le plus riche devait être victorieux. On ne donna pas un moment de relâche aux vaincus, on les poursuivit par-tout. Les simples soldats se retiraient aisément dans leurs montagnes et dans leurs déserts. Les officiers se sauvaient avec plus de peine : les uns étaient trahis et livrés ; les autres se rendaient eux-mêmes dans l'espérance du pardon. Le prince *édouard*, *Sullivan*, *Shéridan*, et quelques-uns de ses adhérents, se retirèrent d'abord dans les ruines du fort-Auguste, dont il fallut bientôt sortir. à mesure qu'il s'éloignait, il voyait diminuer le nombre de ses amis. La division se mettait parmi eux, et ils se reprochaient l'un à l'autre leurs malheurs ; ils s'aigrissaient dans leurs contestations sur les partis qu'il fallait prendre : plusieurs se retirèrent, il ne lui resta que *Shéridan et Sullivan* , qui l'avaient suivi quand il partit de France. Il marcha avec eux cinq jours et cinq nuits, sans presque prendre un moment de repos, et manquant souvent de nourriture. Ses ennemis le suivaient à la piste. Tous les environs étaient remplis de soldats qui le cherchaient, et le prix mis à sa tête redoublait leur diligence. Les horreurs du sort qu'il éprouvait, étaient en tout semblables à celle où fut réduit son grand oncle, *Charles Second*,

après la bataille de Worcester, aussi funeste que celle de Culloden. Il n'y a pas d'exemple sur la terre d'une suite de calamités aussi singulieres et aussi horribles que celles qui avaient affligé toute sa maison. Il était né dans l'exil, et il n'en était sorti que pour traîner, après des victoires, ses partisans sur l'échafaud, et pour entrer dans des montagnes. Son pere chassé au berceau du palais des rois et de sa patrie, dont il avait été reconnu l'héritier légitime, avait fait comme lui des tentatives qui n'avaient abouti qu'au suplice de ses partisans. Tout ce long amas d'infortunes uniques se présentait sans cesse au cœur du prince, et il ne perdait pas l'espérance. Il marchait à pied, sans appareil à sa blessure, sans aucun secours, à travers ses ennemis ; il arriva enfin dans un petit port nommé Arizaig, à l'occident septentrional de l'écosse. La fortune sembla vouloir alors le consoler. Deux armateurs de Nantes faisaient voile vers cet endroit, et lui apportaient de l'argent, des hommes et des vivres ; mais avant qu'ils abordassent, les recherches conti-

nuelles qu'on faisait de sa personne, l'obligerent de partir du seul endroit où il pouvait alors trouver sa sûreté ; et à peine furent-ils à quelques milles de ce port, qu'il apprit que ces deux vaisseaux avaient abordé, et qu'ils s'en étaient retournés. Ce contre-temps aggravait encore son infortune. Il fallait toujours fuir et se cacher. *Onel*, un de ses partisans irlandais, au service d'Espagne, qui le joignit dans ces cruelles conjonctures, lui dit qu'il pouvait trouver une retraite assurée dans une petite isle voisine nommée Stornai, la dernière qui est au nord-ouest de l'Écosse. Ils s'embarquèrent dans un bateau de pêcheur : ils arrivent dans cet asyle ; mais à peine sont-ils sur le rivage, qu'ils apprennent qu'un détachement de l'armée du duc de *Cumberland*

est dans l'isle. Le prince et ses amis furent obligés de passer la nuit dans un marais, pour se dérober à une poursuite si opiniâtre. Ils hasarderent au point du jour de rentrer dans leur petite barque, et de se remettre en mer sans provisions, et sans savoir quelle route tenir. à peine eurent-ils vogué deux milles, qu'ils furent entourés des vaisseaux ennemis. Il n'y avait plus de salut qu'en échouant entre des rochers sur le rivage d'une petite isle déserte, et presque inabordable. Ce qui en d'autres temps eût été regardé comme une des plus cruelles infortunes, fut pour eux leur unique ressource. Ils cachèrent leur barque derrière un rocher, et attendirent dans ce désert que les vaisseaux anglais fussent éloignés, ou que la mort vint finir tant de désastres. Il ne restait au prince, à ses amis, et aux matelots qu'un peu d'eau-de-vie pour soutenir leur vie malheureuse. On trouva par hasard quelques poissons secs que des pêcheurs poussés par la tempête avaient laissés sur le rivage. On rama d'isle en isle quand les vaisseaux ennemis ne parurent plus. Le prince aborde dans cette même isle de Wist où il était venu prendre terre lorsqu'il arriva de France. Il y trouve un peu de secours et de repos : mais cette légère consolation ne dura guère. Des milices du duc de *Cumberland*

arriverent au bout de trois jours dans ce nouvel asyle. La mort ou la captivité paraissait inévitable. Le prince avec ses deux compagnons se cacha trois jours et trois nuits dans une caverne. Il fut encore trop heureux de se rembarquer et de fuir dans une autre isle déserte, où il resta huit jours avec quelques provisions d'eau-de-vie, de pain d'orge et de poisson salé. On ne pouvait sortir de ce désert, et regagner l'Écosse, qu'en risquant de tomber entre les mains des anglais qui bordaient le rivage ; mais il fallait, ou périr par la faim, ou prendre ce parti. Ils se remettent donc en mer, et ils abordent pendant la nuit. Ils erraient sur le rivage, n'ayant pour habits que des lambeaux déchirés de vêtements à l'usage des montagnards. Ils rencontrèrent au point du jour une demoiselle à cheval, suivie d'un jeune domestique. Ils hasarderent de lui parler, cette demoiselle était de la maison de *Macdonal*, attachée aux *Stuarts*. Le prince, qui l'avait vue dans le temps de ses

succès, la reconnut, et s'en fit reconnaître : elle se jeta à ses pieds. Le prince, ses amis et elle fondaient en larmes, et les pleurs que Mademoiselle De *Macdonal*

versait dans cette entrevue si singulière et si touchante, redoublaient par le danger où elle voyait le prince. On ne pouvait faire un pas sans risquer d'être pris. Elle conseilla au prince de se cacher dans une caverne qu'elle lui indiqua au pied d'une montagne, près de la cabane d'un montagnard, connu d'elle et affidé ; et elle promit de venir le prendre dans cette retraite, ou de lui envoyer quelque personne sûre, qui se chargerait de le conduire. Le prince s'enfonça donc encore dans une caverne avec ses fidèles compagnons. Le paysan montagnard leur fournit un peu de farine d'orge détrempée dans de l'eau ; mais leur inquiétude et leur désolation furent au comble, lorsqu'ayant passé deux jours dans ce lieu affreux, personne ne vint à leur secours. Tous les environs étaient garnis de milices. Il ne restait plus de vivres à ces fugitifs. Une maladie cruelle affaiblissait le prince : son corps était couvert de boutons ulcérés. Cet état, et ce qu'il avait souffert, et tout ce qu'il avait à craindre, mettait le comble à cet excès des plus horribles misères que la nature humaine puisse éprouver, mais il n'était pas au bout. Mademoiselle De *Macdonal* envoie enfin un exprès dans la caverne, et cet exprès leur apprend que la retraite dans le continent est impossible ; qu'il faut fuir encore dans une petite île nommée Benbecula, et s'y réfugier dans la maison d'un pauvre gentilhomme qu'on leur indique ; que Mademoiselle De *Macdonal* s'y trouvera, et que là on verra les arrangements qu'on pourra prendre pour leur sûreté. La même barque qui les avait portés au continent, les transporte donc dans cette île. Ils marchent vers la maison de ce gentilhomme. Mademoiselle De *Macdonal* s'embarque à quelques milles de là pour les aller trouver. Mais ils sont à peine arrivés dans l'île, qu'ils apprennent que le gentilhomme chez lequel ils comptaient trouver un asyle, avait été enlevé la nuit avec toute sa famille. Le prince et ses amis se cachent encore dans des marais. *Onel* enfin va à la découverte. Il rencontra Mademoiselle *Macdonal* dans une chaumière. Elle lui dit qu'elle pouvait sauver le prince en lui donnant des habits de servante qu'elle avait apportés avec elle ; mais qu'elle ne pouvait sauver que lui, qu'une seule personne de plus serait suspecte. Ces deux hommes n'hésiterent pas à préférer son salut au leur. Ils se séparèrent en pleurant. *Charles-édouard*

prit des habits de servante, et suivit sous le nom de *Betti*, Mademoiselle *Macdonal*. Les dangers ne cessèrent pas malgré ce déguisement. Cette demoiselle et le prince déguisé se réfugièrent d'abord dans l'île de Skie à l'occident de l'Écosse. Ils étaient dans la maison d'un gentilhomme, lorsque cette maison est tout-à-coup investie par les milices ennemies. Le prince ouvre lui-même la porte aux soldats. Il eut le bonheur de n'être pas reconnu ; mais bientôt après on sut dans l'île qu'il

était dans ce château. Alors il fallut se séparer de Mademoiselle *Macdonal* , et s'abandonner seul à sa destinée. Il marcha dix lieues entières, suivi d'un simple batelier. Enfin pressé de la faim, et prêt à succomber, il se hasarda d'entrer dans une maison dont il savait bien que le maître n'était pas de son parti. *le fils de votre roi*, lui dit-il, *vient vous demander du pain et un habit. Je sais que vous êtes mon ennemi, mais je vous crois assez de vertu pour ne pas abuser de ma confiance et de mon malheur. prenez les misérables vêtements qui me couvrent, gardez-les ; vous pourrez me les apporter un jour dans le palais des rois de la Grande-Bretagne.* le gentilhomme auquel il s'adressait, fut touché comme il devait l'être. Il s'empressa de le secourir autant que la pauvreté de ce pays peut le permettre, et lui garda le secret. De cette isle il regagna encore l'écosse, et se rendit dans la tribu de Morar qui lui était affectionnée. Il erra ensuite dans le Lockaber, dans le Badenoc. Ce fut là qu'il apprit qu'on avait arrêté Mademoiselle *Macdonal*

sa bienfaitrice, et presque tous ceux qui l'avaient reçu. Il vit la liste de tous ses partisans condamnés par contumace. C'est ce qu'on appelle en Angleterre un *acte d'atteinder* . Il était toujours en danger lui-même ; et les seules nouvelles qui lui venaient, étaient celles de la prison de ses serviteurs dont on préparait la mort. Le bruit se répandit alors en France que ce prince était au pouvoir de ses ennemis. Ses agents de Versailles effrayés supplierent le roi de permettre qu'au moins on fit écrire en sa faveur. Il y avait en France plusieurs prisonniers de guerre anglais, et les partisans du prétendant s'imaginèrent que cette considération pourrait retenir la vengeance de la cour d'Angleterre, et prévenir l'effusion du sang qu'on s'attendait à voir verser sur les échafauds. Le marquis d' *Argenson* , alors ministre des affaires étrangères, et frere du secrétaire de la guerre, s'adressa à l'ambassadeur des Provinces-Unies, Monsieur *Vanhoy* , comme à un médiateur. Ces deux ministres se ressemblaient en un point qui les rendait différents de presque tous les hommes d'état ; c'est qu'ils mettaient toujours de la franchise et de l'humanité, où les autres n'emploient guere que la politique. L'ambassadeur *Vanhoy* écrivit donc une longue lettre au duc de *Neucastle* , secrétaire d'état d'Angleterre. *puissiez-vous*, lui disait-il, *bannir cet art pernicieux que la discorde a enfanté pour exciter les hommes à se détruire mutuellement. Misérables politiques qui substituent la vengeance, la haine, la méfiance, l'avidité, aux préceptes divins de la gloire des rois, et du salut des peuples.*

cette exhortation semblait être pour la substance et pour les expressions d'un autre temps que le nôtre ; on la qualifia d' *homélie* ; elle choqua le roi d'Angleterre au lieu de l'adoucir. Il fit porter ses plaintes aux états-généraux de ce que leur ambassadeur avait osé lui envoyer des remontrances d'un roi ennemi, sur la conduite qu'il avait à tenir envers des sujets rebelles. Le duc de *Neucastle*

écrivit que c'était un procédé inoui. Les états-généraux réprimanderent vivement leur ambassadeur, et lui ordonnerent de faire excuse au duc de *Neucastle*, et de réparer sa faute. L'ambassadeur convaincu qu'il n'en avait point fait, obéit et écrivit que *s'il avait manqué, c'était un malheur inséparable de la condition humaine*. Il pouvait avoir manqué aux loix de la politique, mais non à celles de l'humanité. Le ministère anglais et les états-généraux devaient savoir combien le roi de France était en droit d'intercéder pour les écossais ; ils devaient savoir que quand *Louis Xiii* eut pris La Rochelle, secourue en vain par les armées navales du roi d'Angleterre, *Jacques Premier*, ce roi envoya le chevalier *Montaigu* au roi de France, pour le prier de faire grace aux rochellois rebelles, et *Louis Xiii*

eut égard à cette prière. Le ministère anglais n'eut pas la même clémence. Il commença par tâcher de rendre le prince *Charles-édouard* méprisable aux yeux du peuple, parce qu'il avait été terrible. On fit porter publiquement dans édimbourg les drapeaux pris à la journée de Culloden : le bourreau portait celui du prince ; les autres étaient entre les mains des ramonneurs de cheminées, et le bourreau les brûla tous dans la place publique. Cette farce était le prélude des tragédies sanglantes qui suivirent. On commença, le 10 août 1746, par exécuter dix-sept officiers. Le plus considérable était le colonel du régiment de Manchester, nommé *Tounley* : il fut traîné avec huit officiers sur la claie au lieu du supplice, dans la plaine de Kennengton près de Londres ; et après qu'on les eut pendus, on leur arracha le cœur dont on leur battit les joues, et on mit leurs membres en quartiers. Ce supplice est un reste d'une ancienne barbarie. On arrachait le cœur autrefois aux criminels condamnés, quand ils respiraient encore. On ne fait aujourd'hui cette exécution sanglante que quand ils sont étranglés. Leur mort est moins cruelle, et l'appareil sanguinaire qu'on y ajoute, sert à effrayer la multitude. Il n'y eut aucun d'eux qui ne protestât avant de mourir, qu'il périssait pour une juste cause, et qui n'excitât le peuple à combattre pour elle. Deux jours après, trois pairs écossais furent condamnés à perdre la tête. On sait qu'en Angleterre les loix ne considèrent comme nobles que les lords, c'est-à-dire, les pairs. Ils sont jugés pour crime de haute trahison d'une autre manière que le reste de la nation. On choisit pour présider à leur jugement un pair, à qui on donne le titre de *grand stuard* du royaume : ce nom répond à peu-près à celui de grand *sénéchal*. Les pairs de la Grande-Bretagne reçoivent alors ses ordres. Il les convoque dans la grande salle de westminster par des lettres scellées de son sceau et écrites en latin. Il faut qu'il ait au moins douze pairs avec lui pour prononcer l'arrêt. Les séances se tiennent avec le plus grand appareil : il s'assied sous un dais ; le clerc de la couronne délivre sa commission à un roi d'armes qui la lui présente à genoux ; six massiers l'accompagnent toujours, et sont aux portières de son carrosse, quand il se rend à la salle, et quand il en sort ; et il a cent guinées par jour pendant l'instruction du pro-

cès. Quand les pairs accusés sont amenés devant lui et devant les pairs leurs juges, un sergent d'armes crie trois fois : *oyez*, en ancienne langue française. Un huissier porte devant l'accusé une hache dont le tranchant est tourné vers le *grand stuard*; et quand l'arrêt de mort est prononcé, on tourne alors la hache vers le coupable. Ce fut avec ces cérémonies lugubres qu'on amena de la tour de westminster les trois lors *Balmerino*, *Kilmarnoch*, *Cromarty*. Le chancelier faisait les fonctions de *stuard* : ils furent tous trois convaincus d'avoir porté les armes pour le prétendant, et condamnés à être pendus et écartelés selon la loi. Le *grand stuard*, qui leur prononça l'arrêt, leur annonça en même-temps que le roi, en vertu de la prérogative de sa couronne, changeait ce supplice en celui de perdre la tête. L'épouse du lord *Cromarty*, qui avait huit enfans, et qui était enceinte du neuvieme, alla avec sa famille se jeter aux pieds du roi, et obtint la grace de son mari. Les deux autres furent exécutés. *Kilmarnoch* monté sur l'échafaud sembla témoigner du repentir. *Balmerino*

y porta une intrépidité inébranlable. Il voulut mourir dans le même habit uniforme, sous lequel il avait combattu. Le gouverneur de la tour ayant crié selon l'usage : vive le roi *George*, *Balmerino* répondit hautement : vive le roi *Jacques* et son digne fils. Il brava la mort comme il avait bravé ses juges. On voyait presque tous les jours des exécutions, on remplissait les prisons d'accusés. Un secretaire du prince *édouard*, nommé *Murray*, racheta sa vie en découvrant au gouvernement des secrets qui firent connaître au roi le danger qu'il avait couru. Il fit voir qu'il y avait en effet dans Londres et dans les provinces un parti caché, et que ce parti avait fourni d'assez grandes sommes d'argent. Mais soit que ces aveux ne fussent pas assez circonstanciés, soit plutôt que le gouvernement craignit d'irriter la nation par des recherches odieuses, on se contenta de poursuivre ceux qui avaient une part évidente à la rebellion. Dix furent exécutés à York, dix à Carlisle, quarante-sept à Londres : au mois de novembre, on fit tirer au sort des soldats et des bas officiers, dont le vingtieme subit la mort, et le reste fut transporté dans les colonies. On fit mourir encore au même mois soixante et dix personnes à Penrith, à Brumpton et à York, dix à Carlisle, neuf à Londres. Un prêtre anglican, qui avoit eu l'imprudence de demander au prince *édouard* l'évêché de Carlisle, tandis que ce prince était en possession de cette ville, y fut mené à la potence en habits pontificaux ; il harangua fortement le peuple en faveur de la famille du roi *Jacques*, et il pria Dieu pour tous ceux qui périssaient comme lui dans cette querelle. Celui dont le sort parut le plus à plaindre, fut le lord *Derenwater*. Son frere aîné avait eu la tête tranchée à Londres en 1715, pour avoir combattu dans la même cause ; ce fut lui qui voulut que son fils, encore enfant, montât sur l'échafaud, et qui lui dit : *soyez couvert de mon sang, et apprenez à mourir pour vos rois*. son frere puîné, qui s'échappa alors et alla servir en France, avait été enveloppé dans la condam-

nation de son frere aîné. Il repassa en Angleterre dès qu'il sçut qu'il pouvait être utile au prince *édouard*; mais le vaisseau sur lequel il s'était embarqué avec son fils et plusieurs officiers, des armes et de l'argent, fut pris par les anglais. Il subit la même mort que son frere, avec la même fermeté, en disant que le roi de France aurait soin de son fils. Ce jeune gentilhomme, qui n'était point né sujet du roi d'Angleterre, fut relâché et revint en France, où le roi exécuta en effet ce que son pere s'était promis, en lui donnant une pension à lui et à sa sœur. Le dernier pair qui mourut par la main du bourreau, fut le lord *Lovat*, âgé de quatre-vingts ans; c'était lui qui avait été le premier moteur de l'entreprise. Il en avait jetté les fondements dès l'année 1740 : les principaux mécontents s'étaient assemblés secretement chez lui; il devait faire soulever des clans en 1743, lorsque le prince *Charles-édouard* s'embarqua. Il employa, autant qu'il le put, les subterfuges des loix à défendre un reste de vie qu'il perdit enfin sur l'échafaud; mais il mourut avec autant de grandeur d'ame, qu'il avait mis dans sa conduite de finesse et d'art; il prononça tout haut ce vers d' *Horace* avant de recevoir le coup : (...). Ce qu'il y eut de plus étrange, et ce qu'on ne peut guere voir qu'en Angleterre, c'est qu'un jeune étudiant d'oxford, nommé *Painter*, dévoué au parti jacobite, et enivré de ce fanatisme qui produit tant de choses extraordinaires dans les imaginations ardentes, demanda à mourir à la place du vieillard condamné. Il fit les plus pressantes instances qu'on n'eut garde d'écouter. Ce jeune homme ne connaissait point *Lovat*, mais il savait qu'il avait été le chef de la conspiration, et le regardait comme un homme respectable et nécessaire. Le gouvernement joignit aux vengeances du passé, des précautions pour l'avenir; il établit un corps de milices toujours subsistant vers les frontieres d'écosse. On dépouilla tous les seigneurs écossais de leurs droits de jurisdictions qui leur attachait leurs tribus; et les chefs qui étaient demeurés fideles, furent indemnisés par des pensions et par d'autres avantages. Dans les inquiétudes où l'on était en France sur la destinée du prince *édouard*, on avait fait partir dès le mois de juin deux petites frégates qui aborderent heureusement sur la côte occidentale d'écosse, où ce prince était descendu, quand il commença cette entreprise malheureuse. On le chercha inutilement dans ce pays et dans plusieurs isles voisines de la côte du Lockaber. Enfin le 29 septembre le prince arriva par des chemins détournés, et au travers de mille périls nouveaux, au lieu où il était attendu. Ce qui est étrange, et ce qui prouve bien que tous les cœurs étaient à lui, c'est que les anglais ne furent avertis ni du débarquement, ni du séjour, ni du départ de ces deux vaisseaux. Ils ramenerent le prince jusqu'à la vue de Brest, mais ils trouverent vis-à-vis le port une escadre anglaise. On retourna alors en haute mer, et on revint ensuite vers les côtes de Bretagne, du côté de Morlaix; une autre flotte anglaise s'y trouve encore : on hasarda de passer à travers les vaisseaux ennemis : et enfin le prince, après tant de malheurs et de dangers, arriva le 10 octobre 1746 au port de Saint Paul De Leon, avec quelques-uns de ses partisans échappés

comme lui à la recherche des vainqueurs. Voilà où aboutit une aventure qui eût réussi dans les temps de la chevalerie ; mais qui ne pouvait avoir de succès dans un temps où la discipline militaire, l'artillerie, et sur-tout l'argent, décident de tout à la longue. Pendant que le prince *édouard* avait erré dans les montagnes et dans les isles d'écosse, et que les échafauds étaient dressés de tous côtés pour ses partisans, son vainqueur le duc de *Cumberland* avait été reçu à Londres en triomphe ; le parlement lui assigna vingt-cinq mille pieces de rente, c'est-à-dire environ cinq cents cinquante mille livres monnoie de France, outre ce qu'il avait déjà. La nation anglaise fait elle-même ce que font ailleurs les souverains. Le prince *édouard* ne fut pas alors au terme de ses calamités ; car étant réfugié en France, et se voyant obligé à la fin d'en sortir pour satisfaire les anglais qui l'exigerent dans le traité de paix ; son courage aigri par tant de secousses, ne voulut pas plier sous la nécessité. Il résista aux remontrances, aux prières, aux ordres, prétendant qu'on devait lui tenir la parole de ne le pas abandonner. On se crut obligé de se saisir de sa personne. Il fut arrêté, garrotté, mis en prison, conduit hors de France ; ce fut là le dernier coup dont la destinée accabla une génération de rois pendant trois cents années. *Charles-édouard*, depuis ce temps, se cacha au reste de la terre. Que les hommes privés qui se plaignent de leurs petites infortunes, jettent des yeux sur ce prince et sur ses ancêtres.

Chapitre 26

Chapitre 26

le roi de France n'ayant pu parvenir à la paix qu'il propose, gagne la bataille de Laufeld. On prend d'assaut Berg-Op-Zoom. Les russes marchent enfin au secours des alliés.

lorsque cette fatale scene tendait à sa catastrophe en Angleterre, *Louis XV* achevait ses conquêtes. Malheureux alors par-tout où il n'était pas ; victorieux par-tout où il était avec le maréchal, il proposait toujours une pacification nécessaire à tous les partis qui n'avaient plus de prétexte pour se détruire. L'intérêt du nouveau stadhouder ne paraissait pas de continuer la guerre dans les commencements d'une autorité qu'il fallait affermir, et qui n'était encore soutenue d'aucun subside réglé. Mais l'animosité contre la cour de France allait si loin, les anciennes défiances étaient si invétérées, qu'un député des états, en présentant le stadhouder aux états généraux, le jour de l'installation, avait dit dans son discours : *que la république avoit besoin d'un chef contre un voisin ambitieux et perfide, qui se jouait de la foi des traités.* paroles étranges, pendant qu'on traitait encore, et dont *Louis XV* ne se vengea qu'en n'abusant pas de ses victoires ; ce qui doit paraître encore plus surprenant. Cette aigreur violente était entretenue dans tous les esprits par la cour de Vienne, toujours indignée qu'on eût voulu dépouiller *Marie-Thérese*

de l'héritage de ses peres, malgré la foi des traités : on s'en repentait ; mais les alliés n'étaient pas satisfaits d'un repentir. La cour de Londres, pendant les conférences de Breda, remuait l'Europe pour faire de nouveaux ennemis à *Louis XV*. Enfin le ministere de *George Second*

fit paraître dans le fond du nord un secours formidable. L'impératrice des russes, *élizabeth Pétrouna*, fille du czar Pierre, fit marcher cinquante mille hommes en Livonie, et promit d'équiper cinquante galeres. Cet armement se devait porter par-

tout où voudrait le roi d'Angleterre, moyennant cent mille livres sterlings seulement. Il en coûtait quatre fois autant pour les dix-huit mille hanovriens qui servaient dans l'armée anglaise. Ce traité entamé long-temps auparavant, ne put être conclu que le mois de juin 1747. Il n'y a point d'exemple d'un si grand secours venu de si loin, et rien ne prouvait mieux que le czar *Pierre Le Grand*, en changeant tout dans ses vastes états, avait préparé de grands changements dans l'Europe. Mais, pendant qu'on soulevait ainsi les extrémités de la terre, le roi de France avançait ses conquêtes : la Flandre hollandaise fut prise aussi rapidement que les autres places l'avaient été ; le grand objet du maréchal de *Saxe* était toujours de prendre *Mastricht*. Ce n'est pas une de ces places qu'on puisse prendre aisément après des victoires, comme presque toutes les villes d'Italie. Après la prise de *Mastricht*, on allait à *Nimegue* ; et il était probable qu'alors les hollandais auraient demandé la paix avant qu'un russe eût pu paraître pour les secourir ; mais on ne pouvait assiéger *Mastricht* qu'en donnant une grande bataille, et en la gagnant complètement. Le roi était à la tête de son armée, et les alliés étaient campés entre lui et la ville. Le duc de *Cumberland* les commandait encore. Le maréchal *Bathiani* conduisait les autrichiens, le prince de *Valdeck*

les hollandais. Le roi voulut la bataille, le maréchal de *Saxe* la prépara, l'événement fut le même qu'à la journée de *Liege*. Les français furent vainqueurs, et les alliés ne furent pas mis dans une déroute assez complète, pour que le grand objet du siege de *Mastricht* pût être rempli. Ils se retirèrent sous cette ville après avoir été vaincus, et laisserent à *Louis XV*, avec la gloire d'une seconde victoire, l'entiere liberté de toutes ses opérations dans le Brabant hollandais. Les anglais furent encore dans cette bataille ceux qui firent la plus brave résistance. Le maréchal de *Saxe* chargea lui-même à la tête de quelques brigades. Les français perdirent le comte de *Baviere*, frere naturel de l'empereur *Charles Vii*, le marquis de *Froulai*, maréchal de camp, jeune homme qui donnait les plus grandes espérances, le colonel *Dillon*, nom célèbre dans les troupes irlandaises, le brigadier d' *Erlach*, excellent officier, le marquis d' *Autichamp*, le comte d' *Aubeterre*, frere de celui qui avait été tué au siege de *Bruxelles* ; le nombre des morts fut considérable ; le marquis de *Bonac*, fils d'un homme qui s'était acquis une grande réputation dans ses ambassades, y perdit une jambe. Le jeune marquis de *Ségur*

eut un bras emporté. Il avait été long-temps sur le point de mourir des blessures qu'il avait reçues auparavant, et à peine était-il guéri, que ce nouveau coup le mit encore en danger de mort. Le roi dit au comte de *Ségur*, son pere : votre fils méritait d'être invulnérable. La perte fut à-peu-près égale des deux côtés. Cinq à six mille hommes tués ou blessés de part et d'autre, signalerent cette journée. Le roi

de France la rendit célèbre par le discours qu'il tint au général *Ligonier* qu'on lui amena prisonnier : *ne vaudrait-il pas mieux,*

lui dit-il, *songer sérieusement à la paix, que de faire périr tant de braves gens ?*

cet officier général des troupes anglaises était né son sujet : il le fit manger à sa table ; et des écossais officiers, au service de France, avaient péri par le dernier supplice en Angleterre dans l'infortune du prince *Charles-édouard* . En vain à chaque victoire, à chaque conquête, *Louis XV* offrait toujours la paix, il ne fut jamais écouté. Les alliés comptaient sur le secours des russes, sur des succès en Italie, sur le changement de gouvernement en Hollande, qui devait enfanter des armées, sur les cercles de l'empire, sur la supériorité des flottes anglaises, qui menaçaient toujours les possessions de la France en Amérique et en Asie. Il fallait à *Louis XV* un fruit de la victoire : on mit le siege devant Berg-Op-Zoom, place réputée imprenable, moins parce que le célèbre *Cohorn* y avait épuisé son art, que parce qu'elle était continuellement rafraîchie par l'Escaut qui forme un bras de mer derriere elle. Outre ces défenses, outre une nombreuse garnison, il y avait des lignes auprès des fortifications, et dans ces lignes un corps de troupes qui pouvait à tout moment secourir la ville. De tous les sieges qu'on a jamais faits, celui-ci peut-être a été le plus difficile. On en chargea le comte de *Lowendhal* qui avait déjà pris une partie du Brabant hollandais. Ce général, né en Danemark, avait servi l'empire de Russie. Il s'était signalé aux assauts d'Otzakou, quand les russes forcerent les janissaires dans cette ville. Il parlait presque toutes les langues de l'Europe, connaissait toutes les cours, leur génie, celui des peuples, leur maniere de combattre ; et il avait enfin donné la préférence à la France, où l'amitié du maréchal de *Saxe* le fit recevoir en qualité de lieutenant-général. Les alliés et les français, les assiégés et les assiégeants même crurent que l'entreprise échouerait. *Lowendhal*

fut presque le seul qui compta sur le succès. Tout fut mis en œuvre par les alliés, garnison renforcée, secours de provisions de toute espece par l'Escaut, artillerie bien servie, sorties des assiégés, attaques faites par un corps considérable qui protégeait les lignes auprès de la place, mines qu'on fit jouer en plusieurs endroits. Les maladies des assiégeants campés dans un terrain malsain, secondaient encore la résistance de la ville. Ces maladies contagieuses mirent plus de vingt mille hommes hors d'état de servir ; mais ils furent aisément remplacés. Enfin, après trois semaines de tranchée ouverte, le comte de *Lowendhal* fit voir qu'il y avait des occasions où il faut s'élever au dessus des regles de l'art. Les breches n'étaient pas encore praticables. Il y avait trois ouvrages faiblement endommagés, le ravelin d'édem et deux bastions, dont l'un s'appellait la pucelle, et l'autre

cohorn. Le général résolut de donner l'assaut à la fois à ces trois endroits, et d'emporter la ville. Les français en bataille rangée trouvent des égaux, et quelquefois des maîtres dans la discipline militaire ; ils n'en ont point dans ces coups de main, et dans ces entreprises rapides, où l'impétuosité, l'agilité, l'ardeur, renversent en un moment les obstacles. Les troupes commandées en silence, tout étant prêt au milieu de la nuit, les assiégés se croient en sûreté, on descend dans le fossé : on court aux trois breches ; douze grenadiers seulement se rendent maître du fort d'édem, tuent ce qui veut se défendre, font mettre bas les armes au reste épouvanté. Les bastions, la pucelle et cohorn, sont assaillis et emportés avec la même vivacité, les troupes montent en foule. On emporte tout, on pousse aux remparts, on s'y forme, on entre dans la ville la bayonnette au bout du fusil : le marquis de *Lugeac* se saisit de la porte du port ; le commandant de la forteresse de ce port se rend à lui à discrétion ; tous les autres forts se rendent de même. Le vieux baron de *Cromstrom* , qui commandait dans la ville, s'enfuit vers les lignes ; le prince de *Hesse-Philipstadt* veut faire quelque résistance dans les rues avec deux régiments, l'un écossais, l'autre suisse ; ils sont taillés en pieces ; le reste de la garnison fuit vers ces lignes qui devaient la protéger ; ils y portent l'épouvante ; tout fuit ; les armes, les provisions, le bagage, tout est abandonné : la ville est en pillage au soldat vainqueur. On s'y saisit, au nom du roi, de dix-sept grandes barques chargées dans le port de munitions de toute espece, et de rafraîchissements que les villes de Hollande envoyaient aux assiégés. Il y avait sur les coffres en gros caracteres, à *l'invincible garnison de Berg-Op-Zoom*.

le roi en apprenant cette nouvelle, fit le comte de *Lowendhal* maréchal de France. La surprise fut grande à Londres, la consternation extrême dans les provinces unies. L'armée des alliés fut découragée. Malgré tant de succès, il était encore très-difficile de faire la conquête de Mastricht. On réserva cette entreprise pour l'année suivante 1748. *la paix est dans Mastricht*, disait le maréchal de *Saxe* . La campagne fut ouverte par les préparatifs de ce siege important. Il fallait faire la même chose à-peu-près que lorsqu'on avait assiégé Namur, s'ouvrir et s'assurer tous les passages, forcer une armée entiere à se retirer, et la mettre dans l'impuissance d'agir. Ce fut la plus savante manœuvre de toute cette guerre. On ne pouvait venir à bout de cette entreprise, sans donner le change aux ennemis. Il était à la fois nécessaire de les tromper, et de laisser ignorer son secret à ses propres troupes. Les marches devaient être tellement combinées, que chaque marche abûsât l'ennemi, et que toutes réussissent à point nommé ; c'est-là ce qui fut imaginé par le maréchal de *Saxe* , et arrangé par M De *Crémille* . On fait d'abord croire aux ennemis qu'on en veut à Breda. Le maréchal va lui-même conduire un grand convoi à Berg-Op-Zoom, à la tête de vingt cinq mille hommes, et semble tourner le dos à Mastricht. Une autre division marche en même-tems à Tirlemont sur le chemin de Liege, une

autre est à Tongres, une autre menace Luxembourg, et toutes enfin marchent vers Mastricht, à droite et à gauche de la Meuse. Les alliés, séparés en plusieurs corps, ne voient le dessein du maréchal, que quand il n'est plus temps de s'y opposer. La ville se trouve investie des deux côtés de la rivière ; nul secours n'y peut plus entrer. Les ennemis au nombre de près de quatre-vingt mille hommes sont à Mazeik, à Ruremonde. Le duc de *Cumberland*

ne peut plus qu'être témoin de la prise de Mastricht. Pour arrêter cette supériorité constante des français, les autrichiens, les anglais et les hollandais attendaient trente-cinq mille russes, au lieu de cinquante mille sur lesquels ils avaient d'abord compté. Ce secours venu de si loin arrivait enfin. Les russes étaient déjà dans la Franconie. C'étaient des hommes infatigables, formés à la plus grande discipline. Ils couchaient en plein champ, couverts d'un simple manteau, et souvent sur la neige. La plus sauvage nourriture leur suffisait. Il n'y avait pas quatre malades alors par régiment dans leur armée ; ce qui pouvoit encore rendre ce secours plus important, c'est que les russes ne désertent jamais. Leur religion, différente de toutes les communions latines, leur langue qui n'a aucun rapport avec les autres, leur aversion pour les étrangers, rendent inconnue parmi eux la désertion qui est si fréquente ailleurs. Enfin c'était cette même nation qui avait vaincu les turcs et les suédois ; mais les soldats russes, devenus si bons, manquaient alors d'officiers. Les nationaux savaient obéir, mais leurs capitaines ne savaient pas commander ; et ils n'avaient plus, ni un *Munich* , ni un *Laschi* , ni un *Keil* , ni un *Lowendhal* à leur tête. Tandis que le maréchal de *Saxe*

assiégeait Mastricht, les alliés mettaient toute l'Europe en mouvement. On allait recommencer vivement la guerre en Italie, et les anglais avaient attaqué les possessions de la France en Amérique et en Asie. Il faut voir les grandes choses qu'ils faisaient alors avec peu de moyens, dans l'ancien et le nouveau monde.

Chapitre 27

Chapitre 27

voyage de l'amiral Anson autour du globe.

la France ni l'Espagne ne peuvent être en guerre avec l'Angleterre, que cette secousse donnée à l'Europe, ne se fasse sentir aux extrémités du monde. Si l'industrie et l'audace de nos nations modernes ont un avantage sur le reste de la terre et sur toute l'antiquité, c'est par nos expéditions maritimes. On n'est pas assez étonné peut-être de voir sortir des ports de quelques petites provinces inconnues autrefois aux anciennes nations civilisées, des flottes dont un seul vaisseau eût détruit tous les navires des anciens grecs et des romains. D'un côté ces flottes vont au delà du Gange se livrer des combats à la vue des plus puissants empires, spectateurs tranquilles d'un art et d'une fureur qui n'ont point encore passé jusqu'à eux. De l'autre elles vont au delà de l'Amérique se disputer des esclaves dans un nouveau monde. Rarement le succès est-il proportionné à ces entreprises, non-seulement parce qu'on ne peut prévoir tous les obstacles, mais parce qu'on n'emploie presque jamais d'assez grands moyens. L'expédition de l'amiral *Anson*

est une preuve de ce que peut un homme intelligent et ferme, malgré la faiblesse des préparatifs, et la grandeur des dangers. On se souvient que, quand l'Angleterre déclara la guerre à l'Espagne en 1739, le ministère de Londres envoya l'amiral *Vernon* vers le Mexique, qu'il y détruisit Porto-Bello, et qu'il manqua Carthagene. On destinait dans le même-temps *George Anson* à faire une irruption dans le Pérou, par la mer du Sud, afin de ruiner, si on pouvait, ou du moins d'affaiblir par les deux extrémités, le vaste empire que l'Espagne a conquis dans cette partie du monde. On fit *Anson* commodore, c'est-à-dire, chef d'escadre ; on lui donna cinq vaisseaux, une espece de petite frégate de huit canons, portant environ cent hommes, et deux navires chargés de provisions et de marchandises ; ces deux navires étaient destinés à faire le commerce à la faveur de cette entreprise ;

car c'est le propre des anglais de mêler le négoce à la guerre. L'escadre portait quatorze cents hommes d'équipage, parmi lesquels il y avait de vieux invalides, et deux cents jeunes gens de recrue ; c'était trop peu de forces, et on les fit encore partir trop tard. Cet armement ne fut en haute mer qu'à la fin de septembre 1740. Il prend sa route par l'isle de Madere qui appartient au Portugal. Il s'avance aux isles du Cap-Verd, et range les côtes du Brésil. On se reposa dans une petite isle nommée Sainte Catherine, couverte en tout temps de verdure et de fruits, à 27 degrés de latitude australe ; et après avoir ensuite côtoyé le pays froid et inculte des patagons, sur lequel on a débité tant de fables, le commodore entra sur la fin de février 1741 dans le détroit de le maire ; ce qui fait plus de cent degrés de latitude, franchis en moins de cinq mois. La petite chaloupe de huit canons, nommée *le tryal, l'épreuve*, fut le premier navire de cette espece, qui osa doubler le Cap-Horn. Elle s'empara depuis dans la mer du Sud d'un bâtiment espagnol de six cents tonneaux, dont l'équipage ne pouvait comprendre comment il avait été pris par une barque venue d'Angleterre dans l'océan pacifique. Cependant, en doublant le Cap-Horn, après avoir passé le détroit de le maire, des tempêtes extraordinaires battent les vaisseaux d' *Anson* , et les dispersent. Un scorbut d'une nature affreuse fait périr la moitié de l'équipage ; le seul vaisseau du commodore aborde l'isle déserte de Fernandez, dans la mer du Sud, en remontant vers le tropique du Capricorne. Un lecteur raisonnable, qui voit avec quelque horreur ces soins prodigieux que prennent les hommes pour se rendre malheureux, eux et leurs semblables, apprendra peut-être avec satisfaction, que *George Anson* trouvant dans cette isle déserte le climat le plus doux, et le terrain le plus fertile, y sema des légumes et des fruits, dont il avait apporté les semences et les noyaux, et qui bientôt couvrirent l'isle entiere. Des espagnols qui y relâcherent quelques années après, ayant été faits depuis prisonniers en Angleterre, jugerent qu'il n'y avait qu' *Anson* qui eût pu réparer par cette attention généreuse, le mal que fait la guerre, et ils le remercierent comme leur bienfaicteur. On trouva sur la côte beaucoup de lions de mer, dont les mâles se battent entr'eux pour les femelles ; et on fut étonné d'y voir dans les plaines des chevres qui avaient les oreilles coupées, et qui par-là servirent de preuve aux aventures d'un anglais, nommé *Shelkirst* , qui, abandonné dans cette isle, y avait vécu seul plusieurs années. Qu'il soit permis d'adoucir par ces petites circonstances la tristesse d'une histoire qui n'est qu'un recit de meurtres et de calamités. Une observation plus intéressante fut celle de la variation de la boussole, qu'on trouva conforme au système de *Halley* . L'aiguille aimentée suivait exactement la route que ce grand astronome lui avait tracée. Il donna des loix à la matiere magnétique, comme *Newton* en donna à toute la nature. Et cette petite escadre, qui n'allait franchir des mers inconnues que dans l'espérance du pillage, servait la philosophie sans le savoir. *Anson*, qui montait un vaisseau de soixante canons, ayant été rejoint par un autre vaisseau de guerre

et par cette chaloupe nommée l' *épreuve* , fit, en croisant vers cette isle de Fernandez, plusieurs prises assez considérables. Mais bientôt après s'étant avancé jusques vers la ligne équinoxiale, il osa attaquer la ville de Paita, sur cette même côte de l'Amérique. Il ne se servit ni de ses vaisseaux de guerre ni de tout ce qui lui restait d'hommes pour tenter ce coup hardi. Cinquante soldats dans une chaloupe à rames firent l'expédition ; ils abordent pendant la nuit ; cette surprise subite, la confusion et le désordre que l'obscurité redouble, multiplient et augmentent le danger. Le gouverneur, la garnison, les habitans fuient de tous côtés. Le gouverneur va dans les terres rassembler trois cents hommes de cavalerie et la milice des environs. Les cinquante anglais cependant font transporter paisiblement pendant trois jours les trésors qu'ils trouvent dans la douane et dans les maisons. Des esclaves negres, qui n'avaient pas fui, espece d'animaux appartenant au premier qui s'en saisit, aident à enlever les richesses de leurs anciens maîtres. Les vaisseaux de guerre abordent. Le gouverneur n'eut, ni la hardiesse de redescendre dans la ville, et d'y combattre, ni la prudence de traiter avec les vainqueurs pour le rachat de la ville et des effets qui restaient encore. *Anson* fit réduire Paita en cendres, et partit, ayant dépouillé aussi aisément les espagnols, que ceux-ci avaient autrefois dépouillé les américains. La perte pour l'Espagne fut de plus de quinze cents mille piastres ; le gain pour les anglais, d'environ cent quatre-vingt mille. Ce qui, joint aux prises précédentes, enrichissait déjà l'escadre. Le grand nombre enlevé par le scorbut, laissait encore une plus grande part aux survivants. Cette petite escadre remonta ensuite vis-à-vis Panama, sur la côte où l'on pêche les perles, et s'avança devant Acapulco, au revers du Mexique. Le gouvernement de Madrid ne savait pas alors le danger qu'il courait de perdre cette grande partie du monde. Si l'amiral *Vernon* , qui avoit assiégé Carthagene sur la mer opposée, eût réussi, il pouvoit donner la main au commodore *Anson* . L'isthme de Panama étoit pris à droite et à gauche par les anglais, et le centre de la domination espagnole perdu. Le ministère de Madrid, averti long-temps auparavant, avait pris des précautions qu'un malheur presque sans exemple rendait inutiles. Il prévint l'escadre d' *Anson*

par une flotte plus nombreuse, plus forte d'hommes et d'artillerie, sous le commandement de *don Joseph Pizarro* . Les mêmes tempêtes qui avaient assailli les anglais, dispersèrent les espagnols avant qu'ils pussent atteindre le détroit de le maire. Non-seulement le scorbut, qui fit périr la moitié des anglais, attaqua les espagnols avec la même furie ; mais des provisions qu'on attendait de Buenos-Ayres n'étant point venues, la faim se joignit au scorbut. Deux vaisseaux espagnols, qui ne portaient que des mourants, furent fracassés sur les côtes ; deux autres échouèrent. Le commandant fut obligé de laisser son vaisseau amiral à Buenos-Ayres ; il n'y avait plus assez de mains pour le gouverner, et ce vaisseau ne put être réparé qu'au bout de trois années ; de sorte que le commandant de cette flotte retourna

en Espagne en 1746, avec moins de cent hommes qui restaient de deux mille sept cents dont sa flotte était montée : événement funeste qui sert à faire voir que la guerre sur mer est plus dangereuse que sur terre ; puisque sans combattre on y essuie presque toujours les dangers et les extrêmités les plus horribles. Les malheurs de *Pizarro* laisserent *Anson* en pleine liberté dans la mer du Sud ; mais les pertes qu' *Anson* avait faites de son côté, le mettaient hors d'état de faire de grandes entreprises sur les terres, et sur-tout depuis qu'il eut appris par les prisonniers le mauvais succès du siege de Carthagene, et que le Mexique était rassuré. *Anson* réduisit donc ses entreprises et ses grandes espérances à se saisir d'un galion immense que le Mexique envoie tous les ans dans les mers de la Chine à l'isle de Manille, capitale des Philippines, ainsi nommées, parce qu'elles furent découvertes sous le regne de *Philippe Second* . Ce galion chargé d'argent ne serait point parti, si on avait vu les anglais sur les côtes, et il ne devait mettre à la voile, que long-temps après leur départ. Le commodore va donc traverser l'océan pacifique, et tous les climats opposés à l'Afrique, entre notre tropique et l'équateur. L'avarice, devenue honorable par la fatigue et le danger, lui fait parcourir le globe avec deux vaisseaux de guerre. Le scorbut poursuit encore l'équipage sur ces mers, et l'un des deux vaisseaux faisant eau de tous côtés, on est obligé de l'abandonner, et de le brûler au milieu de la mer, de peur que ses débris ne soient portés dans quelques isles des espagnols, et ne leur deviennent utiles. Ce qui restait de matelots et de soldats sur ce vaisseau, passe dans celui d' *Anson* , et le commodore n'a plus de son escadre que son seul vaisseau, nommé le centurion, monté de soixante canons, suivi de deux especes de chaloupes. Le centurion échappé seul à tant de dangers, mais délabré lui-même, et ne portant que des malades, relâche pour son bonheur dans une des isles Marianes, qu'on nomme Tinian, alors presque entièrement déserte ; peuplée n'a guere de trente mille ames, mais dont la plupart des habitans avaient péri par une maladie épidémique, et dont le reste avait été transporté dans une autre isle par les espagnols. Le séjour de Tinian sauva l'équipage. Cette isle plus fertile que celle de Fernandez, offrait de tous côtés en bois, en eau pure, en animaux domestiques, en fruits, en légumes, tout ce qui peut servir à la nourriture, aux commodités de la vie, et au radoub d'un vaisseau. Ce qu'on trouva de plus singulier, est un arbre dont le fruit ressemble pour le goût au meilleur pain ; trésor réel, qui, transplanté, s'il se pouvait, dans nos climats, serait bien préférable à ces richesses de convention, qu'on va ravir parmi tant de périls au bout de la terre. De cette isle on rangeait celle de Formose : il cingle vers la Chine à Macao, à l'entrée de la riviere de Canton, pour radoubier le seul vaisseau qui lui reste. Macao appartient depuis cent cinquante ans aux portugais. L'empereur de la Chine leur permit de bâtir une ville dans cette petite isle qui n'est qu'un rocher, mais qui leur était nécessaire pour le commerce. Les chinois n'ont jamais violé depuis ce tems les privileges accordés aux portugais. Cette fidélité devait, ce me semble, désarmer

l'auteur anglais qui a donné au public l'histoire de l'expédition de l'amiral *Anson*. Cet historien, d'ailleurs judicieux, instructif et bon citoyen, ne parle des chinois, que comme d'un peuple méprisable, sans foi et sans industrie. Quant à leur industrie, elle n'est en rien de la nature de la nôtre : quant à leurs mœurs, je crois qu'il faut plutôt juger d'une puissante nation par ceux qui sont à la tête, que par la populace des extrémités d'une province. Il me paraît que la foi des traités, gardée par le gouvernement pendant un siècle et demi, fait plus d'honneur aux chinois, qu'ils ne reçoivent de honte de l'avidité et de la fourberie d'un vil peuple d'une côte de ce vaste empire. Faut-il insulter la nation la plus ancienne et la plus policée de la terre, parce que quelques malheureux ont voulu dérober à des anglais par des larcins et par des gains illicites, la vingt-millième partie tout au plus de ce que les anglais allaient voler par force aux espagnols dans la mer de la Chine ? Il n'y a pas long-temps que les voyageurs éprouvaient des vexations beaucoup plus grandes dans plus d'un pays de l'Europe. Qu'auroit dit un chinois, si, ayant fait naufrage sur les côtes de l'Angleterre, il avait vu les habitans courir en foule s'emparer avidement à ses yeux de tous ses effets naufragés ? Le commodore ayant mis son vaisseau en très-bon état à Macao, par le secours des chinois ; et ayant reçu sur son bord quelques matelots indiens, et quelques hollandais qui lui parurent des hommes de service, il remet à la voile, feignant d'aller à Batavia, le disant même à son équipage, mais n'ayant en effet d'autre objet que de retourner vers les Philippines, à la poursuite de ce galion qu'il présumait être alors dans ces parages. Dès qu'il est en pleine mer, il fait part de son projet à tout son monde. L'idée d'une si riche prise les remplit de joie et d'espérance, et redoubla leur courage. Enfin le 9 juin 1743, on découvre ce vaisseau tant désiré ; il avançait vers Manille, monté de soixante et quatre canons, dont vingt-huit n'étaient que de quatre livres de balle à cartouche. Cinq cents cinquante hommes de combat composaient l'équipage. Le trésor qu'il portait n'était que d'environ quinze cents mille piastres en argent avec de la cochenille, parce que tout le trésor qui est d'ordinaire le double, ayant été partagé, la moitié avait été portée sur un autre galion. Le commodore n'avait sur son vaisseau le centurion, que deux cents quarante hommes. Le capitaine du galion ayant aperçu l'ennemi, aima mieux hasarder le trésor, que perdre sa gloire, en fuyant devant un anglais, et fit force de voiles hardiment pour le venir combattre. La fureur de ravir des richesses, plus forte que le devoir de les conserver pour son roi ; l'expérience des anglais et les manœuvres savantes du commodore, lui donnerent la victoire. Il n'eut que deux hommes tués dans le combat ; le galion perdit soixante et sept hommes tués sur les ponts, et il eut quatre-vingt-quatre blessés. Il lui restait encore plus de monde qu'au commodore ; cependant il se rendit. Le vainqueur retourna à Canton avec cette riche prise ; il y soutint l'honneur de sa nation en refusant de payer à l'empereur de la Chine les impôts que doivent tous les navires étrangers. Il prétendait qu'un vaisseau de guerre n'en devait pas :

sa conduite en imposa. Le gouverneur de Canton lui donna une audience, à laquelle il fut conduit à travers deux haies de soldats au nombre de dix mille ; après quoi il retourna dans sa patrie par les isles de la Sonde et par le cap de Bonne-Espérance. Ayant ainsi fait le tour du monde en victorieux, il aborda en Angleterre le 4 juin 1744, après un voyage de trois ans et demi. Il fit porter à Londres en triomphe sur trente deux chariots, au son des tambours et des trompettes, et des acclamations de la multitude, les richesses qu'il avait conquises. Ses prises se montaient en argent et en or, à dix millions, monnaie de France, qui furent le prix du commodore, de ses officiers, des matelots et des soldats, sans que le roi entrât en partage du fruit de leurs fatigues et de leur valeur. Ces richesses circulant bientôt dans la nation, contribuerent à lui faire supporter les frais immenses de la guerre. De simples corsaires firent des prises encore plus considérables : le capitaine *Talbot* prit avec son seul vaisseau deux navires français, qu'il crut d'abord venir de la Martinique, et ne porter que des marchandises communes. Mais ces deux bâtimens malouins avaient été fretés par les espagnols, avant que la guerre eût été déclarée entre la France et l'Angleterre ; ils croyaient revenir en sûreté. Un espagnol qui avait été gouverneur du Pérou, était sur l'un de ces vaisseaux, et tous les deux rapportaient des trésors en or, en argent, en diamans et en marchandises précieuses. Cette prise était estimée vingt-six millions de livres. L'équipage du corsaire fut si étonné de ce qu'il voyait, qu'il ne daigna pas prendre les bijoux que chaque passager espagnol portait sur soi. Il n'y en avait presque aucun qui n'eût une épée d'or et un diamant au doigt : on leur laissa tout. Et quand *Talbot* eut amené ses prises au port de Kingsale en Irlande, il fit présent de vingt guinées à chacun des matelots et des domestiques espagnols. Le butin fut partagé entre deux vaisseaux corsaires ; dont l'un qui était compagnon de *Talbot*

avait poursuivi en vain un autre vaisseau nommé l'espérance, le plus riche des trois. Chaque matelot de ces deux corsaires, eut huit cents cinquante guinées pour sa part : les deux capitaines eurent chacun trois mille cinq cents guinées. Le reste fut partagé entre les associés, après avoir été porté en triomphe de Bristol à Londres, sur quarante-trois chariots. La plus grande partie de cet argent fut prêté au roi même qui en fit une rente aux propriétaires. Cette seule prise valait au delà d'une année du revenu de la Flandre entière. On peut juger si de telles aventures encourageaient les anglais à aller en course, et relevaient les espérances d'une partie de la nation qui envisageait dans les calamités publiques, des avantages si prodigieux.

Chapitre 28

Chapitre 28

Louisbourg. Combats de mer ; prises immenses que font les anglais.

une autre entreprise commencée plus tard que celle de l'amiral *Anson* , montre bien de quoi est capable une nation commerçante à la fois et guerrière. Je veux parler du siege de Louisbourg ; ce ne fut point une opération du cabinet des ministres de Londres ; ce fut le fruit de la hardiesse des marchands de la nouvelle Angleterre. Cette colonie, l'une des plus florissantes de la nation anglaise, est éloignée d'environ quatre-vingt lieues de l'isle de Louisbourg ou du Cap-Breton ; isle alors importante pour les français, située vers l'embouchure du fleuve St Laurent, la clef de leurs possessions dans le nord de l'Amérique. Ce territoire avait été confirmé à la France par la paix d'Utrecht. La pêche de la morue qui se fait dans ces parages, était l'objet d'un commerce utile, qui employait par an plus de cinq cents petits vaisseaux de Bayonne, de St Jean De Luz, du Havre De Grace, et d'autres villes ; on en rapportait au moins trois mille tonneaux d'huile nécessaire pour les manufactures de toute espece. C'était une école de matelots, et ce commerce, joint à celui de la morue, faisait travailler dix mille hommes, et circuler dix millions. Un négociant, nommé *Vaugan* , propose à ses concitoyens de la nouvelle Angleterre, de lever des troupes pour assiéger Louisbourg. On reçoit cette idée avec acclamation : on fait une loterie dont le produit soudoie une petite armée de quatre mille hommes. On les arme, on les approvisionne, on leur fournit des vaisseaux de transport, tout cela au dépens des habitants ; ils nomment un général ; mais il leur fallait l'agrément de la cour de Londres ; il leur fallait sur-tout des vaisseaux de guerre. Il n'y eut de perdu que le temps de demander : la cour envoie l'amiral *Waren* avec quatre vaisseaux, protéger cette entreprise de tout un peuple. Louisbourg est une place qui pouvait se défendre, et rendre tous ces efforts inutiles, si on avait eu assez de munitions ; mais c'est le sort de la plupart des établissements éloignés, qu'on leur envoie rarement d'assez bonne heure ce

qui leur est nécessaire. à la première nouvelle des préparatifs contre la colonie, le ministre de la marine de France fait partir un vaisseau de soixante-quatre canons, chargé de tout ce qui manquait à Louisbourg. Le vaisseau arrive, pour être pris à l'entrée du port par les anglais. Le commandant de la place, après une vigoureuse défense de cinquante jours, fut obligé de se rendre. Les anglais lui firent les conditions; ce fut d'emmener eux-mêmes en France la garnison et tous les habitants, au nombre de deux mille. On fut étonné à Brest de recevoir, quelques mois après, une colonie entière de français, que des vaisseaux anglais laisserent sur le rivage. La prise de Louisbourg fut encore fatale à la compagnie française des Indes; elle avait pris à ferme le commerce des pelleteries du Canada, et ses vaisseaux, au retour des grandes Indes, venaient souvent mouiller à Louisbourg. Deux gros vaisseaux de la compagnie y aborderent immédiatement après sa prise, et se livrent eux-mêmes. Ce ne fut pas tout; une fatalité non moins singulière enrichit encore les nouveaux possesseurs du Cap-Breton. Un gros bâtiment espagnol, nommé l'espérance, qui avait échappé à des armateurs, croyait trouver sa sûreté dans le port de Louisbourg, comme les autres; il y trouva sa perte comme eux. La charge de ces trois navires, qui vinrent ainsi se rendre eux-mêmes du fond de l'Asie et de l'Amérique, allait à vingt-cinq millions de livres. Si dès long-temps on a appelé la guerre un jeu de hasard, les anglais en une année gagnèrent à ce jeu environ trois millions de livres sterlings. Non-seulement les vainqueurs comptoient garder à jamais Louisbourg, mais ils firent les préparatifs pour s'emparer de toute la nouvelle France. Il semble que les anglais dussent faire de plus grandes entreprises maritimes. Ils avaient alors six vaisseaux de cent pièces de canon, treize de 90, quinze de 80, vingt-six de 70, trente-trois de 60. Il y en avait trente-sept de 50 à 54 canons; et au dessous de cette forme, depuis les frégates de 40 canons jusqu'aux moindres, on en comptait jusqu'à 115. Ils avaient encore quatorze galiotes à bombes et dix brûlots. C'était en tout deux cents soixante et trois vaisseaux de guerre, indépendamment des corsaires et des vaisseaux de transport. Cette marine avait le fonds de quarante mille matelots. Jamais aucune nation n'a eu de pareilles forces. Tous ces vaisseaux ne pouvaient être armés à la fois, il s'en fallait beaucoup. Le nombre des soldats était trop disproportionné; mais enfin en 1746 et 1747 les anglais avaient à la fois une flotte dans les mers d'Écosse et d'Irlande, une à Spithead, une aux Indes orientales, une vers la Jamaïque, une à Antigua, et ils en armaient de nouvelles selon le besoin. Il fallut que la France résistât pendant toute la guerre, n'ayant en tout qu'environ trente-cinq vaisseaux de roi à opposer à cette puissance formidable. Il devenait plus difficile de jour en jour de soutenir les colonies. Si on ne leur envoyait pas de gros convois, elles demeuraient sans secours à la merci des flottes anglaises. Si les convois partaient, ou de la France, ou des îles, ils couraient risque étant escortés, d'être pris avec leurs escortes. En effet, les français essuyèrent quelquefois des pertes terribles, car une flotte mar-

chande de quarante voiles, venant en France de la Martinique, sous l'escorte de quatre vaisseaux de guerre, fut rencontrée par une flotte anglaise ; il y en eut trente de pris, coulés à fond ou échoués, deux vaisseaux de l'escorte, dont l'un était de 80 canons, tomba au pouvoir de l'ennemi. En vain on tenta d'aller dans l'Amérique septentrionale, pour essayer de reprendre le Cap-Breton, ou pour ruiner la colonie anglaise d'Annapolis dans la nouvelle écosse. Le duc d' *Anville* , de la maison de *La Rochefoucault* , y fut envoyé avec quatorze vaisseaux. C'était un homme d'un grand courage, d'une politesse et d'une douceur de mœurs que les français seuls conservent dans la rudesse attachée au service maritime ; mais la force de son corps ne secondait pas celle de son ame. Il mourut de maladie sur le rivage barbare de Chiboctou, après avoir vu sa flotte dispersée par une violente tempête. Plusieurs vaisseaux périrent, d'autres écartés au loin, tomberent entre les mains des anglais. Cependant il arrivait souvent que des officiers habiles, qui escortaient les flottes marchandes françaises, savaient les conduire en sûreté, malgré les nombreuses flottes ennemies. On en vit un exemple heureux dans les manœuvres de M *Du Bois De La Motte* , alors capitaine de vaisseau, qui, conduisant un convoi d'environ quatre-vingt voiles aux isles françaises de l'Amérique, attaqué par une escadre entiere, sut, en attirant sur lui tout le feu des ennemis, leur dérober le convoi, le rejoindre, et le conduire au fort royal, à S Domingue, combattre encore, et ramener plus de soixante voiles en France : mais il fallait bien qu'à la longue la marine anglaise anéantît celle de France, et ruinât son commerce. Un de leurs plus grands avantages sur mer, fut le combat naval de Finistere ; combat où ils prirent six gros vaisseaux de roi, et sept de la compagnie des Indes armés en guerre, dont quatre se rendirent dans le combat, et trois autres ensuite, le tout portant quatre mille hommes d'équipage. Londres est remplie de négociants et de gens de mer, qui s'intéressent beaucoup plus aux succès maritimes, qu'à tout ce qui se passe en Allemagne ou en Flandres. Ce fut dans la ville un transport de joie inouïe, quand on vit arriver dans la Tamise le même vaisseau le centurion, si fameux par son expédition autour du monde : il apportait la nouvelle de la bataille de Finistere, gagnée par ce même *Anson* , devenu à juste titre vice-amiral général, et par l'amiral *Waren* . On vit arriver vingt deux chariots chargés de l'or, de l'argent et des effets pris sur la flotte de France. La perte de ces effets et de ces vaisseaux fut estimée plus de vingt millions de France. De l'argent de cette prise, on frappa quelques especes sur lesquelles on voyait pour légende *Finistere* , monument flatteur à la fois et encourageant pour la nation, et imitation glorieuse de l'usage qu'avaient les romains de graver ainsi sur la monnoie courante, comme sur les médailles, les grands événements de leur empire. Cette victoire était plus heureuse et plus utile qu'étonnante. Les amiraux *Anson et Waren*

avaient combattu avec dix-sept vaisseaux de guerre, contre six vaisseaux de roi, dont le meilleur ne valait pas pour la construction le moindre navire de la flotte anglaise. Ce qu'il y avait de surprenant, c'est que le marquis de la *Jonquiere*, chef de cette escadre, eût soutenu long-temps le combat, et donné encore à un convoi qu'il amenait de la Martinique, le temps d'échapper. Le capitaine du vaisseau le *vindsor*, s'exprimait ainsi dans sa lettre sur cette bataille : *je n'ai jamais vu une meilleure conduite que celle du commodore français ; et pour dire la vérité, tous les officiers français de cette nation ont montré un grand courage : aucun d'eux ne s'est rendu que quand il leur a été absolument impossible de manoeuvrer.*

il ne restait plus aux français sur ces mers, que sept vaisseaux de guerre pour escorter les flottes marchandes aux isles de l'Amérique, sous le commandement de M De L' *Estanduere*. Ils furent rencontrés par quatorze vaisseaux anglais. On se battit comme à Finistere, avec le même courage et la même fortune. Le nombre l'emporta, et l'amiral *Hawks*

amena dans la Tamise six vaisseaux des sept qu'il avait combattus. La France n'avait plus alors qu'un seul vaisseau de guerre. On connut dans toute son étendue la faute du cardinal de *Fleury*, d'avoir négligé la mer ; cette faute est difficile à réparer. La marine est un art, et un grand art. On a vu quelquefois de bonnes troupes de terre formées en deux ou trois années par des généraux habiles et appliqués ; mais il faut un long-temps pour se procurer une marine redoutable.

Chapitre 29

Chapitre 29

de l'Inde, de Madrass, de Pondichéry. expédition de La Bourdonnaie. conduite de Du Pleix, etc.

pendant que les anglais portaient leurs armes victorieuses sur tant de mers, et que tout le globe était le théâtre de la guerre, ils en ressentirent enfin les effets dans leur colonie de Madrass. Un homme à la fois négociant et guerrier, nommé *Mahé De La Bourdonnaie*, vengea l'honneur du pavillon français, au fond de l'Asie. Pour rendre cet événement plus sensible, il est nécessaire de donner quelque idée de l'Inde, du commerce des européens dans cette vaste et riche contrée, et de la rivalité qui régna entr'eux ; rivalité souvent soutenue par les armes. Les nations européennes ont inondé l'Inde. On a sçu y faire de grands établissements, on y a porté la guerre, plusieurs y ont fait des fortunes immenses, peu se sont appliqués à connaître les antiquités de ce pays plus renommé autrefois pour sa religion, ses sciences et ses loix, que pour ses richesses qui ont fait de nos jours l'unique objet de nos voyages. Un anglais, qui a demeuré trente ans dans le Bengale, et qui sait les langues moderne et ancienne des brames, détruit tout ce vain amas d'erreurs dont sont remplies nos histoires des Indes, et confirme ce que le petit nombre d'hommes instruits en a pensé. Ce pays est sans contredit le plus anciennement policé qui soit dans le monde ; les sçavants chinois même lui accordent cette supériorité. Les plus anciens monuments que l'empereur *Camhi* avait recueillis dans son cabinet de curiosités, étaient tous indiens. Le docte et infatigable anglais, qui a copié en 1754 leur plus ancienne loi écrite, nommée le *shasta*, antérieure au *veidam*, assure que cette loi a quatre mille six cents soixante et six ans d'antiquité dans le temps qu'il la copie. Long-temps avant ce monument le plus ancien de la terre, s'il faut l'en croire, cette loi était consacrée par la tradition et par des hiéroglyphes antiques. On ne fait d'ordinaire aucune difficulté dans toutes les relations de l'Inde copiées sans examen les unes sur les autres, de divi-

ser toutes les nations des indiens en mahométans et en idolâtres ; mais il est avéré que les brames et les banians, loin d'être idolâtres, ont toujours reconnu un seul dieu créateur, que leurs livres appellent toujours l'éternel ; ils le reconnoissent encore au milieu de toutes les superstitions qui défigurent leur ancien culte. Nous avons cru, en voyant les figures monstrueuses, exposées dans leurs temples à la vénération publique, qu'ils adoraient des diables, quoique ces peuples n'aient jamais entendu parler du diable. Ces représentations symboliques n'étaient autre chose que les emblèmes des vertus. La vertu en général est figurée comme une belle femme, qui a dix bras pour résister aux vices. Elle porte une couronne, elle est montée sur un dragon, et tient du premier de ses bras droits une pique dont la pointe ressemble à une fleur de lys. Ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans le détail de toutes leurs antiques cérémonies qui se sont conservées jusqu'à nos jours, ni de discuter le shatabad et le veidam, ni de montrer à quel point les brames d'aujourd'hui ont dégénéré de leurs ancêtres ; mais quoique leur asservissement aux tartares, l'horrible cupidité et les débauches des européens établis sur leurs côtes, les aient rendus pour la plûpart fourbes et méchants, cependant l'auteur qui a vécu si long-temps avec eux, dit que les brames qui n'ont point été corrompus par aucune fréquentation avec les commerçants d'Europe, ou par les intrigues des cours de nabad, *sont le modele le plus pur de la vraie piété qu'on puisse trouver sur la face de la terre.*

le climat de l'Inde est sans contredit le plus favorable à la nature humaine. Il n'est pas rare d'y voir des vieillards de six vingt ans. Les tristes mémoires de notre compagnie des Indes nous apprennent que, dans une bataille livrée par un vice-roi, tyran de ce pays, contre un autre tyran, l'un des deux, nommé *Anaverdikan*, que nous fîmes assassiner dans le combat par un traître de ses suivants, était âgé de cent sept années, et qu'il avait ramené trois fois ses soldats à la charge. L'empereur *Aurengzeb* vécût plus de cent ans. *Nisan-Elmoluc*, grand chancelier de l'empire sous *Mahomet Scha*, détrôné et rétabli par *Sha Nardir*, est mort à l'âge de cent ans révolus. Quiconque est sobre dans ce pays, jouit d'une vie longue et saine. Les indiens auraient été les peuples du monde les plus heureux, s'ils avaient pû demeurer inconnus aux tartares et à nous. L'ancienne coutume immémoriale de leurs philosophes, de finir leurs jours sur un bûcher dans l'espoir de recommencer une nouvelle carrière, celle des femmes de se brûler sur le corps de leurs maris pour renaître avec eux sous une forme différente, trouve une grande superstition, mais aussi un grand courage dont nous n'approchons pas. Ces peuples autrefois avaient horreur de tuer leurs semblables, et ne craignaient pas de se tuer eux-mêmes. Les femmes dans les castes des brames se brûlent encore, mais plus rarement qu'autrefois. Nos dévotes affligent leurs corps, celles-ci le détruisent, et toutes vont contre le but de la nature, dans l'idée que ce corps sera plus heu-

reux. L'horreur de répandre le sang des bêtes augmenta chez cette antique nation celle de répandre le sang des hommes. La douceur de leurs mœurs en fit toujours de très-mauvais soldats. C'est une vertu qui a causé leurs malheurs, et qui les a faits esclaves. Le gouvernement tartare, qui est précisément celui de nos anciens grands fiefs, soumet presque tous ces peuples à de petits brigands, nommés par des vices-rois, lesquels sont institués par l'empereur. Tous ces tyrans sont très-riches, et le peuple très-pauvre. C'est cette administration qui fut établie dans l'Europe, dans l'Asie et dans l'Afrique par les goths, les vandales, les francs, les turcs, tous originaires de la tartarie ; gouvernement entièrement contraire à celui des anciens romains, et encore plus à celui des chinois, le meilleur qui soit sur la terre, après celui du petit nombre des peuplades policées qui ont conservé leur liberté. Les marattes dans ces vastes pays sont presque les seuls qui soient libres. Ils habitent des montagnes derriere la côte de Malabar, entre Goa et Bombai ; dans l'espace de plus de sept cents milles. Ce sont les suisses de l'Inde, aussi guerriers, moins policés, mais plus nombreux, et par là plus redoutables. Les vice-rois qui se font souvent la guerre, achètent leurs secours, les paient, et les craignent. La prodigieuse supériorité, et de génie, et de force qu'ont les européens sur les asiatiques orientaux, est assez prouvée par les conquêtes que nos peuples ont faites chez ces nations, et qu'ils se disputent encore tous les jours. Les portugais établis les premiers sur les côtes de l'Inde, porterent leurs armes et leur religion dans l'étendue de plus de deux mille lieues, depuis le cap de Bonne-Espérance jusqu'à Malaca, ayant des comptoirs et des forts qui se secouraient les uns les autres. *Philippe II*, maître du Portugal, aurait pû former dans l'Inde une domination aussi avantageuse pour le moins, que celle du Pérou et du Mexique ; et, sans le courage et l'industrie des hollandais, et ensuite des anglais, le pape aurait donné plus d'évêchés réels dans ces vastes contrées, qu'il n'en confere en Italie, et en aurait retiré plus d'argent qu'il n'en leve sur les peuples devenus ses sujets. On n'ignore pas que les hollandais sont ceux qui ont les plus grands établissements dans cette partie du monde, depuis les isles de la Sonde jusqu'à la côte de Malabar. Les anglais viennent après eux. Ils sont puissants sur les deux côtes de la presqu'isle de l'Inde, et jusques dans le Bengale. Les français arrivés les derniers ont été les plus mal partagés. C'est leur sort dans l'Inde orientale, comme dans l'occidentale. Leur compagnie établie par *Louis XIV*, anéantie en 1712, renaissante en 1720 dans Pondichéry, paraissait, ainsi qu'on l'a déjà dit, très-florissante : elle avait beaucoup de vaisseaux, de commis, de directeurs, et mêmes des canons et des soldats ; mais elle n'a jamais pû fournir le moindre dividende à ses actionnaires, du produit de son commerce. C'est la seule compagnie commerçante de l'Europe qui soit dans ce cas ; et au fond ses actionnaires et ses créanciers n'ont jamais été payés que de la concession faite par le roi d'une partie de la ferme du tabac, absolument étrangere à son négoce. Par cela même elle florissait à Pondichéry : car l'argent de ses

retours était employé à augmenter ses fonds, à fortifier la ville, à l'embellir, à se ménager dans l'Inde des alliés utiles. *Du Pleix*, homme aussi actif qu'intelligent, et aussi méditatif que laborieux, avait dirigé long-temps le comptoir de Chandernagor sur le Gange, dans la fertile et riche province de Bengale, à treize cents mille de Pondichéry, y avait formé un vaste établissement, bâti une ville, équipé quinze vaisseaux. C'était une conquête de génie et d'industrie, bien préférable à toutes les autres. La compagnie trouva bon que chaque particulier fit alors le commerce pour son propre avantage. L'administrateur, en la servant, acquit une immense fortune ; chacun s'enrichit. Il créa encore un autre établissement à Patna en remontant le Gange jusqu'à trente lieues de Benares, cette antique école des bracmanes. Tant de services lui méritèrent le gouvernement général des établissements français à Pondichéry en 1742. Ce fut alors que la guerre s'alluma entre l'Angleterre et la France. On a déjà remarqué que le contre-coup de ces guerres se fait toujours sentir aux extrémités du monde en Asie et en Amérique. Les anglais ont à quatre-vingt-dix milles de Pondichéry la ville de Madrass dans la province d'Arcate. Cet établissement est pour l'Angleterre ce que Pondichéry est pour la France. Ces deux villes sont rivales ; mais le commerce est si vaste de ce monde au nôtre ; l'industrie européenne est si active, si supérieure à celle des indiens, que ces deux colonies pouvaient s'enrichir sans se nuire. *Du Pleix*, gouverneur de Pondichéry, et chef de la nation française dans les Indes, avait proposé la neutralité à la compagnie anglaise. Rien n'était plus convenable à des commerçants qui ne doivent point vendre des étoffes et du poivre à main armée. Le commerce est fait pour être le lien des nations, pour consoler la terre, et non pour la dévaster. L'humanité et la raison avaient fait ces offres ; la fierté et l'avarice les refuserent. Les anglais se flat- taient, non sans vraisemblance, d'être aisément vainqueurs sur les mers de l'Inde comme ailleurs, et d'anéantir la compagnie de France. *Mahé De La Bourdonnaie* était comme les *Du Quesne*, les *Bart*, les *Du Guay-Trouin*, capable de faire beaucoup avec peu, et aussi intelligent dans le commerce, qu'habile dans la marine. Il était gouverneur des isles de Bourbon et de Maurice, nommé à ces emplois par le roi, et gérant au nom de la compagnie. Ces isles étaient devenues florissantes sous son administration : il sort enfin de l'isle de Bourbon avec neuf vaisseaux armés par lui en guerre, chargés d'environ deux mille trois cents blancs, et de huit cents noirs qu'il a disciplinés lui-même, et dont il a fait de bons canonniers. Une escadre anglaise sous l'amiral *Barnet* croisait dans ces mers, défendait Madrass, inquiétait Pondichéry, et faisait beaucoup de prises. Il attaque cette escadre, il la disperse, et se hâte d'aller mettre le siege devant Madrass. Des députés vinrent lui représenter qu'il n'était pas permis d'attaquer les terres du grand mogol. Ils avaient raison ; c'est le comble de la faiblesse asiatique de le souffrir, et de l'audace européenne de le tenter. Les français débarquent sans résistance ; leur canon est amené devant les murailles de la ville mal fortifiée, défendue par une garnison de cinq cents sol-

datas. L'établissement anglais consistait dans le fort saint George, où étaient tous les magasins ; dans la ville qu'on nomme *Blanche*, qui n'est habitée que par les européens, et dans celle qu'on nomme *Noire*, peuplée de négociants et d'ouvriers de toutes les nations de l'Inde, juifs, banians, arméniens, mahométans, idolâtres, negres de différentes especes, indiens rouges, indiens de couleur bronzée ; cette multitude alloit à cinquante mille ames. Le gouverneur fut bientôt obligé de se rendre. La rançon de la ville fut évaluée à onze cents mille pagodes qui valent environ neuf millions de France. *La Bourdonnaie* avait un ordre exprès du ministere, *de ne garder aucune des conquêtes qu'il pourrait faire dans l'Inde* ; ordre peut-être inconsideré comme tous ceux qu'on donne de loin sur des objets qu'on n'est pas à portée de connaître. Il exécuta ponctuellement cet ordre, et reçut des ôtages et des sûretés pour le paiement de cette conquête qu'il ne gardait pas. Jamais on ne sut, ni mieux obéir, ni rendre un plus grand service. Il eut encore le mérite de mettre l'ordre dans la ville, de calmer les frayeurs des femmes, toutes réfugiées dans des temples et dans des pagodes, de les faire reconnaître chez elles avec honneur, et de rendre enfin la nation victorieuse, respectable et chere aux vaincus. Le sort de la France a presque toujours été que ses entreprises et mêmes ses succès hors de ses frontieres lui sont devenues funestes. *Du Pleix*, gouverneur de la compagnie des Indes, eut le malheur d'être jaloux de *La Bourdonnaie*. Il cassa la capitulation, s'empara de ses vaisseaux, et voulut même le faire arrêter. Les anglais et les habitans de Madrass, qui comptaient sur le droit des gens, demurerent interdits, quand on leur annonça la violation du traité et de la parole d'honneur donnée par *La Bourdonnaie*. Mais l'indignation fut au comble, quand *Du Pleix*, s'étant rendu le maître, détruisit la ville noire de fond en comble. Cette barbarie fit beaucoup de mal aux colons innocents, sans faire aucun bien aux français. La rançon, qu'on devait recueillir, fut perdue, et le nom français fut en horreur dans l'Inde. Au milieu des aigreurs, des reproches, des voies de fait, qu'une telle conduite produisait, *Du Pleix*

fit signer par le conseil de Pondichéry et par les principaux citoyens qui étaient à ses ordres, les mémoires les plus outrageants contre son rival. On l'accusait d'avoir exigé de Madrass une rançon trop faible, et d'avoir reçu pour lui des présents trop considerables. Enfin pour prix du plus signalé service, le vainqueur de Madrass, en arrivant à Paris fut enfermé à la bastille. Il y resta trois ans et demi, pendant qu'on envoyait chercher des témoins contre lui dans l'Inde. La permission de voir sa femme et ses enfants lui fut refusée. Cruellement puni sur le soupçon seul, il contracta dans sa prison une maladie mortelle. Mais, avant que cette persécution terminât sa vie, il fut déclaré innocent par la commission du conseil, nommée pour le juger. On douta si dans cet état c'était une consolation ou une douleur de plus, d'être justifié si tard et si inutilement. Nulle récompense pour sa famille

de la part de la cour. Tout le public lui en donnait une flatteuse, en nommant La *Bourdonnaie*

le vengeur de la France et la victime de l'envie. Mais bientôt le public pardonna à son ennemi *Du Pleix*, quand il défendit Pondichéry contre les anglais qui l'assiégèrent par terre et par mer. L'amiral *Boscawen* vint l'assiéger avec environ quatre mille soldats anglais ou hollandais, et autant d'indiens, renforcés encore de la plupart des matelots de sa flotte composée de vingt et une voiles. M *Du Pleix*

fut à la fois commandant, ingénieur, artilleur, munitionnaire : ses soins infatigables furent sur-tout secondés par M De *Bussy*, qui repoussa souvent les assiégeants à la tête d'un corps de volontaires. Tous les officiers y signalèrent un courage qui méritait la reconnaissance de la patrie. Cette capitale des colonies françaises, qu'on n'avait pas crue en état de résister, fut sauvée cette fois. Ce fut une des opérations qui valurent enfin à M *Du Pleix* le grand cordon de Saint Louis, honneur qu'on n'avait jamais fait à aucun homme hors du service militaire. Nous verrons comment il devint le protecteur et le vainqueur des vice-rois de l'Inde, et quelle catastrophe suivit trop de gloire.

Chapitre 30

Chapitre 30

paix d'Aix-La-Chapelle.

dans ce flux et reflux de succès et de pertes, communs à presque toutes les guerres, *Louis XV*

ne cessait d'être victorieux dans les Pays-Bas. Déjà Mastricht était prêt de se rendre au maréchal de *Saxe*, qui l'assiégeait, après la plus savante marche que jamais général eût faite ; et de là on allait droit à Nimegue. Les hollandais étaient consternés : il y avait en France près de trente-cinq mille de leurs soldats prisonniers de guerre. Des désastres plus grands que ceux de l'année 1672, semblaient menacer cette république ; mais ce que la France gagnait d'un côté, elle le perdait de l'autre : ses colonies étaient exposées, son commerce périssait, elle n'avait plus de vaisseaux de guerre. Toutes les nations souffraient, et toutes avaient besoin de la paix, comme dans les guerres précédentes. Près de sept mille vaisseaux marchands, soit de France, soit d'Espagne, ou d'Angleterre, ou de Hollande, avaient été pris dans le cours de ces déprédations réciproques ; et de là on peut conclure que plus de cinquante mille familles avaient fait de grandes pertes. Joignez à ces désastres la multitude des morts, la difficulté des recrues ; c'est le sort de toute guerre. La moitié de l'Allemagne et de l'Italie, les Pays Bas étaient ravagés : et pour accroître et prolonger tant de malheurs, l'argent de l'Angleterre et de la Hollande faisait venir trente-cinq mille russes qui étaient déjà dans la Franconie. On allait voir vers les frontieres de la France les mêmes troupes qui avaient vaincu les turcs et les suédois. Ce qui caractérisait plus particulièrement cette guerre, c'est qu'à chaque victoire que *Louis XV* avait remportée, il avait offert la paix, et qu'on ne l'avait jamais acceptée. Mais enfin, quand on vit que Mastricht allait tomber après Berg-Op-Zoom, et que la Hollande était en danger, les ennemis demandèrent aussi cette paix, devenue nécessaire à tout le monde. Le marquis de *St*

Sévérin, l'un des plénipotentiaires de France au congrès d'Aix-La-Chapelle, commença par déclarer qu'il venait accomplir les paroles de son maître, *qui voulait faire la paix, non en marchand, mais en roi*. *Louis XV* ne voulut rien pour lui ; mais il fit tout pour ses alliés ; il assurait par cette paix le royaume des deux Siciles à *dom Carlos*, prince de son sang ; il établit dans Parme, Plaisance et Guastale, *dom Philippe*, son gendre ; le duc de Modene, son allié et gendre du duc d'Orléans, régent, fut remis en possession de son pays, qu'il avait perdu pour avoir pris les intérêts de la France. Gênes rentra dans tous ses droits ; il parut plus beau, et même plus utile à la cour de France, de ne penser qu'au bonheur de ses alliés, que de se faire donner deux ou trois villes de Flandres, qui auraient été un éternel objet de jalousie. L'Angleterre, qui n'avait eu d'autre intérêt particulier dans cette guerre universelle, que celui d'un vaisseau, y perdit beaucoup de trésors et de sang, et la querelle de ce vaisseau resta dans le même état où elle était auparavant. Le roi de Prusse fut celui qui retira les plus grands avantages ; il conserva la conquête de la Silésie, dans un temps où toutes les puissances avaient pour maxime de ne souffrir l'agrandissement d'aucun prince. Le duc de Savoie, roi de Sardaigne, fut, après le roi de Prusse, celui qui gagna le plus : la reine de Hongrie, ayant payé son alliance d'une partie du Milanais. Après cette paix, la France se rétablit comme après la paix d'Utrecht, et fut encore plus florissante. Alors l'Europe chrétienne se trouva partagée entre deux grands partis, qui se ménageaient l'un l'autre, et qui soutenaient chacun de leur côté cette balance, le prétexte de tant de guerres, laquelle devrait assurer une éternelle paix. Les états de l'impératrice, reine de Hongrie, et une partie de l'Allemagne, la Russie, l'Angleterre, la Hollande, la Sardaigne, composaient une de ces grandes factions. L'autre était formée par la France, l'Espagne, les deux Siciles, la Prusse, la Suede. Toutes les puissances restèrent armées ; et on espéra un repos durable par la crainte même que les deux moitiés de l'Europe semblaient inspirer l'une à l'autre. *Louis XIV* avait le premier entretenu ces nombreuses armées qui forcèrent les autres princes à faire les mêmes efforts ; de sorte qu'après la paix d'Aix-La-Chapelle en 1748, les puissances chrétiennes eurent environ un million d'hommes sous les armes, au détriment peut-être des arts et des professions nécessaires, sur-tout de l'agriculture : on se flatta que de long-temps il n'y aurait aucun agresseur, parce que tous les états étaient armés pour se défendre ; mais on se flatta en vain.

Chapitre 31

Chapitre 31

état de l'Europe en 1756. *Lisbonne détruite. Conspirations et supplices en Suede. Guerres funestes pour quelques territoires vers le Canada. prise de Port-Mahon par le maréchal de Richelieu.*

l'Europe entiere ne vit jamais luire de si beaux jours que depuis la paix d'Aix-La-Chapelle en 1748, jusques vers l'an 1755. Le commerce florissait de Petersbourg jusqu'à Cadix ; les beaux arts étaient partout en honneur : on voyait entre toutes les nations une correspondance mutuelle ; l'Europe ressemblait à une grande famille réunie après ses différens. Les malheurs nouveaux de l'Europe semblerent être annoncés par des tremblements de terre qui se firent sentir en plusieurs provinces, mais d'une maniere plus terrible à Lisbonne qu'ailleurs. Un grand tiers de cette ville fut renversé sur les habitans ; il y périt près de trente mille hommes : ce fléau s'étendit en Espagne ; la petite ville de Sétubal fut presque détruite, d'autres endommagées ; la mer s'élevant au dessus de la chaussée de Cadix, engloutit tout ce qui se trouva sur le chemin ; les secousses de la terre qui ébranlaient l'Europe, se firent sentir de même en Afrique. Et le même jour que les habitans de Lisbonne périssaient, la terre s'ouvrit auprès de Maroc : une peuplade entiere d'arabes fut ensévelie dans des abymes ; les villes de Feez et de Méquinez furent encore plus maltraitées que Lisbonne. Ce fléau semblait devoir faire rentrer les hommes en eux-mêmes, et leur faire sentir qu'ils ne sont en effet que des victimes de la mort, qui doivent au moins se consoler les uns les autres. Les portugais crurent obtenir la clémence de Dieu, en faisant brûler des juifs et d'autres hommes, dans ce qu'ils appellent un *autodasé* : acte de foi que les autres nations regardent comme un acte de barbarie ; mais dès ce temps-là même, on prenoit des mesures dans d'autres parties de l'Europe, pour ensanglanter cette terre qui s'écroulait sous nos pieds. La premiere catastrophe funeste se passa en Suede. Ce royaume était devenu une république, dont le roi n'était que le premier magistrat. Il était obligé de

se conformer à la pluralité des voix du sénat, les états, composés de la noblesse, de la bourgeoisie, du clergé et des paysans, pouvaient réformer les loix du sénat ; mais le roi ne le pouvait pas. Quelques seigneurs, plus attachés au roi qu'aux nouvelles loix de la patrie, conspirèrent contre le sénat en faveur du monarque ; tout fut découvert ; les conjurés furent punis de mort ; ce qui dans un état purement monarchique aurait passé pour une action vertueuse, fut regardé comme une trahison infâme dans un pays devenu libre ; ainsi les mêmes actions sont crimes ou vertus, selon les lieux et selon les temps. Cette aventure indisposa la Suede contre son roi, et contribua ensuite à faire déclarer la guerre (comme nous le verrons) à *Frédéric* , roi de Prusse, dont la sœur avait épousé le roi de Suede. Les révolutions que ce même roi de Prusse et ses ennemis préparaient dès-lors, étaient un feu qui couvait sous la cendre ; ce feu embrasa bientôt l'Europe ; mais les premières étincelles vinrent d'Amérique. Une legere querelle entre la France et l'Angleterre, pour quelques terrains sauvages vers l'Acadie, inspira une nouvelle politique à tous les souverains d'Europe. Il est utile d'observer que cette querelle était le fruit de la négligence de tous les ministres qui travaillèrent en 1712 et 1713 au traité d'Utrecht. La France avait cédé à l'Angleterre, par ce traité, l'Acadie, voisine du Canada, avec toutes ses anciennes limites ; mais on n'avait pas spécifié quelles étaient ces limites, on les ignorait : c'est une faute qu'on n'a jamais commise dans des contrats entre particuliers. Des démêlés ont résulté nécessairement de cette omission. Si la philosophie et la justice se mêlaient des querelles des hommes, elles leur feraient voir que les français et les anglais se disputaient un pays sur lequel ils n'avaient aucun droit ; mais ces premiers principes n'entrent point dans les affaires du monde. Une pareille dispute, élevée entre de simples commerçants, aurait été apaisée en deux heures par des arbitres ; mais entre des couronnes, il suffit de l'ambition ou de l'humeur d'un simple commissaire pour bouleverser vingt états. On accusait les anglais de ne chercher qu'à détruire entièrement le commerce de la France dans cette partie de l'Amérique. Ils étaient très-supérieurs, par leurs nombreuses et riches colonies, dans l'Amérique septentrionale ; ils l'étaient encore plus sur mer par leurs flottes ; et ayant détruit la marine de France dans la guerre de 1741, ils se flattaient que rien ne leur résisterait, ni dans le nouveau monde, ni sur nos mers : leurs espérances furent d'abord trompées. Ils commencèrent en 1755 par attaquer les français vers le Canada ; et sans aucune déclaration de guerre, ils prirent plus de trois cents vaisseaux marchands, comme on saisisait des barques de contrebande ; ils s'emparèrent même de quelques navires des autres nations, qui portaient aux français des marchandises. Le roi de France, dans ces conjonctures, eut une conduite toute différente de celle de *Louis XIV* : il se contenta d'abord de demander justice ; il ne permit pas seulement alors à ses sujets d'armer en course. *Louis XIV* avait parlé souvent aux autres cours avec supériorité. *Louis XV* fit sentir dans toutes les cours la su-

priorité que les anglais affectaient. On avait reproché à *Louis XIV* une ambition qui tendait sur terre à la monarchie universelle ; *Louis XV* fit connaître la supériorité réelle que les anglais prenaient sur les mers. Cependant *Louis XV* s'assurait quelque vengeance : ses troupes battaient les anglais en 1755 vers le Canada ; il préparait dans ses ports une flotte considérable, et il comptait attaquer par terre le roi d'Angleterre *George II* dans son électorat d'Hanovre. Cette irruption en Allemagne menaçait l'Europe d'un embrasement allumé dans le nouveau monde : ce fut alors que toute la politique de l'Europe fut changée. Le roi d'Angleterre appella une seconde fois, du fond du nord, trente mille russes qu'il devait soudoyer. L'empire de Russie était l'allié et de l'empereur et de l'impératrice reine de Hongrie. Le roi de Prusse devait craindre que les russes, les impériaux et les hanovriens ne tombassent sur lui. Il avait environ cent quarante mille hommes en armes ; il n'hésita pas à se liguer avec le roi d'Angleterre, pour empêcher d'une main que les russes n'entrassent en Allemagne, et pour fermer de l'autre le chemin aux français. Voilà donc encore toute l'Europe en armes, et la France replongée dans de nouvelles calamités qu'on aurait pu éviter, si on pouvait se dérober à sa destinée. Le roi de France eut avec facilité, et en un moment, tout l'argent dont il avait besoin, par une de ces prompts ressources qu'on ne peut connaître que dans un royaume aussi opulent que la France. Vingt places nouvelles de fermiers généraux, et quelques emprunts, suffirent pour soutenir les premières années de la guerre ; facilité funeste qui ruina bientôt le royaume. On feignit de menacer les côtes de l'Angleterre. Ce n'était plus le temps où la reine *élisabeth* , avec le secours de ses seuls anglais, ayant l'écosse à craindre, et pouvant à peine contenir l'Irlande, soutint les prodigieux efforts de *Philippe II* . Le roi d'Angleterre *George II* se crut obligé de faire venir des hanovriens et des hessois pour défendre ses côtes. L'Angleterre, qui n'avait pas prévu cette suite de son entreprise, murmura de se voir inondée d'étrangers, plusieurs citoyens passèrent de la fierté à la crainte, et tremblèrent pour leur liberté. Le gouvernement anglais avait pris le change sur les desseins de la France : il craignait une invasion, et il ne songeait pas à l'isle de Minorque ; ce fruit de tant de dépenses prodiguées dans l'ancienne guerre de la succession d'Espagne. Les anglais avaient pris, comme on a vu, Minorque sur l'Espagne. La possession de cette conquête assurée par tous les traités, leur était plus importante que Gibraltar qui n'est point un port, et leur donnait l'empire de la Méditerranée. Le roi de France envoya dans cette isle, sur la fin d'avril 1756, le maréchal duc de *Richelieu* , avec environ vingt bataillons, escortés d'une douzaine de vaisseaux du premier rang, et quelques frégates que les anglais ne croyoient pas être si tôt prêtes : tout le fut à point nommé, et rien ne l'était du côté des anglais. Ils tentèrent au moins, mais trop tard, d'attaquer au mois de juin 1756 la flotte française commandée par le marquis de *la Galissonnière* . Cette bataille ne leur eût pas conservé l'isle de Minorque, mais elle pouvait sauver leur gloire. L'entreprise

fut infructueuse ; le marquis de *la Galissonniere* mit leur flotte en désordre, et la repoussa. Le ministere anglais vit quelque temps, avec douleur, qu'il avait forcé la France à établir une marine redoutable. Il restait aux anglais l'espérance de défendre la citadelle du Port-Mahon, qu'on regardait après Gibraltar comme la place de l'Europe la plus forte par sa situation, par la nature de son terrain, et par trente ans de soins qu'on avait mis à la fortifier : c'était par-tout un roc uni ; c'étaient des fossés profonds de vingt pieds, et en quelques endroits de trente, taillés dans ce roc : c'étaient quatre-vingt mines sous des ouvrages, devant lesquels il était impossible d'ouvrir la tranchée : tout était impénétrable au canon, et la citadelle était entourée par-tout de ces fortifications extérieures, taillées dans le roc vif. Le maréchal de *Richelieu* tenta une entreprise plus hardie que n'avait été celle de Berg-Op-Zoom ; ce fut de donner à la fois un assaut à tous ces ouvrages qui défendoient le corps de la place. Il fut secondé dans cette entreprise audacieuse par le marquis de *Maillebois* , qui dans cette guerre déploya toujours de grands talens. On fut si indigné à Londres de n'avoir pu l'emporter sur mer contre des français, que l'amiral *Bing* , qui avait combattu le marquis de *la Galissonniere* , fut condamné, par une cour martiale, à être arquebuse, en vertu d'une ancienne loi portée du temps de *Charles II* . En vain le maréchal de *Richelieu* qui, du haut d'un terre-plain, avait vu toute la bataille, et qui en pouvait juger, envoya à l'auteur de cette histoire une déclaration qui justifiait l'amiral *Bing* ; déclaration parvenue bientôt au roi d'Angleterre ; en vain les juges mêmes recommanderent fortement le condamné à la clémence du roi qui a le droit de faire grace : cet amiral fut exécuté ; il était fils d'un autre amiral qui avait gagné la bataille de Messine en 1718. Il mourut avec une grande fermeté ; et avant d'être frappé, il envoya son mémoire justificatif à l'auteur, et ses remerciements au maréchal de *Richelieu* . On descendit dans les fossés, malgré le feu de l'artillerie anglaise ; on planta des échelles hautes de treize pieds : les officiers et les soldats, parvenus au dernier échelon, s'élançaient sur le roc, en montant sur les épaules les uns des autres ; c'est par cette audace, difficile à comprendre, qu'ils se rendirent maîtres de tous les ouvrages extérieurs. Les troupes s'y portèrent avec d'autant plus de courage, qu'elles avaient à faire à près de trois mille anglais, secondés de tout ce que la nature et l'art avaient fait pour les défendre. Le lendemain la place se rendit. Les anglais ne pouvaient comprendre comment les soldats français avaient escaladé ces fossés, dans lesquels il n'était guere possible à un homme de sang froid de descendre. Cette action donna une grande gloire au général et à la nation : mais ce fut le dernier de ses succès contre l'Angleterre.

Chapitre 32

Chapitre 32

Guerre en Allemagne. *un électeur de Brandebourg résiste à la maison d'Autriche, à l'empire allemand, à celui de Russie, à la France.*

événements mémorables. On avait admiré *Louis XIV*

d'avoir seul résisté en Allemagne, à l'Angleterre, à l'Italie, à la Hollande, réunis contre lui. Nous avons vu un événement plus extraordinaire ; un électeur de Brandebourg tenir seul contre les forces de la maison d'Autriche, de la France, de la Russie, de la Suede, et de la moitié de l'empire. C'est un prodige qu'on ne peut attribuer qu'à la discipline de ses troupes et à la supériorité du capitaine. Le hasard peut faire gagner une bataille ; mais quand le faible résiste au fort sept années dans un pays tout ouvert, et répare les plus grands malheurs, ce ne peut être l'ouvrage de la fortune. C'est en quoi cette guerre differe de toutes celles qui ont jamais désolé le monde. On a déjà vu que le second roi de Prusse étant le seul prince de l'Europe qui eût un trésor, et le seul qui, ayant mis dans ses armées une vraie discipline, avait établi une puissance nouvelle en Allemagne. On a vu combien les préparatifs du pere avaient enhardi le fils à braver seul la puissance autrichienne, et à s'emparer de la Silésie. L'impératrice reine attendait que les conjonctures lui fournissent les moyens de rentrer dans cette province. C'eût été autrefois un objet indifférent pour l'Europe, qu'un petit pays, annexé à la Bohême, appartînt à une maison ou à un autre : mais la politique s'étant raffinée, plus que perfectionnée en Europe, ainsi que tous les autres objets de l'esprit humain, cette petite querelle a mis sous les armes plus de cinq cents mille hommes. Il n'y eut jamais tant de combattants effectifs, ni dans les croisades, ni dans les irruptions des conquérants de l'Asie. Voici comment cette nouvelle scene s'ouvrit. *élizabeth*, impératrice de Russie, était liée avec l'impératrice *Marie-Thérese* par d'anciens traités, par l'intérêt

commun qui les unissait contre l'empire Ottoman, et par une inclination réciproque. *Auguste Iii*,

roi de Pologne et électeur de Saxe, réconcilié avec l'impératrice-reine, et attaché à la Russie, à laquelle il devait le titre de roi de Pologne, était inutilement uni avec ces deux souveraines. Ces trois puissances avaient chacune leurs griefs contre le roi *Frédéric*. *Marie-Thérèse*

voyait la Silésie arrachée à sa maison : *Auguste* et son conseil souhaitaient un dédommagement pour la Saxe ruinée par le roi de Prusse dans la guerre de 1741, et il y avait entre *élizabeth* et *Frédéric* des sujets de plaintes personnelles, qui souvent influent plus qu'on ne pense sur la destinée des états. Ces trois puissances, animées contre le roi de Prusse, avaient entre elles une étroite correspondance, dont ce prince craignait les effets. L'Autriche augmentait ses troupes, celles d'*élizabeth* étaient prêtes ; mais le roi de Pologne, électeur de Saxe, était hors d'état de rien entreprendre ; les finances de son électorat étaient épuisées ; nulle place considérable ne pouvait empêcher les prussiens de marcher à Dresde. Autant l'ordre et l'économie rendaient le Brandebourg formidable, autant la dissipation avait affaibli la Saxe. Le conseil saxon du roi de Pologne hésitait beaucoup d'entrer dans des mesures qui pouvaient lui être funestes. Le roi de Prusse n'hésita pas ; et dès l'année 1755, il prit seul, et sans consulter personne, la résolution de prévenir les puissances dont il avait de si grands ombrages. Il se ligua d'abord avec le roi d'Angleterre, électeur de Hanovre, s'assura du landgrave de Hesse, et de la maison de Brunswik, et renonça ainsi à l'alliance de la France. Ce fut alors que l'ancienne inimitié entre les maisons de France et d'Autriche, fomentée depuis *Charle-Quint* et *François I*, fit place à une amitié qui parut sincèrement établie, et qui étonna toutes les nations. Le roi de France qui avait fait une guerre si cruelle à *Marie-Thérèse*, devint son allié ; et le roi de Prusse qui avait été allié de la France, devint son ennemi. La France et l'Autriche s'unirent après trois cents ans d'une discorde toujours sanglante. Ce que n'avaient pu tant de traités de paix, tant de mariages, un mécontentement reçu d'un électeur le fit en un moment. Le parlement d'Angleterre appella cette union, monstrueuse ; mais, étant nécessaire, elle était très-naturelle. On pouvait même espérer que ces deux maisons puissantes réunies, secondées de la Russie, de la Suede, et de plusieurs états de l'empire, pourraient contenir le reste de l'Europe. Le traité fut signé à Versailles entre *Louis XV* et *Marie-Thérèse*. L'abbé de *Bernis*, depuis cardinal, eut seul l'honneur de ce fameux traité qui détruisait tout l'édifice du cardinal de *Richelieu*, et qui semblait en élever un autre plus haut et plus vaste. Il fut bientôt après ministre d'état, et presque aussitôt disgracié. On ne voit que des révolutions dans les affaires publiques et particulières. Le roi de Prusse, menacé de tous côtés, n'en fut que plus prompt à se

mettre en campagne. Il fait marcher ses troupes dans la Saxe qui était presque sans défense, comptant se faire de cette province un rempart contre la puissance autrichienne, et un chemin pour aller jusqu'à elle. Il s'empare d'abord de Leipsik ; une partie de son armée se présente devant Dresde ; le roi *Auguste* se retire comme son pere devant *Charles XII* ; il quitte sa capitale, et va occuper le camp de Pirna près de Koenigstein, sur le chemin de la Bohême, et sur la rive de l'Elbe, où il se croit en sûreté. *Frédéric* entre dans Dresde en maître, sous le nom de protecteur. La reine de Pologne, fille de l'empereur *Joseph* n'avait point voulu fuir ; on lui demanda les clefs des archives. Sur le refus qu'elle fit de les donner, on se mit en devoir d'ouvrir les portes ; la reine se plaça au devant, se flattant qu'on respecterait sa personne et sa fermeté ; on ne respecta ni l'une ni l'autre, elle vit ouvrir ce dépôt de l'état. Il importait au roi de Prusse d'y trouver des preuves des desseins de la Saxe contre lui : il trouva en effet des témoignages de la crainte qu'il inspirait ; mais cette même crainte qui aurait dû forcer la cour de Dresde à se mettre en défense, ne servit qu'à la rendre victime d'un voisin puissant. Elle sentit trop tard qu'il eût fallu, dans la situation où était la Saxe depuis tant d'années, donner tout à la guerre, et rien aux plaisirs. Il est des positions où l'on n'a d'autre parti à prendre que celui de se préparer à combattre, à vaincre ou à périr. Au bruit de cette invasion, le conseil aulique de l'empereur déclara le roi de Prusse perturbateur du repos public et rebelle. Il était difficile de faire valoir cette déclaration contre un prince qui avait près de cent cinquante mille combattants à ses ordres. Il répondit aux loix par une bataille ; elle se donna entre lui et l'armée autrichienne qu'il alla chercher à l'entrée de la Bohême, près d'un bourg nommé Lovositz. Cette première bataille fut indécise par le nombre des morts, mais elle ne le fut point par les suites qu'elle eut. On ne put empêcher le roi de bloquer les saxons dans le camp de Pirna même : les autrichiens ne purent jamais leur prêter la main ; et cette petite armée du roi de Pologne, composée d'environ treize à quatorze mille hommes, se rendit prisonniere de guerre sept jours après la bataille. Auguste, dans cette capitulation singuliere, seul événement militaire entre lui et le roi de Prusse, demanda seulement qu'on ne fit point ses gardes prisonniers. *Frédéric* répondit *qu'il ne pouvait écouter cette priere ; que ces gardes serviraient infailliblement contre lui, et qu'il ne voulait pas avoir la peine de les prendre une seconde fois.* cette réponse fut une terrible leçon à tous les princes ; qu'il faut se rendre puissant, quand on a un voisin puissant. Le roi de Pologne ayant perdu ainsi son électorat et son armée, demanda des passe-ports à son ennemi pour aller en Pologne : ils lui furent aisément accordés ; on eut la politesse insultante de lui fournir des chevaux de poste. Il alla de ses états héréditaires dans son royaume électif, où il ne trouva personne qui proposât même de s'armer pour secourir son roi. Tout l'électorat fut mis à contribution ; et le roi de Prusse, en faisant la guerre, trouva dans les pays envahis de quoi la soutenir. La reine de Pologne ne suivit point son mari ;

elle resta dans Dresde ; le chagrin y termina bientôt sa vie. L'Europe plaignit cette famille infortunée ; mais dans le cours de ces calamités publiques, un million de familles essuyaient des malheurs non moins grands, quoique plus obscurs. Les magistrats municipaux de Leipsik firent des remontrances sur les contributions que le vainqueur leur imposait ; ils se dirent dans l'impuissance de payer ; on les mit en prison, et ils payerent. Jamais on ne donna tant de batailles que dans cette guerre. Les russes entrèrent dans les états prussiens par la Pologne. Les français devenus auxiliaires de la reine d'Hongrie, combattirent pour lui faire rendre cette même Silésie dont ils avaient contribué à la dépouiller quelques années auparavant, lorsqu'ils étaient les alliés du roi de Prusse. Le roi d'Angleterre qu'on avait vu le partisan le plus déclaré de la maison d'Autriche, devint un de ses plus dangereux ennemis. La Suede, qui autrefois avait porté de si grands coups à cette maison impériale d'Autriche, la servit alors contre le roi de Prusse, moyennant neuf cents mille francs que le ministere français lui donnait, et ce fut elle qui causa le moins de ravages. L'Allemagne se vit déchirée par beaucoup plus d'armées nationales et étrangères, qu'il n'y en eut dans la fameuse guerre de trente ans. Tandis que les russes venaient au secours de l'Autriche par la Pologne, les français entraient par le duché de Clèves et par Vésel, que les prussiens abandonnerent : ils prirent toute la Hesse ; ils marcherent vers le pays d'Hanovre, contre une armée d'anglais, d'hanovriens, d'hessois, conduite par ce même duc de *Cumberland* , qui avait attaqué *Louis XV* à Fontenoi. Le roi de Prusse allait chercher l'armée autrichienne en Bohême ; il opposait un corps considérable aux russes. Les troupes de l'empire, qu'on appelait les troupes d'exécution, étaient commandées pour pénétrer dans la Saxe, tombée toute entiere au pouvoir du prussien. Ainsi l'Allemagne était en proie à six armées formidables qui la dévoraient en même-temps. D'abord le roi de Prusse court attaquer le prince *Charles De Lorraine*, frere de l'empereur, et le général *Broun* auprès de Prague. La bataille fut sanglante, le prussien la gagna, et une partie de l'infanterie autrichienne fut obligée de se jeter dans Prague, où elle fut bloquée plus de deux mois par le vainqueur. Une foule de princes était dans la ville, les provisions commençaient à manquer : on ne doutait pas que Prague ne subît bientôt le joug, et que l'Autriche ne fut plus accablée par *Frédéric* , que par *Gustave Adolphe* . Le vainqueur perdit tout le fruit de sa conquête en voulant tout emporter à la fois. Le comte de *Kaunitz* , premier ministre de *Marie-Thérèse* , homme aussi actif dans le cabinet, que le roi de Prusse l'était en campagne, avait déjà fait rassembler une armée sous le commandement du maréchal *Daun* . Le roi de Prusse ne balança pas à courir attaquer cette armée que la réputation de ses victoires devait intimider. Cette armée une fois dissipée, Prague bombardée depuis quelque temps allait se rendre à discrétion. Il devenait le maître absolu de l'Allemagne. Le maréchal *Daun* retrancha ses troupes sur la croupe d'une colline. Les prussiens y monterent jusqu'à sept fois comme à un assaut général : ils furent

sept fois repoussés et renversés. Le roi perdit environ vingt-cinq mille hommes, en morts, en blessés, en fuyards, en déserteurs. Le prince *Charles De Lorraine*, renfermé dans Prague, en sortit et poursuivit les prussiens. La révolution fut aussi grande que l'avaient été auparavant les exploits et les espérances du roi de Prusse. Les français de leur côté secondaient puissamment *Marie-Thérese*. Le maréchal d' *Estrées* qui les commandait, avait déjà passé le Véser : il suivit pas à pas le duc de *Cumberland*

vers Minden, il l'atteignit vers Hastinbek, lui livra bataille, et remporta une victoire complète. Les princes de *Condé*

et de la *Marche-Conti* signalerent dans cette journée leurs premières armes, et le sang de France soutenait la gloire de la patrie contre le sang d'Angleterre. On y perdit un comte de *Laval-Montmorenci*, et un brave officier de la maison de *Bussy*. Un coup de fusil que l'on crut long-temps mortel perça le comte *Du Châtelet* de la maison de *Lorraine*, fils de cette célèbre marquise *du Châtelet*, dont le nom ne périra jamais parmi ceux qui savent qu'une dame française a commenté le grand *Newton*. Remarquons ici que des intrigues de cour avaient déjà ôté le commandement au maréchal d' *Estrées*. Les ordres étaient partis pour lui faire cet affront, tandis qu'il gagnait une bataille on affectait à la cour, de se plaindre qu'il n'eut pas encore pris tout l'électorat d'Hanovre, et qu'il n'eût pas marché jusqu'à Magdebourg. On pensait que tout devait se terminer en une campagne. Telle avait été la confiance des français quand ils firent un empereur, et qu'ils crurent disposer des états de la maison d'Autriche en 1741. Telle elle avait été, quand, au commencement du siècle, *Louis XIV*, et *Philippe V*, maîtres de l'Italie et de la Flandre, et secondés de deux électeurs, pensaient donner des loix à l'Europe, et l'on fut toujours trompé. Le maréchal d' *Estrées* disait que ce n'était pas assez de s'avancer en Allemagne, qu'il fallait se préparer les moyens d'en sortir. Sa conduite et sa valeur prouverent que, lorsqu'on envoie une armée, on doit laisser faire le général. Car si on l'a choisi, on a eu en lui confiance.

Chapitre 33

Chapitre 33

suite

des événements mémorables. *l'armée anglaise obligée de capituler. journée de Rosbac. Révolutions.*

le ministere de France avait déjà fait partir le maréchal de *Richelieu* pour commander l'armée du maréchal d' *Estrées* avant qu'on eût su la victoire importante de ce général. Le maréchal de *Richelieu* , long-temps célèbre par les agréments de sa figure et de son esprit, et devenu plus célèbre par la défense de Gênes, et par la prise de Minorque, alla combattre le duc de *Cumberland* ; il le poussa jusqu'à l'embouchure de l'Elbe, et là, il le força à capituler avec toute son armée. Cette capitulation, plus singuliere qu'une bataille gagnée, étoit non moins glorieuse. L'armée du duc de *Cumberland*

fut obligée par écrit de se retirer au delà de l'Elbe, et de laisser le champ libre aux français contre le roi de Prusse. Il ravageait la *Saxe* ; mais on ruinait aussi son pays. Le général autrichien *Haddik* avait surpris la ville de Berlin, et lui avait épargné le pillage, moyennant huit cents mille de nos livres. Alors la perte de ce monarque paraissait inévitable. Sa grande déroute auprès de Prague, ses troupes battues près de Landshut à l'entrée de la Silésie, une bataille contre les russes, indécise, mais sanglante ; tout l'affaiblissait. Il pouvait être enveloppé d'un côté par l'armée du maréchal de *Richelieu* , et de l'autre par celle de l'empire, tandis que les autrichiens et les russes entraient en Silésie. Sa perte paraissait si certaine, que le conseil aulique n'hésita pas à déclarer qu'il avait encouru la peine du ban de l'empire, et qu'il était privé de tous ses fiefs, droits, graces, privileges, etc. Il sembla lui-même désespérer pour lors de sa fortune, et n'envisagea plus qu'une mort glorieuse. Il fit une espece de testament philosophique ; et telle était la liberté de

son esprit au milieu de ses malheurs, qu'il l'écrivit en vers français. Cette anecdote est unique. Le prince de *Soubise*, général d'un courage tranquille et ferme, d'un esprit sage, d'une conduite mesurée marchait contre lui en *Saxe*, à la tête d'une forte armée que le ministère avait encore renforcée d'une partie de celle du maréchal de *Richelieu*. Cette armée était jointe à celle des cercles, commandée par le prince de *Hilbourghausen*. *Frédéric*, entouré de tant d'ennemis prit le parti d'aller mourir les armes à la main, dans les rangs de l'armée du prince de *Soubise*, et cependant il prit toutes les mesures pour vaincre. Il alla reconnaître l'armée de France et des cercles, et se retira d'abord devant elle pour prendre une position avantageuse. Le prince de *Hilbourghausen* voulut absolument attaquer. Son sentiment devait prévaloir, parce que les français n'étaient qu'auxiliaires. On marcha près de Rosbac et de Mersbourg à l'armée prussienne qui semblait être sous ses tentes. Voilà tout d'un coup les tentes qui s'abaissent; l'armée prussienne paraît en ordre de bataille, entre deux collines garnies d'artillerie. Ce spectacle frappa les yeux des troupes françaises et impériales. Il y avait quelques années qu'on avait voulu exercer les soldats français à la prussienne, ensuite on avait changé plusieurs évolutions dans cet exercice : le soldat ne savait plus où il en était; son ancienne manière de combattre était changée, il n'était pas affermi dans la nouvelle. Quand il vit les prussiens avancer dans cet ordre singulier, inconnu presque partout ailleurs, il crut voir ses maîtres. L'artillerie du roi de Prusse était aussi mieux servie, et bien mieux postée que celle de ses ennemis. Les troupes des cercles s'enfuirent sans presque rendre de combat. La cavalerie française fut dissipée en un instant par le canon prussien. Une terreur panique se répandit par-tout; l'infanterie française se retira en désordre devant six bataillons prussiens. Ce ne fut point une bataille, ce fut une armée entière qui se présenta au combat, et qui s'en alla. L'histoire n'a guère d'exemples d'une pareille journée : il ne resta que deux régiments suisses sur le champ de bataille, le prince de *Soubise* alla à eux au milieu du feu, et les fit retirer au petit pas. Le régiment de *Diesbak* essuya sur-tout très-long-temps le feu du canon et de la mousqueterie, et les approches de la cavalerie. Le prince de *Soubise* empêcha qu'il ne fut entamé en partageant toujours ses dangers. Cette étrange journée changea entièrement la face des affaires. Le murmure fut universel dans Paris. Le même général remporta une victoire sur les hanovriens et les hessois l'année suivante, et on en a parlé à peine. On a déjà observé que tel est l'esprit d'une grande ville heureuse et oisive, dont on ambitionne le suffrage. Dans ce temps-là même de nouveaux désastres accablaient l'armée du maréchal de *Richelieu*, que le ministère avait diminuée. Ce ministère n'avait point voulu ratifier la convention et les lois que le maréchal de *Richelieu* avait imposées au duc de *Cumberland*. Les anglais se crurent (non sans raison) dégagés de leur parole. La ratification de Versailles n'arriva que cinq jours après l'infortune de Rosbac. Les anglais reprirent bientôt l'électorat de Hanovre. Si la journée

de Rosbac était inouïe, ce que fit le roi de Prusse après cette victoire inespérée, fut encore plus extraordinaire. Il vole en Silésie où les autrichiens vainqueurs avaient défait ses troupes, et s'étaient emparés de Schweidnitz et de Breslau. Sans son extrême diligence, la Silésie était perdue pour lui, et la bataille de Rosbac lui devenait inutile. Il arrive au bout d'un mois vis-à-vis les autrichiens. à peine arrivé, il les attaque avec furie. On combattit pendant cinq heures. *Frédéric* fut pleinement victorieux ; il rentra dans Schweidnitz et dans Breslau. Ce ne fut depuis qu'une vicissitude continuelle de combats fréquents gagnés ou perdus. Les français seuls furent presque toujours malheureux ; mais le gouvernement ne fut jamais découragé, et la France s'épuisa à faire marcher continuellement des armées en Allemagne. Le roi de Prusse s'affaiblissait en combattant : les russes lui prirent tout le royaume de Prusse, et dévastèrent sa Poméranie, tandis qu'il dévastait la Saxe. Les autrichiens et ensuite les russes entrèrent dans Berlin. Presque tous les trésors de son père, et ceux qu'il avait lui-même amassés, étaient nécessairement dissipés dans cette guerre ruineuse pour tous les partis ; il fut obligé de recourir aux subsides de l'Angleterre. Les autrichiens, les français et les russes ne se découragèrent jamais, et le poursuivirent toujours. Sa famille n'osait plus rester à Berlin continuellement exposée : elle était réfugiée à Magdebourg : et pour lui, après tant de succès divers, il était en 1762 retranché sous Breslau. *Marie-Thérèse* semblait toucher au moment de recouvrer sa Silésie. Il n'avait plus Dresde, ni rien de la partie de la Saxe qui touche à la Bohême. Le roi de Pologne espérait de rentrer dans ses états héréditaires, lorsque la mort d' *élisabeth* , impératrice de Russie, donna encore une nouvelle face aux affaires qui changerent si souvent. Le nouvel empereur *Pierre Iii*

était l'ami secret du roi de Prusse depuis long-temps. Non-seulement il fit la paix avec lui dès qu'il fut sur le trône, mais il devint son allié contre cette même impératrice-reine, dont *élisabeth* avait été l'amie la plus constante. Ainsi on vit tout d'un coup le roi de Prusse, qui était auparavant si pressé par les russes et les autrichiens, se préparer à entrer en Bohême à l'aide d'une armée de ces mêmes russes qui combattaient contre lui quelques semaines auparavant. Cette nouvelle situation fut aussi promptement dérangée qu'elle avait été formée ; une révolution subite changea les affaires de la Russie. *Pierre Iii* voulait répudier sa femme, et indisposait contre lui la nation. Il avait dit un jour étant ivre, au régiment *préobasinski* à la parade, qu'il le battrait avec cinquante prussiens. Ce fut ce régiment qui prévint tous ses desseins, et qui le détrôna. Les soldats et le peuple se déclarèrent contre lui. Il fut poursuivi, pris et mis dans une prison où il ne se consola qu'en buvant du punch pendant huit jours de suite, au bout desquels il mourut. L'armée et les citoyens proclamèrent d'une commune voix sa femme *Catherine Anhalt* impératrice, quoiqu'elle fût étrangère, étant de cette maison d' *Ascanie* ,

l'une des plus anciennes de l'Europe. C'est elle qui depuis est devenue la véritable législatrice de ce vaste empire. Ainsi la Russie a été gouvernée par cinq femmes de suite ; *Catherine*, veuve de *Pierre Le Grand* ; *Anne*, niece de ce monarque ; la duchesse de *Brunswick* , régente sous le court empire de son malheureux fils le prince *Ivan : élisabeth*, fille du czar *Pierre Le Grand* et de *Catherine Première* ; et enfin cette *Catherine Seconde* , qui s'est fait en si peu de temps un si grand nom. Cette succession de cinq femmes, sans interruption, est une chose unique dans l'histoire du monde. Le roi de Prusse privé du secours de l'empereur russe qui voulait combattre sous lui, n'en continua pas moins la guerre contre la maison d'Autriche ; la moitié de l'empire, la France et la Suede. Il est vrai que les exploits des suédois n'étaient pas ceux de *Gustave-Adolphe* . Sa sœur, femme du roi de Suede, n'avait nulle envie de lui faire du mal. Ce n'était pas la cour de Stockholm qui armait contre lui, c'était le sénat ; et le sénat n'armait, que parce que la France lui donnait de l'argent. La cour qui n'était pas assez puissante pour empêcher ce sénat d'envoyer des troupes en Poméranie, l'était assez pour les rendre inutiles ; et dans le fond les suédois faisaient semblant de faire la guerre pour le peu d'argent qu'on leur donnait. Ce fut en Allemagne principalement que le sang fut toujours répandu. Les frontieres de France ne furent jamais entamées. L'Allemagne devint un gouffre qui engloutissait le sang et l'argent de la France. Les bornes de cette histoire qui n'est qu'un précis, ne permettent pas de raconter ce nombre prodigieux de combats livrés depuis les bords de la mer Baltique jusqu'au Rhin ; presque aucune bataille n'eut de grandes suites, parce que chaque puissance avait toujours des ressources. Il n'en était pas de même en Amérique et dans l'Inde, où la perte de douze cents hommes est irréparable. La journée même de Rosbac ne fut suivie d'aucune révolution. La bataille que les français perdirent auprès de Minden en 1759, et les autres échecs qu'ils essuyèrent, les firent rétrograder ; mais ils resterent toujours en Allemagne. Lorsqu'ils furent battus encore à Crevelt, entre Clèves et Cologne, ils resterent pourtant encore les maîtres du duché de Clèves et de la ville de Gueldres. Ce qui fut le plus remarquable dans cette journée de Crevelt, ce fut la perte du comte de *Gisors* , fils unique du maréchal de *Belle-Isle* , blessé en combattant à la tête des carabiniers. C'était le jeune homme de la plus grande espérance, également instruit dans les affaires et dans l'art militaire, capable des grandes vues et des détails, d'une politesse égale à sa valeur, chéri à la cour et à l'armée. Le prince héréditaire de *Brunswick* qui le prit prisonnier, en eut soin comme de son frere, ne le quitta point jusqu'à sa mort qu'il honora de ses larmes. Il l'aima d'autant plus qu'il retrouvait en lui son caractere. C'est ce même prince de *Brunswick* qui voyagea depuis en France et dans une grande partie de l'Europe, que j'ai vu jouir si modestement de sa renommée et des sentiments qu'on lui devait. Il combattait alors, tantôt sous le prince de *Brunswick* , son oncle, beau-frere du roi de Prusse, qui acquit une grande réputation, et qui avait la même modes-

tie, compagne de la véritable gloire, et apanage de sa famille. Le prince héréditaire commandait dans plusieurs occasions des corps séparés, et il fut souvent aussi heureux qu'audacieux. La bataille de Crevelt, dont on ne parlait à Paris qu'avec le plus grand découragement, n'empêcha pas le duc de *Broglie* de remporter une victoire complète à Bergen vers Francfort, contre ces mêmes princes de *Brunswick*, victorieux ailleurs ; et de mériter la dignité de maréchal de France à l'exemple de son pere et de son grand pere. Ce fut ce même prince qui gagna la bataille de Warbourg où furent blessés le marquis de *Castre*, le prince de *Rohan-Rochefort*, son cousin le marquis de *Bétisi*, le comte de la *Tour-Du-Pin*, le marquis de *Valence*, et une quantité prodigieuse d'officiers français : leur malheur était une preuve de leur courage. Ces succès divers du jeune prince héréditaire, n'empêcherent pas non plus que le prince de *Condé*, à peu près de son âge, et rival de sa gloire, n'eût sur lui un avantage à six lieues de Francfort vers la Wetéravie ; c'est-là que le prince de *Brunswick*

fut blessé, et qu'on vit tous les officiers français s'intéresser à sa guérison comme les siens propres. Quel fut le résultat de cette multitude innombrable de combats dont le récit même ennuie aujourd'hui ceux qui s'y sont signalés ? Que reste-t-il de tant d'efforts ? Rien que du sang inutilement versé dans des pays incultes et désolés, des villages ruinés, des familles réduites à la mendicité ; et rarement même un bruit sourd de ces calamités perçait-il jusques dans Paris, toujours profondément occupé de plaisirs ou de disputes également frivoles.

Chapitre 34

Chapitre 34

les français malheureux dans les quatre parties du monde. Désastres du gouverneur Du Pleix. Supplice du général Lally.

la France alors semblait plus épuisée d'hommes et d'argent dans son union avec l'Autriche, qu'elle n'avait paru l'être dans deux cents ans de guerre contr'elle. C'est ainsi que sous *Louis XIV* il en avait coûté pour secourir l'Espagne, plus qu'on n'avait prodigué pour la combattre depuis *Louis Xii* . Les ressources de la France ont fermé ces plaies ; mais elles n'ont pu réparer encore celles qu'elle a reçues en Asie, en Afrique et en Amérique. Elle parut d'abord triomphante en Asie. La compagnie des Indes était devenue conquérante pour son malheur. L'empire de l'Inde, depuis l'irruption de *Sha-Nadir* , n'était plus qu'une anarchie. Les soubab, qui sont des vice-rois, ou plutôt des rois tributaires, achetaient leurs royaumes à la porte du grand padisha mogol, et revendaient leurs provinces à des nabab qui cédaient à prix d'argent des districts à des raia. Souvent les ministres du mogol, ayant donné une patente de roi, donnaient la même patente à qui en payait davantage ; soubab, nabab, raia, en usaient de même, chacun soutenait par les armes un droit chèrement acheté. Les marattes se déclaraient pour celui qui les payait le mieux, et pillaient amis et ennemis. Deux bataillons français ou anglais pouvaient battre ces multitudes indisciplinées, qui n'avaient nul art, et qui, même aux marattes près, manquaient de courage. Les plus faibles imploraient donc, pour être souverains dans l'Inde, la protection des marchands venus de France et d'Angleterre, qui pouvoient leur fournir quelques soldats et quelques officiers d'Europe. C'est dans ces occasions qu'un simple capitaine pouvait quelquefois faire une plus grande fortune dans ce pays qu'aucun général parmi nous. Pendant que les princes de la presqu'isle se battaient entr'eux, on a vu que ces marchands anglais et français se battaient aussi parce que leurs rois étaient ennemis en Europe. Après la paix de 1748, le gouverneur *Du Pleix* conserva le peu de troupes qu'il avait, tant les

soldats d'Europe, qu'on appelle blancs, que les noirs des isles transplantés dans l'Inde, et les cipayes et pions indiens. Un des sous-tyrans de ces contrées, nommé *Chandasaeb*, aventurier arabe, né dans le désert qui est au sud-est de Jérusalem, transplanté dans l'Inde pour y faire fortune, était devenu gendre d'un nabab d'Arcate. Cet arabe assassina son beau-pere, son frere et son neveu. Ayant éprouvé des revers peu proportionnés à ses crimes, il eut recours au gouverneur *Du Pleix*

pour obtenir la nababie d'Arcate, dont dépend Pondichéry. *Du Pleix*

lui prêta d'abord secretement dix mille louis d'or, qui, joints aux débris de la fortune de ce sélérat, lui valurent cette vice-royauté d'Arcate. Son argent et ses intrigues lui obtinrent le diplôme de vice-roi d'Arcate. Dès qu'il en est en possession, *Du Pleix*

lui prête des troupes. Il combat avec ces troupes réunies aux siennes le véritable vice-roi d'Arcate. C'était ce même *Anaverdikan*, âgé de cent sept ans, dont nous avons déjà parlé, qui fut tué à la tête de son armée. Le vainqueur *Chandasaeb*, devenu possesseur des trésors du mort, distribua la valeur de deux cents mille francs aux soldats de Pondichéry, combla les officiers de présents, et fit ensuite une donation de trente-cinq aldées à la compagnie des Indes. *aldée*

signifie *village*; c'est encore le terme dont on se sert en Espagne depuis l'invasion des arabes, qui dominerent également dans l'Espagne et dans l'Inde, et dont la langue a laissé des traces dans plus de cent provinces. Ce succès éveilla les anglais. Ils prirent aussi-tôt le parti de la famille vaincue. Il y eut deux nabab; et comme le soubab ou roi de Décan était lié avec le gouverneur de Pondichéry, un autre roi, son compétiteur, s'unit avec les anglais. Voilà donc encore une guerre sanglante, allumée entre les comptoirs de France et d'Angleterre, sur les côtes de Coromandel, pendant que l'Europe jouissait de la paix. On consumait de part et d'autre, dans cette guerre, tous les fonds destinés au commerce; et chacun espérait se dédommager sur les trésors des princes indiens. On montra des deux côtés un grand courage. Messieurs D' *Auteuil*, De *Bussy*, *Lass*, et beaucoup d'autres, se signalerent par des actions qui auraient eu de l'éclat dans les armées du maréchal de *Saxe*. Il y eut sur-tout un exploit aussi surprenant qu'il est indubitable: c'est qu'un officier, nommé M De *La Touche*, suivi de trois cents français, entouré d'une armée de quatre-vingt mille hommes, qui menaçait Pondichéry, pénétra la nuit dans leur camp, tua douze cents ennemis, sans perdre plus de deux soldats; jetta l'épouvante dans cette grande armée, et la dispersa toute entiere. C'était une journée supérieure à celle des trois cents spartiates au pas des termophiles, puisque

ces spartiates y périrent, et que les français furent vainqueurs. Mais nous ne savons peut-être pas célébrer assez ce qui mérite de l'être, et la multitude innombrable de nos combats étouffe la gloire. Le roi, protégé par les français, s'appelait *Mouza-Fersingue*. Il était neveu du roi, favorisé par les anglais. L'oncle avait fait le neveu prisonnier, et cependant il ne l'avait point encore mis à mort, malgré les usages de la famille. Il le traînait, chargé de fers, à la suite de ses armées, avec une partie de ses trésors. Le gouverneur *Du Pleix* négocia si bien avec les officiers de l'armée ennemie, que dans un second combat le vainqueur de *Mouza-Fersingue* fut assassiné. Le captif fut roi, et les trésors de son ennemi furent sa conquête. Il y avait dans le camp dix-sept millions d'argent comptant. *Mouza-Fersingue*

en promit la plus grande partie à la compagnie des Indes ; la petite armée française partagea douze cents mille francs. Tous les officiers furent mieux récompensés qu'ils ne l'auraient été d'aucune puissance de l'Europe. *Du Pleix* reçut *Mouza-Fersingue*

dans Pondichéry, comme un grand roi fait les honneurs de sa cour à un monarque voisin. Le nouveau soubab, qui lui devait sa couronne, donna à son protecteur quatre-vingts aldées, une pension de deux cent quarante mille livres pour lui, autant pour Madame *Du Pleix* ; une de quarante mille écus pour une fille de Madame *Du Pleix*, du premier lit. *Chandasaeb*, bienfaiteur et protégé, fut nommé vice-roi d'Arcate. La pompe de *Du Pleix* égalait au moins celle des deux princes. Il alla au devant d'eux, porté dans un palanquin, escorté de cinq cents gardes, précédé d'une musique guerrière, et suivi d'éléphants armés. Après la mort de son protégé, *Mouza-Fersingue*, tué dans une sédition de ses troupes, il nomma encore un autre roi, et il en reçut quatre petites provinces en don pour la compagnie. On lui disait de toutes parts qu'il ferait trembler le grand mogol avant un an. Il était souverain en effet ; car ayant acheté une patente de vice-roi de Carnate à la chancellerie du grand mogol, même pour la somme modique de deux cent quarante mille livres, il se trouvoit égal à sa créature *Chandasaeb*, et très-supérieur par son crédit. Marquis en France, et décoré du grand ordre de St Louis, ces faibles honneurs étaient fort peu de chose, en comparaison de ses dignités et de son pouvoir dans l'Inde. J'ai vu des lettres où sa femme était traitée de reine. Tant de succès et de gloire éblouirent alors les yeux de la compagnie, des actionnaires, et même du ministère : la chaleur de l'enthousiasme fut presque aussi grande que dans les commencements du système, et les espérances étaient bien autrement fondées, car il paraissait que les seules terres concédées à la compagnie, rapportaient environ trente-neuf millions annuels. On vendait année commune pour vingt millions d'effets en France au port de l'Orient ; il semblait que la compagnie dût compter sur cinquante millions par année, tous frais faits. Il n'y a point de souverain en

Europe, ni peut-être sur la terre, qui ait un tel revenu, quand toutes les charges sont acquittées. L'excès même de cette richesse devait la rendre suspecte. Aussi toutes ces grandeurs et toutes ces prospérités s'évanouirent comme un songe ; et la France, pour la seconde fois, s'aperçut qu'elle n'avait été opulente qu'en chimeres. Le marquis *Du Pleix* voulut faire assiéger la capitale du Maduré dans le voisinage d'Arcate. Les anglais y envoyèrent du secours : les officiers lui représenterent l'impossibilité de l'entreprise, il s'y obstina ; et ayant donné des ordres, plutôt en roi qui veut être obéi, qu'en homme chargé du maintien de la compagnie, il arriva que les assiégeants furent vaincus par les assiégés. La moitié de son armée fut tuée, l'autre captive. Les dépenses immenses prodiguées pour ces conquêtes, furent perdues, et son protégé *Chadasaeb*, ayant été pris dans cette déroute, eut la tête tranchée. Ce fut le fameux lord *Clive*

qui eut la part principale à la victoire. C'est par là qu'il commença sa glorieuse carrière, qui a valu depuis à la compagnie anglaise presque tout le Bengale. Il acquit et conserva la grandeur et les richesses que *Du Pleix*

avait entrevues. Enfin depuis ce jour la compagnie française tomba dans la plus triste décadence. *Du Pleix* fut rappelé en 1753. à celui qui avait joué le rôle d'un grand roi, on donna un successeur qui n'agit qu'en bon marchand. *Du Pleix* fut réduit à discuter à Paris les tristes restes de sa fortune contre la compagnie des Indes, et à solliciter des audiences dans l'anti-chambre de ses juges. Il en mourut bientôt de chagrin ; mais Pondichéry était réservé à de plus grands malheurs. La guerre funeste de 1756, ayant éclaté en Europe, le ministère français craignant avec trop juste raison pour Pondichéry, et pour tous les établissements de l'Inde, y envoya le lieutenant-général, comte de *Lally*. C'était un irlandais, de ces familles qui se transplantèrent en France avec celle de l'infortuné *Jacques Second*. Il s'était si distingué à la bataille de Fontenoi, où il avait pris de sa main plusieurs officiers anglais, que le roi le fit colonel sur le champ de bataille. C'était lui qui avait formé le plan, plus audacieux que praticable, de débarquer en Angleterre avec dix mille hommes, lorsque le prince *Charles édouard* y disputait la couronne. Sa haine contre les anglais, et son courage, le firent choisir de préférence, pour aller les combattre sur les côtes de Coromandel. Mais malheureusement il ne joignait pas à sa valeur la prudence, la modération, la patience, nécessaires dans une commission si épineuse. Il s'était figuré qu'Arcate était encore le pays de la richesse ; que Pondichéry était bien pourvu de tout, qu'il serait parfaitement secondé de la compagnie et des troupes, et sur-tout de son ancien régiment irlandais qu'il menait avec lui. Il fut trompé dans toutes ses espérances : point d'argent dans les caisses, peu de munitions de toute espèce, des noirs et des capayes pour armée, des particuliers riches, et la colonie pauvre ; nulle subordination. Ces objets l'ir-

riterent, et allumerent en lui cette mauvaise humeur qui sied si mal à un chef, et qui nuit toujours aux affaires. S'il avait ménagé le conseil, s'il avait caressé les principaux officiers, il aurait pu se procurer des secours d'argent, établir l'union, et mettre en sureté Pondichéry. La direction de la compagnie des Indes à Paris, l'avait conjuré, à son départ, *de réformer les abus sans nombre, la prodigalité outrée, et le grand desordre qui absorbait tous les revenus*. il se prévalut trop de cette prière, et se fit des ennemis de tous ceux qui lui devaient obéir. Malgré le triste aspect sous lequel il envisageait tous les objets, il eut d'abord des succès heureux. Il prit aux anglais le fort St David, à quelques lieues de Pondichéry, et en rasa les murs. Si on veut bien connaître la source de sa catastrophe, si intéressante pour tout le militaire, il faut lire la lettre qu'il écrivit du camp devant St David, à M De *Leyrit* qui était gouverneur de la ville de Pondichéry pour la compagnie. " cette lettre, monsieur, sera un secret éternel entre vous et moi... etc. " une telle lettre ne devait, ni lui faire des amis, ni lui procurer de l'argent. Il ne fut pas concussionnaire, mais il montra publiquement une telle envie contre tous ceux qui s'étaient enrichis, que la haine publique en augmenta. Toutes les opérations de la guerre en souffrirent. Je trouve dans un journal de l'Inde, fait par un officier principal, ces propres paroles : " il ne parle que de chaînes et de cachots... etc. " malgré cette horrible confusion, il eut le courage d'aller assiéger Madrass, et s'empara d'abord de toute la ville noire ; mais ce fut précisément ce qui l'empêcha de réussir devant la ville haute, qui est le fort St George. Il écrivait de son camp devant ce fort, le 11 février 1759 ; " si nous manquons Madrass, comme je le crois... etc. " j'ai le journal d'un officier général que j'ai déjà cité. L'auteur n'est pas l'ami du comte de *Lally* ; il s'en faut beaucoup : son témoignage n'en est que plus recevable, quand il atteste les mêmes griefs qui faisaient le désespoir de *Lally* . Voici notamment comme il s'exprime : " le pillage immense que les troupes avaient fait dans la ville noire... etc. " le comte de *Lally* écrivait avec encore plus de désespoir cette lettre funeste. " l'enfer m'a vomi dans ce pays d'iniquités ; et j'attends, comme *Jonas* , la baleine qui me recevra dans son ventre. " dans un tel désordre, rien ne pouvait réussir. On leva le siege après avoir perdu une partie de l'armée. Les autres entreprises furent encore plus malheureuses sur terre et sur mer. Les troupes se révoltent : on les apaise à peine. Le général les mene deux fois au combat dans une petite isle, nommée Vandavachi où il s'est retiré. Il est entièrement défait dans le second combat. Le maréchal de camp *Bussy* , l'homme le plus nécessaire dans l'Inde pour la guerre et pour les négociations, est fait prisonnier. Le général *Lally* resta seul quelque temps sur le champ de bataille, abandonné de toutes les troupes. Ce furent des marates qui remportèrent cette victoire ; et cela même prouva encore combien ces républicains de l'Inde sont redoutables. Après bien d'autres pertes, il fallut enfin se retirer dans Pondichéry. Une escadre de seize vaisseaux anglais obligea l'escadre française, envoyée au secours de la colonie, de quitter la rade de

Pondichéry, après une bataille indécise, pour se radouber dans l'isle de Bourbon. Il y avait dans la ville soixante mille habitans noirs, et cinq à six cents familles d'Europe, avec très-peu de vivres. Le général proposa d'abord de faire sortir les noirs qui affamaient Pondichéry. Mais comment chasser soixante mille hommes ? Le conseil n'osa l'entreprendre. Le général ayant résolu de soutenir le siege jusqu'à l'extrémité, et ayant publié un ban par lequel il était défendu sous peine de mort, de parler de se rendre, fut forcé d'ordonner une recherche rigoureuse des provisions dans toutes les maisons de la ville. Elle fut faite sans ménagement jusques chez l'intendant, chez tout le conseil et les principaux officiers. Cette démarche acheva d'irriter tous les esprits, déjà trop aliénés. On ne savait que trop avec quel mépris et quelle dureté il avait traité tout le conseil. Il avait dit publiquement dans une de ses expéditions : " je ne veux pas attendre plus long-temps l'arrivée des munitions qu'on m'a promises. J'y attellerai, s'il le faut, le gouverneur *Leyrit* et tous les conseillers. " ce gouverneur *Leyrit* montrait aux officiers une lettre adressée depuis long-temps à lui-même, dans laquelle étaient ces propres paroles : " j'irais plutôt commander les caffres, que de rester dans cette Sodome, qu'il n'est pas possible que le feu des anglais ne détruise tôt ou tard au défaut de celui du ciel. " ainsi, par ses plaintes et ses emportemens atroces, *Lally* s'était fait autant d'ennemis qu'il y avait d'officiers et d'habitants dans Pondichéry. On lui rendait outrage pour outrage ; on affichait à sa porte des placards plus insultants encore que ses lettres et ses discours. Il en fut tellement ému, que sa tête en parut quelque temps dérangée. La colere et l'inquiétude produisent souvent ce triste effet. Un fils du nabab *Chandasaeb* était alors réfugié dans Pondichéry auprès de sa mere. Un officier, débarqué depuis peu avec la flotte française, qui s'en était retournée, homme aussi impartial que véridique, rapporte que cet indien, ayant vu souvent sur son lit le général français absolument nud, chantant la messe et les pseumes, demanda sérieusement à un officier fort connu, si c'était l'usage en France, que le roi choisit un fou pour son grand visir. L'officier étonné, lui dit : pourquoi me faites-vous une question aussi étrange ? C'est repliqua l'indien, parce que votre grand visir nous a envoyé un fou pour rétablir les affaires de l'Inde. Déjà les anglais bloquaient Pondichéry par terre et par mer. Le général n'avait plus d'autres ressources que de traiter avec les marattes qui l'avaient battu. Ils lui promirent un secours de dix-huit mille hommes ; mais, sentant qu'on n'avait point d'argent à leur donner, aucun maratte ne parut. On fut obligé de se rendre : le conseil de Pondichéry somma le comte de *Lally* de capituler. Il assemblea un conseil de guerre : les officiers de ce conseil conclurent à se rendre prisonniers de guerre, suivant les cartels établis. Mais le général *Coote* voulut avoir la ville à discrétion. Les français avaient démoli St David ; les anglais étaient en droit de faire un désert de Pondichéry. Le comte de *Lally* eut beau reclamer le cartel de vive voix et par écrit. On périssait de faim dans la ville ; elle fut livrée aux vainqueurs qui, bientôt après, raserent les fortifications,

les murailles, les magasins, et tous les principaux logements. Dans le temps même que les anglais entraient dans la ville, les vaincus s'accablaient réciproquement de reproches et d'injures. Les habitants voulurent tuer leur général. Le commandant anglais fut obligé de lui donner une garde : on le transporta malade sur un palanquin. Il avait deux pistolets dans les mains, et il en menaçait les séditieux. Ces furieux, respectant la garde anglaise, coururent à un commissaire des guerres, intendait de l'armée, ancien officier, chevalier de St Louis. Il met l'épée à la main : un des plus échauffés s'avance à lui, en est blessé, et le tue. Tel fut le sort déplorable de Pondichéry, dont les habitants se firent plus de mal qu'ils n'en reçurent des vainqueurs. On transporta le général et plus de deux mille prisonniers en Angleterre. Dans ce long et pénible voyage, ils s'accusaient encore les uns les autres de leurs communs malheurs. à peine arrivés à Londres, ils écrivirent contre *Lally* et contre le très-petit nombre de ceux qui lui avaient été attachés. *Lally* et les siens écrivaient contre le conseil, les officiers et les habitants. Il était si persuadé qu'ils étaient tous répréhensibles, et que lui seul avait raison, qu'il vint à Fontainebleau, tout prisonnier qu'il était encore des anglais, et qu'il offrit de se rendre à la bastille. On le prit au mot : dès qu'il fut enfermé, la foule de ses ennemis que la compassion devait diminuer, augmenta. Il fut quinze mois en prison, sans qu'on l'interrogeât. En 1764, il mourut à Paris un jésuite nommé *Lavaur*, long-temps employé dans ces missions des Indes, où l'on s'occupe des affaires profanes, sous le prétexte des spirituelles, et où l'on a souvent gagné plus d'argent que d'âmes : ce jésuite demandait au ministère une pension de quatre cents livres pour aller faire son salut dans le Périgord, sa patrie ; et on trouva dans sa cassette environ onze cent mille livres d'effets, soit en billets, soit en or ou en diamants. C'est ce qu'on avait vu depuis peu à Naples à la mort du fameux jésuite *Peppe*, qu'on fut prêt de canoniser. On ne canonisa point *Lavaur*, mais on sequestra ses trésors. Il y avait dans cette cassette un long mémoire détaillé contre *Lally*, dans lequel il était accusé de péculat et de lèse-majesté. Les écrits des jésuites avaient alors aussi peu de crédit que leurs personnes proscrites dans toute la France ; mais ce mémoire parut tellement circonstancié, et les ennemis de *Lally* le firent tant valoir, qu'il servit de témoignage contre lui. L'accusé fut d'abord traduit au châtelet, et bientôt au parlement. Le procès fut instruit pendant deux années. De trahison, il n'y en avait point, puisque s'il eut été d'intelligence avec les anglais, s'il eut vendu Pondichéry, il serait resté parmi eux. Les anglais d'ailleurs ne sont pas absurdes ; et c'eût été l'être, que d'acheter une place affamée qu'ils étaient sûrs de prendre, étant maîtres de la terre et de la mer. De péculat, il n'y en avait pas davantage, puisqu'il ne fut jamais chargé, ni de l'argent du roi, ni de celui de la compagnie. Mais des duretés, des abus de pouvoir, des oppressions. Les juges en virent beaucoup dans les dépositions unanimes de ses ennemis. Toujours fermement persuadé qu'il n'avait été que rigoureux et non coupable, il poussa son imprudence jusqu'à insulter dans

ses mémoires juridiques, des officiers qui avaient l'approbation générale. Il voulut les déshonorer, eux et tout le conseil de Pondichéry. Plus il s'obstinait à vouloir se laver à leurs dépens, plus il se noircissait. Ils avaient tous de nombreux amis, et il n'en avait point. Le cri public sert quelquefois de preuve, ou du moins fortifie les preuves. Les juges ne purent prononcer que suivant les allégations. Ils condamnèrent le lieutenant-général *Lally à être décapité, comme dûement atteint d'avoir trahi les intérêts du roi, de l'état et de la compagnie des Indes, d'abus d'autorité, vexations et exactions*. Il est nécessaire de remarquer que ces mots : *trahir les intérêts du roi*, ne signifient pas ce qu'on appelle en Angleterre haute trahison, et parmi nous lese-majesté. *trahir les intérêts* ne signifie dans notre langue, que mal conduire, oublier les intérêts de quelqu'un, nuire à ses intérêts, et non pas être perfide et traître. Quand on lui lut son arrêt, sa surprise et son indignation furent si violentes, qu'ayant par hasard dans la main un compas dont il s'était servi dans sa prison pour faire des cartes de la côte de Coromandel, il voulut s'en percer le cœur : on l'arrêta. Il s'emporta contre ses juges avec plus de fureur encore qu'il n'en avait étalé contre ses ennemis. C'est peut-être une nouvelle preuve de la forte persuasion où il fut toujours, qu'il méritait des récompenses plutôt que des châtiments. Ceux qui connaissent le cœur humain, savent que d'ordinaire les coupables se rendent justice eux-mêmes au fond de leur ame ; qu'ils n'éclatent point contre les juges ; qu'ils restent dans une confusion morne. Il n'y a pas un seul exemple d'un condamné, avouant ses fautes, qui ait chargé ses juges d'injures et d'opprobres. Je ne prétends pas que ce soit une preuve que *Lally* fut entièrement innocent. Mais c'est une preuve qu'il croyait l'être. On lui mit dans la bouche un baillon qui débordait sur les levres. C'est ainsi qu'il fut conduit à la grève dans un tombereau. Les hommes sont si légers, que ce spectacle hideux attira plus de compassion que son supplice. L'arrêt confisqua ses biens, en prélevant une somme de cent mille écus pour les pauvres de Pondichéry. On m'a écrit que cette somme ne put se trouver. Je n'assure point ce que j'ignore. Si quelque chose peut nous convaincre de cette fatalité qui entraîne tous les événements dans ce cahos des affaires politiques du monde ; c'est de voir un irlandais chassé de sa patrie avec la famille de son roi, commandant à six mille lieues des troupes françaises dans une guerre de marchands, sur des rivages inconnus aux *Alexandres*, aux *Gengis*, et aux *Tamerlans*, mourant du dernier supplice sur le bord de la Seine, pour avoir été pris par des anglais dans l'ancien golfe du Gange. Cette catastrophe, qui m'a semblé digne d'être transmise à la postérité dans toutes ses circonstances, ne m'a pas permis de détailler tous les malheurs que les français éprouverent dans l'Inde et dans l'Amérique. En voici un triste résumé.

Chapitre 35

Chapitre 35

pertes des français.

la premiere perte des français dans l'Inde fut celle de Chandernagor, poste important, dont la compagnie française des Indes était en possession vers les embouchures du Gange. C'était de là qu'elle tirait ses plus belles marchandises. Depuis la prise de la ville et du fort de Chandernagor, les anglais ne cessèrent de ruiner le commerce des français dans l'Inde. Le gouvernement de l'empereur était si faible et si mauvais, qu'il ne pouvait empêcher des marchands d'Europe de faire des ligues et des guerres dans ses propres états. Les anglais eurent même la hardiesse de venir attaquer Surate, une des plus belles villes de l'Inde, et la plus marchande, appartenante à l'empereur. Ils la prirent, ils la pillèrent, ils y détruisirent les comptoirs de France, et en remporterent des richesses immenses, sans que la cour, aussi imbécille que pompeuse, du grand mogul, parût se ressentir de cet outrage qui eût fait exterminer dans l'Inde tous les anglais sous l'empire d'un aurengseb. Enfin il n'est resté aux français dans cette partie du monde, que le regret d'avoir dépensé pendant plus de quarante ans des sommes immenses pour entretenir une compagnie qui n'a jamais fait le moindre profit, qui n'a jamais rien payé aux actionnaires et à ses créanciers du produit de son commerce ; qui, dans son administration indienne, n'a subsisté que d'un secret brigandage, et qui n'a été soutenue que par une partie de la ferme du tabac que le roi lui accordait ; exemple mémorable, et peut-être inutile, du peu d'intelligence que la nation française a eu jusqu'ici du grand et ruineux commerce de l'Inde. Tandis que les flottes et les armées anglaises ont ainsi ruiné les français en Asie, ils les ont aussi chassés de l'Afrique. Les français étaient maîtres du fleuve du Sénégal, qui est une branche du Niger ; ils y avaient des forts, ils y faisaient un grand commerce de dents d'éléphants, de poudre d'or, de gomme arabique, d'ambre gris, et sur-tout de ces negres que tantôt leurs princes vendent comme des animaux, et qui tan-

tôt vendent leurs propres enfants, ou se vendent eux-mêmes pour aller servir des européens en Amérique. Les anglais ont pris tous les forts bâtis par les français dans ces contrées, et plus de trois millions tournois en marchandises précieuses. Le dernier établissement que les français avaient dans ces parages de l'Afrique était la Gorée : elle s'est rendue à discrétion, et il ne leur est rien resté alors dans l'Afrique. Ils ont fait de bien plus grandes pertes en Amérique. Sans entrer ici dans le détail de cent petits combats et de la perte de tous les forts l'un après l'autre, il suffit de dire que les anglais ont pris Louisbourg pour la seconde fois, aussi mal fortifiée, aussi mal approvisionnée que la première. Enfin, tandis que les anglais entraient dans Surate à l'embouchure du fleuve Indus, ils prenaient Quebec et tout le Canada au fond de l'Amérique septentrionale ; les troupes qui ont hasardé un combat pour sauver Quebec, ont été battues et presque détruites, malgré les efforts du général *Montcalm*

tué dans cette journée, et très-regretté en France. On a perdu ainsi en un seul jour quinze cents lieues de pays. Ces quinze cents lieues, dont les trois quarts sont des deserts glacés, n'étaient pas peut-être une perte réelle. Le Canada coûtait beaucoup, et rapportait très-peu. Si la dixième partie de l'argent englouti dans cette colonie avait été employé à défricher nos terres incultes en France, on aurait fait un gain considérable ; mais on avait voulu soutenir le Canada, et on a perdu cent années de peines avec tout l'argent prodigué sans retour. Pour comble de malheur, on accusait des plus horribles brigandages presque tous ceux qui étaient employés au nom du roi dans cette malheureuse colonie. Ils ont été jugés au châtelet de Paris, tandis que le parlement informait contre *Lally*. Celui-ci, après avoir cent fois exposé sa vie, l'a perdue par la main d'un bourreau, tandis que les concussionnaires du Canada n'ont été condamnés qu'à des restitutions et des amendes ; tant il est de différence entre des affaires qui semblent les mêmes. Dans le temps que les anglais attaquaient ainsi les français dans le continent de l'Amérique, ils se sont tournés du côté des isles. La Guadeloupe, petite, mais florissante, où se fabriquait le meilleur sucre, est tombée entre leurs mains sans coup férir. Enfin ils ont pris la Martinique, qui était la meilleure et la plus riche colonie qu'eût la France. Ce royaume n'a pu essuyer de si grands désastres, sans perdre encore tous les vaisseaux qu'elle envoyait pour les prévenir ; à peine une flotte étoit-elle en mer, qu'elle était ou prise ou détruite ; on construisait, on armait des vaisseaux à la hâte, c'était travailler pour l'Angleterre dont ils devenaient bientôt la proie. Quand on a voulu se venger de tant de pertes, et faire une descente en Irlande, il en a coûté des sommes immenses pour cette entreprise infructueuse ; et dès que la flotte destinée pour cette descente est sortie de Brest, elle a été dispersée en partie, ou prise ou perdue dans la vase d'une rivière nommée la Vilaine, sur laquelle elle a cherché un vain refuge. Enfin les anglais ont pris Belle-Isle à la

vue des côtes de France qui ne pouvait la secourir. Le seul duc d' *Aiguillon* vengea les côtes de France de tant d'affronts et de tant de pertes. Une flotte anglaise avait fait encore une descente à St Cast, près de St Malo ; tout le pays était exposé. Le duc d' *Aiguillon* , qui commandait dans le pays marche sur le champ à la tête de la noblesse bretonne, de quelques bataillons, et des milices qu'il rencontre en chemin. Il force les anglais de se rembarquer ; une partie de leur arriere-garde est tuée, l'autre faite prisonniere de guerre, mais les français ont été malheureux par-tout ailleurs. Jamais les anglais n'ont eu tant de supériorité sur mer ; mais ils en eurent sur les français dans tous les temps. Ils avaient détruit la marine de la France dans la guerre de 1741, ils avaient anéanti celle de *Louis XIV*

dans la guerre de la succession d'Espagne ; ils étaient les maîtres des mers du temps de *Louis Xiii* , de *Henri Iv* , et encore plus dans les temps infortunés de la ligue. Le roi d'Angleterre, *Henri Viii*, eut le même avantage sur *François I* . Si vous remontez aux temps antérieurs, vous trouverez que les flottes de *Charles Vi* et de *Philippe De Valois* ne tiennent pas contre celles des rois d'Angleterre *Henri V* et *édouard Iii* . Quelle est la raison de cette supériorité continuelle ? N'est-ce pas que les anglais ont un besoin essentiel de la mer, dont les français peuvent à toute force se passer, et que les nations réussissent toujours, comme on l'a déjà dit, dans les choses qui leur sont absolument nécessaires ? N'est-ce pas aussi parce que la capitale d'Angleterre est un port de mer, et que Paris ne connaît que les bateaux de la Seine ? Serait-ce enfin que le climat et le sol anglais produisent des hommes d'un corps plus vigoureux, et d'un esprit plus constant que celui de France, comme il produit de meilleurs chevaux et de meilleurs chiens de chasse ? Mais, depuis Bayonne jusqu'aux côtes de Picardie et de Flandres, la France a des hommes d'un travail infatigable, et la Normandie seule a subjugué autrefois l'Angleterre. Les affaires étaient dans cet état déplorable sur terre et sur mer, lorsqu'un homme d'un génie actif et hardi, mais sage, ayant d'aussi grandes vues que le maréchal de *Belle-Isle* , avec plus d'esprit, sentit que la France seule pouvait à peine suffire à réparer des pertes si énormes. Il a su engager l'Espagne à soutenir la querelle : il a fait une cause commune de toute les branches de la maison de *Bourbon* . Ainsi l'Espagne et l'Autriche ont été jointes avec la France par le même intérêt. Le Portugal était en effet une province de l'Angleterre, dont elle tirait cinquante millions par an ; il a fallu la frapper par cet endroit, et c'est ce qui a déterminé *dom Carlos* , roi d'Espagne, par la mort de son frere *Ferdinand* , à entrer dans le Portugal. Cette manœuvre est peut-être le plus grand trait de politique, dont l'histoire moderne fasse mention. Elle a encore été inutile. Les anglais ont résisté à l'Espagne, et ont sauvé le Portugal. Autrefois l'Espagne seule était redoutée de toute l'Europe sous *Philippe Ii* , et maintenant réunie avec la France, elle ne peut rien contre les anglais. Le comte de la *Lippe Shombourg* , l'un des seigneurs de Westphalie, encore

jeune, qui n'avait commandé jusqu'alors aucune troupe, qui même avait servi à peine, envoyé au secours du Portugal par le roi d'Angleterre, à la tête de quelques hanovriens et de très-peu d'anglais, repousse toujours les espagnols au delà de leurs frontieres, et une flotte d'Angleterre leur a fait payer cher en Amérique leur déclaration tardive en faveur de la France. La Havane bâtie sur la côte septentrionale de Cuba, la plus grande isle de l'Amérique, à l'entrée du golfe du Mexique, est le rendez-vous de ce nouveau monde. Le port, aussi immense que sûr, peut contenir mille vaisseaux. Il est défendu par trois forts, d'où part un feu croisé, qui rend l'abord impossible aux ennemis. Le comte d' *Albermale*

et l'amiral *Pocok* viennent attaquer l'isle ; mais ils se gardent bien de tenter l'approche du port ; ils descendent sur une place éloignée, qu'on croyait inabordable. Ils assiegent par terre le fort le plus considérable ; ils le prennent, et forcent la ville, les forts et toute l'isle à se rendre avec douze vaisseaux de guerre qui étaient dans le port, et vingt-sept navires chargés de trésors. On trouva dans la ville vingt-quatre de nos millions en argent comptant. Tout fut partagé entre les vainqueurs, qui mirent à part la seizieme partie du butin pour les pauvres. Les vaisseaux de guerre furent pour le roi, les vaisseaux marchands pour l'amiral et pour tous les officiers de la flotte. Tout ce butin montait à plus de quatre-vingts millions. On a remarqué que, dans cette guerre et dans la précédente, l'Espagne avait perdu plus qu'elle ne retire de l'Amérique en vingt années. Les anglais non-contents de leur avoir pris la Havane dans la mer du Mexique, et l'isle de Cuba, coururent leur prendre dans la mer des Indes les isles Philippines, qui sont à peu-près les antipodes de Cuba. Ces isles Philippines ne sont guere moins grandes que l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande, et seraient plus riches, si elles étaient bien administrées, une de ces isles ayant des mines d'or, et leurs côtes produisant des perles. Le grand vaisseau d'Acapulco, chargé de la valeur de trois millions de piastres, arrivait dans Manille, la capitale. On prit Manille, les isles et le vaisseau sur-tout, malgré les assurances données par un jésuite, de la part de *sainte Potamienne*, patronne de la ville, que Manille ne serait jamais prise. Ainsi la guerre qui appauvrit les autres nations, enrichissait une partie de la nation anglaise, tandis que l'autre gémissait sous le poids des impôts les plus rigoureux, aussi bien que tous les peuples engagés dans cette guerre. La France alors était plus malheureuse. Toutes les ressources étaient épuisées, presque tous les citoyens, à l'exemple du roi, avaient porté leur vaisselle à la monnoie. Les principales villes et quelques communautés fournissaient des vaisseaux de guerre à leurs frais, mais ces vaisseaux n'étaient pas construits encore, et quand même ils l'auraient été, on n'avait pas assez d'hommes de mer exercés. On était maître de la Flandre, on était prêt de prendre Mastricht ; mais on manquait de pain dans toutes les parties méridionales de la France, et il n'y avait plus de vaisseaux de guerre en état de protéger

les navires qui pouvaient amener des bleds ; plus de secours, plus d'argent, plus de crédit. Ceux qu'on choisissait pour régir les finances, étaient renvoyés après quelques mois d'administration. Les autres refusaient cet emploi dans lequel on ne pouvait alors que faire du mal. Dans cette triste situation, qui décourageait tous les ordres de l'état, le duc *de Praslin* , ministre alors des affaires étrangères, fut assez habile et assez heureux pour conclure la paix, dont le duc de *Choiseul* , ministre de la guerre, avait entamé les négociations. Le roi de France échangea Minorque qu'il rendit au roi d'Espagne contre Belle Isle que l'Angleterre lui remit : mais l'on perdit et probablement pour jamais, tout le Canada, avec ce Louisbourg qui avait coûté tant d'argent et de soins pour être si souvent la proie des anglais. Toutes les terres sur la gauche du grand fleuve Mississipi leur furent cédées. L'Espagne, pour arrondir leur conquête, leur donna encore la Floride. Ainsi du vingt-cinquième degré jusques sous le pôle, presque tout leur appartint. Ils partagerent l'hémisphere américain avec les espagnols. Ceux-ci ont les terres qui produisent les richesses de convention, ceux-là ont les richesses réelles qui s'achètent avec l'or et l'argent, toutes les denrées nécessaires, tout ce qui sert aux manufactures. Les côtes anglaises dans l'espace de six cents lieues, sont traversées par des fleuves navigables, qui leur portent leurs marchandises jusqu'à quarante et cinquante lieues dans leurs terres. Les peuples d'Allemagne se sont empressés d'aller peupler ces pays, où ils trouvent une liberté dont ils ne jouissaient point dans leur patrie. Ils sont devenus anglais, et si toutes ces colonies demeuraient unies à leur métropole, il n'est pas douteux que cet établissement ne fasse un jour la plus formidable puissance. La guerre avait commencé pour deux ou trois chétives habitations, et ils y ont gagné deux mille lieues de terrain. Les petites isles de St Vincent, les Grenades, Tabago, la Dominique, leur furent encore acquises, et c'est par le moyen de ces isles ainsi que par la Jamaïque, qu'ils font un commerce immense avec les espagnols, commerce sévèrement prohibé, et toujours exercé, parce qu'il est favorable aux deux nations, et que la loi de la nécessité est toujours la première. La France ne put obtenir qu'avec beaucoup de difficulté le droit de pêche vers Terre-Neuve, et une petite isle inculte, nommée Michelon, pour y faire sécher la morue, sans pouvoir y faire le moindre établissement ; triste droit sujet à de fréquentes avanies. La France fut exclue dans l'Inde de ses établissements sur le Gange ; elle céda ses possessions sur le Sénégal en Afrique ; on fut encore obligé de démolir toutes les fortifications de Dunkerque du côté de la mer. L'état perdit, dans le cours de cette funeste guerre, la plus florissante jeunesse, plus de la moitié de l'argent comptant qui circulait dans le royaume, sa marine, son commerce, son crédit. On a cru qu'il eût été très-aisé de prévenir tant de malheurs, en s'accommodant avec les anglais, pour un petit terrain litigieux vers le Canada. Mais quelques ambitieux, pour se faire valoir et se rendre nécessaires, précipiterent la France dans cette guerre fatale. Il en avait été de même en 1741. L'amour-

propre de deux ou trois personnes suffit pour désoler l'Europe. La France avait un si pressant besoin de cette paix, qu'elle regarda ceux qui la conclurent comme les bienfaiteurs de la patrie. Les dettes dont l'état demeurait surchargé, étaient plus grandes encore que celles de *Louis XIV*. La dépense seule de l'extraordinaire des guerres avait été en une année de quatre cents millions. Qu'on juge par-là du reste. La France aurait beaucoup perdu, quand même elle eût été victorieuse.

Chapitre 36

Chapitre 36

gouvernement intérieur de la France. querelles et aventures, depuis 1750 jusqu'à 1762.

long-temps avant cette guerre funeste, et pendant son cours, l'intérieur de la France fut troublé par cette autre guerre si ancienne et si interminable, entre la juridiction séculière et la discipline ecclésiastique : leurs bornes n'ayant jamais été bien marquées comme elles le sont aujourd'hui en Angleterre, dans tant d'autres pays, et sur-tout en Russie, il en résultera toujours des dissensions dangereuses, tant que les droits de la monarchie et ceux des différents corps de l'état seront contestés. Il se trouva vers l'an 1750 un ministre des finances assez hardi, pour faire ordonner que le clergé et les religieux donneraient un état de leurs biens, afin que le roi pût voir, par ce qu'ils possédaient, ce qu'ils devaient à l'état. Jamais proposition ne fut plus juste, mais les conséquences en parurent sacrilèges. Un vieil évêque de Marseille écrivit au contrôleur général. *ne nous mettez pas dans la nécessité de désobéir à Dieu ou au roi ; vous savez lequel des deux aurait la préférence.* cette lettre d'un évêque affaibli par l'âge, et incapable d'écrire, était d'un jésuite nommé *Le Maire*, qui le dirigeait lui et sa maison. Ce jésuite était un fanatique de bonne foi, espèce d'hommes toujours dangereuse. Le ministère fut obligé d'abandonner une entreprise qu'il n'eût pas fallu hasarder, si on ne pouvait la soutenir. Quelques membres du clergé imaginèrent alors d'occuper le gouvernement par une diversion embarrassante, et de le mettre en alarme sur le spirituel, pour faire respecter le temporel. Ils savaient que la fameuse bulle *unigenitus* était en exécution aux peuples. On résolut d'exiger des mourants des billets de confession : il fallait que ces billets fussent signés par des prêtres adhérents à la bulle, sans quoi point d'extrême-onction, point de viatique : on refusait sans pitié ces deux consolations aux appelants, et à ceux qui se confessaient à des appelants. Un archevêque de Paris entra sur-tout dans cette manœuvre, plus par zèle de théolo-

gien, que par esprit de cabale. Alors toutes les familles furent alarmées, le schisme fut annoncé, plusieurs de ceux qu'on appelle jansénistes commençaient à dire hautement que, si on rendait les sacrements si difficiles, on saurait bientôt s'en passer à l'exemple de tant de nations. Ces minuties bourgeoises occupèrent plus les parisiens que tous les grands intérêts de l'Europe. C'étaient des insectes sortis du cadavre du molinisme et du jansénisme, qui, en bourdonnant dans la ville, piquaient tous les citoyens. On ne se souvenait plus ni de Metz, ni de Fontenoi, ni des victoires, ni des disgraces, ni de tout ce qui avait ébranlé l'Europe. Il y avait dans Paris cinquante mille énergumènes, qui ne savent pas en quel pays coulent le Danube et l'Elbe, et qui croyaient l'univers bouleversé pour des billets de confession. Tel est le peuple. Un curé de st étienne du mont, petite paroisse de Paris, ayant refusé les sacrements à un conseiller du châtelet, le parlement mit en prison le curé. Le roi voyant cette petite guerre civile, excitée entre les parlements et les évêques, défendit à ses cours de judicature de se mêler des affaires concernant les sacrements ; et en réserva la connaissance à son conseil privé. Les parlements se plaignirent qu'on leur ôtât ainsi l'exercice de la police générale du royaume, et le clergé souffrit impatiemment que l'autorité royale voulût pacifier des querelles de religion ; les animosités s'aigrirent de tous côtés. Une place de supérieure dans l'hôpital des filles, acheva d'allumer la discorde. L'archevêque voulut seul nommer à cette place, le parlement de Paris s'y opposa ; et le roi ayant jugé en faveur du prélat, le parlement cessa de faire ses fonctions, et de rendre la justice ; il fallut que le roi envoyât par ses mousquetaires à chaque membre de ce tribunal, des lettres de cachet, portant ordre de reprendre leurs fonctions, sous peine de désobéissance. Les chambres siégerent donc comme de coutume ; mais quand il fallut plaider, il ne se trouva point d'avocats. Ce temps ressemblait en quelque manière au temps de la fronde : mais dépouillé des horreurs de la guerre civile, il ne se montrait que sous une forme susceptible de ridicule. Ce ridicule était pourtant embarrassant. Le roi résolut d'éteindre, par sa modération, ce feu qui faisait craindre un incendie : il exhorta le clergé à ne point user de rigueurs dangereuses ; le parlement reprit ses fonctions. Mais, bientôt après, les billets de confession reparurent : de nouveaux refus de sacrements irritèrent tout Paris. Le même curé de st étienne, trouvé coupable d'une seconde prévarication, fut mandé par le parlement, qui lui défendit à lui et à tous les curés, de donner un pareil scandale, sous peine de la saisie du temporel. Le même arrêt invita l'archevêque de faire cesser lui-même le scandale. Ce terme d' *invitation* paraissait entrer dans les vues de la modération du roi. L'archevêque ne voulant pas même que la justice séculière eût le droit de lui faire une invitation, alla se plaindre à Versailles. Il était soutenu par un ancien évêque de Mirepoix, nommé *Boyer* , chargé du ministère de présenter au roi les sujets pour des bénéfices. Cet homme autrefois théatin, puis évêque, et devenu ministre au département des bénéfices, était d'un esprit fort borné, mais

zélé pour les immunités de l'église : il regardait la bulle comme un article de foi ; et ayant tout le crédit attaché à sa place, il persuada que le parlement touchait à l'encensoir. L'arrêt du parlement fut cassé ; ce corps fit des remontrances fortes et pathétiques. Le roi lui ordonna de s'en tenir à lui rendre compte de toutes les dénonciations qu'on ferait sur ces matieres, se réservant à lui-même le droit de punir les prêtres dont le zele scandaleux pourrait faire naître des semences de schisme. Il défendit, par un arrêt de son conseil d'état, que ses sujets se donnassent les uns aux autres les noms de novateurs, de jansénistes et de semi-pélagiens : c'était ordonner à des fous d'être sages. Les curés de Paris, excités par l'archevêque, présenterent une requête au roi, en faveur des billets de confession. Sur le champ, le parlement décréta le curé de st Jean en grève, qui avait formé la requête. Le roi cassa encore cette procédure de justice, le parlement cessa encore ses fonctions ; il continua à faire des remontrances, et le roi persista à exhorter les deux partis à la paix. Ses soins furent inutiles. Une lettre de l'évêque de Marseille, dénoncée au parlement, fut brûlée par la main du bourreau ; un écrit de l'évêque d'Amiens condamné. Le clergé étant assemblé pour lors à Paris, comme il s'assemble tous les cinq ans pour payer au roi des subsides, résolut de lui aller porter ses plaintes en habits pontificaux ; mais le roi ne voulut point de cette cérémonie extraordinaire. D'un autre côté, le parlement condamna un porte-dieu à l'amende, à demander pardon à genoux, et à être admonesté, et un vicaire de paroisse au bannissement. Le roi cassa encore cet arrêt. Les affaires de cette espece se multiplièrent. Le roi recommanda toujours la paix, sans que les ecclésiastiques cessassent de refuser les sacrements, et sans que le parlement cessât de procéder contr'eux. Enfin le roi permit aux parlements de juger des sacrements, en cas qu'il y eut un procès à leur sujet ; mais il leur défendit de chercher à juger, lorsqu'il n'y aurait pas de parties plaignantes. Le parlement reprit une seconde fois ses fonctions, et les plaideurs qu'on avait négligés pour ces affaires, eurent la liberté de se ruiner à l'ordinaire. Le feu couvait toujours sous la cendre. L'archevêque avait ordonné de refuser le sacrement à deux pauvres vieilles religieuses de *ste Agathe* , qui, ayant entendu dire autrefois à leur directeur, que la bulle *unigénitus* est un ouvrage diabolique, craignaient d'être damnées si elles recevaient cette bulle en mourant ; elles craignaient d'être damnées aussi en manquant d'extrême-onction. Le parlement envoya son greffier à l'archevêque, pour le prier de ne pas refuser à ces deux filles les secours ordinaires ; et le prélat ayant répondu, selon sa coutume, qu'il ne devait compte qu'à Dieu seul, son temporel fut saisi ; les princes du sang et les pairs furent invités à venir prendre séance au parlement. La querelle alors pouvait devenir sérieuse : on commença à craindre les temps de la fronde et de la ligue. Le roi défendit aux princes et aux pairs d'aller opiner dans le parlement de Paris sur des affaires dont il attribuait la connaissance à son conseil privé. L'archevêque de Paris eut même le crédit d'obtenir un arrêt du conseil pour dissoudre la petite

communauté de *ste Agathe* , où les filles avaient si mauvaise opinion de la bulle *unigenitus* . Tout Paris murmura. Ces petits troubles s'étendirent dans plus d'une ville du royaume. Les mêmes scandales, les mêmes refus de sacrements partageaient la ville d'Orléans, le parlement rendait les mêmes arrêts pour Orléans que pour Paris ; le schisme allait se former. Un curé de Rosainvillers, diocèse d'Amiens, s'avisa de dire un jour à son prône, *que ceux qui étaient jansénistes, eussent à sortir de l'église, et qu'il serait le premier à tremper ses mains dans leur sang.* il eut l'audace de désigner quelques-uns de ses paroissiens, à qui les plus fervents constitutionnaires jetterent des pierres pendant la procession, sans que les lapidés et les lapidants eussent la moindre connaissance de ce que c'est que la bulle et le jansénisme. Une telle violence pouvait être punie de mort. Le parlement de Paris, dans le ressort duquel est Amiens se contenta de bannir à perpétuité ce prêtre factieux et sanguinaire ; et le roi approuva cet arrêt qui ne portait pas sur un délit purement spirituel, mais sur le crime d'un séditieux, perturbateur du repos public. Dans ces troubles, *Louis XV* était comme un pere occupé de séparer ses enfans qui se battent. Il défendait les coups et les injures : il réprimandait les uns, il exhortait les autres ; il ordonnait le silence, défendant aux parlements de juger du spirituel, recommandant aux évêques la circonspection, regardant la bulle comme une loi de l'église, mais ne voulant point qu'on parlât de cette loi dangereuse. Ses soins paternels pouvaient peu de chose sur des esprits aigris et alarmés. Les parlements prétendaient qu'on ne pouvait séparer le *spirituel* du *civil* , puisque les querelles *spirituelles* entraînaient nécessairement après elles des querelles d'état. Il assigna l'évêque d'Orléans à comparaître pour des sacrements. Il fit brûler par le bourreau tous les écrits dans lesquels on lui contestait sa juridiction, excepté les déclarations du roi. Il envoya des conseillers faire enregistrer ces arrêts en sorbonne, malgré les ordres du roi. On voyait tous les jours le bourreau occupé à brûler des mandemens d'évêques, et les records de la justice faisaient communier les malades la bayonnette au bout du fusil. Le parlement, dans toutes ses démarches, ne consultait que ses loix et le maintien de son autorité. Le roi voyait au delà ; il considérait les convenances qui demandent souvent que les loix plient. Enfin, pour la troisième fois, le parlement cessa de rendre la justice aux citoyens, pour ne s'occuper que des refus de sacrements qui troublaient la France entière. Le roi lui envoya aussi, pour la troisième fois, des lettres de jussion qui lui ordonnaient de remplir ses devoirs, et de ne plus faire souffrir ses sujets plaideurs de ces querelles étrangères, les procès des particuliers n'ayant aucun rapport à la bulle *unigenitus* . Le parlement répondit qu'il violerait son serment, s'il reconnaissait les lettres patentes du roi, et qu'il ne pouvait *obtempérer* , (vieux mot, tiré du latin, qui signifie *obéir*). Alors le roi se crut obligé d'exiler tous les membres des *enquêtes* , les uns à Bourges, les autres à Poitiers, quelques-uns en Auvergne ; et d'en faire enfermer quatre qui avaient parlé avec le plus de force. On épargna la grand'chambre,

mais elle crut qu'il y allait de son honneur de n'être point épargnée. Elle persista à ne point rendre la justice au peuple, et à procéder contre les réfractaires. Le roi l'envoya à Pontoise, bourg à six lieues de Paris, où le duc d'Orléans l'avait déjà envoyée pendant sa régence. L'Europe s'étonnait qu'on fit tant de bruit en France pour si peu de chose ; et les français passaient pour une nation frivole, qui, faute de bonnes loix reconnues, mettait tout en feu pour une dispute méprisée partout ailleurs. Quand on a vu cinq cents mille hommes en armes pour l'élection d'un empereur, l'Europe, l'Inde et l'Amérique désolées, et qu'on retombe ensuite dans cette petite guerre de plume, on croit entendre le bruit d'une pluie après les éclats de tonnerre. Mais on devait se souvenir que l'Allemagne, la Suede, la Hollande, la Suisse avaient autrefois éprouvé des secousses bien plus violentes pour des inepties ; que l'inquisition d'Espagne était pire que des troubles civils, et que chaque nation a ses folies et ses malheurs. Le parlement de Normandie imita celui de Paris sur les sacremens. Il ajourna l'évêque d'évreux ; il cessa aussi de rendre la justice. Le roi envoya un officier de ses gardes biffer les registres de ce parlement qui fut à la fin plus docile que celui de Paris. La justice distributive, interrompue dans la capitale, eût été un grand bonheur, si les hommes étaient sages et justes, mais comme il ne sont ni l'un ni l'autre, et qu'il faut plaider, le roi commit des membres de son conseil d'état, pour vider les procès en dernier ressort. On voulut faire enregistrer l'érection de cette chambre au châtelet, comme s'il était nécessaire qu'une justice inférieure donnât l'authenticité à l'autorité royale. L'usage de ces enregistrements avait eu presque toujours ses inconvéniens ; mais ce défaut de formalité en aurait eu peut-être de plus grands encore. Le châtelet refusa l'enregistrement : on l'y força par des lettres de jussion. La chambre royale s'assembla, mais les avocats ne voulurent point plaider : on se moqua dans Paris de la chambre royale ; elle en rit elle-même ; tout se tourna en plaisanteries, selon le génie de la nation qui rit toujours le lendemain de ce qui l'a consternée ou animée la veille. Les ecclésiastiques riaient aussi, mais de la joie de leur triomphe. *Boyer*, ancien évêque de Mirepoix, qui avait été le premier auteur de tous ces troubles, sans le savoir, étant tombé en enfance par son grand âge et par la constitution de ses organes, tout parut tendre à la conciliation. Les ministres négocièrent avec le parlement de Paris. Ce corps fut rappelé, et revint à la satisfaction de toute la ville, et au bruit de la populace qui criait : vive le parlement. Son retour fut un triomphe. Le roi, qui était aussi fatigué de l'inflexibilité des ecclésiastiques, que de celle des parlements, ordonna le silence et la paix, et permit aux juges séculiers de procéder contre ceux qui troubleraient l'un ou l'autre. Le schisme éclatait de temps en temps à Paris et dans les provinces ; et malgré les mesures que le roi avait prises pour empêcher les refus de sacremens, plusieurs évêques cherchaient à se faire un mérite de ces refus auprès de la cour de Rome. Un évêque de Nantes ayant donné dans sa ville cet exemple de rigueur ou de scandale, fut condamné par le

simple présidial de Nantes, à payer six mille francs d'amende, et les paya sans que le roi le trouvât mauvais, tant il était las de ces disputes. De pareilles scènes arrivaient dans tout le royaume ; et, en attristant quelques intéressés, amusaient la multitude oisive. Il y avait à Orléans un vieux chanoine, janséniste, qui se mourait, et à qui ses confrères refusaient la communion. Le parlement de Paris les condamna à douze mille livres d'amende, et ordonna que le malade serait communiqué. Le lieutenant criminel, en conséquence, arrangea tout pour cette cérémonie, comme pour une exécution ; les chanoines firent tant que leur confrère mourut sans sacrements, et ils l'enterrent le plus mesquinement qu'ils purent. Rien n'était devenu plus commun dans le royaume, que de communier par arrêt du parlement. Le roi qui avait exilé ses juges séculiers ; pour n'avoir pas *obtempéré* à ses ordres, voulut tenir la balance égale, et exiler aussi ceux du clergé qui s'obstineraient au schisme. Il commença par l'archevêque de Paris. Il fut relégué à sa maison de Conflans, à trois lieues de la ville ; exil doux, qui ressemblait plus à un avertissement paternel qu'à une punition. Les évêques d'Orléans et de Troyes furent pareillement exilés à leurs maisons de plaisance, avec la même douceur. L'archevêque de Paris étant aussi inflexible dans sa maison de Conflans que dans sa demeure épiscopale, fut relégué plus loin. Le parlement, pouvant alors agir en liberté, réprimait la sorbonne qui, ayant autrefois regardé la bulle avec horreur, la regardait maintenant comme une règle de foi. Elle menaçait de cesser ses leçons ; et le parlement qui avait lui-même cessé ses fonctions plus importantes, ordonnait à la faculté de continuer les siennes ; il soutenait les libertés de l'église gallicane ; et le roi l'approuvait ; mais, quand il allait trop loin, le roi l'arrêtait ? Et en confirmant la partie des arrêts qui tendait au bien public, il cassait celle qui lui paraissait trop peu mesurée. Ce monarque se voyait toujours entre deux grandes factions animées, comme les empereurs romains entre les bleus et les verts : il était occupé de la guerre maritime que l'Angleterre commençait à lui faire, celle de terre paraissait inévitable : ce n'était guères le temps de parler d'une bulle. Il lui fallait encore apaiser les contestations du grand conseil et de ses parlements ; car, presque rien n'étant déterminé en France par des lois précises, les bornes, les privilèges de chaque corps étant incertains, le clergé ayant toujours voulu étendre sa juridiction, les chambres des comptes ayant disputé aux parlements beaucoup de prérogatives, les pairs ayant souvent plaidé pour les leurs contre le parlement de Paris, il n'était pas étonnant que le grand conseil eût avec lui quelques querelles. Ce grand conseil était originairement le conseil des rois, et les accompagnait dans tous leurs voyages. Tout changea peu à peu dans l'administration publique, et le grand conseil changea aussi. Il ne fut plus qu'une cour de judicature sous *Charles VIII* . Il décide des évocations, de la compétence des juges, de tous les procès concernant tous les bénéfices du royaume, excepté de la régale : il a droit de juger ses propres officiers. Un conseiller de cette cour fut appelé au châ-

telet pour ses dettes : le grand conseil revendiqua la cause, et cassa la sentence du châtelet. Aussitôt le parlement s'émeut, et casse l'arrêt du grand conseil, et le roi casse l'arrêt du parlement. Nouvelles remontrances, nouvelles querelles ; tous les parlements s'élevent contre le grand conseil, et le public se partage. Le parlement de Paris convoque encore les pairs pour cette dispute de corps, et le roi défend encore aux pairs *cette association* : l'affaire enfin reste indécise comme tant d'autres. Cependant le roi avait des occupations plus importantes : il fallait soutenir contre les anglais sur terre et sur mer une guerre onéreuse ; il faisait en même-temps cette mémorable fondation de l'école militaire, le plus beau monument de son regne, que l'impératrice *Marie-Thérese* a imité depuis. Il fallait des secours de finance, et le parlement se rendait difficile sur l'enregistrement des édits qui ordonnaient la perception de deux vingtiemes. (on a été obligé depuis d'en payer trois, parce que, lorsqu'on a la guerre, il faut que les citoyens combattent, ou qu'ils paient ceux qui combattent : il n'y a pas de milieu.) le roi tint un lit de justice à Versailles, où il convoqua les princes et les pairs, avec le parlement de Paris : il y fit enregistrer ses édits ; mais le parlement de retour à Paris, protesta contre cet enregistrement. Il prétendait que non-seulement il n'avait pas eu la liberté nécessaire de l'examen, mais que cet édit demandait des modifications qui ne blessassent ni les intérêts du roi, ni ceux de l'état qui étaient les mêmes, et qu'il avait fait serment de maintenir ; et il disait que son devoir n'était pas de plaire, mais de servir : ainsi le zele combattait l'obéissance. Les épines du schisme se mêlaient à l'importante affaire des impôts. Un conseiller du parlement, malade à sa campagne, dans le diocese de Meaux, demanda ses sacrements ; un curé les lui refusa comme à un ennemi de l'église, et le laissa mourir sans cette cérémonie : on procéda contre le curé qui prit la fuite. L'archevêque d'Aix avait fait un nouveau formulaire sur la bulle, et le parlement d'Aix l'avait condamné à donner dix mille livres aux pauvres : il fut obligé de faire cette aumône, et il en fut pour son formulaire et pour son argent. L'évêque de Troyes avait troublé son diocese, le roi l'envoya prisonnier chez des moines en Alsace. L'archevêque de Paris, à qui l'on avait permis de revenir à Conflans, déclara excommuniés ceux qui liraient les arrêts et les remontrances des parlements sur la bulle et sur les billets de confession. *Louis XV*, que tant d'animosités embarrassaient, poussa la circonspection jusqu'à demander l'avis du pape *Lambertini Benoît Xiv*, homme aussi modéré que lui, aimé de la chrétienté pour la douceur et la gaieté de son caractere, et qui est aujourd'hui regretté de plus en plus. Il ne se mêla jamais d'aucune affaire, que pour recommander la paix. C'était son secrétaire des brefs, le cardinal *Passionei*, qui faisait tout. Ce cardinal, le seul alors dans le sacré college qui fut homme de lettres, était un génie assez élevé pour mépriser les disputes dont il s'agissait. Il haïssait les jésuites qui avaient fabriqué la bulle ; il ne pouvait se taire sur la fausse démarche qu'on avait faite à Rome, de condamner dans cette bulle des maximes vertueuses, d'une vérité éternelle, qui

appartiennent à tous les temps et à toutes les nations : celle-ci, par exemple, *la crainte d'une excommunication injuste ne doit point empêcher de faire son devoir*.

cette maxime est dans toute la terre la sauve-garde de la vertu. Tous les anciens, tous les modernes ont dit que le devoir doit l'emporter sur la crainte du supplice même. Mais quelque'étrange que parût la bulle en plus d'un point, ni le cardinal *Passionei* , ni le pape ne pouvaient rétracter une constitution regardée comme une loi de l'église. *Benoît Xiv*

envoya au roi une lettre circulaire pour tous les évêques de France, dans laquelle il regardait à la vérité cette bulle comme une loi universelle à laquelle on ne peut résister, *sans se mettre en danger de perdre son salut éternel* ; mais enfin il décidait que, *pour éviter le scandale, il faut que le prêtre avertisse les mourants soupçonnés de jansénisme, qu'ils seront damnés, et les communier à leurs risques et périls*.

le même pape, dans sa lettre particuliere au roi, lui recommandait les droits de l'épiscopat. Quand on consulte un pape, quel qu'il soit, on doit bien s'attendre qu'il écrira comme un pape doit écrire. Mais *Benoît Xiv* , en rendant ce qu'il devait à sa place, donnait aussi tout ce qu'il pouvait à la paix, à la bienséance, à l'autorité du monarque. On imprima le bref du pape adressé aux évêques. Le parlement eut le courage ou la témérité de le condamner et de le supprimer par un arrêt. Cette démarche choqua d'autant plus le roi, que c'était lui-même qui avait envoyé aux évêques ce bref condamné par son parlement. Il n'était point question dans ce bref des libertés de l'église gallicane, et des droits de la monarchie, que le parlement a soutenus et vengés dans tous les temps. La cour vit dans la censure du parlement plus de mauvaise humeur que de modération. Le conseil croyait avoir un autre sujet de réprover la conduite du parlement de Paris ; plusieurs autres cours supérieures, qui portent le nom de parlement, s'intitulaient, *classes du parlement du royaume* ; c'est un titre que le chancelier *de l'hôpital*

leur avait donné ; il ne signifiait que l'union des parlements dans l'intelligence et le maintien des loix : les parlements ne prétendaient pas représenter l'état entier, divisé en différentes compagnies qui toutes, faisant un seul corps, constituaient les états généraux perpétuels du royaume. Cette idée eût été grande ; mais elle eût été trop grande, et l'autorité royale en était irritée. Ces considérations, jointes aux difficultés qu'on faisait sur l'enregistrement des impôts, déterminèrent le roi à venir réformer le parlement de Paris dans un lit de justice. Quelque secret que le ministere eût gardé, il perça dans le public. Le roi fut reçu dans Paris avec un morne silence. Le peuple ne voit dans un parlement que l'ennemi des impôts,

il n'examine jamais si ces impôts sont nécessaires ; il ne fait pas même réflexion qu'il vend sa peine et ses denrées plus cher à proportion des taxes, et que le fardeau tombe sur les riches. Ceux-ci se plaignent eux-mêmes, et encouragent les murmures de la populace. Les anglais dans cette guerre ont été plus chargés que les français ; mais en Angleterre la nation se taxe elle-même, elle sait sur quoi les emprunts seront remboursés. La France est taxée, et ne sait jamais sur quoi seront assignés les fonds destinés au paiement des emprunts. Il n'y a point en Angleterre de particuliers qui traitent avec l'état des impôts publics, et qui s'enrichissent aux dépens de la nation : c'est le contraire en France. Les parlements de France ont toujours fait des remontrances aux rois contre ces abus ; mais il y a des temps où ces remontrances, et sur-tout les difficultés d'enregistrer, sont plus dangereuses que ces impôts mêmes, parce que la guerre exige des secours présents, et que l'abus de ces secours ne peut être corrigé qu'avec le temps. Le roi vint au parlement faire lire un édit, par lequel il supprimait deux chambres de ce corps, et plusieurs officiers. Il ordonna qu'on respectât la bulle *unigenitus* , défendit que les juges séculiers prescrivissent l'administration des sacrements, en leur permettant seulement de juger des abus et des délits commis dans cette administration ; enjoignant aux évêques de prescrire à tous les curés la modération et la discrétion, et voulant que toutes les querelles passées *fussent ensévelies dans l'oubli* . Il ordonna que nul conseiller n'aurait voix délibérative avant l'âge de vingt-cinq ans, et que personne ne pourrait opiner dans l'assemblée des chambres, qu'après avoir servi dix années. Il fit enfin les plus expresses *inhibitions d'interrompre sous quelque prétexte que ce pût être, le service ordinaire* . Le chancelier alla aux avis pour la forme : le parlement garda un profond silence : le roi dit qu'il voulait être obéi, et *qu'il punirait quiconque oserait s'écarter de son devoir* . Le lendemain quinze conseillers de la grand'chambre remirent leur démission sur le bureau. Cent quatre-vingts membres du parlement se démirent bientôt de leurs charges. Les murmures furent grands dans toute la ville. Parmi tant d'agitations qui troublaient tous les esprits, au milieu d'une guerre funeste, dans le dérangement des finances, qui rendait cette guerre plus dangereuse, et qui irritait l'animosité des mécontents ; enfin parmi les épines des divisions, semées de tous côtés entre les magistrats et le clergé, dans le bruit de toutes ces clameurs, il était très-difficile de faire le bien, et il ne s'agissait presque plus que d'empêcher qu'on ne fit beaucoup de mal.

Chapitre 37

Chapitre 37

attentat contre la personne du roi.

ces émotions du peuple furent bientôt ensévelies dans une consternation générale, par l'accident le plus imprévu et le plus effroyable. Le roi fut assassiné le 5 janvier dans la cour de Versailles, en présence de son fils, au milieu de ses gardes et des grands officiers de sa couronne. Voici comment cet étrange événement arriva. Un misérable de la lie du peuple, nommé *Robert-François Damiens*, né dans un village auprès d'Aras, avait été long-temps domestique à Paris dans plusieurs maisons ; c'était un homme dont l'humeur sombre et ardente avait toujours ressemblé à la démence. Les murmures généraux qu'il avait entendus dans les places publiques, dans la grande salle du palais, et ailleurs, allumerent son imagination. Il alla à Versailles comme un homme égaré ; et dans les agitations que lui donnait son dessein inconcevable, il demanda à se faire saigner dans son auberge. Le physique a une si grande influence sur l'ame des hommes, qu'il protesta depuis dans ses interrogatoires, *que s'il avait été saigné comme il le demandait, il n'aurait pas commis son crime.*

son dessein était le plus inoui qui fût jamais tombé dans la tête d'un monstre de cette espece : il ne prétendait pas tuer le roi, comme en effet il le soutint depuis, et comme malheureusement il l'aurait pû ; mais il voulait le blesser, et c'est ce qu'il déclara en effet dans son procès criminel devant le parlement. " je n'ai point eu intention de tuer le roi... etc. " cette idée avait tellement échauffé sa tête, que dans un autre interrogatoire il dit : " j'ai nommé des conseillers au parlement, parce que j'en ai servi un, et parce que presque tous sont furieux de la conduite de monseigneur l'archevêque. " en un mot, le fanatisme avait troublé l'esprit de ce malheureux, au point que dans les interrogatoires qu'il subit à Versailles, on trouve ces propres paroles. " interrogé quels motifs l'avaient porté à attenter à la personne du

roi, a dit que c'est à *cause de la religion*. " tous les assassinats des princes chrétiens ont eu cette cause. Le roi de Portugal n'avait été assassiné qu'en vertu de la décision de trois jésuites. On sait assez que les rois de France *Henri Iii et Henri Iv* ne périrent que par des mains fanatiques ; mais il y avait cette différence, que *Henri Iii et Henri Iv* furent tués, parce qu'ils paraissaient ennemis du pape ; et que *Louis XV* fut assassiné, parce qu'il semblait vouloir complaire au pape. L'assassin s'était muni d'un couteau à ressort, qui d'un côté portait une longue lame pointue, et de l'autre un canif à tailler les plumes, d'environ quatre pouces de longueur. Il attendait le moment où le roi devait monter en carrosse pour aller à trianon. Il était près de six heures ; le jour ne luisait plus ; le froid était excessif ; presque tous les courtisans portaient de ces manteaux qu'on nomme par corruption *redingottes*. L'assassin ainsi vêtu, pénètre vers la garde, heurte en passant le dauphin, se fait place à travers la garniture des gardes du corps et des cent suisses, aborde le roi, le frappe de son canif, à la cinquième côte, remet son couteau dans sa poche, et reste le chapeau sur la tête. Le roi se sent blessé, se retourne ; et à l'aspect de cet inconnu qui était couvert, et dont les yeux étaient égarés, il dit : *c'est cet homme qui m'a frappé, qu'on l'arrête, et qu'on ne lui fasse point de mal*.

tandis que tout le monde était saisi d'effroi et d'horreur, qu'on portait le roi dans son lit, qu'on cherchait des chirurgiens, qu'on ignorait si la blessure était mortelle, si le couteau était empoisonné ; le parricide répéta plusieurs fois : *qu'on prenne garde à monseigneur le dauphin ; qu'il ne sorte pas de la journée*.

à ces paroles l'alarme universelle redouble : on ne doute pas qu'il n'y ait une conspiration contre la famille royale : chacun se figure les plus grands périls, les plus grands crimes et les plus médités. Heureusement la blessure du roi était légère ; mais le trouble public était considérable, et les craintes, les défiances, les intrigues, se multipliaient à la cour. Le grand prévôt de l'hôtel, à qui appartenait la connaissance du crime commis dans le palais du roi, s'empara d'abord du parricide, et commença les procédures, comme il s'était pratiqué à Saint-Cloud dans l'assassinat de *Henri Iii*. Un exempt des gardes de la prévôté ayant obtenu un peu de confiance, ou apparente ou vraie, dans l'esprit aliéné de ce misérable, l'engagea à oser dicter de sa prison une lettre au roi même. Damiens écrire au roi ! Un assassin écrire à celui qu'il avait assassiné ! Sa lettre est insensée et conforme à l'abjection de son état, mais elle découvre l'origine de sa fureur : on y voit que les plaintes du public contre l'archevêque avaient dérangé le cerveau du criminel, et l'avaient excité à son attentat. Il paraissait par les noms des membres du parlement cités dans sa lettre, qu'il les connaissait, ayant servi un de leurs confrères ; mais il eût été absurde de supposer qu'ils lui eussent expliqué leurs sentiments ; encore moins qu'ils lui eussent jamais dit ou fait dire un mot qui pût l'encou-

rager au crime. Aussi le roi ne fit aucune difficulté de remettre le jugement du coupable à ceux de la grand'chambre qui n'avaient pas donné leur démission. Il voulut même que les princes et les pairs rendissent, par leur présence, le procès plus solennel et plus authentique dans tous ses points aux yeux d'un public aussi défiant que curieux exagérateur, qui voit toujours, dans ces aventures effrayantes, au delà de la vérité. Jamais en effet la vérité n'a paru dans un jour plus clair. Il est évident que cet insensé n'avait aucun complice : il déclara toujours qu'il n'avait point voulu tuer le roi, mais qu'il avait formé le dessein de le blesser depuis l'exil du parlement. (interrogatoire au parlement, pp 132 et 135.) d'abord, dans son premier interrogatoire, il dit que " la religion seule l'a déterminé à cet attentat " . (p 131.) il avoue qu'il n'a " dit du mal que des molinistes et de ceux qui refusent les sacrements, que ces gens-là croient apparemment deux dieux " . (p 145.) il s'écria, à la question, " qu'il avait cru faire une œuvre méritoire pour le ciel ; c'est ce que j'entendais dire à tous ces prêtres dans le palais " . Il persista constamment à dire que c'était l'archevêque de Paris, les refus de sacrement, les disgrâces du parlement, qui l'avaient porté à ce parricide ; il le déclara encore à ses confesseurs. Ce malheureux n'était donc qu'un insensé fanatique, moins abominable à la vérité que Ravallac et Jean Châtel, mais plus fou, et n'ayant pas plus de complices que ces deux énergumènes. Les seuls complices, pour l'ordinaire, de ces monstres sont des fanatiques dont les cervelles échauffées allument, sans le savoir, un feu qui va embraser des esprits faibles, insensés, et atroces. Quelques mots dits au hasard suffisent à cet embrasement. Damiens agit dans la même illusion que Ravallac, et mourut dans les mêmes supplices (28 mars). Quel est donc l'effet du fanatisme et le destin des rois ! Henri Iii et Henri Iv sont assassinés parce qu'ils ont soutenu leurs droits contre les prêtres. Louis XV est assassiné parce qu'on lui reproche de n'avoir pas assez sévi contre un prêtre. Voilà trois rois sur lesquels se sont portées des mains parricides, dans un pays renommé pour aimer ses souverains. Le père, la femme, la fille de Damiens, quoique innocents, furent bannis du royaume, avec défense d'y revenir, sous peine d'être pendus. Tous ses parents furent obligés, par le même arrêt, de quitter leur nom de Damiens, devenu exécration. Cet événement fit rentrer en eux-mêmes pour quelque temps ceux qui, par leurs malheureuses querelles ecclésiastiques, avaient été la cause d'un si grand crime. On voyait trop évidemment ce que produisent l'esprit dogmatique et les fureurs de religion. Personne n'avait imaginé qu'une bulle et des billets de confession pussent avoir des suites si horribles ; mais c'est ainsi que les démences et les fureurs des hommes sont liées ensemble. L'esprit des Poltrot et des Jacques Clément, qu'on avait cru anéanti, subsiste donc encore dans les âmes féroces et ignorantes ! La raison pénètre en vain chez les principaux citoyens : le peuple est toujours porté au fanatisme ; et peut-être n'y a-t-il d'autre remède à cette contagion que d'éclairer enfin le peuple même ; mais on l'entretient quelquefois dans des superstitions, et

on voit ensuite avec étonnement ce que ces superstitions produisent. Cependant seize conseillers qui avaient donné leur démission étaient envoyés en exil ; et l'un d'eux, qui était clerc, et qui fut depuis conseiller d'honneur, célèbre pour son patriotisme et pour son éloquence, fonda une messe à perpétuité pour remercier Dieu d'avoir conservé la vie du roi qui l'exilait. On confina aussi plusieurs officiers du parlement de Besançon dans différentes villes, pour avoir refusé l'enregistrement d'un second vingtième, et pour avoir donné un décret contre l'intendant de la province. Le roi, malgré l'attentat commis sur sa personne, malgré une guerre ruineuse, s'occupait toujours du soin d'étouffer les querelles des parlements et du clergé, essayant de contenir chaque état dans ses bornes, exilant encore l'archevêque de Paris, pour avoir contrevenu à ses lois dans la simple élection de la supérieure d'un couvent ; rappelant ensuite ce prélat, et rendant toujours par la modération la fermeté plus respectable. Enfin, les affaires même du parlement de Paris s'accommodèrent ; les membres de ce corps qui avaient donné leur démission reprirent leurs charges et leurs fonctions : tout a paru tranquille au dedans, jusqu'à ce que le faux zèle et l'esprit de parti fassent naître de nouveaux troubles.

Chapitre 38

Chapitre 38

assassinat du roi de Portugal. Jésuites chassés du Portugal, et ensuite de la France.

un ordre religieux ne devrait pas faire partie de l'histoire. Aucun historien de l'antiquité n'est entré dans le détail des établissements des prêtres de *Cybèle* ou de *Junon*. C'est un des malheurs de notre police européenne, que les moines destinés par leur institut à être ignorés, aient fait autant de bruit que les princes, soit par leurs immenses richesses, soit par les troubles qu'ils ont excités depuis leur fondation. Les jésuites étaient, comme on sait, les souverains véritables du Paraguay, en reconnoissant le roi d'Espagne. La cour d'Espagne avait cédé, par un traité d'échange, quelques districts de ces contrées au roi du Portugal *Joseph*, de la maison de *Bragance*. On accusa les jésuites de s'y être opposés, et d'avoir fait révolter les peuplades qui devaient passer sous la domination portugaise. Ce grief, joint à beaucoup d'autres, fit chasser les jésuites de la cour de Lisbonne. Quelque-temps après, la famille *Tavora*, et sur-tout le duc d'*Aveiro*, oncle de la jeune comtesse *Ataïde D'Atouguia*; le vieux marquis et la marquise de *Tavora*, pere et mere de la jeune comtesse; enfin le comte *Ataïde*

son époux, et un des freres de cette comtesse infortunée, croyant avoir reçu du roi un outrage irréparable, résolurent de s'en venger. La vengeance s'accorde très-bien avec la superstition. Ceux qui méditent un grand attentat, cherchent parmi nous des casuistes et des confesseurs qui les encouragent. La famille qui pensait être outragée, s'adressa à trois jésuites, *Malagrida, Alexandre et Mathos*. ces casuistes décidèrent que ce n'était pas seulement un péché, qu'ils appellent *véniel*, de tuer le roi. Il est bon de savoir pour l'intelligence de cette décision, que les casuistes distinguent entre les péchés qui mènent en enfer, et les péchés qui conduisent en purgatoire pour quelque temps, entre les péchés que l'absolution d'un prêtre remet, moyennant quelques prieres ou quelques aumônes, et

les péchés qui sont remis sans aucune satisfaction. Les premiers sont *mortels* , les seconds sont *véniables* . La confession auriculaire causa un parricide en Portugal, ainsi qu'elle en avait produit en d'autres pays. Ce qui a été introduit pour expier les crimes en fait commettre. Telle est, comme on l'a déjà vu si souvent dans cette histoire, la déplorable condition humaine. Les conjurés, munis de leurs pardons pour l'autre monde, attendirent le roi qui revenait à Lisbonne, d'une petite maison de campagne, seul, sans domestiques, et la nuit ; il tirèrent sur son carrosse, et blessèrent dangereusement le monarque. Tous les complices, excepté un domestique, furent arrêtés. Les uns périrent par la roue, les autres furent décapités. La jeune comtesse *Ataïde* , dont le mari fut exécuté, alla par ordre du roi, pleurer dans un couvent, tant d'horribles malheurs dont elle passait pour être la cause. Les seuls jésuites, qui avaient conseillé et autorisé l'assassinat du roi par le moyen de la confession, moyen aussi dangereux que sacré, échappèrent alors au supplice. Le Portugal n'ayant pas encore reçu dans ce temps-là les lumières qui éclairent tant d'états en Europe, était plus soumis au pape qu'un autre. Il n'était pas permis au roi de faire condamner à la mort, par ses juges, un moine parricide ; il fallait avoir le consentement de Rome. Les autres peuples étaient dans le dix-huitième siècle, mais les portugais semblaient être dans le douzième. La postérité aura peine à croire que le roi de Portugal fit solliciter à Rome pendant plus d'un an la permission de faire juger chez lui des jésuites ses sujets, et ne put l'obtenir. La cour de Lisbonne et celle de Rome furent long-temps dans une querelle ouverte ; on alla même jusqu'à se flatter que le Portugal secouerait un joug que l'Angleterre, son alliée et sa protectrice, avait foulé aux pieds depuis si long-temps ; mais le ministère portugais avait trop d'ennemis pour oser entreprendre ce que Londres avait exécuté ; il montra à la fois une grande fermeté et une extrême condescendance. Les jésuites les plus coupables étaient en prison à Lisbonne ; le roi les y laissa, et prit le parti d'envoyer à Rome tous les jésuites de ses états. On les déclara bannis pour jamais du royaume ; mais on n'osait livrer à mort les trois jésuites accusés et convaincus de parricide. Le roi fut réduit à l'expédient de livrer du moins *Malagrida* à l'inquisition, comme suspect d'avoir autrefois avancé quelques propositions téméraires, qui sentaient l'hérésie. Les dominicains, qui étaient juges du saint office, et assistants du grand inquisiteur, n'ont jamais aimé les jésuites ; ils servirent le roi mieux que n'avait fait Rome. Ces moines déterrèrent un petit livre de la *vie héroïque de sainte Anne, mère de Marie, dicté au révérend père Malagrida, par sainte Anne elle-même* . Elle lui avait déclaré que l'immaculée conception lui appartenait comme à sa fille, qu'elle avait parlé et pleuré dans le ventre de sa mère, et qu'elle avait fait pleurer les chérubins. Tous les écrits de *Malagrida* étaient aussi sages : de plus, il avait fait des prédictions et des miracles ; et celui d'éprouver à l'âge de soixante et quinze ans des pollutions dans sa prison, n'était pas un des moindres. Tout cela lui fut reproché dans son procès ; et voilà pourquoi

il fut condamné au feu, sans qu'on l'interrogeât seulement sur l'assassinat du roi, parce que ce n'est qu'une faute contre un séculier, et que le reste est un crime contre Dieu. Ainsi l'excès du ridicule et de l'absurdité fut joint à l'excès d'horreur. Le coupable ne fut mis en jugement que comme un prophète, et ne fut brûlé que pour avoir été fou, et non pas pour avoir été parricide. Tandis qu'on chassait les jésuites du Portugal, cette aventure réveillait la haine qu'on leur portait en France où ils ont été toujours puissans et détestés. Il arriva qu'un profès de leur ordre nommé *La Valette*, qui était le chef des missions à la Guadeloupe, et le plus fort commerçant des isles, fit une banqueroute de plus de trois millions. Les intéressés se pourvurent au parlement de Paris. On crut découvrir alors que le général jésuite, résidant à Rome, gouvernait despotiquement les biens de la société. Le parlement de Paris condamna ce général, et tous les freres jésuites solidairement, à payer la banqueroute de *La Valette*. Ce procès, qui indigna la France contre les jésuites, conduisit à examiner cet institut singulier, qui rendait ainsi un général italien, maître absolu des personnes et des fortunes d'une société de français. On fut surpris de voir que jamais l'ordre des jésuites n'avait été formellement reçu en France par la plupart des parlements du royaume ; on déterra leurs constitutions, et tous les parlements les trouverent incompatibles avec les loix. Ils rappellerent alors toutes les anciennes plaintes faites contre cet ordre, et plus de cinquante volumes de leurs décisions théologiques contre la sûreté de la vie des rois. Les jésuites ne se défendirent qu'en disant que les jacobins et *st Thomas* en avaient écrit autant. Ils ne prouvaient par cette réponse autre chose, sinon que les jacobins étaient répréhensibles comme eux. à l'égard de *Thomas D'Aquin*, il est canonisé ; mais il y a dans sa somme ultramontaine des décisions que les parlements de France feraient brûler le jour de sa fête, si on voulait s'en servir pour troubler l'état. Comme il dit en divers endroits, que l'église a le droit de déposer un prince infidele à l'église, il permet en ce cas le parricide. On peut avec de telles maximes gagner le paradis et la corde. Le roi daigna se mêler de l'affaire des jésuites, et pacifier encore cette querelle comme les autres. Il voulut par un édit réformer paternellement les jésuites en France ; mais on prétend que le pape *Clément Xiii*, ayant dit qu'il fallait, ou qu'ils restassent comme ils étaient, ou qu'ils n'existassent pas ; cette réponse du pape est ce qui les a perdus. On leur reprochait encore des assemblées secretes. Le roi les abandonna alors aux parlements de son royaume, qui tous, l'un après l'autre, leur ont ôté leurs colleges et leurs biens. Les parlements ne les ont condamnés que sur quelques regles de leur institut que le roi pouvait réformer ; sur des maximes horribles, il est vrai, mais méprisées, publiées pour la plupart par des jésuites étrangers, et désavouées formellement depuis peu par les jésuites français. Il y a toujours dans les grandes affaires un prétexte qu'on met en avant, et une cause véritable qu'on dissimule. Le prétexte de la punition des jésuites était le danger prétendu de leurs mauvais livres que personne ne lit ; la cause était le

crédit dont ils avaient long-temps abusé. Il leur est arrivé dans un siècle de lumière et de modération, ce qui arriva aux templiers dans un siècle d'ignorance et de barbarie : l'orgueil perdit les uns et les autres ; mais les jésuites ont été traités dans leur disgrâce avec douceur, et les templiers le furent avec cruauté. Enfin le roi, par un édit solennel en 1764, abolit dans ses états cet ordre qui avait toujours eu des personnages estimables, mais plus de brouillons ; et qui fut pendant deux cents ans un sujet de discorde. Ce n'est ni *Sanchez* , ni *Lessius* , ni *Escobar* , ni des absurdités de casuites qui ont perdu les jésuites ; c'est *Le Tellier* , c'est la bulle qui les a exterminés dans presque toute la France. La charrue que le jésuite *Le Tellier* avait fait passer sur les ruines de port-royal, a produit au bout de soixante ans les fruits qu'ils recueillent aujourd'hui : la persécution que cet homme violent et fourbe avait excitée contre des hommes entêtés, a rendu les jésuites exécrables à la France, exemple mémorable, mais qui ne corrigera aucun confesseur des rois, quand il sera ce que sont presque tous les hommes à la cour, ambitieux et intrigants, et qu'il dirigera un prince peu instruit, affaibli par la vieillesse. L'ordre des jésuites fut ensuite chassé de tous les états du roi d'Espagne, en Europe, en Asie, en Amérique, chassé des deux Siciles, chassé de Parme et de Malthe, preuve évidente qu'ils n'étaient pas aussi grands politiques qu'on le croyait. Jamais les moines n'ont été puissants que par l'aveuglement des autres hommes ; et les yeux ont commencé à s'ouvrir dans ce siècle. Ce qu'il y eut d'assez étrange dans leur désastre presque universel, c'est qu'ils furent proscrits dans le Portugal, pour avoir dégénéré de leur institut, et en France pour s'y être trop conformés. C'est qu'en Portugal on n'osait pas encore examiner un institut consacré par les papes, et on l'osait en France. Il en résulte qu'un ordre religieux, parvenu à se faire haïr de tant de nations, est coupable de cette haine.

Chapitre 39

Chapitre 39

des progrès de l'esprit humain dans le siècle de Louis XV.

un ordre entier aboli par la puissance séculière, la discipline de quelques autres ordres réformés par cette puissance, les divisions même entre toute la magistrature et l'autorité épiscopale, ont fait voir combien de préjugés se sont dissipés, combien la science du gouvernement s'est étendue, et à quel point les esprits se sont éclairés. Les semences de cette science utile furent jettées dans le dernier siècle : elles ont germé de tous côtés dans celui-ci, jusqu'au fond des provinces, avec la véritable éloquence qu'on ne connaissait guère qu'à Paris, et qui tout d'un coup a fleuri dans plusieurs villes ; témoins les discours sortis, ou du parquet, ou de l'assemblée des chambres de quelques parlements ; discours qui sont des chefs-d'œuvre de l'art de penser et de s'exprimer, du moins à beaucoup d'égards. Du temps des *Daguesseau* , les seules modèles étaient dans la capitale, et encore très-rares. Une raison supérieure s'est fait entendre dans nos derniers jours, du pied des Pyrénées au nord de la France. La philosophie, en rendant l'esprit plus juste, et en bannissant le ridicule d'une parure recherchée, a rendu plus d'une province l'émule de la capitale. En général le barreau a mieux connu cette jurisprudence universelle, puisée dans la nature, qui s'élève au-dessus de toutes les loix de convention ou de simple autorité ; loix souvent dictées par les caprices ou par des besoins d'argent : ressources dangereuses plus que loix utiles, qui se combattent sans cesse, et qui forment plutôt un cahos qu'un corps de législation. Les académies ont rendu service, en accoutumant les jeunes gens à la lecture, et en excitant par des prix leur génie avec leur émulation. La saine physique a éclairé les arts nécessaires ; et ces arts ont commencé déjà à fermer les plaies de l'état, causées par deux guerres funestes. Les étoffes se sont manufacturées à moins de frais, par les soins d'un des plus célèbres mécaniciens. Un académicien, encore plus utile par les objets qu'il embrasse, a perfectionné beaucoup l'agriculture ; et

un ministre éclairé a rendu enfin les bleds exportables ; commerce nécessaire, défendu trop long-temps, et qui doit être contenu peut-être autant qu'encouragé. Un autre académicien a donné le moyen le plus avantageux de fournir à toutes les maisons de Paris l'eau qui leur manque, projet qui ne peut être rejeté que par la pauvreté, ou par la négligence, ou par l'avarice. Un médecin a trouvé enfin le secret long-temps cherché, de rendre l'eau de la mer potable. Il ne s'agit plus que de rendre cette expérience assez facile, pour qu'on en puisse profiter en tout temps, sans trop de frais. Si quelque invention peut suppléer à la connaissance qui nous est refusée des longitudes sur la mer, c'est celle du plus habile horloger de France qui dispute cette invention à l'Angleterre. Mais il faut attendre que le temps mette son sceau à toutes ces découvertes : il n'en est pas d'une invention qui peut avoir son utilité et ses inconvénients, d'une découverte qui peut être contestée, d'une opinion qui peut être combattue, comme de ces grands monuments des beaux arts en poésie, en éloquence, en musique, en architecture, en sculpture, en peinture, qui forcent tout d'un coup le suffrage de toutes les nations, et qui s'assurent ceux de la postérité par un éclat que rien ne peut obscurcir. Nous avons déjà parlé du célèbre dépôt des connaissances humaines, qui a paru sous le titre de dictionnaire encyclopédique. C'est une gloire éternelle pour la nation, que des officiers de guerre sur terre et sur mer, d'anciens magistrats, des médecins qui connaissent la nature, de vrais doctes, quoique docteurs, des hommes de lettres dont le goût a raffiné les connaissances, des géomètres, des physiciens, aient tous concouru à ce travail aussi utile que pénible, sans aucune vue d'intérêt, sans même rechercher la gloire, puisque plusieurs cachaient leurs noms ; enfin sans être ensemble d'intelligence, et par conséquent exempts de l'esprit de parti. Mais, ce qui est encore plus honorable pour la patrie, c'est que dans ce recueil immense, le bon l'emporte sur le mauvais, ce qui n'était pas encore arrivé. Les persécutions qu'il a essuyées ne sont pas si honorables pour la France. Ce même malheureux esprit de formes, mêlé d'orgueil, d'envie et d'ignorance, qui fit proscrire l'imprimerie du temps de *Louis Xi* ; les spectacles sous le grand *Henri Iv* , les commencements de la saine philosophie sous *Louis Xiii* ; enfin l'émétique et l'inoculation : ce même esprit, dis-je, ennemi de tout ce qui instruit, et de tout ce qui s'élève, porta des coups presque mortels à cette mémorable entreprise : il est parvenu même à la rendre moins bonne qu'elle n'aurait été, en lui mettant des entraves dont il ne faut jamais enchaîner la raison ; car on ne doit réprimer que la témérité et non la sage hardiesse, sans laquelle l'esprit humain ne peut faire aucun progrès. Il est certain que la connaissance de la nature, l'esprit de doute sur les fables anciennes, honorées du nom d'histoires, la saine métaphysique, dégagée des impertinences de l'école, sont les fruits de ce siècle, et que la raison s'est perfectionnée. Il est vrai que toutes les tentatives n'ont pas été heureuses. Des voyages au bout du monde, pour constater une vérité que *Newton* avait démontrée dans son cabinet, ont laissé des

doutes sur l'exactitude des mesures. L'entreprise du fer brut, forgé ou converti en acier, celle de faire éclore des animaux à la manière de l'égypte, dans des climats trop différents de l'égypte, beaucoup d'autres efforts pareils, ont fait perdre un temps précieux, et ruiné même quelques familles. Des systèmes trop hasardés ont défigurés des travaux qui auraient été très-utiles. On s'est fondé sur des expériences trompeuses, pour faire revivre cette ancienne erreur, que des animaux pouvaient naître sans germe. De là sont sorties des imaginations plus chimériques que ces animaux. Les uns ont poussé l'abus de la découverte de *Newton* sur l'attraction, jusqu'à dire que les enfants se forment par attraction dans le ventre de leurs mères. Les autres ont inventé des molécules organiques. On s'est emporté dans ses vaines idées jusqu'à prétendre que les montagnes ont été formées par la mer, ce qui est aussi vrai que de dire, que la mer a été formée par les montagnes. Qui croirait que des géomètres ont été assez extravagants pour imaginer qu'en exaltant son âme, on pouvait voir l'avenir comme le présent. Plus d'un philosophe, comme on l'a déjà dit ailleurs, a voulu, à l'exemple de *Descartes*, se mettre à la place de Dieu, et créer, comme lui, un monde avec la parole ; mais bientôt toutes ces folies de la philosophie, sont réprouvées des sages ; et même ces édifices fantastiques, détruits par la raison, laissent dans leurs ruines des matériaux dont la raison même fait usage. Une extravagance pareille a infecté la morale. Il s'est trouvé des esprits assez aveugles, pour saper tous les fondements de la société, en croyant la réformer. On a été assez fou pour soutenir que le *tien* et le *mien* sont des crimes, et qu'on ne doit point jouir de son travail ; que non-seulement tous les hommes sont égaux, mais qu'ils ont perverti l'ordre de la nature, en se rassemblant ; que l'homme est né pour être isolé comme une bête farouche ; que les castors, les abeilles et les fourmis dérangent les lois éternelles, en vivant en république. Ces impertinences, dignes de l'hôpital des fous, ont été quelque temps à la mode, comme des singes qu'on fait danser dans des foires. La théologie n'a pas été à couvert de ces excès : des ouvrages dont la nature est d'être édifiante, sont devenus des libelles diffamatoires, qui ont même éprouvé la sévérité des parlements, et qui devaient aussi être condamnés par toutes les académies, tant ils sont mal écrits. Plus d'un abus semblable a infecté la littérature ; une foule d'écrivains s'est égarée dans un style recherché, violent, inintelligible, ou dans la négligence totale de la grammaire. On est parvenu jusqu'à rendre Tacite ridicule : on a beaucoup écrit dans ce siècle ; on avait du génie dans l'autre. La langue fut portée sous *Louis XIV*

au plus haut point de perfection, dans tous les genres, non pas en employant des termes nouveaux, inutiles, mais en se servant avec art de tous les mots nécessaires qui étaient en usage. Il est à craindre aujourd'hui que cette belle langue ne dégénère par cette malheureuse facilité d'écrire, que le siècle passé a donné aux

siecles suivants ; car les modeles produisent une foule d'imitateurs, et ces imitateurs cherchent toujours à mettre en paroles ce qui leur manque en génie. Ils défigurent le langage, ne pouvant l'embellir. La France surtout s'était distinguée dans le beau siecle de *Louis XIV*, par la perfection singuliere à laquelle *Racine* éleva le théâtre, et par le charme de la parole qu'il porta à un degré d'élégance et de pureté inconnu jusqu'à lui. Cependant on applaudit après lui à des pieces écrites aussi barbarement que ridiculement construites. C'est contre cette décadence, que l'académie française lutte continuellement ; elle préserve le bon goût d'une ruine totale, en n'accordant du moins des prix qu'à ce qui est écrit avec quelque pureté, et en réprouvant tout ce qui pèche par le style. Mais enfin la littérature, quoique souvent corrompue, occupe presque

toute la jeunesse bien élevée ; elle se répand dans les conditions qui l'ignoraient. C'est à elle qu'on doit l'éloignement des débauches grossieres, et la conservation de la politesse introduite dans la nation par *Louis XIV*

et par sa mere. Cette littérature utile dans toutes les conditions de la vie, console même des calamités publiques, en arrêtant sur des objets agréables l'esprit qui serait trop accablé de la contemplation des miseres humaines.